

Département des Permis et Autorisations  
Direction des Permis et Autorisations

**WINDVISION BELGIUM S.A.**

**Interleuvenlaan 15 bte: D  
3001 HEVERLEE**

NAMUR, le **30 DEC. 2013**

Nos références : REC.PU/13.111

32896

**RECOMMANDÉ**

**OBJET : Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement**


- Avis de transmission du rapport de synthèse à Monsieur le Ministre
- Commune de dépôt en 1<sup>ère</sup> instance : GESVES
- Situation : Lieux-dit "Campagne de Borsu" à GESVES
- Exploitant : **WINDVISION BELGIUM S.A.**, Interleuvenlaan 15 D à 3001 HEVERLEE
- Décision querellée : **arrêté du fonctionnaire technique et du fonctionnaire délégué REFUSANT le permis unique visant à construire et exploiter un parc de 6 éoliennes d'une puissance individuelle comprise entre 2 et 3.4 MW**

Madame, Monsieur,

Par la présente, nous avons l'honneur de vous informer que nous avons transmis ce jour, par courrier séparé adressé au Gouvernement, représenté par Monsieur Philippe HENRY, Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de la Mobilité, notre rapport de synthèse faisant suite à l'instruction du recours relatif au permis unique dont références et objet précisés sous rubrique.

En vertu des dispositions de l'article 95, § 7, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, Monsieur le Ministre doit vous envoyer sa décision dans les 100 jours à dater du premier jour suivant la réception du dernier recours recevable augmentés de 30 jours conformément à la prorogation des délais exercée en date du 18/11/2013, ou dans les 30 jours qui suivent la réception du rapport de synthèse si celui-ci a été envoyé avant le délai spécifié à l'article 95, § 3, alinéa 2, du décret.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de notre considération distinguée.

 Le Fonctionnaire délégué, *absent*.

  
**GHISLAIN GERON**  
Inspecteur général  
Directeur général

Le Fonctionnaire technique,

  
**JOSÉ RENARD**  
Inspecteur général

**MARIE-ÉLISE**

**Ir José RENARD**  
Directeur général a.i.

Agent traitant : Eric DEREYDT, Attaché  
Responsable cellule : Ir Pierre MOUSSIAUX, Attaché  
Chef de service : Ir Guy BOXHO, Directeur f.f.



Département des Permis et Autorisations  
Direction des Permis et Autorisations

**Monsieur Philippe HENRY**  
**Ministre de l'Environnement, de**  
**l'Aménagement du territoire et de la**  
**Mobilité**

**rue des Brigades d'Irlande 4**  
**5100 NAMUR (Jambes)**

NAMUR, le **30 DEC. 2013**

Nos références : REC.PU/13.111

**RECOMMANDÉ AVEC ACCUSÉ DE RÉCEPTION**

**OBJET : Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement**

- Transmission du rapport de synthèse à Monsieur le Ministre
- Commune de dépôt en 1<sup>ère</sup> instance : GESVES
- Situation : Lieux-dit "Campagne de Borsu" à 5340 GESVES
- Exploitant : **WINDVISION BELGIUM S.A.**, Interleuvenlaan 15 D à 3001 HEVERLEE
- Décision querellée : **arrêté du fonctionnaire technique et du fonctionnaire délégué REFUSANT le permis unique visant à construire et exploiter un parc de 6 éoliennes d'une puissance individuelle comprise entre 2 et 3.4 MW**

Monsieur le Ministre,

Par la présente, nous avons l'honneur de vous transmettre ce jour notre rapport de synthèse relatif au recours exercé contre le permis unique dont références et objet précisés sous rubrique.

En vertu des dispositions de l'article 95, § 7, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, vous devez envoyer votre décision dans les 100 jours à dater du premier jour suivant la réception du dernier recours recevable augmentés de 30 jours conformément à la prorogation des délais exercée en date du 18/11/2013, ou dans les 30 jours qui suivent la réception du rapport de synthèse si celui-ci a été envoyé avant le délai spécifié à l'article 95, § 3, alinéa 2, du décret.

Les pièces du recours sont consultables à l'adresse <http://webdocpe.intra.spw.wallonie.be/> pour le dossier n° **3847** de la Direction des Permis et Autorisations. Les documents du dossier querellé sont consultables à la même adresse pour le dossier n° **25266** de la Direction de Namur-Luxembourg.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre considération distinguée.

  
Le Fonctionnaire délégué, *absent*  
  
**Ir. J.-P. VAN REYBROECK**  
Inspecteur général  
**Ir. Ghislain GERON**  
Directeur général

Le Fonctionnaire technique,

  
**Ir. José RENARD**  
Directeur général a.i.

Agent traitant : **Eric DEREYDT**, Attaché  
Responsable cellule : **Ir Pierre MOUSSIAUX**, Attaché  
Chef de service : **Ir Guy BOXHO**, Directeur f.f.



Service public  
de Wallonie

Dossier n° 3847

Référence interne : REC.PU/13.111

Références DPA : D3000/92054/RGPER/2013/1/EDE/sel - PU

Références DGO4 : DAU/DUA-XDB-jsb- REC92054/13.1UNI

## **RAPPORT DE SYNTHÈSE ET PROPOSITION DE DÉCISION RELATIFS À L'INSTRUCTION D'UN RECOURS EXERCÉ À L'ENCONTRE D'UN PERMIS UNIQUE**

Monsieur le Ministre trouvera ci-après le rapport de synthèse, visé à l'article 95 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, concernant le recours introduit par la S.A. WINDVISION BELGIUM - Interleuvenlaan n° 15 bte D à 3001 HEVERLEE - contre la décision lui refusant un permis unique pour construire et exploiter un parc de 6 éoliennes d'une puissance individuelle comprise entre 2 et 3.4 MW dans un établissement situé Lieu-dit "Campagne de Borsu" n° à 5340 GESVES.

Sur la base des éléments recueillis lors de l'instruction de cette affaire et repris ci-après, il est proposé à Monsieur le Ministre d'**INFIRMER** la décision prise en 1<sup>ère</sup> instance et d'**ACCORDER** le permis sollicité.

### **1. Instruction de la demande en 1<sup>ère</sup> instance**

#### **1.1. Coordonnées de l'auteur de la demande**

S.A. WINDVISION BELGIUM

✉ Interleuvenlaan n° 15 bte D

3001 HEVERLEE

☎ 016/29.94.55

📄 016/29.94.58

✉ info@windvision.com

N° BCE (Banque Carrefour des Entreprises) : 0859.739.902

Personne dûment habilitée à représenter la personne morale :

Johan & Jaap-Jan MM. VOSS & FERWEDA, Administrateur délégué







## **1.2. Coordonnées de l'établissement faisant l'objet de la demande**

Lieu-dit "Campagne de Borsu"

5340 GESVES

### **Références cadastrales :**

GESVES, 2<sup>ème</sup> division ; section D ; n° 13A, 57L, 110B, 110K, 118A2, 118B2, 118C2, 118E2, 118P2, 118V, 118X, 118Y, 124G, 124H, 124K2, 124L2, 124M2, 124P2, 124S2, 124T2, 124W, 180K.

OHEY, 6<sup>ème</sup> division ; section E ; n° 32B, 32C, 32D, 32E, 35M, 100, 120B, 120C, 134A, 137H.

## **1.3. Objet de la demande**

Construire et exploiter un parc de 6 éoliennes d'une puissance individuelle comprise entre 2 et 3.4 MW et une cabine de tête.

## **1.4. Description de l'établissement**

### **Bâtiment**

**B01** : cabine de tête

### **Installations, activités ou procédés**

**I01** : éolienne n°1 (2000-3400 kW)

**I02** : éolienne n°2

**I03** : éolienne n°3

**I04** : éolienne n°4

**I05** : éolienne n°5

**I06** : éolienne n°6

**I07** : cabine de tête

## **1.5. Rubriques de classement applicables**

Rubriques applicables de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées :





**N° 40.10.01.01.02, Classe 2:**

*Production d'électricité : transformateur statique relié à une installation électrique d'une puissance nominale égale ou supérieure à 1.500 kVA ;*

**N° 40.10.01.04.03, Classe 1:**

*Production d'électricité : éolienne ou parc d'éoliennes dont la puissance totale est égale ou supérieure à 3 MW électriques ;*

**1.5.1. Risques d'accidents majeurs :**

L'établissement objet de la demande de permis unique n'est pas visé par l'annexe Ière de l'accord de coopération du 21 juin 1999 entre l'Etat fédéral, les Régions flamande et wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses.

**1.5.2. Evaluation des incidences**

Etude d'incidences sur l'environnement :

Une étude d'incidences sur l'environnement est jointe au dossier de demande pour la raison suivante :

- établissement de classe 1.

Réunion d'information préalable :

Préalablement à l'introduction de la demande et à la réalisation de l'étude d'incidences une réunion d'information s'est tenue le **7 février 2012** conformément aux dispositions de l'article D.29-5 du livre I<sup>er</sup> du code de l'environnement.

Coordonnées de l'auteur de l'étude d'incidences :

Bureau d'étude : CSD Ingénieurs<sup>+</sup>

Adresse : Avenue des Dessus-de-Lives, 2  
5101 NAMUR

Qualité de l'auteur (agréé au moment la réalisation de l'EIE pour les catégories suivantes jusqu'au 26/05/2013) :

1. Aménagement du territoire, urbanisme, activités commerciales et de loisirs.
2. Projets d'infrastructure, transport et communications.
3. Mines et carrières.
4. **Processus industriels relatif à l'énergie.**
8. Permis liés à l'exploitation agricole.

### Canevas du contenu de l'étude d'incidences sur l'environnement :

Voir le résumé non technique de l'étude d'incidences sur l'environnement joint en annexe du présent rapport.

#### **1.6. Natura 2000**

En application de l'article 3, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, le Département de la Nature et des Forêts a été consulté.

Département de la Nature et des Forêts consulté : DIRECTION EXTÉRIEURE DE NAMUR

Envoi de la demande d'avis : 11 février 2013

Réception de l'avis par le DPA : 12 février 2013

#### **Caractère complet :**

*"J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le formulaire de demande de permis relatif à la demande dont objet et référence précités est COMPLET en ce qui concerne la partie relative à Natura 2000.*

*Le projet n'est pas situé dans un site Natura 2000 et n'est pas susceptible d'avoir un impact négatif significatif sur un tel site, sur le milieu forestier MAIS BIEN en matière de conservation de la nature*

*Ce projet n'est pas situé dans le périmètre d'un parc naturel.*

**LE DNF SOUHAITE ETRE CONSULTE POUR LA SUITE DE LA PROCEDURE."**

#### **1.7. Recevabilité de la demande**

Introduction de la demande : 07 février 2013

Réception de la demande par le DPA : 11 février 2013

Déclaration complète et recevable : 04 mars 2013

#### **1.8. Enquêtes publiques**

Le projet faisant l'objet de la demande a été soumis à enquête publique, conformément aux articles D.29-7 à D.29-19 du livre I<sup>er</sup> du code de l'environnement.

##### **1. Commune de HAVELANGE**

L'enquête a été réalisée sur le territoire de la commune de HAVELANGE, du **18 mars 2013** au **17 avril 2013**.

L'affichage a eu lieu du **08 mars 2013** au **17 avril 2013**.



## Synthèse des objections et observations écrites et orales émises lors de l'enquête publique :

### Sentiment du citoyen :

- *La décision d'octroi échappe aux communes ;*
- *Les mensonges EDORA et APERE é conduisent le citoyen sur la véritable valeur des éoliennes et servent de prétexte du gouvernement wallon pour continuer l'éolien ;*
- *Des citoyens se disent NIMBY ;*
- *L'EIE est un simple plaidoyer pro domo en faveur du projet ;*
- *Manque d'information Sur le type exact d'éoliennes qui seront installées (type, hauteur, puissance) ;*
- *Le nouveau Cadre de Référence est une aberration anticonstitutionnelle et n'évitera pas la poursuite de l'actuelle anarchie ;*
- *Dans le flou actuel d'une cartographie non valide, on ne peut justifier la légitimité de ce projet ;*
- *Chute du Tourisme ;*
- *Dépréciation des terrains et des bâtiments des riverains ;*
- *Le nouveau Cadre de Référence préconise une inadmissible réduction de l'interdistance de centrales éoliennes de 12 km à 4km !*

### Respect de la législation :

- *Faute d'éthique de Windvision qui introduit la demande maintenant pour échapper aux contraintes du nouveau CDR ;*
- *Enquête publique durant les vacances de Pâques - démarche peu citoyenne ;*
- *Non indépendance de l'auteur de l'étude d'incidences CSD ;*
- *Non-respect de l'interdistance de centrales éoliennes ;*
- *L'EIE ne tient pas compte du parc à conteneurs d'Ohey ni de la cité Sierpont (à construire) ;*
- *Non-respect de l'article 127§3 du CWATUPE ;*
- *Manque de réflexion sur le projet ;*

- *Pas de planification en matière d'implantation éolienne ;*
- *La politique éolienne est mal conduite : pas de transparence, pas d'étude d'impact stratégique et pas de participation populaire ;*
- *L'éolien ne peut pas vivre sans terres rares ; elles provoquent une pollution terrible et sont à l'origine d'une prolifération du cancer ;*
- *A cause de l'échec de l'énergie éolienne l'Allemagne annonce la construction de 23 nouvelles centrales au charbon ;*
- *La sécurisation de l'approvisionnement en électricité implique 1729 MW de renouvelable ;*
- *L'éolien ne figure pas sur les 21 axes d'action des Japonais ;*
- *L'expérience allemande a été forcée de constater l'échec énergétique et climatique de l'éolien ;*
- *Pas d'engagement du promoteur pour remédier au risque d'interférence hertzienne ;*
- *Le premier projet a été refusé en première instance et sur recours pour non respect de dispositions contraignantes du CW ATUPE - ce projet est entaché de la même illégalité ;*
- *L'EIE ignore qu'en l'absence de norme réglementaire la jurisprudence est source de droit ;*
- *L'EIE ne répond pas à un certain nombre de questions posées lors de la réunion d'information préalable ;*
- *Ne tient pas compte de l'incidence de dévalorisation immobilière - demande de complément d'EIE ;*
- *Manque d'utilité publique, donc la dérogation au plan de secteur n'est pas justifié ;*

#### Biodiversité :

- *L'éolien détruit la biodiversité ;*
- *L'étude de l'impact chiroptérique ne tient pas compte des recommandations de Natagora ;*
- *L'impact sur l'avifaune a été sous-estimé ;*
- *Impact sur la santé ;*



- *Droit de vivre dans un environnement sain (sans éoliennes) ;*
- *Par précaution, l'académie française de Médecine recommande que soit suspendue la construction des éoliennes >2,5MW situées à moins de 1500 m des habitations ;*

*Demande d'application du principe de précaution en matière de santé publique :*

- *Une experte préconise une distance de sécurité de 1,5 miles par rapport aux habitations, hôpitaux, écoles,...*
- *Peur des effets nocifs des parcs éoliens sur la santé humaine ;*
- *L'EIE ignore l'impact des éoliennes sur la santé humaine ;*
- *Effet stroboscopique : protection insuffisante ;*

*Nuisance sonore :*

- *Emergence du bruit nocturne particulier trop élevé pour un milieu calme agricole ;*
- *Si l'EIE appliquait la correction pour bruit impulsionnel en matière de norme-limité acoustique, les résultats montreraient un dépassement de la norme pour l'ensemble des points de référence ;*
- *Ne répond pas aux demandes de prises de position médicales internationales en matière de bruit éolien ;*
- *La simulation de propagation du bruit particulier à l'immission est faite sur base d'une norme déclarée illégale par le Conseil d'Etat ;*
- *Les incidences humaines en matière d'infrasons sont bien réelles et démontrées ;*
- *Analyse acoustique faite par un bureau non agréé ;*
- *La nouvelle norme de bruit éolienne du nouveau Cadre de Référence augmentera, illégalement, le niveau de pression sonore de 78% ;*
- *Le bruit nocturne des grandes éoliennes justifie les doléances des riverains jusqu'à 2 km de la centrale éolienne ;*
- *L'EIE minimise les nuisances sonores et infrasonores ;*

*Pas de bénéfice énergétique :*

- *Inutilité de l'éolien on-shore ;*
- *L'éolien n'est pas propre ni renouvelable puisqu'il ne peut pas vivre sans le gaz ;*

- *L'éolien ne présente aucune bénéfice ni écologique ni énergétique ;*
- *Demande d'exclusion de l'éolien à cause de leur gigantisme anti-écologique ;*
- *« Coût » élevé en CO<sub>2</sub> ;*
- *Bénéfice énergétique douteux ;*
- *L'implantation de ce parc éolien nous fera davantage dépasser le seuil Kyoto 2012 de la Région Wallonne (ajout de nuisance, mauvaise rentabilité, mauvaise intégration dans l'environnement) ;*
- *L'EIE n'étudie pas les émissions de gaz à effet de serre supplémentaires ;*
- *La comptabilisation des Certificats Verts ne rencontre pas l'exigence du bilan CO<sub>2</sub> des éoliennes ;*
- *Le calcul de l'économie de CO<sub>2</sub> ne tient pas compte de la réalité wallonne et est établi sans preuve - complément d'EIE nécessaire ;*
- *Selon une thèse doctorale, pour la Belgique, l'éolien est polluant ;*
- *Demande de chiffres prouvant l'utilité énergétique et écologique des centrales éoliennes on-shore en Wallonie ;*
- *Vu le potentiel venteux du site, le productible de la centrale ne respecte pas la norme minimale du taux de capacité de 2000 à 2200 h/an. Le bridage de certaines éoliennes pour diminuer l'impact chiroptérique réduirait encore plus cette capacité ;*
- *Dans le contexte Kyoto, il faudrait se focaliser sur les énergies non-polluantes plutôt que sur l'éolien ;*
- *Aucun pays d'Europe n'a réussi à se passer d'autres moyens de production polluants en parallèle ;*
- *Ce projet ne fera qu'augmenter la production de CO<sub>2</sub> et notre dépendance aux énergies fossiles ;*
- *L'isolation des bâtiments économise plus d'énergie que l'éolien ;*
- *L'utilisation rationnelle de l'énergie est mieux que l'éolien ;*

*Impact financier sur le citoyen :*

- *Les wallons paieront trois fois pour l'éolien (perte de pouvoir d'achat, perte immobilière, tourisme en déclin) ;*



- *L'éolien aggrave la crise économique ;*
- *Hausse de notre facture d'électricité à cause des certificats verts ;*
- *Les centrales éoliennes en faillite engendrent un surcoût sociétal ;*
- *Qui va payer la démolition en cas de faillite du promoteur éolien ;*
- *L'éolien va faire exploser le prix de l'électricité selon la CWAPE ;*
- *Le coût des futurs projets éoliens seront imputés aux consommateurs et non dans le budget de l'Etat ;*
- *L'éolien excédentaire est vendu à prix bas alors que l'énergie hydroélectrique est vendue au prix fort ;*
- *Impact financier pour les sociétés d'exploitation :*
- *L'économie subsidiée de l'éolien falsifie la libre concurrence en matière d'énergie ;*
- *Pas de prime à la production éolienne aux USA depuis 2013 ;*
- *Le choix du site a été fait sur base de la rentabilité financière ;*
- *La démesure des CV éoliens est telle que les sociétés d'exploitation réalisent un bénéfice de plus de 500 % sur capital investi ;*
- *Taux de rentabilité pour les sociétés situé entre 500% et 1000% alors que dans le photovoltaïque on estime que 7% est suffisant ;*

*Paysage :*

- *Etude de l'impact paysage non conforme ;*
- *Sous-estime une trentaine d'impacts importants en matière de patrimoine paysager ;*
- *Les photomontages dissimulent l'impact visuel réel ;*
- *Affirmation erronée en ce qui concerne les lignes de force du paysage ;*
- *Pas de détail ni d'engagement de la part du promoteur pour atténuer les incidences du balisage sur le paysage ;*
- *Ce projet ci ne respecte pas plus les lignes de force du paysage que le précédent ;*



- *Demande qu'un collège d'experts eu matière de paysage pour juger la demande ;*
- *Manque de définition du concept de la valeur d'un paysage face aux éoliennes ;*
- *Impact visuel et dégradation du paysage.*

Avis du collège communal :

Néant

## **2. Commune de ASSESSE**

L'enquête a été réalisée sur le territoire de la commune d'ASSESE, du **18 mars 2013** au **17 avril 2013**.

L'affichage a eu lieu du 08 mars 2013 au 17 avril 2013.

Synthèse des objections et observations écrites et orales émises lors de l'enquête publique :

### **Projet de manière générale :**

- *Risques de pollution, production de GES et pas de réduction de CO<sub>2</sub> ;*
- *Couverture des besoins énergétiques globaux non assurée, augmentation de la dépendance aux énergies fossiles ;*
- *Gigantisme anti-écologique ;*

### **Paysage et impact touristique :**

- *Mutilation, destruction/enlaidissement du paysage, pollution visuelle ;*
- *Projet au sein d'une zone de sensibilité paysagère ;*
- *Mise à mal du patrimoine bâti ;*
- *Impact négatif sur la fréquentation touristique locale ;*
- *Projet qui mettra à mal la fréquentation des chemins de randonnées pédestres et équestres ;*

### **Sur le plan juridique :**

- *Projet industriel dérogatoire en zone agricole ;*
- *Non respect de l'article 127§3 du CWATUPE : préservation des lignes de force du paysage ;*



- *Législatif : non respect du cadre législatif ;*
- *Non prise en compte de la convention d'Aarhus ;*
- *Flou actuel en ce qui concerne le nouveau cadre de référence pour l'éolien, cartographie non valide ;*

#### **Etude d'incidences sur l'environnement :**

- *Objet du permis pas définitivement fixé ;*
- *Type de machine encore inconnu ;*
- *EIE insatisfaisante et imprécise ;*
- *Quid de la régulation thermique ?*

#### **Impacts économiques :**

- *Augmentation du coût de l'électricité, rapport coût/bénéfice défavorable, site non garant de bonnes performances, projet non efficace en regard des productions off-shore, aucun retour financier pour les habitants, EIE muette quant à la conjonction ;*
- *Baisse de la valeur des habitations : dépréciation immobilière ;*

#### **Impacts sur la santé des riverains du projet :**

- *Risques au niveau de la santé publique : quid des impacts des nuisances sonores, stroboscopiques, des infrasons, des vibrations ?*
- *Gênes visuelles, bourdonnements, insomnies, irritabilités, allergies...*
- *Nuisances sonores et visuelles nocturnes*

#### **Impacts sur la biodiversité :**

- *Nuisances pour l'avifaune, pour les animaux, pour la biodiversité de manière générale ;*

#### **Distances par rapport aux habitations, entre les éoliennes :**

- *Non respect des distances de sécurité ;*
- *Projet trop proche du parc à conteneurs, des habitations ;*

#### **A l'avenir :**

- *Quid d'une faillite du promoteur ;*

- *Quid d'un mécanisme de contrôle efficace ;*
- *Quid du démantèlement des éoliennes ;*

Avis du collège communal :

"Le COLLEGE,

*Vu le Code Wallon de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie en vigueur ;*

*Vu le Code de l'environnement ;*

*Vu le Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;*

*Vu le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement relatif à l'évaluation des incidences des projets sur l'environnement ;*

*Vu la demande de permis unique introduite par WINDVISION BELGIUM S.A. demeurant à Interleuvenlaan, 15D à 3001 Heverlee, visant la construction et l'exploitation d'un parc de 6 éoliennes d'une capacité individuelle comprise entre 2 et 3.4 MW et d'une cabine de tête sur le territoire des communes de 5340 Gesves et 5350 Ohey (campagne de Borsu) :*

Références cadastrales des terrains concernés par le projet :

*6<sup>e</sup> division, OHEY, Section E N° 120 C - 120B - 32C - 35M - 32D - 32B - 100 - 137H - 32E - 134A - 116*

*2<sup>e</sup> division GESVES section D13A - 57 L - 118P2 - 124W - 180K - 110B - 118E2 - 118C2 - 118B2 - 118A2 - 118V - 118X - 118Y - 124P2 - 124H2 - 124G2 - 124K2 - 124L2 - 124M2 - 124T2 - 124S2 ;*

*Attendu que les installations et/ou activités concernées sont reprises en classe 1 par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002, arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées ;*

*Attendu que conformément à l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 04 juillet 2002 fixant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, le projet fait l'objet d'une étude d'incidences sur l'environnement ;*

*Attendu qu'en date du 04 mars 2013, les fonctionnaires technique et délégué signalaient par courrier reçu à l'Administration communale d'Assesse en date du 05 mars 2013 le caractère complet et recevable de ladite demande de permis unique ;*

*(...)*

*Considérant que l'Union Européenne s'est fixée comme objectif, d'ici 2020, de réduire de 20% les émissions à effet de serre, de faire passer la part des énergies renouvelables à 20% et d'accroître l'efficacité énergétique de 20% ;*



*Considérant que la Belgique doit répondre à ces obligations, le Gouvernement s'est engagé, à travers la DPR et par la décision du 1<sup>er</sup> mars 2012, à tendre, à l'horizon 2020, à ce que 20% de la consommation finale d'énergie soit assurée par des sources renouvelables, correspondant à une production effective de 8.000 GWh d'électricité renouvelable produite sur le sol wallon, dont une contribution de l'éolien on shore de 4500 GWh ;*

*Vu le cadre de référence pour l'implantation d'éoliennes en Région wallonne approuvé définitivement par le Gouvernement wallon, le 21 février 2013 ;*

*Vu la carte positive de référence traduisant le cadre actualisé approuvé provisoirement par le Gouvernement wallon, le 21 février 2013 ;*

*Considérant que la commune d'Assesse est notamment concernée par le lot 26 identifié dans la carte positive provisoire et disposant d'un gisement éolien correspondant à un potentiel estimé de 116 GWh ;*

*Considérant que ce potentiel n'est pas un objectif formel de production mais une estimation de l'atteignable, et qu'il faut, pour évaluer le productible effectivement réalisable, considérer les projets au regard de leurs interactions et co-visibilité potentielle, de la volonté des citoyens et des pouvoirs locaux de s'impliquer dans les projets, des engagements pris par la Wallonie en termes de protection de l'environnement et du paysage, et de l'évolution de la technologie de production d'énergie éolienne ;*

*Attendu que des avis annonçant le projet dont question ont été affichés conformément aux modalités déterminées par arrêté du Gouvernement Wallon du 04 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du Décret du 11 mars 1999, avec invitation à quiconque aurait des réclamations ou remarques à présenter, de les faire connaître par écrit au Collège communal avant le 17 avril 2013 à 12h00 ;*

*Attendu que ce projet a donné lieu à 1504 courriers individuels d'observation contre le projet reçus dans les délais de l'enquête publique ;*

*Attendu qu'à la clôture de l'enquête publique, aucune réclamation complémentaire n'a été formulée et qu'un procès-verbal de clôture a été rédigé ;*

*Attendu que les 1504 remarques contre le projet peuvent être résumées comme suit :*

*(...)*

*Attendu que parmi les 1504 lettres reçues, 2,79 % d'entre-elles proviennent d'habitants de la commune d'Assesse ;*

*Attendu que le projet concerne la construction et exploitation d'un parc de 6 éoliennes et d'une cabine de tête sur le territoire des communes voisines de Gesves et d'Ohey ;*

*Vu le rapport final de l'étude d'incidences, le résumé non technique et les annexes présentés par le porteur de projet ;*

*Considérant que les incidences tant négatives que positives du projet ont été évaluées dans le cadre de l'étude d'incidences dans les domaines sonore, de l'ombrage, de la qualité de l'air, du sol et du sous-sol, de l'eau, de la faune et de la flore, et du contexte humain en général ;*

*Attendu que le Collège communal d'Assesse marque son intérêt pour le développement éolien en Région wallonne pour autant qu'il s'inscrive dans le respect du cadre de référence éolien adopté le 21 février 2013 par le Gouvernement wallon mais que cela doit se faire dans une mesure proportionnée et respectueuses des habitants et des paysages ;*

*Attendu que le Collège considère que la force éolienne étant un bien commun, il est indispensable que, dans le respect des orientations préconisées par le cadre de référence éolien, les bénéfices de l'exploitation d'un tel gisement bénéficient également et directement aux citoyens et aux objectifs publics de la commune ;*

*Considérant que le nouveau cadre de référence prévoit que dès lors qu'une demande leur est faite, les développeurs éoliens permettent la participation financière dans leur projet de parc des communes et/ou des intercommunales, ainsi que des coopératives citoyennes avec ancrage local et supra-local ;*

*Considérant qu'à ce stade, rien ne permet de considérer que le projet d'implantation de 6 éoliennes sur le territoire des communes de Gesves et d'Ohey se caractérise par une vraie ouverture à la participation de la population locale ;*

*Considérant également que, vu les délais liés à la remise du présent avis, il n'a pas été possible de mettre en oeuvre une véritable discussion avec les promoteurs d'une part, et les citoyens d'autre part, pour construire concrètement des propositions de co-participation au projet éolien ;*

*Considérant que dans la réflexion de la participation aux bénéfices de l'exploitation de ce gisement éolien, une attention particulière doit être accordée aux riverains les plus proches et directement impactés par le projet ;*

*Considérant que la construction d'alternative énergétiques à l'échelle de notre commune doit faire l'objet d'une réflexion collective et citoyenne ;*

*Considérant que, les conditions d'une réflexion collective n'étant pas réunies, il eut été préférable de prévoir une suspension de la procédure pour permettre une réflexion sur les modalités d'une participation publique ou citoyenne ;*

*Considérant que le demandeur n'a pas permis la participation effective des citoyens et des pouvoirs publics locaux dans leur projet ;*

**DECIDE**

**Article 1.**

*D'émettre un avis défavorable sur le projet pour lequel la demande de permis unique est introduite et sur la dérogation au plan de secteur demandée.*

**Article 2.**

*D'envoyer la présente décision, dans les 10 jours de la clôture de l'enquête publique :*

*- à Monsieur le Fonctionnaire technique - SPW-DPA, Direction de Namur-Luxembourg, Avenue Reine Astrid, 39 à 5000 NAMUR*





- à Monsieur le Fonctionnaire délégué - SPW, Administration de l'Urbanisme, Place Léopold, 3 à 5000 NAMUR

- aux communes de Gesves, Ohey, Havelange pour information"

### **3. Commune de GESVES**

L'enquête a été réalisée sur le territoire de la commune de GESVES, du **18 mars 2013** au **17 avril 2013**.

L'affichage a eu lieu du **08 mars 2013** au **17 avril 2013**.

Synthèse des objections et observations écrites et orales émises lors de l'enquête publique :

#### **1) Paysage et impact touristique**

*La qualité paysagère du Condroz et la nécessité de protéger cette qualité alors que le projet aura un impact important en termes de dégradation, région réputée pour ses paysages et son attrait touristique ;*

*Les défauts importants du projet sur le plan de sa visibilité et de sa lisibilité, le caractère déstructurant dans les paysages environnants de qualité dont certains sont protégés,*

*Le projet n'est pas conforme aux prescriptions légales en vigueur, en zone agricole, qui prévoit que les lignes de force du paysage doivent être préservées, renforcées et non détruites et contestation de la demande de dérogation,*

*La dérogation en zone agricole du plan de secteur doit faire l'objet d'attestation d'un collège d'experts composé de professionnels du paysage pour une bannière interprétation du prescrit légal,*

*L'inadéquation du lieu d'implantation pour un tel projet industriel ;*

*La détérioration des chemins et l'atteinte aux randonneurs pédestres au équestres notamment ;*

#### **2) Caractéristiques techniques générales, du projet ou commentaires globaux**

*Le caractère imposant de ces éoliennes de près de 150 mètres de haut ;*

*La nécessité de n'autoriser ce type de projet que dans des zones déterminées et non n'importe où au gré des souhaits des promoteurs ;*

*L'insuffisance des distances entre les éoliennes et les éléments naturels existants ;*

*L'imprécision du dossier de demande de permis quant à la puissance des éoliennes qui seront installées et quant au type d'éoliennes ;*

*Les limites du système de production d'électricité en terme de capacité à gérer les inconstances de la production d'électricité au départ de l'éolien ;*

*La problématique des ombres portées générée par le projet et le non respect des normes dans ce domaine ;*

*La problématique de la pollution visuelle liée au balisage lumineux imposé en journée comme de nuit ;*

*Risque économique (exemple de l'expérience allemande dont nombreux parcs éoliens sont en faillites depuis 2003 : Trèves) ;*

*Le démantèlement est non réglementé : prévoir un contrôle pour les frais de démolition à charge du promoteur, prévoir le dépôt d'une caution,*

*Charroi important pour la construction et l'élargissement des chemins*

*Absence de logique dans l'approche : mutilation paysagère, l'électricité est plus chère, ne génère pas de réduction de pollution,*

*Le Meilleur kwh est celui qui n'est pas consommé, mieux vaut miser sur l'économie d'énergie,*

*L'illégalité dans la démarche au regard du précédent refus de permis à la même société et intervenu en 2007*

*L'impact sur les chemins de promenade*

### **3) Santé en général**

*Les conséquences pour la santé des riverains proches du projet (infrasons, ondes vibratoires et telluriques, nuisances sonores, stress et maladies liées au stress que générera ce projet pour les riverains),*

*La problématique du bruit et des infrasons générés par ces éoliennes pour des habitations situées trop près des éoliennes et la référence à ce sujet à des normes étrangères souvent plus contraignantes ou à des études proposant des distances plus importantes (notamment la recommandation de l'Académie française de Médecine pour une distance de 1500 m),*

*Les normes en matière de santé publique liées aux nuisances ne sont pas légales et sont dépassées,*

*Inconfort animalier,*

### **4) Impact sur la biodiversité**

*L'impact du projet sur la flore existante,*



*La présence de zone natura 2000 à proximité du projet,*

### **5) Impact économique**

*Diminution de la valeur intrinsèque des biens immobiliers des riverains,*

*L'impact sur le tourisme,*

*Déséquilibre majeur montré par le rapport de la CWAPE : excédent de certificats verts pour 2020,*

*L'éolien n'est pas vecteur d'emploi permanent,*

*L'absence de retombée économique locale*

### **6) Compensations / retombées pour la commune ou les citoyens**

*Les riverains opposés au projet ne seront pas indemnisés, seuls les propriétaires des terrains sur lesquels les éoliennes et les câbles seront établis recevront une indemnisation et non les riverains les plus touchés au niveau de leur habitat*

*L'absence ou la faiblesse des compensations financières aux riverains ou aux communes pour les dommages paysagers, visuels et sonores causés par le projet*

*L'imprécision du projet quant aux retombées économiques proposées*

*La mise en cause du caractère trop mercantile du projet*

*La conception même du projet qui a voulu maximiser son profit économique aux dépens d'une bonne intégration environnementale et sociale du projet*

### **7) Qualité de l'étude d'incidence**

*Remise en cause des photomontages avec l'insertion de vues panoramiques tronquant le regard quant à l'impact visuel réel du projet (photomontages trompeuses)*

*L'absence d'étude suffisante des implantations alternatives des éoliennes*

*La sous-estimation de l'impact du projet sur la faune présente dans les environs ou de passage lors des migrations*

*L'étude ne se prononce pas sur la conjonction des nuisances sonores et stroboscopiques*

*Non sens aérodynamique : vents dominants productivité réduite pour 5 éoliennes*

*L'étude n'a pas examiné le problème de rejets indirect de gaz à effet de serre*

*L'étude ne respecte pas et ne répond pas aux demandes formulées lors de la réunion d'information préalable*

*L'étude minimise ou ignore les inconvénients humains*

*La non dépendance de l'auteur de l'EIE puisque sollicitée par le promoteur*

*Erreur de calculs de la productibilité*

*Oubli de la présence du parc à conteneur de Ohey*

*Lacune de l'étude en matière de l'incidence de la dépréciation immobilière*

#### **8) Objectifs wallons en matière de développement des énergies renouvelables**

*Le caractère non durable du développement de l'énergie éolienne en Région wallonne notamment par la prolifération des projets et l'absence de véritable planification respectueuse des règles normales d'aménagement du territoire*

*La mise en cause de l'effet bénéfique de l'éolien pour la lutte contre les changements climatiques (...);*

*La mise en cause de l'efficacité énergétique réelle du projet notamment au regard de l'absence d'étude de vents sur le lieu d'implantation et du faible rendement énergétique envisagé même s'il est déjà surestimé*

*La surenchère verte actuellement en cours au niveau politique et médiatique (certains parlent de l'obsession éolienne) conduisant à négliger les impacts du développement éolien au profit d'un bénéfice environnemental limité voire surévalué*

*La remise en cause de l'utilité du projet au regard du potentiel éolien pouvant exister en off-shore au large des côtes belges avec un impact minimal par rapport au développement envisagé en Wallonie et dans le cadre de ce projet*

*Les surcoûts que génère le développement de l'éolien pour le prix de l'électricité*

*La remise en cause de la forte subvention dont fait l'objet l'éolien lui donnant une rentabilité artificielle*

*Faiblesse de procédure actuelle en matière de permis (seconde tentative de Windvision)*

*Pas de cartographie d'exclusion*

*L'absence de position décisionnelle communale en matière d'éolien sous le couvert de l'article 127,*



*L'étude d'incidence environnementale devrait être remplacée par une étude de conformité réalisée par les services publics*

*Erreur sur le plan de mise en œuvre de la convention de KYOTO*

*Parc éolien en mer est plus rentable*

*L'interprétation des directives européennes est confuse et la confusion est entretenue par la politique*

*L'intérêt doit être porté sur d'autres énergies renouvelables*

#### **9) le promoteur**

*Le manque de précision quant au futur exploitant*

*Les doutes sur la qualité de l'exploitant et les garanties qu'il peut présenter de sérieux et de solidité financière*

...

#### **Avis du collège communal :**

*"Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et ses modifications successives ;*

*Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 04 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;*

*Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie (CWATUPE) en vigueur ;*

*Vu le Livre 1<sup>er</sup> du Code de l'Environnement relatif à l'évaluation des incidences des projets sur l'environnement ;*

*Vu le Cadre de référence pour l'implantation d'éoliennes en Région wallonne approuvé par le Gouvernement wallon, le 18 juillet 2002 ;*

*Vu le Cadre de référence actualisé pour l'implantation d'éoliennes en Région wallonne et approuvé par le Gouvernement wallon, le 21 février 2013 et servant d'outil guide pour la période transitoire dans l'attente de l'adoption du cadre décretaal (qui organisera un mécanisme combinant la reconnaissance de l'intérêt public de l'implantation d'éoliennes et des appels à projets) ainsi que de la cartographie positive de zones de développement éolien, associée à un productible minimal par lot permettant de développer le grand éolien à concurrence d'un objectif de 4500 GWh à l'horizon 2020 ;*

*Attendu que ce cadre de référence actualisé n'a d'autre statut que celui de donner les orientations stratégiques du Gouvernement wallon en matière de développement de*

*projets éoliens et qu'il est dénué de toute valeur réglementaire, sauf en ce qu'il décrit le droit positif ou en voie d'adoption ;*

*Attendu que le cadre décretaal et la cartographie feront quant à eux l'objet d'une enquête soumise à l'avis du public et que l'avis préalable des collèges communaux peut être annexé au document de l'enquête ;*

*Vu l'avis défavorable émis par le collège ce 22/04/2013 au regard de ce nouveau cadre de référence éolien adopté en séance du Gouvernement wallon ce 21 février 2013, ainsi qu'au regard de la cartographie y étant jointe ;*

*Attendu que ce Cadre de référence détermine les critères à respecter pour l'implantation des éoliennes et que ces critères sont en phase avec la trajectoire annuelle permettant d'atteindre la cible de productible éolien à l'horizon 2020, tout en garantissant un cadre de vie de qualité et le respect des dispositions de la Convention de Florence ;*

*Attendu que ce Cadre précise que tout projet pour lequel une demande de permis a déjà été déposée avec accusé de réception complet devra répondre aux critères du Cadre de référence éolien de 2002, que néanmoins, les demandes de permis dont la réunion d'information préalable s'est tenue avant l'entrée en vigueur du cadre ne sont pas tenues de respecter le protocole de comptage ;*

*Vu la demande de permis unique introduite par WINDVISION BELGIUM S.A. demeurant à Interleuvenlaan, 15 D à 3001 Heverlee, relative à la construction et l'exploitation d'un parc éolien de 6 éoliennes d'une capacité individuelle comprise entre 2 et 3.4 l'vIW et d'une cabine de tête, sis campagne de Borsu à 5340 GESVES et 5350 OHEY et cadastré*

*A Gesves : 1<sup>ère</sup> division, Gesves, Section D N° 13A - 57L - 118P2 - 124W - 180K - 110B - 118E2 - 118C2 - U8B2 - 118A2 - U8V - 118X - 118Y - 124P2 - 124H2 - 124G2 - 124K2 - 124L2 - 124M2 - 124T2 - 124S2*

*A Ohey : le division, Ohey, Section E 120 C - 120 B - 32 C - 35 M - 116 - 32 D - 32 B - 100 - 137 H - 32 E - 134A.*

*Vu la réunion d'information préalable intervenue le 7 février 2012 ;*

*Attendu que le récépissé communal de la demande porte la date du 7/2/2013 ;*

*Attendu que la réception du dossier au Département des Permis et Autorisations est intervenue en date du 11/02/2013 ;*

*Considérant que les installations et/ou activités concernées sont reprises en classe 1 par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002, arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées ;*

*Considérant que conformément à l'arrêté précité le projet fait l'objet d'une étude d'incidences sur l'environnement ;*

*Vu la notification de complétude et de recevabilité du dossier intervenue en date du 4 mars 2013 et réceptionnée en date du 5 mars 2013 ;*



*Considérant que les fonctionnaires technique et délégué invitent le collège à remettre un avis dans les 10 jours de la clôture de l'enquête publique, en même temps que les pièces exigées pour constater que la publicité voulue a été donnée à la demande ;*

*Vu le procès-verbal de l'enquête publique d'une durée de 31 jours, duquel il résulte que l'installation projetée a rencontré 1689 lettres de remarques dont 3 intervenues hors délais ;*

*Considérant que conformément aux articles 91 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et R.81 du livre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement, l'avis de la CCATM a été sollicité en date du 4 mars 2013,*

*Attendu que la demande d'avis de la CCATM réceptionnée en date du 5 mars 2013 précise que ce dernier doit être remis dans les 60 jours à dater de la réception ; l'avis de la CCATM doit parvenir aux fonctionnaires technique et délégué pour le 3 mai 2013 au plus tard ;*

*Attendu que les avis des instances suivantes ont également été sollicités par les fonctionnaires technique et délégué :*

*(...)*

*Attendu que le projet est situé en zone agricole au plan de secteur de Namur adopté par l'Arrêté de l'Exécutif Régional Wallon du 14/05/1986 et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité ;*

*Considérant que le projet est situé en aire agricole à maintenir au schéma de structure communal adopté par le conseil communal du 12 décembre 2003 ;*

*Attendu que le projet est situé en aire agricole de paysage ouvert au règlement communal d'urbanisme adopté définitivement par le conseil communal du 22 mars 2006 et approuvé par Arrêté Ministériel du 20/07/2006 (M.B. 20/09/2006) ;*

*Vu l'article 35 du CWATUPE définissant la zone agricole ;*

*Considérant que le projet déroge à la destination de la zone agricole telle que fixée par l'article 35 du CWATUPE, dans la mesure où les éoliennes ne relèvent pas du type d'actes et travaux ou activités admissibles dans cette zone ;*

*Considérant que le projet déroge à l'aire agricole ouverte à «maintenir» qui stipule que :  
« A Gesves et Sorée :*

*le plateau de champs ouverts compris entre Haut-Bois et Sorée incluant Space, ainsi qu'entre Sorée et Ohey est une aire agricole de paysage ouvert du règlement communal d'urbanisme » ;*

*Considérant que le projet est entouré de périmètre de grande sensibilité paysagère défini aux schémas de structure communaux de Gesves et d'Ohey ;*

*Considérant que ces périmètres de sensibilité paysagère présentent une haute sensibilité visuelle à toute nouvelle implantation et qu'afin de préserver ces aires de vues longues, tous les actes et travaux doivent faire preuve d'un effort significatif d'intégration visuelle ;*

*Considérant que lors de la délivrance de permis, le critère d'impact visuel au sens de la fermeture des vues longues et de l'inter-visibilité (habitat proche, route de passages fréquents, ...) du projet doit être particulièrement étudié ;*

*Considérant que les espaces concernés sont :*

*-A Gesves :*

- la plaine alluviale et les versants de la plaine du ruisseau des Fonds de Gesves,*
- la plaine alluviale du Samson depuis Francesse jusqu'à Houyou en passant par Champia,*
- les Campagnes entre Pourrain et Houyou et la vallée du ruisseau de Hoûte ;*

*- A Sorée, l'enveloppe paysagère du village délimitée par l'ensemble des points de vue les plus intéressants.*

*Vu l'article 127, §3 du CWATUPE précisant que :*

*«Pour autant que la demande soit préalablement soumise aux mesures particulières de publicité déterminées par le Gouvernement ainsi qu'à la consultation obligatoire visée à*

*l'article 4, alinéa 1er, 3°, lorsqu'il s'agit d'actes et travaux visés au § 1er, alinéa 1er, 1°, 2°, 4°, 5°, 7° et 8°, et qui soit respectent, soit structurent, soit recomposent les lignes de force du paysage, le permis peut être accordé en s'écartant du plan de secteur, d'un plan communal d'aménagement, d'un règlement communal d'urbanisme ou d'un plan d'alignement – Décret du 20 septembre 2007, art. 16, 2°).»*

*Attendu que le projet prévoit également la création d'1 km 390 mètres de nouveaux chemins pour rejoindre les éoliennes 2, 3, 4 et 6 et le renforcement et l'élargissement à 4 m dans l'emprise publique d'1 km 820 mètres de voiries publiques existantes (chemins vicinaux 5 pour Ohey, 18 et 21 pour Gesves) pour accéder aux éoliennes 1, 5 et 6 ;*

*Attendu que le projet prévoit la construction de 1 km 390 mètres de nouveaux chemins sur domaine privé pour accéder aux éoliennes 2, 3, 4 ;*

*Attendu que le projet prévoit l'aménagement d'aires de manœuvre temporaires au niveau des différents carrefours et virages serrés ;*

*Considérant la mise en œuvre d'un schéma directeur dûment approuvé par l'autorité communale en date du 04/04/2013 comprenant 50 logements neufs situés à moins de 800 m de la première éolienne (quartier de Sielpont) ;*

*Considérant également l'implantation du projet dans des zones d'exercices militaires aériens conduisant à la nécessité d'un balisage lumineux porteur de nuisances visuelles de nuit comme de jour (pour lesquelles l'EIE préconise notamment l'occultation des feux «W» rouges (nuit) vers le bas ainsi que la synchronisation des balisages de jour et de nuit) et porteur d'un risque d'accident qui ne peut être totalement exclu ;*



*Considérant que selon l'EIE, le projet implique une emprise totale de l'ordre de 1,5 ha sur des sols limoneux dont l'étude en mentionne la relativement bonne valeur agricole en page 12 du résumé non technique, qu'il y a lieu de protéger les espaces ruraux nécessaires à la viabilité et à la rentabilité de l'agriculture et de l'élevage dans cette région ;*

*Considérant que la demande se rapporte à un bien situé dans le périmètre de protection (pour l'éolienne 1), établissant les zones de prévention rapprochée et éloignée des ouvrages de prise d'eau souterraine de catégorie B dénommés « Houte E1, Houyoux G1 » sis sur le territoire de la Commune de Gesves, désigné par arrêté ministériel du 20 décembre 2005 ;*

*Considérant que la demande se rapporte à un bien en partie situé dans une zone présentant d'éventuels conduits karstiques (pour les éoliennes 1, 2, 3 et 4 - voir carte Sb) et d'anciennes exploitations de petites carrières de terres d'argiles (éoliennes 1, 4, 5 et 6), ce qui peut présenter certains risques et influencer sur les conditions d'implantation des éoliennes, que l'étude d'incidences précise que cela nécessite la réalisation d'une étude de stabilité des terrains jusqu'à la roche-mère en plus de l'étude géotechnique classique ;*

*Considérant que ces essais de sol doivent faire l'objet d'un forage descriptif au droit de chaque éolienne, à réaliser avant la construction pour adapter et dimensionner précisément les fondations en fonction du type d'éolienne retenu et de la nature du sol ; que cette étude préalable n'est pas fournie dans la demande ;*

*Considérant que les forages dont question sont classés par AGW du 4/7/2002 en rubrique 74.30.03 forage et équipement de puits de reconnaissance géologique, de puits de prospection, de piézomètres, ou de puits de contrôle de la qualité de l'eau (classe 3) et ne figurent pas dans l'annexe I ;*

*Considérant également que la demande de permis déposée ne détermine pas le type exact d'éoliennes qui sera implanté (hormis le concept tripale à axe horizontal et la couleur gris clair RAL 7035 ou équivalent) sur le site et ne permet donc pas de déterminer les caractéristiques urbanistiques et environnementales exactes du projet ;*

*Vu le rapport final de cette étude d'incidences, le résumé non technique et les annexes dont les photomontages ;*

*Considérant que les incidences tant négatives que positives du projet ont été évaluées dans le cadre de l'étude d'incidences dans les domaines urbanistique, paysager et patrimoniale, de l'énergie et du climat, d'environnement sonore, du milieu biologique, du sol, sous-sol et eaux souterraines, d'infrastructures et des équipements publics, du milieu humain et du contexte socio-économique, ainsi que du domaine de la santé et de la sécurité ;*

*Considérant que l'auteur de l'étude préconise des mesures compensatoires et d'atténuation pour quelques incidences négatives ;*

*Considérant que ces mesures d'atténuation et compensatoires sont une proposition d'aménagements pour la faune et la flore notamment la revitalisation de quelques mares bien que deux mares non situées dans des zones d'intérêt biologique élevé ;*

*Considérant qu'aucune mesure compensatoire n'est prévue pour les incidences négatives que pourraient subir les riverains proches ni aucune mesure de dédommagement n'est envisagée pour les riverains qui subiront inmanquablement une dépréciation économique de la valeur de leur biens ;*

*Vu l'enquête publique réalisée du 18/03/2013 au 17/04/2013 ;*

*Vu la séance de clôture organisée par le collège le 17/04/2013 à 12h00 ;*

*Vu les nombreuses réclamations et observations synthétisées dans le tableau en annexe ;*

*Considérant le nombre important de courriers adressés lors de l'enquête publique à savoir 1.686 lettres transmises soit par courrier simple, par courriel ou par dépôt à l'administration communale : d'une part 1.682 courriers faisant état d'une opposition au projet pour 1 seul étant favorable, d'autre part, 3 courriers intervenus hors délais ;*

*Considérant qu'un dossier de contre étude d'incidences a été déposé par le Collectif « NON aux éoliennes à Gesves-Ohey » en date du 17 avril 2013 lors de la clôture de l'enquête ;*

*Vu l'avis de la CCATM exprimé lors de la séance du 20 mars 2013 (...) ;*

*Considérant les nombreux éléments négatifs soulevés tant par la population que par la CCATM, qu'il y a lieu d'adopter dans ce contexte le principe de précaution ;*

#### **DECIDE**

*1. de transmettre le dossier au fonctionnaire technique de la DGRNE - Département des permis et des autorisations avenue Reine Astrid 39 à 5000 NAMUR (rgpe.namur.dpa.dgarne@spw.wallonie.be) avec un avis défavorable sur la demande de permis unique introduite par Windvision et sur la dérogation au plan de secteur demandée ;*

*2. de transmettre le dossier au fonctionnaire délégué de la DGATLP - Direction provinciale de l'urbanisme Place Léopold 3 à 5000 NAMUR (rgpe.namur.dgatl@spw.wallonie.be) avec un avis défavorable sur la demande de permis unique introduite par Windvision et sur la dérogation au plan de secteur demandée ;*

#### **A) Arguments défavorables au projet :**

- *Balisage de jour et de nuit des éoliennes, prévu (car en catégorie C), ce qui renforcera la visibilité diurne (bande rouge et feu blanc clignotant) et nocturne (feu rouge clignotant). Mais il existe apparemment des solutions techniques pour atténuer ces incidences.*

#### **Impacts sur le milieu biologique :**

- *2 des 6 éoliennes sont situées dans le SGIB (sites de grand intérêt biologique) de la plaine de Sorée ;*
- *Les éoliennes 4 et 5 sont proches d'une zone spéciale de conservation (ZSC) et l'éolienne 5 se situe dans la zone de garde d'une zone boisée du plan de secteur (voir carte des contraintes 4b du dossier cartographique de l'EIE) ;*



- *Plusieurs mares situées aux alentours proches des éoliennes sont protégées par les directives de natura 2000 ;*
- *Les éoliennes 3, 4 et 6 sont localisées dans la zone avec la plus forte concentration de couples nicheurs de cailles, alouettes, vanneaux et bergeronnettes printanières (cfr figure 4 « localisation des zones intéressantes pour l'avifaune », du résumé non-technique de l'EIE) ;*
- *Présence de deux amphibiens protégés (triton crêté et crapaud accoucheur) dans le périmètre d'étude ou à proximité de celui-ci ;*

*Impact paysager et patrimonial :*

- *Dans un rayon de 1 km autour du projet, présence d'un périmètre d'intérêt paysager au plan de secteur, de 2 zones d'intérêt paysager et de 3 lignes de vue remarquables au SSC d'Ohey ainsi que 2 périmètres de sensibilité visuelle du SSC de Gesves!*
- *Un arbre remarquable se situe à 160m de l'éolienne 1 ;*
- *Pour les habitants de la ferme de Borsu, du château de Wallay, et de la chaussée de Ciney, la modification du cadre paysager sera la plus importante ;*
- *3 périmètres d'intérêt verront leur cadre paysager être fortement modifié par le projet éolien, à savoir : le périmètre de sensibilité visuelle de la vallée du Samson (SSC Gesves), le périmètre d'intérêt paysager de la campagne d'Ohey/de Turelure (plan de secteur et SSC Ohey) et le périmètre de sensibilité visuelle du village de Sorée (SSC Gesves et plan de secteur).*
- *Le SSC d'Ohey précise que « les implantations d'éoliennes ne sont pas autorisées dans et aux abords de ces zones d'intérêt paysager et notamment dans la campagne d'Ohey, située entre Gesves et Evelette ».*
- *2 Eoliennes en projet ( la 5 et la 6) se situent à moins d'un km de la zone d'intérêt paysager de la Turelure du SSC d'Ohey. Le projet s'écarte donc des orientations données par le SSC.*
- *Le projet éolien modifiera aussi les vues paysagères depuis certains points de vue, en particulier la ligne de vue remarquable du château de Wallay (SSC Ohey).*
- *Le projet aura une incidence sur le bien patrimonial qu'est la château de Wallay, repris à l'inventaire du patrimoine monumental. Les vues sur celui-ci seront modifiées, et son cadre paysagé, transformé.*

*Impact sonore :*

- *La nuit, selon les modélisations effectuées, les éoliennes émettront des nuisances sonores dépassant la norme autorisée au niveau de la ferme de Borsu.*
- *Selon le principe d'émergence (différence entre le niveau sonore ambiant avec ou sans éolienne), il est attendu que le bruit des éoliennes sera perceptible ponctuellement aux habitations les plus proches. Cela variera en fonction de la météo et du trafic routier.*

Impact sur le tourisme :

- Les promeneurs empruntant l'un des trois circuits concernés par le projet éolien (GR 757, GAL) subiront un effet visuel de domination à l'approche des éoliennes.
- Les éoliennes modifieront aussi le cadre paysager de quelques hébergements touristiques de Reppe et de Sorée.

Question de sécurité :

En fonction du modèle d'éolienne choisi, les distances de sécurité entre éoliennes sont généralement insuffisantes. Le maintien d'une distance de sécurité entre éoliennes est nécessaire pour réduire les charges mécaniques et la fatigue sur les turbines, pour optimiser leur fonctionnement.

B) Conditions particulières si décision d'octroi en plus des recommandations de l'EIE :

- Les chemins à aménager ne doivent pas être formés de matériaux perméables (voir lettre sur les recommandations pour les itinéraires du GAL - transmise hors délai : numéro 1697) ;
- Ajouter des aménagements prévus par le GISER contre inondations et ruissellements ;
- Imposer à l'exploitant de constituer une garantie bancaire pour la remise en état du site au terme de l'exploitation du parc éolien ;
- Veiller à réduire l'impact négatif du balisage des éoliennes le jour et la nuit ;
- Les travaux d'aménagement des chemins d'accès aux éoliennes devront être planifiés en concertation avec les exploitants agricoles concernés afin de garantir un accès à leurs champs lorsque c'est nécessaire ;
- Prévoir un bridage des éoliennes la nuit afin de diminuer les nuisances-sonores dues à la rotation des pâles, en occultant les feux rouges W vers le bas la nuit et limiter leur intensité lumineuse aux exigences stipulées dans la circulaire GDF-03 et synchroniser les balisages de jour et de nuit ;
- Réaliser un suivi acoustique après octroi du permis, pendant l'exploitation du parc éolien, et ce par un organisme agréé ;
- Veiller à la convivialité du réaménagement de l'ensemble des chemins d'accès aux éoliennes pour les promeneurs."

**4. Commune de OHEY**

L'enquête a été réalisée sur le territoire de la commune de OHEY, du **18 mars 2013** au **17 avril 2013**.

L'affichage a eu lieu du **08 mars 2013** au **17 avril 2013**.



## Synthèse des objections et observations écrites et orales émises lors de l'enquête publique :

### **1) Paysage**

La qualité paysagère du Condroz et la nécessité de protéger cette qualité alors que le projet aura un impact important en terme de dégradation ;

L'importance de la dégradation des paysages qu'entraînera ce projet dans une région réputée pour ses paysages et son attrait touristique ;

Les défauts importants du projet sur le plan de sa visibilité et de sa lisibilité dans les paysages environnants, le caractère destructurant qu'aura le projet sur toute une série de paysages environnants de qualité dont certains sont protégés ;

La nécessité de préserver les paysages notamment au regard des articles du CWATUPE sur la protection des paysages ;

Le projet n'est pas conforme aux prescriptions légales en vigueur, en zone agricole, qui prévoit que les lignes de force du paysage doivent être préservées, renforcées et non détruites ;

La détérioration des chemins et l'atteinte aux randonneurs pédestres ou équestres notamment ;

### **2) Caractéristiques techniques générales du projet ou commentaires globaux**

Le caractère imposant de ces éoliennes de près de 150 mètres de haut ;

L'inadéquation du lieu d'implantation pour un tel projet industriel ;

La contestation du régime dérogatoire au plan de secteur utilisé pour le projet ;

La nécessité de n'autoriser ce type de projet que dans des zones déterminées et non n'importe où au gré des souhaits des promoteurs ;

L'insuffisance des distances entre les éoliennes et les zones d'habitat ;

L'imprécision du dossier de demande de permis quant à la puissance des éoliennes qui seront installées et quant au type et hauteur d'éoliennes ;

Les limites du système de production d'électricité en terme de capacité à gérer les inconstances de la production d'électricité au départ de l'éolien ;

La problématique de la pollution visuelle liée au balisage lumineux imposé en journée comme de nuit ;

### **3) Santé dont Impact sonore**

Les conséquences pour la santé des riverains proches du projet (infrasons, nuisances sonores, stress et maladies liées au stress que générera ce projet pour les riverains)

La problématique du bruit et des infrasons générés par ces éoliennes pour des habitations situées trop près des éoliennes et la référence à ce sujet à des normes étrangères souvent plus contraignantes ou à des études proposant des distances plus importantes (notamment la recommandation de l'Académie française de Médecine pour une distance de 1500 m). Les nuisances sonores en période nocturne sont également soulignées. Le non respect des conditions générales de bruit est souligné.

Le problème de l'émergence faisant que le bruit généré par les éoliennes est sous-estimé et audible ;

La prise en compte du principe de précaution ;

L'ombre portée par les éoliennes et ses effets sur le bien-être des riverains ;

L'augmentation du nombre d'accidents de voitures suite au phénomène d'aveuglement dû à l'effet stroboscopique des éoliennes ;

La projection de glaces par temps de gel ;

### **4) Impact sur la biodiversité**

L'impact négatif des éoliennes sur les oiseaux migrateurs et sur les chauves souris ;

Demandes de compensation plus conséquentes pour la conservation des milieux naturels ;

Le danger pour le bétail

### **5) Distances aux habitations / entre éoliennes**

La proximité trop grande de certaines éoliennes par rapport à des habitations ou espaces naturels, le non respect de distances suffisantes par rapport aux habitations

Le non respect ou l'insuffisance des distances entre les éoliennes

La trop grande proximité du projet par rapport au parc à conteneurs.

### **6) Impact sur l'immobilier et le secteur touristique**

La dévaluation que va entraîner le projet pour les biens immobiliers des riverains

L'impact négatif qu'entraîneront les éoliennes sur le tourisme rural en Wallonie



Les conditions d'aménagement des chemins de promenade (pédestres et équestre) faisant aussi office de chemins d'accès aux éoliennes.

### **7) Compensations / retombées pour la commune ou les citoyens / impact sur le coût de l'électricité pour le citoyen**

Les riverains opposés au projet ne seront pas indemnisés, seuls les propriétaires des terrains sur lesquels les éoliennes et les câbles seront établis recevront une indemnisation et non les riverains les plus touchés au niveau de leur habitat ;

L'absence ou la faiblesse des compensations financières aux riverains ou aux communes pour les dommages paysagers, visuels et sonores causés par le projet ;

L'imprécision du projet quant aux retombées économiques proposées ;

La mise en cause du caractère trop mercantile du projet ;

La conception même du projet qui a voulu maximiser son profit économique aux dépens d'une bonne intégration environnementale et sociale du projet ;

Les surcoûts que génère le développement de l'éolien pour le prix de l'électricité ;

### **8) Qualité de l'étude d'incidence**

La manipulation opérée dans le dossier des photomontages avec l'insertion de vues panoramiques tronquant le regard quant à l'impact visuel réel du projet

L'absence d'étude suffisante des implantations alternatives des éoliennes

La sous-estimation de l'impact du projet sur la faune présente dans les environs ou de passage lors des migrations, et le milieu naturel en général ;

Une analyse des sites éoliens alternatifs potentiels insuffisante ;

### **9) Stratégies et objectifs wallons en matière de développement des énergies renouvelables**

Le caractère non durable du développement de l'énergie éolienne en Région wallonne notamment par la prolifération des projets et l'absence de véritable planification respectueuse des règles normales d'aménagement du territoire

La mise en cause de l'effet bénéfique de l'éolien pour la lutte contre les changements climatiques (...) ;

Obligation du couplage de l'éolien avec une centrale thermique (Gaz ou charbon) ;

La mise en cause de l'efficacité énergétique réelle du projet notamment au regard du faible rendement énergétique envisagé même s'il est déjà surestimé ;

La remise en cause de l'utilité du projet au regard du potentiel éolien pouvant exister en off-shore au large des côtes belges avec un impact minimal par rapport au développement envisagé en Wallonie et dans le cadre de ce projet ;

La remise en cause des subsides importants dont fait l'objet l'éolien lui donnant une rentabilité artificielle ;

Ce projet ne permet pas de protéger le patrimoine commun, territoire de Wallonie et de ses habitants comme promue par le SDER et le CWATUPE ;

« Les éoliennes enterrent les finances de la Wallonie, les citoyens payent les certificats verts » ;

La promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie plutôt que la consommation ;

Critique du cadre de référence éolien et de la cartographie « positive » ;

La mise en évidence de l'échec de l'éolien dans d'autres pays (Allemagne, Hollande du Nord, Espagne, E-U,...) ;

Le déni de démocratie des décideurs finaux pour l'octroi des permis éoliens ;

#### **10) Le promoteur**

Le manque de précision quant au futur exploitant ;

Les doutes sur la qualité de l'exploitant et les garanties qu'il peut présenter de sérieux et de solidité financière ;

#### **11) Autre**

Erreur de dossier

Déni de démocratie

La critique de la période de l'enquête publique pendant les vacances de Pâques

Un résumé de la contre-étude d'incidences réalisé par l'association « vent de raison » ainsi que la synthèse des remarques ;

Avis motivé du collège communal :

*"Vu le Code wallon de l'Aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie ;*

*Vu le Code de l'environnement ;*

*Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;*



*Vu le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement relatif à l'évaluation des incidences des projets sur l'environnement ;*

*Vu la demande de permis unique introduite par WINDVISION BELGIUM S.A. demeurant à Interleuvenlaan, 15 D à 3001 Heverlee, relative à la construction et l'exploitation d'un parc éolien de 6 éoliennes d'une capacité individuelle comprise entre 2 et 3.4 MW et d'une cabine de tête, sis campagne de Borsu à 5340 GESVES et 5350 OHEY et cadastré 6<sup>e</sup> division, OHEY, Section E N° 120 C - 120B - 32C - 35M - 32D - 32B - 100 - 137H - 32E - 134A - 116 et 2<sup>e</sup> division GESVES section D13A - 57 L - 118P2 - 124W - 180K - 110B - 118E2 - 118C2 - 118B2 - 118A2 - 118V - 118X - 118Y - 124P2 - 124H2 - 124G2 - 124K2 - 124L2 - 124M2 - 124T2 - 124S2 ;*

*Attendu que les installations et/ou activités concernées sont reprises en classe 1 par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002, arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées ;*

*Attendu que conformément à l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 04 juillet 2002 fixant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, le projet fait l'objet d'une étude d'incidences sur l'environnement ;*

*Attendu que l'avis de réception est daté du 11 février 2013 ;*

*Vu la lettre du Fonctionnaire Technique et du Fonctionnaire Délégué, datée du 04 mars 2013, (...).*

*Considérant que l'Union Européenne s'est fixée comme objectif, d'ici 2020, de réduire de 20% les émissions à effet de serre, de faire passer la part des énergies renouvelables à 20% et d'accroître l'efficacité énergétique de 20% ;*

*Considérant que la Belgique doit répondre à ces obligations, le Gouvernement s'est engagé, à travers la DPR et par la décision du 1<sup>er</sup> mars 2012, à tendre, à l'horizon 2020, à ce que 20% de la consommation finale d'énergie soit assurée par des sources renouvelables, correspondant à une production effective de 8.000 GWh d'électricité renouvelable produite sur le sol wallon, dont une contribution de l'éolien on shore de 4500 GWh ;*

*Vu le cadre de référence pour l'implantation d'éoliennes en Région wallonne approuvé définitivement par le Gouvernement wallon, le 21 février 2013 ;*

*Vu la carte positive de référence traduisant le cadre actualisé approuvé provisoirement par le Gouvernement wallon, le 21 février 2013 ;*

*Considérant que la commune de Ohey se trouve dans le lot 26 identifié dans la carte positive provisoire et dispose d'un gisement éolien correspondant à un potentiel estimé de 116 GWh ;*

*Considérant que ce potentiel n'est pas un objectif formel de production mais une estimation de l'atteignable, et qu'il faut, pour évaluer le productible effectivement réalisable, considérer les projets au regard de leurs interactions et co-visibilité potentielle, de la volonté des citoyens et des pouvoirs locaux de s'impliquer dans les projets, des engagements pris par la Wallonie en termes de protection de l'environnement et du paysage, et de l'évolution de la technologie de production d'énergie éolienne ;*



*Considérant l'adhésion de la commune de Ohey le 29 février 2012 aux objectifs de la Convention des Maires qui vise la réduction de la production de CO<sub>2</sub> au niveau local de 20% d'ici 2020 ;*

*Attendu que des avis annonçant ce projet ont été affichés conformément aux modalités déterminées par arrêté du Gouvernement Wallon du 04 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du Décret du 11 mars 1999, avec invitation à quiconque aurait des réclamations ou remarques à présenter, de les faire connaître par écrit au Collège communal avant le 17 avril 2013 à 12h00 ;*

*Attendu que ce projet a donné lieu à 1762 courriers d'observations reçus dans les délais de l'enquête publique ;*

*Attendu qu'à la clôture de l'enquête publique, aucune réclamation complémentaire n'a été formulée et qu'un procès-verbal de clôture a été rédigé ;*

*Attendu que le projet concerne la construction et exploitation d'un parc de 6 éoliennes et d'une cabine de tête ;*

*Vu le rapport final de l'étude d'incidences, le résumé non technique et les annexes présenté par le porteur de projet ;*

*Considérant que les incidences tant négatives que positives du projet ont été évaluées dans le cadre de l'étude d'incidences dans les domaines sonore, de l'ombrage, de la qualité de l'air, du sol et du sous-sol, de l'eau, de la faune et de la flore, et du contexte humain en général ;*

*Considérant à ce propos que l'étude d'incidences, tout en étant de qualité, laisse apparaître quelques manquements, notamment en ce qui concerne les aspects techniques et cadre de vie du projet qu'en outre cette étude n'a qu'une valeur indicative et qu'elle n'emporte pas l'obligation d'octroyer le permis ;*

*Vu les résultats de l'enquête publique réalisée du 18 mars au 17 avril 2013 dans le cadre de la présente demande de permis unique dont il résulte qu'elle a généré 1750 lettres de réclamations individuelles.*

*Ces remarques et observations concernaient en synthèse les grandes thématiques suivantes :*

*(...)*

*Considérant que selon le principe d'émergence (différence entre le niveau sonore ambiant avec ou sans éolienne), il est attendu que le bruit des éoliennes sera perceptible ponctuellement aux habitations les plus proches,*

*Considérant que l'on peut s'inquiéter de la proximité du projet avec la ferme de Borsu car, de nuit, selon l'étude d'incidences sur l'environnement, les valeurs limite et de référence en bruit par rapport aux habitations n'y sont pas respectées ;*

*Considérant qu'en réponse, des mesures de bridage de nuit seront nécessaires ;*

*Considérant que l'on peut également s'inquiéter de la proximité (333m) de l'éolienne n°6*



*avec le parc à conteneur, une évaluation de l'impact de celle-ci sur le personnel salarié présent dans ce parc n'ayant pas été réalisée ;*

*Considérant que le balisage prévu de jour et de nuit des éoliennes (car en catégorie C), qui renforcera la visibilité diurne (bande rouget et feu blanc clignotant) et nocturne (feu rouge clignotant) constitue une vraie pollution visuelle et que des alternatives ou solutions techniques visant à réduire cet impact doivent être proposées ;*

*Considérant qu'occulter les feux rouges W vers le bas la nuit et en limitant leur intensité lumineuse aux exigences stipulées dans la circulaire GDF-03 et synchroniser les balisages de jour et de nuit pourrait constituer une piste de solution ;*

*Attendu que l'analyse des alternatives proposées nécessite une analyse exhaustive de toutes les possibilités qu'offre le territoire de notre commune ;*

*Considérant qu'il ne semble pas y avoir eu de réflexion visant l'optimisation de l'utilisation de la zone de potentiel éolien concernée par ce projet (voir carte positive du productible éolien) ;*

*Considérant qu'un projet de 6 éoliennes constitue une nette amélioration quant à l'impact paysager par rapport au premier projet présenté par Windvision (deux rangées totalisant 12 éoliennes) antérieurement ;*

*Considérant que pour autant qu'on n'implante pas un nombre excessif de mâts, et que ceux-ci soient placés selon une logique « organique », en suivant les lignes de force du paysage, les éoliennes peuvent participer à la structuration du paysage (« signal ») ;*

*Considérant que la position de l'éolienne n°6 ne respecte pas parfaitement cet alignement et pose des problèmes, par ailleurs, en regard du parc à conteneur ;*

*Considérant, ceci étant, que cette plaine présente moins de caractéristiques paysagères intéressantes que les paysages de « tiges » et « chavées » particuliers au Condroz que l'on retrouve de façon plus marquée, soit vers l'Ouest (vallée du Samson), soit vers l'Est (vallée de la Vyle et du Hoyoux) ;*

*Considérant cependant que ce projet aura un impact paysager significatif sur le paysage perçu des habitants de la ferme de Borsu, du château de Wallay ou, plus généralement, de la rue de Gesves ;*

*Considérant que ce projet aura une incidence sur le bien patrimonial qu'est le château de Wallay, repris à l'inventaire du patrimoine monumental et que les vues sur celui-ci seront modifiées, et son cadre paysagé, transformé ;*

*Considérant que certains sentiers ou chemins de promenade seront utilisés soit dans le cadre du chantier, soit lors de l'exploitation, ils doivent pouvoir rester comme tels et conserver une assise perméable ;*

*Considérant qu'il y a, dans l'étude d'incidence, une ambiguïté quant à la nécessité ou pas d'élargir les chemins existants pour permettre la construction et l'accès aux éoliennes ;*

*Considérant qu'à ce propos, il est d'une part indiqué qu'aucun élargissement ne sera prévu (cfr page 2 du résumé non-technique de l'EIE) et que, d'autre part (5, 4<sup>e</sup> puce), il est*



*fait référence à un « élargissement (en domaine public) et renforcement de l'assise de certains chemins existants (inscrits à l'Atlas des chemins vicinaux) » ;*

*Considérant que les problématiques d'écoulement des eaux en lien avec l'égouttage et les risques d'érosion ont été sous-estimés et que des propositions spécifiques d'aménagement auraient du être proposées ;*

*Considérant que parmi l'avifaune observée dans le cadre de l'étude d'incidence, certaines possèdent un statut de conservation défavorable à l'échelle de la Wallonie (Faucon pèlerin, Chevêche d'Athéna, Alouette des champs, Pipit farlouse, Merle à plastron, Moineau friquet, Linotte mélodieuse, Bruant des roseaux et Bruant proyer, mais également de 2 espèces d'intérêt communautaire : la Bondrée apivore -en migration- et le Traquet motteux) ;*

*Considérant cependant que, selon l'étude d'incidence, comparativement aux observations qui ont été réalisées les mêmes jours sur d'autres sites de comptage en Flandre et en Wallonie, les relevés effectués sur le site du projet indiquent que l'intensité du passage y est dans la moyenne nationale ;*

*Considérant que du fait de la typologie du système agricole mis en place, l'étude d'incidence estime que l'espace d'implantation comporte relativement peu de zones de refuge pour la faune locale et dispose d'une richesse biologique relativement faible ;*

*Considérant que le projet s'implante à proximité de zones Natura 2000, que les incidences potentielles de ce projet sur la faune de cette zone ne peuvent être niées et qu'en outre le projet s'installe dans une zone où certaines espèces très protégées sont régulièrement observées comme les cigognes et certains rapaces considérés comme menacés et de deux espèces d'amphibiens protégés à savoir le crapaud accoucheur et le triton crêté et où des mesures renforcées de préservation et compensation doivent être réalisées ;*

*Considérant dès lors que selon l'étude d'incidence, le site du projet se localise dans une région où le passage d'oiseaux est globalement diffus, sans intensité particulière et avec un volume de passage similaire que sur d'autres sites du même type ;*

*Considérant par ailleurs que la cartographie proposée par NATAGORA et visant à identifier les sites d'implantation d'éoliennes est à exclure dans certaines zones abritant soit des populations reproductrices importantes d'espèces rares sensibles aux éoliennes (Milan royal, Cigogne noire...), soit sont connues comme zones de concentration de la migration des grandes espèces (rapaces, cigognes, grues cendrées ...) ou accueillent des populations hivernantes d'espèces ;*

*Considérant que le projet éolien ne se localise pas dans une zone d'exclusion telle que définie dans la cartographie de Natagora ;*

*Considérant cependant la proximité d'un site de grand intérêt biologique et d'un site natura 2000 ;*

*Considérant cependant également que des observations de cigogne noire, de milan royal, grue cendrée et faucons pèlerin, parmi les 13 espèces concernées par les sites natura 2000 présentes à proximité du site du projet, des précautions particulières doivent être mises en œuvre ;*



*Vu le cadre de référence qui prévoit qu'en cas d'impact probable d'un projet sur les espèces et habitats protégés au sens des directives européennes, celui-ci intégrera des mesures d'atténuation des impacts ;*

*Considérant que des mesures d'atténuation sont recommandées dans l'étude d'incidence mais nous paraissent insuffisantes, en particulier en ce qui concerne les mares situées dans le site Natura 2000 proche et qualifiées de « revitalisation de quelques mares ».*

*Considérant que ces mesures devraient être plus développées et favoriser en particulier le maintien et la connectivité entre les zones de grand intérêt biologiques identifiées ;*

*Considérant par ailleurs que des assurances complémentaires doivent être obtenues quant aux garanties de suivi et contrôle des impacts sonores des éoliennes et des mesures à mettre en œuvre au cas ou des dépassements par rapport aux modélisations étaient observés ;*

*Considérant que, dans le cadre de ce suivi et ce contrôle, un comité d'accompagnement privé-public et citoyen devrait être idéalement mis en place ;*

*Attendu cependant que parmi ces 1762 lettres, 5.6% proviennent d'habitants de la commune de Ohey, 40% proviennent de la commune de Gesves, 3% de Assesse et 0.8% de Havelange, communes impactées par le projet, et dès lors 49.4% des lettres viennent de communes non directement concernées.*

*Attendu que, pour ce qui concerne la distance aux habitations et l'ombre stroboscopique, le projet respecte les prescriptions du cadre de référence éolien, exception faite de la ferme de Borsu ;*

*Attendu que, pour ce qui concerne les citoyens oheytois populations situées dans notre commune, les inquiétudes principales concernent l'impact paysager négatif de ce projet,*

*Vu l'avis défavorable de la Commission Communale d'Aménagement du Territoire et de la Mobilité en séance du 17 avril 2007, celle-ci motivant son avis sur base des éléments suivants :*

- *Non prise en compte du parc à conteneurs et de son activité. En outre, l'éolienne n°6 a été déplacée vers le nord ;*
- *L'éolienne n°6 est plus proche des habitations rue de Gesves du fait de son déplacement ;*
- *Nuisance sonore la nuit (émergence d'environ 7dB) ;*
- *élément perturbateur dans le paysage même si les éoliennes sont parallèles aux lignes de force du paysage ;*
- *L'étude d'incidence environnementale n'a pas tenu compte du chemin du GAL (chemin vicinal n°5 à Ohey) ;*
- *Impact visuel des flashes lumineux ;*

*Attendu que le Collège communal marque son intérêt pour le développement éolien en*

*Région wallonne pour autant qu'il s'inscrive dans le respect du cadre de référence éolien adopté le 21 février 2013 par le Gouvernement wallon mais que cela doit se faire dans une mesure proportionnée et respectueuses des habitants et des paysages ;*

*Attendu que le Collège est également désireux de favoriser un tel développement sur son territoire pour autant qu'il ait une dimension raisonnable, que soient respectés les prescrits du cadre de référence, dans le respect et la volonté des habitants et notamment dans le respect des principes de covisibilité et les lignes de force du paysage ;*

*Attendu que des améliorations du projet doivent être apportées pour ce qui concerne l'alignement des éoliennes, la prise en compte de l'impact sur la biodiversité ;*

*Attendu que les compensations proposées pour la prise en compte de la biodiversité à proximité du site éolien proposé ne sont pas suffisantes pour suffisamment valoriser en particulier les mares et les espèces qui en bénéficient ;*

*Considérant qu'il est impératif que l'exploitant constitue une garantie bancaire fixée à 80 000 € par éolienne, comme prévu par la réglementation en vigueur, afin d'assurer la remise en état du site au terme de l'exploitation du parc ou en cas de défaillance financière ou de manquement de l'exploitant ;*

*Attendu qu'il y a des incertitudes quant à la préservation et la remise en état des sentiers et chemins pédestres qui seront utilisés lors du chantier et de l'accès aux éoliennes ;*

*Attendu que le Collège considère que la force éolienne étant un bien commun, il est indispensable que, dans le respect des orientations préconisées par le cadre de référence éolien, les bénéfices de l'exploitation d'un tel gisement bénéficient également et directement aux citoyens et aux objectifs publics de la commune ;*

*Considérant que le nouveau cadre de référence prévoit que dès lors qu'une demande leur est faite, les développeurs éoliens permettent la participation financière dans leur projet de parc des communes et/ou des intercommunales, ainsi que des coopératives citoyennes avec ancrage local et supra-local ;*

*Considérant qu'à ce stade, les propositions de Windvision faites oralement ne permettent pas de considérer qu'il y a une vraie ouverture à la participation,*

*Vu le courrier de demande officielle de la commune d'Ohey relative à la participation communale dans le projet éolien de Windvision daté du 09 avril 2013 ;*

*Considérant également que, vu les délais liés à la remise du présent avis, il n'a pas été possible de mettre en œuvre une véritable discussion avec les promoteurs d'une part, et les citoyens d'autre part, pour construire concrètement des propositions de co-participation au projet éolien,*

*Considérant l'impact paysager significatif sur le paysage perçu des habitants de la ferme de Borsu ou, plus généralement, de la rue de Gesves ;*

*Considérant que dans la réflexion de la participation aux bénéfices de l'exploitation de ce gisement éolien, une attention particulière doit être accordée à ces riverains les plus proches et directement impactés par le projet,*





*Considérant que la construction d'alternatives énergétiques à l'échelle de notre commune doit faire l'objet d'une réflexion collective et citoyenne ;*

*Considérant que le demandeur n'a pas permis la participation effective des citoyens et de la commune dans leur projet ;*

**DECIDE**

**Article 1.**

*D'émettre un avis défavorable sur le projet pour lequel la demande de permis unique est introduite et sur la dérogation au plan de secteur demandée.*

**Article 2.**

*D'envoyer la présente décision au Fonctionnaire technique de la DGARNE et au Fonctionnaire délégué de la DGATLPE, aux communes de Gesves, Assesse, et Havelange pour information."*

**1.9. Avis des instances consultées**

**1.9.1. CCAT DE GESVES**

<u>Saisine :</u>	05 mars 2013
<u>Date ultime de remise d'avis :</u>	06 mai 2013
<u>Avis remis :</u>	25 avril 2013
<u>Avis de l'instance :</u>	défavorable

*"Vu la demande de permis unique de la SA WINDVISION BELGIUM SA relatif à l'établissement suivant : Construire et exploiter un parc de 6 éoliennes et d'une cabine de tête, ayant comme caractéristiques :*

*40.10.01.01.02 : Transformateur statique d'une puissance nominale égale ou supérieure à 1.500 kVA*

*40.10.01.04.03 : Eolienne ou parc d'éoliennes dont la puissance totale est égale ou supérieure à 3 MW sur un terrain situé Campagne de Borsu à Gesves et se prolongeant sur la Commune d'Ohey ;*

*Considérant que le projet est situé en zone agricole au plan de secteur ;*

*Considérant que le projet est situé en aire agricole ouverte à « maintenir » au schéma de structure communal ;*

*Considérant que le projet est situé en aire de paysage ouvert au règlement communal d'urbanisme ;*

*Considérant la présence d'un périmètre de prévention éloignée de la zone de captage d'Haute ;*

*Considérant que le projet déroge à la zone du plan de secteur et aux options communales transcrites dans le RCU et le SSC ;*

*Considérant que ce projet se situe dans une zone de vues longues caractéristiques de la première chavée du « vrai Condroz » ;*

*Considérant l'impact négatif sur un paysage local typiquement condrusien ;*

*Considérant que dans un rayon plus large, de nombreux monuments et sites classés ou inscrits sur la liste du patrimoine exceptionnel sont présents : château d'Halinne et que la hauteur des éoliennes (150 m) crée une rupture d'échelle importante dans cet environnement patrimonial ;*

*Considérant que l'imposante hauteur des mâts va submerger et écraser visuellement les ondulations de ce paysage caractérisé par une série de tiges et chavées dont les dénivelés sont bien moindres que les dimensions imposées par les éoliennes ;*

*Considérant qu'il est primordial de conserver à cet endroit une certaine échelle humaine du paysage ;*

*Considérant que les vues depuis le village de Gesves seront transformées ; que les éoliennes vont créer de nouveaux points d'appel marquant le paysage et entrant en concurrence notamment avec le clocher de l'église de Gesves ;*

*Considérant que l'impact paysager ne sera pas négligeable et que la perception des pales, d'un diamètre de 114 mètres en rotation, sera en rupture d'échelle depuis les différents points de vue du plateau du Bois de Gesves (en bordure de l'Ardenne Condrusienne) ;*

*Considérant que l'aire de paysage ouvert conservera son caractère ouvert dès lors qu'aucune nouvelle structure (exploitation) isolée dans l'espace agricole ne soit présente, par conséquent y sont interdites les alignements (d'arbres) mettant en péril les vues longues caractéristiques de cette zone ; cette considération confirme la volonté communale de ne pas surajouter d'éléments isolés nouveaux dans ce type de périmètre, l'implantation d'éolienne n'ayant pas été mentionnée explicitement lors de l'élaboration du RCU en 1992 ;*

*Considérant la proximité de deux périmètres RGBSR (Petite Gesves et Sorée) et sur lequel des efforts conséquents de réduction des nuisances paysagères sont réalisés ;*

*Considérant que cet espace non bâti est plus sensible à toute perturbation paysagère ;*

*Considérant que les vues longues caractéristiques de cette zone sont mises en péril ;*

*Considérant que le projet compromet la valeur paysagère de la zone et que, dans ces conditions, le projet ne devrait pas être autorisé à cet endroit ;*

*Considérant que lors de la délivrance de permis, le critère d'impact visuel au sens de la fermeture des vues longues et de l'inter-visibilité (habitat proche, route de passages fréquents, ...) du projet a été particulièrement étudié et n'est pas de nature à respecter les exigences du Cwatupe article 1<sup>er</sup> ;*



*Considérant la mise en œuvre d'un schéma directeur dûment approuvé par l'autorité communale en date du 04/04/2013 comprenant 50 logements neufs situés à moins de 800 m de la première éolienne (quartier de Sierpont) ;*

*Considérant que les espaces concernés sont : la plaine alluviale du Samson depuis Francesse jusqu'à Houyou en passant par Champia ;*

*Considérant, quant à l'impact visuel du projet, qu'il convient de rappeler que l'article 1<sup>er</sup> du CWATUPE impose à la Région wallonne de veiller, dans le cadre de ses compétences, à la conservation et au développement du patrimoine culturel, naturel et paysager ; que de plus, la Région wallonne a ratifié, le 20 décembre 2001, la Convention européenne du Paysage de Florence, laquelle ; impose également, notamment, de prendre en considération la dimension paysagère de toute demande de Permis ;*

*Considérant que cette Convention attribue au paysage un rôle important en tant qu'élément quotidien de l'environnement et du cadre de vie des populations et que cette convention vise également les paysages quotidiens non protégés ou dégradés dans les politiques de préservation ou de restauration à mener par les Etats ;*

*Considérant que le projet compromet la qualité paysagère de la zone ; qu'il y a lieu notamment de se référer aux outils d'aménagement repris à l'article 1<sup>er</sup> du Code, traduit à travers les outils communaux que sont le schéma de structure et le règlement d'urbanisme avec la présence d'un périmètre « ouvert » à maintenir ;*

*Considérant que ce projet pose la question importante du risque de mitage de certains paysages et des paysages condruziens en particuliers ;*

*Considérant que l'impact visuel du projet n'est pas rapidement absorbé par le relief en raison de sa position dans une zone de dépression à vue longue caractéristique et unique, voire rare en Condroz ;*

*Considérant par ailleurs que l'Atlas des paysages de Wallonie décrivant le plateau condrusien marque clairement les pistes d'action en s'appuyant sur les options du schéma de structure communal de Gesves pour l'ensemble de la vallée du Samson, de Gesves il la Meuse (page 187) ;*

*Considérant ainsi que la référence au schéma de structure dans l'Atlas des paysages de Wallonie permet d'assurer un développement des villages respectueux de leur étirement linéaire en haut de tige, ainsi que la préservation des campagnes paysagères (page 149) ;*

*Considérant que les paysages sont évolutifs et dictés par la technologie qui les façonnent pour de longues périodes, au-delà de plusieurs générations ;*

*Considérant que le risque d'extension du parc éolien est réel et dommageable pour l'ensemble la qualité paysagère intrinsèque de cette longue chavée s'étirant depuis la commune d'Assesse jusqu'à Marchin ;*

*Attendu le cadre de référence pour l'implantation d'éoliennes en Région wallonne (2013) publiant le potentiel éolien dans le Condroz, plus spécifiquement en zone agricole ;*

*Considérant qu'un dispositif éolien peut y être admis à condition que le projet s'intègre au site c'est-à-dire qu'il doit s'agir (article 127§2) « d'actes et travaux visés au §ter, alinéa 1er,*

*1°, 2°, 4°, 5°, 7° et 8°, et qui soit respectent, soit structurent, soit recomposent les lignes de force du paysage » ;*

*Vu l'historique des implantations proposées depuis le début du projet éolien et les implantations définitives ;*

*Considérant que l'alignement proposé s'inscrit dans les lignes de force du paysage dicté par le substrat géologique qu'en ce sens, ce projet est identique au précédent projet (à 30 m près pour une éolienne) ; qu'il est dès lors erroné, voire illégal, de prétendre que ce nouveau projet répond aux obligations du 127§2 puisqu'à l'époque cette même condition était déjà mentionnée dans le projet de 12 éoliennes qui a fait l'objet d'un refus de permis ;*

*Considérant que la région du Vrai Condroz doit être préservée de ses vues en tiges et chavées et que le Gouvernement doit prévoir des zones d'exclusion en sus des travaux déjà entrepris ;*

*Considérant par ailleurs que les nuisances sonores sont largement sous-estimées ; que le bridage des 3 éoliennes en heure de nuit témoigne de cette problématique ; qu'on ne peut qu'appliquer le principe de précaution vis-à-vis de cette demande d'implantation ;*

*Considérant enfin qu'il semble que les 6 implantations en arc dans un axe préférentiel dicté par la chavée et dans le sens des vents dominants sud-ouest - nord-est soit perturbant pour le bon fonctionnement des éoliennes situées en arrière d'une première pale en fonction, cette dernière amenuisant la force éolienne et motrice recherchée ;*

*Avis de la CCATM : DEFAVORABLE."*

&

#### 1.9.2. CCATM DE OHEY

Saisine : 05 mars 2013

Date ultime de remise d'avis : 06 mai 2013

Avis remis : 29 avril 2013

Avis de l'instance : défavorable

*"Vu la demande de permis unique introduite par WINDVISION S.A. - Interleuvenlaan, 15D à 3001 Heverlée relative à la construction et l'exploitation d'un parc éolien de 6 éoliennes d'une capacité individuelle comprise entre 2 et 3.4 MW et d'une cabine de tête, sis campagne de 60rsu à 5340 GESVES et 5350 OHEY et cadastré 6e division, OHEY, Section E N° 120 C - 1206 - 32C - 35M - 32D - 326 - 100 - 137H - 32E - 134A- 116 et 2e division GESVES section D13A- 57 L-118P2 - 124W - 180K - 1106 - 118E2 - 118C2 - 11862- 118A2 - 118V - 118X - 118Y - 124P2 - 124H2 - 124G2 - 124K2 - 124L2 - 124M2 - 124T2 - 124S2 ;*

*Vu la demande d'avis relative au permis unique en vertu de l'article 91 reçue à la CCATM en date du 05 mars 2013 ;*

*Attendu que le récépissé de cette demande porte la date du 11 février 2013 ;*



*Attendu que le projet présenté a été soumis à enquête publique du 18 mars au 17 avril 2013 en vertu des articles D.29-7 à D.29-19 et R.41-6 DU LIVRE 1<sup>er</sup> du code de l'environnement ;*

*Attendu que des avis annonçant ce projet ont été affichés conformément aux modalités déterminées par l'article 37, §1<sup>er</sup> de l'AGW du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et des articles D.29-7 §2 et D 29 -13, §2 du livre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement, sur l'instruction et la publicité des demandes de permis unique, avec invitation à quiconque aurait des réclamations ou remarques à présenter, de les faire connaître par écrit au Collège des Bourgmestre et Echevins avant le 17 avril 2013 ;*

*Après en avoir délibéré ;*

*Les membres prennent part au vote à bulletin secret.*

*Par 2 voix POUR - 6 voix CONTRE - 0 ABSTENTION ;*

*Emet un avis défavorable sur le projet tel que présenté pour les motifs suivants :*

*Non prise en compte du parc à conteneur et de son activité. En outre, l'éolienne n°6 a été déplacée vers le nord ;*

*L'éolienne n°6 est plus proche des habitations rue de Gesves du fait de son déplacement ;*

*Nuisance sonore la nuit (émergence de +/- 7 dB) ;*

*Le projet est un élément perturbateur dans le paysage même s'il est parallèle aux lignes de force du paysage (tiges et chavées) ;*

*L'étude d'incidence environnementale n'a pas tenu compte du chemin du GAL (chemin vicinal n°5 à Ohey) ;*

*Impact visuel des flashes lumineux"*

&

### 1.9.3. COMMISSION ROYALE DES MONUMENTS, SITES ET FOUILLES

<u>Saisine :</u>	05 mars 2013
<u>Date ultime de remise d'avis :</u>	06 mai 2013
<u>Avis remis :</u>	28 mars 2013
<u>Avis de l'instance :</u>	défavorable

*"Nous avons l'honneur de vous faire savoir que la Commission royale, en sa séance du Groupe de travail « Eolienne » du 18 mars 2013, a examiné le dossier repris sous rubrique.*

*Après s'être rendue sur place, la Commission royale ne peut qu'appliquer le principe de précaution face à cette demande d'implantation. En effet, dans un rayon de 5 km, de*

*nombreux monuments et sites classés ou inscrits sur la liste du Patrimoine exceptionnel sont présents : château d' Haltinne, le remarquable parc du château d'Hodoumont, le manoir de Froidefontaine à Barsy, la Ferme dite de la Rochette, etc.*

*La hauteur des éoliennes (150 m) crée une rupture d'échelle importante dans cet environnement patrimonial : aucun photomontage ne permet d'en percevoir l'impact sur ces différents bâtiments dont la compréhension correcte requiert un environnement pleinement rural.*

*Du point de vue paysager, l'implantation du parc est proposée au creux d'une chavée : si l'on note à proximité la présence des exploitations agricoles intensives de Space, ou l'implantation de quelques bâtiments agricoles peu scrupuleux des harmonies paysagères existantes, il est nécessaire de tenir compte de l'environnement global. L'endroit est encerclé de près de zones d'intérêt paysager au nord-est et de périmètres de sensibilité visuelle au sud-ouest. A l'est, un périmètre d'intérêt paysager au plan de secteur est situé juste à côté du projet d'implantations.*

*L'imposante hauteur des mâts va submerger et écraser visuellement les ondulations de ce paysage caractérisé par une série de tiges et de chavées dont les dénivelées sont bien moindre que les dimensions imposées par les éoliennes. Il est primordial de conserver à cet endroit une certaine échelle humaine du paysage.*

*D'autre part, les vues depuis le village de Gesves seront transformées. Les éoliennes vont créer de nouveaux points d'appel marquant le paysage et entrant en concurrence notamment avec le clocher de l'église.*

*Dès lors, la Commission royale a émis **un avis défavorable** au projet d'implantation de 6 éoliennes à cet endroit."*

&

#### 1.9.4. CWEDD

<u>Saisine :</u>	05 mars 2013
<u>Date ultime de remise d'avis :</u>	06 mai 2013
<u>Avis remis :</u>	26 mars 2013
<u>Avis de l'instance :</u>	favorable sous conditions

### **1. AVIS SUR LA QUALITÉ DE L'ÉTUDE D'INCIDENCES**

***Le CWEDD estime que l'auteur a livré une étude de bonne qualité. Les autorités compétentes y trouveront les éléments pour prendre leur décision.***

#### *Au niveau du contenu*

*L'étude présente correctement tous les éléments et analyses nécessaires à ce type dossier et en tire des recommandations pertinentes.*



*Le Conseil apprécie par exemple l'analyse paysagère.*

*Au niveau de la forme*

*Le Conseil apprécie la clarté générale du texte, les conclusions en fin de chapitre et la qualité des cartes et illustrations.*

## **2. AVIS SUR L'OPPORTUNITÉ ENVIRONNEMENTALE DU PROJET**

***Le Conseil remet un avis favorable sur l'opportunité environnementale du projet dans la mesure où les recommandations de l'auteur et les remarques du Conseil expliquées ci-dessous sont prises en compte.***

*Le Conseil appuie la totalité des recommandations émises par l'auteur de l'étude et insiste particulièrement sur les points suivants :*

- *exécuter les travaux en dehors de la période avril - juillet (dérangement des espèces nicheuses).*
- *lors des travaux, veiller à ne pas écraser d'amphibiens (dont les Tritons crêtés), en particulier à hauteur de la petite mare située le long du nouveau chemin d'accès à l'éolienne 4 ;*
- *à propos du chemin d'accès à l'éolienne 1, l'élargir du côté opposé à l'arbre remarquable et effectuer la tranchée de raccordement électrique de ce côté également afin de permettre un contournement suffisant des branches et du système racinaire ;*
- *réaménager le chemin d'accès à l'éolienne 1 et l'aire de montage de celle-ci de manière conviviale étant donné le passage de deux sentiers de randonnée ;*
- *après les travaux, remettre en état les talus et accotements de façon à obtenir un résultat équivalent à la situation initiale. Les talus seront réensemencés avec un mélange 'prés fleuris' ;*
- *repérer les plantes invasives présentes le long des voiries d'accès au site et le long du tracé du raccordement électrique souterrain et éliminer ces plantes avant ou pendant l'exécution du chantier de façon à éviter leur dissémination. Pour cela, un responsable spécialement désigné devra réaliser le suivi environnemental du chantier ;*
- *prévoir un système de bridage acoustique pour chacun des modèles envisagés ou tout autre modèle ;*
- *effectuer une campagne de mesure de bruit in-situ de l'ensemble du parc de manière à confirmer le respect des normes en vigueur ;*
- *occulter les feux "W" de nuit vers le bas et limiter leur intensité lumineuse (circulaire GDF-03) ; synchroniser les balisages, de jour et de nuit.*

*Pour le raccordement électrique, respecter l'intégrité de tout élément arbustif ou arboré.*

### 3. REMARQUE A L'AUTORITE COMPETENTE

*Le CWEDD rappelle que selon l'article D.73 du Code de l'environnement, le demandeur doit motiver les raisons pour lesquelles il ne suit pas les suggestions de l'étude d'incidences, ce qui n'est pas le cas dans ce dossier. Il a cependant précisé au CWEDD qu'il comptait les suivre toutes.*

*Enfin, le CWEDD regrette l'absence de stratégie régionale pour la protection de certaines populations d'oiseaux menacées ou vulnérables, en particulier les espèces des milieux agraires et bocagers. Une telle stratégie permettrait de choisir des compensations cohérentes soutenant efficacement un objectif régional plutôt que d'établir au coup par coup des compensations pas nécessairement pertinentes.*

#### Annexe - Brève description du projet

##### Avertissement :

*Les informations reprises ci-après sont données à titre indicatif et sont destinées à un usage interne dans le cadre de la préparation de l'avis. Elles ne sont pas constitutives de l'avis du CWEDD.*

*Le projet consiste en la construction et l'exploitation d'un parc éolien sur le territoire des communes de Gesves et Ohey. Il se situe à 260 mètres d'altitude et comprend 6 éoliennes de 2 à 3,4 MW chacune, disposées en une rangée orientée sud-ouest - nord-est suivant les lignes du relief condruzien. Le raccordement au réseau se fera à 3,9 km du site à Florée.*

*Au plan de secteur, le projet est situé en zone agricole. Il nécessitera le réaménagement de quatre chemins existants sur une longueur d'environ 2.910 m, deux publics et deux privés, ainsi que la création de quatre nouveaux chemins d'accès sur terrain privé sur 1.390 m.*

*La production du parc a été évaluée à environ 32.645 MWh/an (pour les modèles de puissance 2 MW), soit la consommation annuelle de 8.820 ménages wallons. L'économie en CO<sub>2</sub> se chiffre à 13.960 tonnes/an dans l'hypothèse où l'électricité serait produite en centrale TGV. Pour les modèles de puissance de 3,4 MW, la production est évaluée à 39.820 MWh/an.*

*Le site jouxte 4 périmètres d'intérêt paysager et 2 points de vue remarquables (ADESA). Il est bordé au sud et à l'est par la zone NATURA 2000 « Bassin du Samson » (BE35005). Deux des éoliennes se trouvent dans le SGI « Plaine de Sorée ». Ce sont les mares qui contribuent à la relative richesse du réseau écologique des environs. On trouve ici du Triton crêté et du Crapaud accoucheur.*

*L'habitation la plus proche se situe à 400 mètres, il s'agit de la ferme de Borsu. Son corps de logis, actuellement inhabité, se trouve à 350 mètres. On compte encore une discothèque à 545 m sur la N921.*

*Les mesures d'atténuation prévues sont la création de 12 ha de tournières enherbées et de bandes fleuries destinées aux espèces agraires, l'amélioration du maillage écologique par*



*la plantation de haies vives au 1200 m, la revitalisation des mares existantes pour les chauves-souris et le Triton crêté."*

&

#### 1.9.5. DGO3 - DEE - DPP - CELLULE BRUIT

Saisine : 05 mars 2013

Date ultime de remise d'avis : 06 mai 2013

Avis remis : 17 avril 2013

Avis de l'instance : défavorable

#### "1. EXAMEN DE LA DEMANDE

*La demande concerne la construction et l'exploitation d'un parc éolien à Gesves. Le parc comprendra 6 éoliennes.*

#### 2. NORME DE NIVEAUX SONORES

##### 2.1. Normes applicables

*L'établissement doit respecter les normes acoustiques de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.*

*Les limites de niveaux sonores les plus contraignantes s'appliqueront en période de nuit.*

*L'arrêt N° 222.592 du 21 février 2013 du Conseil d'État confirme que la valeur limite de nuit de 40 dB(A) s'applique au bruit des éoliennes pour toute vitesse de vent, y compris lorsque celle-ci dépasse 5 m/s.*

##### 2.2. Possibilité de bridage des éoliennes

*Les données des constructeurs montrent qu'un bridage permettant une réduction de puissance acoustique des machines est possible, moyennant une réduction de production énergétique. Suivant les modèles d'éoliennes, ce bridage permet d'atteindre une réduction de 3 à 4 dB(A) pour une vitesse de vent de 8 m/s, mesurée à 10 m de hauteur sur le champ éolien.*

*Cette vitesse est la plus élevée à envisager car, pour des vents plus forts, le bruit émis par l'éolienne n'augmente plus et le bruit du vent devient prépondérant.*

*Il est prudent de considérer que la limite de niveau sonore, à l'immission, de nuit, de 40 dB(A) doit pouvoir être satisfaite moyennant un bridage de 3 dB(A) au maximum, pour toute vitesse de vent inférieure ou égale à 8 m/s, évaluée à 10 m de hauteur sur le site éolien.*

##### 2.3. Étude acoustique et respect des normes

*L'étude d'incidences comporte une étude acoustique actuelle et prévisionnelle, réalisée par le bureau agréé CSD Ingénieurs Conseils.*

*Les modélisations acoustiques ont été réalisées en tenant compte des quatre types d'éoliennes susceptibles d'être choisies pour le parc.*

*Les niveaux existants et prévisionnels ont été calculés au droit des habitations existantes les plus proches, et en limite des terrains urbanisables au plan de secteur qui n'ont pas encore été mis en œuvre. En outre, trois récepteurs ont été situés au niveau de logements potentiels non-habités actuellement.*

*En l'absence de bridage, les niveaux maximum prévus aux points les plus sensibles sont :*

- Enercon E92 44.5 et 45.0 dB(A)
- RePower 3.4 44.5 et 45.0 dB(A)
- RePower 3.2 44.1 et 44.6 dB(A)
- RePower MM100 44.1 et 44.6 dB(A)

#### **2.4. Conclusions**

*Aucun des quatre modèles d'éoliennes envisagés ne permet, même moyennant un bridage nocturne de 3 dB(A) maximum, de respecter les normes des conditions générales.*

### **3. Avis**

*La cellule bruit émet un avis DEFAVORABLE.*

*[...]"*

*&*

#### **1.9.6. DGO3 - DNF - DIRECTION EXTÉRIEURE DE NAMUR**

Saisine : 05 mars 2013  
Date ultime de remise d'avis : 06 mai 2013  
Avis remis : 06 mai 2013  
Avis de l'instance : favorable sous conditions

*"Considérant que les 6 éoliennes en projet se situent :*

- *en zone agricole au plan de secteur, à une certaine distance de zones forestières (sauf les éoliennes 2 et 5 situées à moins de 200 m de petits boisements dont l'un avec plan d'eau), et au sein d'une plaine relativement peu intéressante en matière de conservation de la nature (dans un rayon de 500 m du projet, présence de 13 ha de prairie, 1 ha de forêt et 1 plan d'eau) ;*
- *en dehors de tout site Natura 2000 (le plus proche -site BE35005, Bassin du Samson-étant à 0,4 km) ;*
- *à près de 10 km de Réserves Naturelles et à moins de 5 km d'une quinzaine de SGIB, les éoliennes 3 et 5 se trouvant au sein même du SGIB « Plaine de Sorée », site abritant surtout des espèces d'amphibiens ;*



- en dehors d'un couloir migratoire important pour les oiseaux ;

*Considérant que dans l'ensemble (en ce compris les aménagements de voiries et raccordements électriques), les travaux seront entrepris sur des parcelles agricoles assez intensives ne présentant pas d'intérêt biologique particulier ;*

*Considérant qu'aucun élément du maillage écologique local ne sera affecté par la mise en œuvre du chantier ;*

*Considérant que ce projet n'est pas susceptible d'impact significatif sur les habitats naturels de sites Natura 2000 ni sur les habitats des SGIB de la région (les habitats naturels, soit les prairies, petits massifs boisés et mares du SGIB « Plaine de Sorée » dans lequel est inscrit le projet n'étant pas affectés par celui-ci) ;*

*Considérant que le parc éolien en projet n'est pas situé sur un axe migratoire majeur de l'avifaune en Wallonie ni entre deux massifs forestiers importants ou tout autre complexe d'habitats intéressants et susceptibles de provoquer des mouvements importants d'oiseaux au sein du parc éolien ;*

*Considérant que le demandeur a présenté une Etude d'Incidences sur l'Environnement réalisée par le bureau CSD qui peut être jugée comme satisfaisante car les relevés biologiques correspondent globalement (en quantité et qualité) à ce qui est préconisé par le DÉMNA et le DNF pour les évaluations des incidences des parcs éoliens sur la faune (Cfr document DGOARNE intitulé : « Note de référence pour la prise en compte de la biodiversité dans les projets éoliens ») ;*

*Considérant que les données ornithologiques récoltées par le bureau d'études CSD s'avèrent corroborer les données biologiques déjà en la possession du DÉMNA et que l'analyse de l'ensemble des données ornithologiques conclut à un intérêt modéré de la plaine en question pour la conservation, ou le rétablissement vers un statut de conservation favorable, des populations d'espèces d'oiseaux inféodées aux plaines agricoles associées à de petits éléments du bocage ;*

*Considérant que dans un rayon proche des éoliennes, les données ornithologiques concernant des espèces réputées comme étant plus sensibles à la présence d'éoliennes sur leur territoire, ou des espèces dont les populations wallonnes ou même européennes sont en déclin, ou bien encore d'espèces emblématiques possédant une valeur patrimoniale élevée et dont la présence atteste de la qualité de l'environnement naturel local, sont assez rares. Notons toutefois la nidification et/ou l'hivernage de l'Alouette des champs, du Vanneau huppé, de la Caille des blés ou encore de la Bergeronnette printanière, 4 espèces faisant partie du groupe d'espèces en déclin liées aux espaces cultivés pour lequel un plan d'action à l'échelle régionale s'avère de plus en plus nécessaire ;*

*Considérant que les mares situées à proximité du parc en projet attirent plusieurs espèces de limicoles en halte et que leurs berges feuillues attirent des espèces des bocages (fauvettes, bruant jaune, linottes, pouillots...) ;*

*Considérant que le Triton crêté, espèce d'intérêt communautaire présente dans la zone, risque d'être légèrement impacté par la création de nouvelles voiries entre habitats de reproduction et d'hivernage et qu'il convient dès lors de prévoir le cas échéant des mesures d'atténuation (création de crapauduc si fossés proches) voire des aménagements*



*favorables à cette espèce (revitalisation de mare, plantations de haies, ...), ce qui est prévu dans le dossier ;*

*Considérant par ailleurs que les prairies autour du périmètre sont des lieux de nourrissage fortement fréquentés par d'autres espèces d'oiseaux comme le Bruant des roseaux, le Bruant proyer y étant également noté comme nicheur ;*

*Considérant que vu l'intérêt modéré de la zone concernée pour l'avifaune et comme proposé par l'EIE, les mesures d'accompagnement (compensation) demandées en lien direct avec la préservation des espèces d'oiseaux nicheuses ou hivernantes en plaine agricole semblent satisfaisantes pour assurer la préservation des espèces d'oiseaux nicheur ou hivernants ;*

*Considérant cependant que d'un point de vue qualitatif, les mesures de compensation (qui font l'objet de conventions signées) pour l'avifaune proposées par le bureau d'études Faune & Biotope s'écartent parfois relativement des mesures COA1 et COA2 de la « Note de référence pour la prise en compte de la biodiversité dans les projets éoliens », notamment en ce qui concerne les parcelles 1 et 2 prévues dans les compensations qui devraient impérativement associer le couvert nourricier (COA1) et la bande enherbée (COA2), ce qui n'est pas le cas dans le projet ;*

*Considérant dès lors qu'il convient de revoir le cahier des charges des mesures de compensation en appliquant strictement les mesures COA1 et COA2 de la « Note de référence pour la prise en compte de la biodiversité dans les projets éoliens » ;*

*Considérant qu'en ce qui concerne les chiroptères, les données récoltées par le bureau d'études CSD et leur analyse peuvent être considérées comme globalement satisfaisantes et attestent d'un intérêt local « modéré à fort » selon les espèces ;*

*Considérant que la présence de petits massifs boisés, de haies, d'alignements d'arbres et de petits cours d'eau mais également la disposition des deux éoliennes à moins de 200 m de petits boisements locaux pourraient donner lieu à un certain impact sur les populations de chauves-souris reproductrices et migratrices présentes localement (l'EIE met en avant la présence locale de 6 taxons de chauves-souris dont certaines comme l'espèce migratrice Pipistrelle de Nathusius pourraient être impactées durant la période d'exploitation des éoliennes) ;*

*Considérant que selon les relevés de l'EIE, l'éolienne 5 -à moins de 200 m d'un petit bois avec plan d'eau - semble présenter un risque plus important d'impact sur les chiroptères, lequel pourrait être réduit à un seuil acceptable en présence d'une régulation efficace ;*

*Considérant qu'en résumé, si ce projet n'est pas susceptible d'impact significatif sur les espèces d'oiseaux et de chauves-souris (qu'elles soient ou non d'intérêt communautaire) de même que sur le Triton crêté, il convient de réduire au maximum l'impact résiduel sur les nombreuses espèces potentiellement présentes dans la zone moyennant la mise en place des mesures d'atténuation et des mesures de compensation reprises à l'EIE et évoquées ci-dessus (soit au total 12 ha de terres aménagées pour la faune agraire, 1200 m de plantation de haies d'essences indigènes et la revitalisation (curage) de 2 mares) ;*

*L'avis du DNF est **favorable aux conditions suivantes** :*



**1. Une régulation efficace par bridage de la machine 5 sera mise en place en paramétrant l'arrêt des éoliennes comme suit :**

**Du 1<sup>er</sup> avril au 31 mai et du 1<sup>er</sup> août au 31 octobre de chaque année :**

- entre l'heure du coucher du soleil et l'heure du lever du soleil,
- lorsque la vitesse du vent est inférieure à 8 mètres par seconde à hauteur de la nacelle,
- lorsque la température de l'air est supérieure à 6°C,
- en l'absence de pluie.

**Du 1<sup>er</sup> juin au 31 juillet de chaque année :**

- pendant 6 heures après l'heure du coucher du soleil,
- lorsque la vitesse du vent est inférieure à 7 mètres par seconde à hauteur de la nacelle,
- lorsque la température de l'air est supérieure à 10°C,
- en l'absence de pluie.

**Le bridage devra être opérationnel avant la mise en fonctionnement de l'éolienne.**

**Ces conditions pourraient être revues en fonction des résultats de relevés en continu qui seraient menés (voir conditions requises dans la note de référence de la DGOARNE).**

**2. Les mesures de compensation prévues au dossier mais revues pour être conformes au cahier des charges des mesures COA1 et COA2 de la note de référence de la DGOARNE devront être mises en œuvre au moins 6 mois avant la mise en fonctionnement du parc éolien, en concertation avec le service forestier, à savoir :**

- mise en place des mesures de compensation COA1 et COA2 (selon strict cahier des charges du DEMNA !) sur les parcelles OHEY/Ohey/D13B, D15, D22C, ... et les parcelles OHEY/Haillot/D377a et b, 378a et b, D310, etc
- plantation de 1200 m de haie d'essences indigènes en mélange (emprise de 5 m de large) sur les parcelles OHEY/Ohey/D13B, D15, D22C, etc
- revitalisation (curage) des deux mares (parcelles OHEY/Haillot/ D408e et D377a) ;

**3. Un crapauduc sera créé en concertation avec le service forestier à hauteur de la petite mare lors de l'aménagement du nouveau chemin d'accès menant à l'éolienne 4 ;**

- 4. Les autres recommandations de l'EIE (notamment travaux hors période sensible pour l'avifaune, gestion correcte des éventuelles plantes invasives, pieds d'éoliennes sans système de lumières automatiques, ...) seront également mises en œuvre avant le fonctionnement du parc."**

&

#### **1.9.7. DGO3 - DRCE - DIR. DÉVELOPPEMENT RURAL DE WAVRE**

**Saisine :** 05 mars 2013  
**Date ultime de remise d'avis :** 06 mai 2013  
**Avis remis :** 26 avril 2013  
**Avis de l'instance :** favorable sous conditions

##### **" Avis d'implantation**

*Demande non agricole par un non agriculteur. Projet de création d'un site de 6 éoliennes, non conforme à la destination agricole de la zone. Ce parc de 6 mâts ne pourra être étendu et de ce fait ne rencontre pas les objectifs de concentrations des parcs. Au regard de l'examen du rapport d'incidence, il appert que les localisations proposées créent un ensemble relativement homogène en un arc linéaire. La majorité des implantations proposées ne se font pas à front de voiries existantes, ce qui implique la création en zone agricole active, de chemins privatifs sur près de 1,4km, l'élargissement de chemins privés existants sur 1,1km et de chemins vicinaux sur 1,8km. Le projet soustrait d'excellentes terres agricoles cultivées de manière définitive. De plus, des mesures de compensation sont prévues sur 12ha, plantation de haie vives sur 1,2km ainsi que la revitalisation de mares existantes. Pour la production agricole, les revenus des exploitants et les contraintes d'exploitation, le projet a un impact agro-économique non négligeable.*

*Malheureusement toutes les implantations proposées ne s'appuient pas sur les blocs de cultures existants ce qui est tout à fait préjudiciable aux conditions d'exploitation. De même, le respect du sens des cultures doit impérativement être pris en compte afin de minimiser l'impact négatif sur l'exploitation agricole. Pour les éoliennes E5 et E6, il faut impérativement faire pivoter la zone empierrée afin de l'aligner avec le sens de culture. Les objectifs en regard de la zone agricole sont de limiter le morcellement du parcellaire agricole (en s'appuyant sur les limites des plages agricoles), de préserver la qualité agrologique des sols (particulièrement en cas de reprofilage des remblais in situ) et de participer à la structuration du paysage proche et éloigné. Pour l'E3, il faudra veiller à positionner le chemin d'accès en bordure du parcellaire afin que le chemin desserve les blocs mitoyens et que la mae soit en bordure de la parcelle agricole. A condition d'un accord préalable des exploitants concernés, de réduire au maximum le morcellement des superficies cultivées, de respecter les engagements relatifs aux mesures agro-environnementales, de prendre en compte les remarques et suggestions émises et pour autant qu'un article de dérogation soit applicable : AVIS FAVORABLE*

##### **Avis technique**

*L'implantation du cheminement d'accès aux éoliennes se fera de manière à limiter au maximum le mitage de la zone, en respectant le niveau existant des terres. Les câbles seront enterrés à 1,20 m en culture afin d'éviter tout accident lors de l'exploitation des*



*parcelles. Une attention particulière sera apportée aux écoulements naturels, au maintien et à la restauration du réseau de drainage des parcelles ainsi qu'à un état des lieux et à une remise en état des voiries agricoles après travaux.*

**AVIS FAVORABLE"**

&

#### **1.9.8. IBPT - BIPT**

Saisine : 05 mars 2013  
Date ultime de remise d'avis : 06 mai 2013  
Avis remis : 14 mars 2013  
Avis de l'instance : favorable

*"Votre lettre susmentionnée a retenu toute mon attention et après examen du dossier de l'exploitant **WINDVISION BELGIUM S.A.**, Interleuvenlaan 15 bte D - 3001 HEVERLEE, je vous informe que de l'étude d'incidences réalisée par l'IBPT sur les faisceaux hertziens autorisés, il ressort que le projet de parc situé à **GESVES** ne risque nullement d'interférer avec ceux-ci.*

*Seuls les faisceaux hertziens actuellement autorisés par l'IBPT sont pris en compte lors de l'étude de compatibilité réalisée par l'IBPT.*

*Les utilisateurs de faisceaux hertziens transmettent parfois des coordonnées géographiques erronées à l'IBPT. Ces données erronées sont alors reprises dans l'autorisation et ce sont ces données qui sont prises en compte pour les études de compatibilité réalisées par l'IBPT. L'utilisateur ayant fourni les données erronées, il ne respecte donc pas les caractéristiques reprises dans son autorisation. L'IBPT considère que cet utilisateur est responsable des conséquences éventuelles.*

*Les gros utilisateurs de faisceaux hertziens disposent de bandes exclusives et ne notifient leurs liaisons à l'IBPT qu'environ une fois par an. Les études de compatibilité réalisées par l'IBPT ne prennent donc pas en compte les liaisons installées depuis la dernière notification de l'utilisateur.*

*De même si de nouvelles liaisons sont autorisées entre la demande d'examen et la construction des éoliennes, celles-ci n'auront pas été prises en compte lors de l'étude de compatibilité réalisée par l'IBPT."*

&

#### **1.9.9. RTBF - DIRECTION DES EMETTEURS - BRR001**

Saisine : 05 mars 2013  
Date ultime de remise d'avis : 06 mai 2013  
Avis remis : 02 mai 2013

Avis de l'instance : favorable sous conditions

*"Suite à votre demande, la RTBF attire votre attention sur le respect des coordonnées (qui ne peuvent en aucun cas être modifiées sans que nous soyons de nouveau consultés), ainsi que sur l'impact de ce projet sur son outil de diffusion.*

*Suite à une divergence des coordonnées entre celles fournies pour ce dossier à l'annexe 05 / Plan descriptif de l'établissement et celles reprises à l'annexe 15 / Formulaire d'obstacles, nous vous signalons que nous avons utilisé pour la présente étude les valeurs issues de l'annexe 05 / Plan descriptif de l'établissement.*

*Le futur parc éolien, dont le centre géographique est situé respectivement à 15,02 et 18,96 kilomètres de nos sites de La Sarte (Huy) et de Rivière (Profondeville), hypothéquera la réception hertziennne analogique et numérique dans des rayons de 10,00 kilomètres autour de chaque implantation individuelle. Les communes et localités de Solières, Bois Dame Aguisse, Perwez-Haillet, Haillet, Jallet, Filée, Goesnes, Libois, Evelette, Ossogne, Flostoy, Borminville, Havelange, Frisée, Schaltin, Burèsse, Hamois, Achet, Emptinne, Natoye, Skeuvre, Florée, Gramptinne, Forges, Pourrain, Assesse, Gesves, Courrière, Faux-les-Tombes, Mozet, Goyet, Samson, Rouvroy, Andenne, Seilles, Groynne, Sainte-Begge, Haltinne, Reppe, Spase, Sorée et Bouchaille notamment concernées par des perturbations de réception de nos programmes radio et TV.*

*D'autre part, je rappelle que la mission de Service public de la RTBF, telle que définie par le décret du 14 juillet 1997 portant son statut et par le Contrat de Gestion du 26 décembre 2012, lui impose d'assurer la couverture hertziennne, dans le respect du principe d'égalité des citoyens, de l'ensemble du territoire de toute la Communauté française. Toutes les perturbations éoliennes (analogiques) sont bien décrites dans la recommandation de l'Union Internationale des Radiocommunications (UIT) n°805 sur l'évaluation des dégradations de la réception de la télévision due aux éoliennes, reprise dans une note de l'Agence Nationale Française des Fréquences.*

*Avant de donner un éventuel accord sur le projet, la RTBF tient à s'assurer, s'il devait s'avérer que l'implantation de ces éoliennes devait provoquer des perturbations dans la diffusion et réception de ses émissions, que le gestionnaire du projet accepte de prendre en charge, à titre d'indemnisation du préjudice subi, l'ensemble des coûts consécutifs à une modification des caractéristiques techniques du site d'émission perturbé de la RTBF ou, au besoin, liés à l'installation ou au renforcement d'un autre site d'émission."*

&

**1.9.10. SPF MOBILITÉ ET TRANSPORTS - DGTA**

Saisine : 06 mars 2013

Date ultime de remise d'avis : 06 mai 2013

Avis remis : 18 avril 2013

Avis de l'instance : favorable sous conditions

*"Suite à votre lettre avec références sous rubrique, j'ai l'honneur de vous faire savoir que la Direction générale Transport aérien (DGTA), en accord avec Belgocontrol et la Défense, n'émet pas d'objection (point de vue aéronautique) au sujet du projet d'implantation d'un*



*parc de 6 éoliennes, d'une hauteur maximale de 150m AGL (au dessus du sol), à Gesves et Ohey,*

*Les coordonnées Lambert des éoliennes acceptées du projet sont :*

<i>X :</i>	<i>Y :</i>
<i>T1 : 201704,0</i>	<i>121759.0</i>
<i>T2 : 202098,0</i>	<i>122057,0</i>
<i>T3 : 202623.0</i>	<i>122413.0</i>
<i>T4 : 202915,0</i>	<i>122737,0</i>
<i>T5 : 203231.0</i>	<i>123741,0</i>
<i>T6 : 203531,0</i>	<i>123600,0</i>

*La zone d'implantation se trouvant dans une région de catégorie C (zone d'exercices militaires), les éoliennes seront balisées de jour et de nuit comme décrit dans le paragraphe 7.3.2 de la Circulaire GDF03 ([http ://www.mobilite.belgium.be/fr/transport\\_aerien/circulaires/](http://www.mobilite.belgium.be/fr/transport_aerien/circulaires/)),*

*Afin de garantir la sécurité des vols pendant les travaux, si des grues ou d'autres moyens dont la hauteur est supérieure à 25 mètres AGL (au dessus du niveau du sol) sont utilisés, un balisage de nuit y sera appliqué par des feux de basse intensité type A (10 cd min.),*

*Au cas où le balisage ne serait pas placé, nous vous prions de bien vouloir considérer le présent avis comme étant négatif.*

*Nous vous invitons à prévenir par écrit, au plus tard 60 jours avant le début des travaux de construction, les instances reprises ci-dessous. Ce courrier précisera la date du début des travaux, de l'implantation de la construction, de la fin des travaux ainsi que du démontage éventuel de la construction avec mention de la position exacte des obstacles en coordonnées Lambert ainsi que la hauteur totale afin, si cela s'avère nécessaire, de modifier les cartes aériennes et d'informer le personnel navigant. De plus, le demandeur est prié de notifier toute information utile (placement de grues, ... ) à temps via le fax COMOPSAIR Airspace Control Ops au 02/701.72.66 (et MDC au 02/752.42.01).*

- **la Direction générale Transport aérien** (M. Kris Clarysse avec mention des LA/A-POR/BDC/13-0642, dossier WT987) ;
- **la Défense** (Major Frédéric Rouffé avec mention des références suivantes : MITS : 13-00162860, dossier 30/1206-1) ;
- **Belgocontrol** (M. Johan Caroen avec mention des références suivantes : O/AIM/U/Wind-241/13-0225).

*Les installations à énergie éolienne doivent être équipées d'un système d'alarme automatique qui avertit une centrale en cas de pannes (lampe défectueuse, rupture de courant,...). Les pannes doivent être immédiatement communiquées au «Military Detachment for Coordination» (02/752.44.52). Le balisage lumineux doit être réparé et*

*son fonctionnement correct rétabli dans les 48 heures. En cas de panne grave, un rapport détaillé journalier doit être transmis à ce service.*

*Une réponse positive n'est pas garantie en cas d'une demande éventuelle pour agrandir le parc à cet endroit. Cet avis est valable pour 2 ans pour autant que les critères appliqués pour son émission restent inchangés."*

&amp;

#### 1.9.11. STP - SERVICE TECHNIQUE PROVINCIAL

Saisine : 05 mars 2013

Date ultime de remise d'avis : 06 mai 2013

Avis remis : 25 mars 2013

Avis de l'instance : favorable

*"Après examen de ce dossier, j'ai le plaisir de vous informer que je n'ai aucune remarque à formuler.*

*En conséquence, au point de vue voirie, j'émet un avis favorable."*

&amp;

#### 1.9.12 DGO4 - DEBD - ENERGIE & BÂTIMENT DURABLE

Saisine : 05 mars 2013

Date ultime de remise d'avis : 06 mai 2013

Avis remis : Absence d'avis - Réputé favorable

&amp;

#### 1.10. Prolongation du délai d'instruction

Délai : 30 jours

Date notification : 22 juillet 2013

Motivation : Planification des dossiers en cours

## **2. Décision querellée**

Arrêté des Fonctionnaires technique et délégué pris le **16 août 2013** et notifié le même jour dans le délai légal prescrit, refusant à la S.A. WINDVISION BELGIUM - Interleuvenlaan n° 15 bte D à 3001 HEVERLEE - un permis unique pour construire et exploiter un parc de 6 éoliennes d'une puissance individuelle comprise entre 2 et 3,4 MW et une cabine de tête dans un établissement situé Lieux-dit "Campagne de Borsu" à 5340 GESVES.





### 3. Instruction du recours

#### 3.1. Réception de la décision et affichages

Réception de la décision querellée par le demandeur : 19 août 2013

#### 3.2. Requérant et recevabilité

WINDVISION BELGIUM S.A.

Interleuvenlaan n° 15 bte D

3001 HEVERLEE

Le requérant est le demandeur.

Recevabilité :

Introduction du recours : envoyé le 07 septembre 2013 (cachet de la poste faisant foi), reçu le 09 septembre 2013

Le recours est recevable.

Intérêts :

*"Justification*

*La requérante est le destinataire de l'acte attaqué et le demandeur de permis. Son intérêt au recours est donc incontestable."*

Moyens développés :

#### **"4. MOYENS DEVELOPPES (LISTE NON LIMITATIVE)**

***Sans préjudice de tout autre moyen de fait ou de droit à faire valoir ultérieurement et sans préjudice de pouvoir d'évocation de l'autorité statuant sur recours qui doit procéder à un examen complet du dossier.***

##### **4.1. EN DROIT**

*La requérante introduit un recours pour les **moyens** suivants :*

*1-erreur de fait et de droit,*

*2-défaut d'examen in concreto du dossier*

*3-motivation inadéquate*

##### **4.2. EN FAIT**

*Développement des motifs du recours*

*Les éléments motivant le présent recours sont détaillés ci-dessous.*

### **1. EN CE QUI CONCERNE LES NUISANCES SONORES**

*L'avis défavorable de la cellule bruit du 16 avril 2013 est rédigé comme suit :*

'Considérant que le projet de parc éolien se compose de 6 éoliennes ;

Considérant que l'établissement doit respecter les normes acoustiques de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Considérant que les limites des niveaux sonores s'appliqueront en période de nuit ;

Considérant que l'arrêt N°222,592 du 21 février 2013 du Conseil d'Etat confirme que la valeur limite de nuit de 40 dB(A) s'applique au bruit des éoliennes pour toute vitesse de vent, y compris lorsque celle-ci dépasse 5 m/s ;

Considérant que les données des constructeurs montrent qu'un bridage permettant une réduction de puissance acoustique des machines est possible, moyennant une réduction de production énergétique ; que suivant les modèles d'éoliennes, ce bridage permet d'atteindre une réduction de 3 à 4 dB (A) pour une vitesse de vent de 8 m/s, mesurée à 10 m de hauteur sur le champ éolien ;

Considérant que cette vitesse est la plus élevée à envisager car, pour des vents plus forts, le bruit émis par les éoliennes n'augmente plus et le bruit du vent devient prépondérant ;

Considérant qu'il est prudent de considérer que la limite de niveau sonore, à l'immission, de nuit, de 40 dB(A) doit pouvoir être satisfaite moyennant un bridage de 3 dB(A) au maximum, pour toute vitesse de vent inférieure ou égale à 8 m/s, évaluée à 10 m de hauteur sur le site éolien

Considérant que l'étude d'incidences comporte une étude acoustique prévisionnelle, réalisée par le bureau agréé CSD ingénieurs Conseils ; que les modélisations acoustiques ont été réalisées en tenant compte des quatre types d'éoliennes susceptibles d'être choisies pour l'extension du parc ;

Considérant que les niveaux prévisionnels ont été calculés au droit des habitations existantes les plus proches et en limite des zones d'habitat au plan de secteur ; qu'en outre, trois récepteurs ont été situés au niveau de logements potentiels non-habités actuellement ;

Considérant qu'en l'absence de bridage, les niveaux maximum prévus aux points les plus sensibles sont, suivant les types d'éoliennes choisis,

- *Enercon E92*                      *44.5 et 45.0 dB(A)*
- *RePower 3.4*                      *44.5 et 45.0 dB(A)*
- *RePower 3.2*                      *44.1 et 44.6 dB(A)*
- *RePower MM100*                *44.1 et 44.6 dB(A)*

Considérant qu'aucun des quatre modèles envisagés ne permet, même moyennant un bridage nocturne de 3 dBA maximum, de respecter les normes des conditions générales ;"



*Dans son appréciation de l'admissibilité d'un projet, l'autorité doit s'assurer que l'établissement ne provoquera pas de charges excessives pour le voisinage. Elle vérifie à ce titre si l'établissement pourra respecter les conditions d'exploitation légales ou réglementaires et, si nécessaire, elle prescrit des conditions particulières. Le permis ne peut être refusé que si est seulement si il est démontré qu'il est impossible à l'établissement de respecter ces conditions. Tel est le cas lorsque les conditions sont telles que leur respect met en péril la viabilité de l'établissement. Il est bien question de la viabilité de l'établissement. Il n'est pas question de porter un jugement de valeur sur l'intérêt économique de l'exploitant. Lui seul est juge de la marche de ses affaires.*

*Aussi, à ce titre, la requérante rappelle à nouveau que le site d'implantation du projet de Gesves et Ohey dispose d'un gisement éolien de bon niveau (voir EIE p81). Les 6 éoliennes produiront, dans le cas de figure du respect de 40 dB(A) à l'immission quelque soit la vitesse de vent, ainsi que le démontre encore une note du bureau d'étude sur la production électrique estimée du parc (voir Annexe 1).*

*Le parc éolien respecte des distances importantes par rapport aux zones d'habitat (supérieures à 700m). Le niveau de bruit estimé le plus élevé concerne essentiellement une habitation isolée : la ferme de Borsu. La requérante souligne que les propriétaires et résidents de cette ferme ont marqué leur accord de principe sur la réalisation du projet au vu des incidences, notamment, visuelles et acoustiques qui pourraient en découler pendant certaines périodes de l'année.*

*La requérante estime que l'avis défavorable de la cellule bruit est motivé davantage par les pertes économiques dues au bridage à appliquer que par les nuisances sonores du parc éolien.*

*En ce qui concerne le critère qui a été retenu de 3dB(A), il s'agit d'un critère arbitraire basé sur l'hypothèse qu'un bridage de 3 dB(A) induira une perte de production trop importante. A titre d'exemple, un bridage d'une seule éolienne à 4 dB(A) sur un parc de 6 éoliennes induira une perte de productible moins importante qu'un bridage à 2.9 dB(A) appliqué sur les 6 éoliennes. Ainsi, la requérante estime que ce critère ne doit pas être utilisé pour évaluer les pertes de production, et a fortiori la production envisagée.*

*Après observation attentive des résultats, le niveau de production attendue du parc éolien de Gesves-Ohey est largement supérieur à 4400 MWh qui est la référence wallonne pour un site qualifié de moyen avec une éolienne de 2 MW.*

*Il s'en déduit non seulement que l'établissement sera viable, mais encore qu'il produira un volume d'électricité justifiant son implantation.*

## **2. EN CE QUI CONCERNE LES ASPECTS AGRICOLES**

### **(chemin d'accès et orientation des plateformes)**

*L'avis favorable sous conditions de la DGO3 - DRCE - DIRECTION DU DEVELOPPEMENT RURAL DE WAVRE est rédigé comme suit :*



### "Avis d'implantation

Demande non agricole par un non agriculteur. Projet de création d'un site de 6 éoliennes, non conforme à la destination agricole de la zone. Ce parc de 6 mâts ne pourra être étendu et de ce fait ne rencontre pas les objectifs de concentrations des parcs. Au regard de l'examen du rapport d'incidence, il appert que les localisations proposées créent un ensemble relativement homogène en un arc linéaire. La majorité des implantations proposées ne se font pas à front de voiries existantes, ce qui implique la création en zone agricole active, de chemins privatifs sur près de 1,4 km, l'élargissement de chemins privés existants sur 1,1 km et de chemins vicinaux sur 1,8 km. Le projet soustrait d'excellentes terres agricoles cultivées de manière définitive. De plus ; des mesures de compensation sont prévues sur 12 ha, plantation de haie vives sur 1,2 km ainsi que la revitalisation de mares existantes. Pour la production agricole, les revenus des exploitants et les contraintes d'exploitation, le projet a un impact agro-économique non négligeable.

Malheureusement toutes les implantations proposées ne s'appuient pas sur les blocs de cultures existants ce qui est tout à fait préjudiciable aux conditions d'exploitation. De même, le respect du sens des cultures doit impérativement être pris en compte afin de minimiser l'impact négatif sur l'exploitation agricole. Pour les éoliennes E5 et E6, il faut impérativement faire pivoter la zone empierrée afin de l'aligner avec le sens de culture. Les objectifs en regard de la zone agricole sont de limiter le morcellement du parcellaire agricole (en s'appuyant sur les limites des plages agricoles.), de préserver la qualité agrologique des sols (particulièrement en cas de reprofilage des remblais in situ) et de participer à la structuration du paysage proche et éloigné. Pour l'E3, il faudra veiller à positionner le chemin d'accès en bordure du parcellaire afin que le chemin desserve les blocs mitoyens et que la mac soit en bordure de la parcelle agricole. A condition d'un accord préalable des exploitants concernés, de réduire au maximum le morcellement des superficies cultivées, de respecter les engagements relatifs aux mesures agri environnementales, de prendre en compte les remarques et suggestions émises et pour autant qu'un article de dérogation soit applicable :

AVIS FAVORABLE

### Avis technique

L'implantation du cheminement d'accès aux éoliennes se fera de manière à limiter au maximum le mitage de la zone, en respectant le niveau existant des terres. Les câbles seront enterrés à 1,20 m en culture afin d'éviter tout accident lors de l'exploitation des parcelles. Une attention particulière sera apportée aux écoulements naturels, au maintien et à la restauration du réseau de drainage des parcelles ainsi qu'à un état des lieux et à une remise en état des voiries agricoles après travaux

AVIS FAVORABLE "

*D'une part, la requérante souligne que des accords contractuels ont été réalisés avec tous les exploitants concernés pour l'établissement des éoliennes, des aires de grutage, des chemins d'accès et de câblage.*

*D'autre part, l'implantation découle d'une analyse de plusieurs critères. Les dispositions des aménagements au sol ont été réalisées afin de réduire au mieux le morcellement des aires agricoles. Le projet proposé constitue dans son ensemble un optimum technique et environnemental.*

*Comme le souligne d'ailleurs l'avis de l'agriculture, il appert que les localisations des éoliennes proposées créent un ensemble relativement homogène en un arc linéaire. La conséquence est la réalisation de chemins d'accès inévitables à travers des zones cultivées.*



*Pour pouvoir accéder aux éoliennes 3 et 4, un nouveau chemin d'accès privé sera créé. Le premier tronçon jusqu'à l'éolienne 4 est situé en fond de 3 blocs distincts tandis que le tronçon suivant jusqu'à l'éolienne 3 se positionnera en bordure d'un même bloc en jouxtant une MAE existante. La MAE n'est pas en bordure des limites parcellaires mais bien en bordure de la limite d'exploitation. Il s'agit là de la meilleure solution retenue après considération de tous les critères, en accord avec l'exploitant et en limitant la surface agricole perdue.*

*En ce qui concerne les orientations des plateformes des éoliennes 5 et 6, elles ont bien fait l'objet d'un accord contractuel avec les propriétaires et exploitants actuels en fonction du sens des cultures rencontrées sur le terrain et des pentes naturelles du terrain. Le pivotement des aires de grutage demandé par la Direction du Développement Rural de Wavre induirait de surcroît des talus supplémentaires non exploitables car nécessaires à la stabilisation du terrain.*

*Enfin, la requérante tient à souligner que les engagements au niveau des mesures de compensation ont fait l'objet d'un contrat avec le propriétaire, ce qui permet de s'assurer que la mesure sera effectivement réalisée.*

*La requérante se tient à la disposition de l'autorité de recours et des instances d'instruction pour fournir toute précision ou toute information utile. La requérante demande la communication de tout élément nouveau versé au dossier durant la procédure de recours et il demande à être entendu, tout ceci avant la décision à intervenir. Vu les considérations ci-dessus et sans préjudice de tout autre moyen à faire valoir ultérieurement, la requérante demande l'octroi du permis pour 6 éoliennes d'une puissance individuelle comprise entre 2 et 3.4 MW tel que proposé dans la demande de permis introduite le 07/02/2013."*

### **3.3. Analyse des différents avis sur recours**

Suite à l'examen du dossier de demande de l'acte attaqué et du recours exercé les avis des instances suivantes ont été sollicités :

#### **3.3.1. CCATM DE GESVES**

<u>Saisine</u> :	01 octobre 2013
<u>Date ultime de remise d'avis</u> :	12 novembre 2013
<u>Avis remis</u> :	18 octobre 2013
<u>Avis de l'instance</u> :	défavorable

*"Vu la demande de permis unique de la SA WINDVISION BELGIUM SA relatif à l'établissement suivant :*

*Construire et exploiter un parc de 6 éoliennes et d'une cabine de tête, ayant comme caractéristiques : 40.10.01.01.02 : Transformateur statique d'une puissance nominale égale ou supérieure à 1.500 kV A 40.10.01.04.03 : Eolienne ou parc d'éoliennes dont la puissance totale est égale ou supérieure à 3 MW sur un terrain situé Campagne de Borsu à Gesves et se prolongeant sur la commune d'Ohey ;*

*Attendu que dans le cadre du recours introduit par Windvision (demandeur) contre le refus de permis publié par les fonctionnaires délégué et technique, le fonctionnaire technique souhaite un avis de la CCATm de Gesves sur le complément d'étude sur les émissions sonores, les questions de bridage de certaines éoliennes prévues au plan ;*

*Considérant qu'une partie du document traite de données en anglais technique et spécialisé, que tous les membres de la CCATm ne sont pas nécessairement bilingues ; qu'il aurait eu lieu de favoriser une traduction de ce type de documentation très technique ;*

*Considérant qu'un avis ne peut être remis qu'en connaissance de cause ; que l'information transmise peut être se révéler incomplète ;*

*Considérant que le projet est situé en zone agricole au plan de secteur ;*

*Considérant que le projet est situé en aire agricole ouverte "à maintenir" au schéma de structure ;*

*Considérant que le projet est situé en aire de paysage ouvert au règlement d'urbanisme ;*

*Considérant la présence d'un périmètre de prévention éloignée de la zone de captage d'Houte ;*

*Considérant que le projet déroge à la zone du plan de secteur et s'écarte des options du RCU et du SSC ;*

*Vu l'avis défavorable de la CCATm approuvé le 23/04/13 sur base notamment de l'impact négatif sur un paysage local typiquement condrusien et les risques de rupture d'échelle importante dans un environnement patrimonial chargé ;*

*Considérant l'évocation des nuisances sonores largement sous-estimées ; que le bridage des 3 éoliennes en heure de nuit témoigne de cette problématique ; qu'on ne peut qu'appliquer le principe de précaution vis-à-vis de cette demande d'implantation ;*

*Avis de la CCATM de Gesves au sujet de l'étude d'incidences complémentaire de la demande de permis éolien Windvision sur Gesves-Ohey*

*Considérant que*

- La procédure de demande de permis unique est régie par les dispositions du chapitre 11 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.*
- que son article 86. § 1<sup>er</sup> , précise :*

*'Le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué envoient au demandeur la décision statuant sur le caractère complet et recevable de la demande, dans un délai de vingt jours à dater du jour où le fonctionnaire technique reçoit la demande conformément à l'article 84''*

*ce qui fut fait pour la demande de Windvision dans les délais prévus*



- *qu'aucune disposition ne permet d'apporter une modification au dossier de la demande de permis après la décision en première instance. Signalons que la procédure générale en son article 93 §3 n'envisage les modifications éventuelles à la demande de permis et leur complément d'étude d'incidences que préalablement à la décision de l'autorité compétente.*
- *que le 14 août 2013 l'arrêté de décision des fonctionnaires délégué et technique refuse la demande de permis et que le demandeur (Windvision) introduit un recours conformément aux dispositions de la Section 4 du chapitre précité.*
- *que l'article 95, §6, 30 du décret sur le permis d'environnement dispose que le gouvernement wallon détermine*

*" les modalités d'instruction du recours, d'établissement du rapport de synthèse, les instances devant être consultées et les délais endéans lesquels les avis sont émis..."*

- *que ces modalités ont été explicitées par l'AGW du 04 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, et notamment par l'article 52 qui dispose*

*'Les Administrations de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme compétentes sur recours sollicitent l'avis des administrations et autorités qu'elles jugent nécessaires de consulter'.*

- *qu'aucune disposition n'autorise l'autorité compétente sur recours de prescrire au demandeur un complément d'EIE ou d'en accepter un en provenance du demandeur. Il convient de remarquer que la procédure de recours n'est pas contradictoire et n'autorise nullement le demandeur d'intervenir pendant l'instruction de ce recours.*

*La CCATM estime que :*

*Cette EIE complémentaire n'a pas de raison d'être pour les raisons suivantes*

- *elle ne concerne aucune modification à la demande de permis, ni en ce qui concerne les types d'éoliennes envisageables ni en ce qui concerne leur emplacement, ni en ce qui concerne la taille ou le statut juridique des zones de compensation proposées.*
- *La motivation qu'énonce l'auteur de l'EIE complémentaire (p 1) manque de sérieux en ce qu'elle fait appel à une jurisprudence récente du Conseil d'Etat (CE 222.592 du 21/02/13 Dumont et co) susceptible d'interférer avec le cadre réglementaire (seules les normes de l'AGW 2002 sont d'application, pas la norme hollandaise), alors que rien n'empêchait Windvision de proposer lors de l'instruction de la demande de permis en première instance de revoir sa demande comme l'y autorisent les dispositions de l'article 93 §3 du décret sur le permis d'environnement pour autant que cette demande de modification munie de son EIE complémentaire soit introduite avant la date de la décision. Comme cette date de la décision est le 14 /08/13 et que l'arrêt DUMONT du CE date du 21/02/13, Windvision avait tout le loisir de proposer des modifications à sa demande entre le*

21/02/13 et le 14/08/13, notamment en ce qui concerne une proposition de révision du programme de bridage pour se conformer à la jurisprudence du CE (l'arrêt Dumont).

- qu'en ce qui concerne l'examen du bruit à l'immission, il convient de remarquer que l'EIE complémentaire rejette sans motivation avis médical- dûment autorisé l'épineux problème de l'émergence qui touchera plusieurs familles riveraines étant donné le caractère particulièrement calme de l'environnement acoustique tant diurne que nocturne, que les niveaux sonores prévus habituellement par les conditions particulières et inspirées du cadre de référence 2002 éolien ne sont pas compatibles avec la norme de 30dB préconisée par l'OMS (voir cadre de référence 2013 éolien).
- que le complément d'étude d'incidences n'a donc aucune raison d'être.

La CCATM décide

- de rejeter l'étude d'incidences complémentaire pour manquement de base légale
- de s'en tenir à l'arrêt des fonctionnaires délégué et technique du 14 août 2013 arrêtant que le dépassement des normes de bruit, la nécessité de bridages multiples et la détérioration du productible de l'établissement justifient amplement le maintien du refus sur recours

AVIS de la CCATM : AVIS DEFAVORABLE"

&

### 3.3.2. CCATM DE OHEY

Saisine : 01 octobre 2013  
Date ultime de remise d'avis : 12 novembre 2013  
Avis remis : 08 novembre 2013  
Avis de l'instance : défavorable

"Objet : Construction et exploitation d'un parc de 6 éoliennes d'une capacité individuelle comprise entre 2 et 3.4 MW et une cabine de tête

Vu la demande de permis unique introduite par WINDVISION S.A. - 1 nterleuvenlaan, 15D à 3001Heverlée relative à la construction et l'exploitation d'un parc éolien de 6 éoliennes d'une capacité individuelle comprise entre 2 et 3.4 MW et d'une cabine de tête, sis campagne de Borsu à 5340 GESVES et 5350 OHEY et cadastré 6e division, OHEY, Section E N° 120 C -1208 -32C -35M -32D -328 -100 -137H -32E -134A -116 et 2e division GESVES section D13A- 57 L-118P2 -124W -180K-1108 -118E2 -118C2 -11882-118A2 -118V -118X -118Y -124P2 -124H2 -124G2 -124K2 -124L2 -124M2 -124T2 -12452

Vu la demande d'avis sur recours : article 52 de l'AGW du 04 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement reçue à la CCATM en date du 01 octobre 2013 ;



*Attendu que le projet présenté a été soumis à enquête publique dans le cadre d'un recours : articles D.29-7 à D.29-19 et R.41-6 du livre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement : complément d'enquête ;*

*Attendu que le projet a été soumis à enquête publique dans le cadre d'un recours du 23 octobre 2013 au 22 novembre 2013 ;*

*Attendu que le document d'information complémentaire daté du 09/09/2013 s'inscrit dans le cadre du recours introduit par WindVision Belgium s.a. contre la décision des Fonctionnaires technique et délégué de refuser le permis unique de classe 1 visant l'implantation et l'exploitation de six éoliennes sur les territoires communaux de Gesves et Ohey ;*

*Attendu qu'en raison d'un récent arrêt du Conseil d'Etat relatif à un autre projet éolien ('Arrêt Dumont') et de l'avis du DNF en cours d'instruction conditionnant l'octroi du permis à un bridage en faveur des chiroptères, WindVision a demandé à CSD Ingénieurs d'apporter des informations complémentaires à son étude d'incidences sur l'environnement sur :*

- Une interprétation complémentaire des modélisations acoustiques de l'étude d'incidences du 28/01/2013, y compris une estimation des pertes de production liées aux bridages acoustiques recommandés ;*
- Une estimation des pertes de production liées à la en place d'un bridage de l'éolienne 5 en faveur des chiroptères, selon le paramétrage précisé par le DNF dans son avis du 06/05/2013.*

*Après en avoir délibéré ;*

*Emet un **avis défavorable** sur le projet tel que présenté étant donné que l'enquête complémentaire du projet de Windvision n'est pas de nature à modifier l'avis défavorable remis lors de la séance du 17 avril 2013 pour les motifs suivants :*

- Non prise en compte du parc à conteneur et de son activité. En outre, l'éolienne n°6 a été déplacée vers le nord ;*
- L'éolienne n°6 est plus proche des habitations rue de Gesves du fait de son déplacement ;*
- Nuisance sonore la nuit (émergence de +/- 7 dB) ;*
- Le projet est un élément perturbateur dans le paysage même s'il est parallèle aux lignes de force du paysage (tiges et chavées) ;*
- L'étude d'incidence environnementale n'a pas tenu compte du chemin du GAL (chemin vicinal n°5 à Ohey) ;*
- Impact visuel des flashes lumineux."*

&

### 3.3.3. CWEDD

Saisine : 02 octobre 2013  
Date ultime de remise d'avis : 12 novembre 2013  
Avis remis : 29 octobre 2013  
Avis de l'instance : favorable

*"L'étude d'incidences a été complétée par :*

- *un complément à l'étude acoustique, basé sur l'AGW du 04/07/2002 ;*
- *une estimation de la perte de production liée au bridage acoustique ;*
- *une estimation de la perte de production liée au bridage pour l'éolienne 5 en faveur des chiroptères.*

*Au regard de ces nouvelles informations, le CWEDD réitère son avis 13/AV.402 du 25/03/2013 dans son intégralité (en italique), estimant que l'avis d'opportunité reste valable et que l'avis sur la qualité de l'étude d'incidences vaut également pour le complément d'information apporté aujourd'hui."*

&

### 3.3.4. DGO3 - DRCE – DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT RURAL DE WAVRE

Saisine : 30 septembre 2013  
Date ultime de remise d'avis : 12 novembre 2013  
Avis remis : 24 octobre 2013  
Avis de l'instance : favorable sous conditions

*"Nous confirmons notre avis favorable n°13105."*

&

### 3.3.5. DGO3 - DEE - DPP - CELLULE BRUIT

Saisine : 26 septembre 2013  
Date ultime de remise d'avis : 12 novembre 2013  
Avis remis : 06 novembre 2013 - Hors délai  
Avis de l'instance : défavorable

*"1. Examen de la demande*

*Le recours a trait à un arrêté des Fonctionnaires technique et délégué refusant la construction et l'exploitation d'un parc de 6 éoliennes.*

*Le recours est réalisé par Windvision Belgium SA, société promotrice du projet. L'argument mis en avant concernant le bruit est que le parc pourrait bénéficier d'un bridage sélectif*



*permettant de respecter la valeur limite de 40 dB(A) de nuit sans pour autant provoquer de perte de production qui puisse mettre en péril la viabilité du projet.*

*L'étude d'incidences comporte une étude acoustique actuelle et prévisionnelle, réalisée par le bureau CSD, agréé en matière de bruit au moment de l'étude.*

### *1.1. Normes applicables*

*L'établissement doit respecter les normes acoustiques de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.*

*Les limites de niveaux sonores les plus contraignantes s'appliqueront en période de nuit.*

*L'arrêt N° 222.592 du 21 février 2013 du Conseil d'État confirme que la valeur limite de nuit de 40 dB(A) s'applique au bruit des éoliennes pour toute vitesse de vent, y compris lorsque celle-ci dépasse 5 m/s.*

### *1.2. Possibilité de bridage des éoliennes*

*Les données des constructeurs montrent qu'un bridage permettant une réduction de puissance acoustique des machines est possible, moyennant une réduction de production énergétique. Suivant les modèles d'éoliennes, ce bridage permet d'atteindre une réduction de 3 à 4 dB(A) pour une vitesse de vent de 8 m/s, mesurée à 10 m de hauteur sur le champ éolien.*

*Cette vitesse est la plus élevée à envisager car, pour des vents plus forts, le bruit émis par l'éolienne n'augmente plus et le bruit du vent devient prépondérant.*

*Il est prudent de considérer que la limite de niveau sonore, à l'immission, de nuit, de 40 dB(A) doit pouvoir être satisfaite moyennant un bridage de 3 dB(A) au maximum, pour toute vitesse de vent inférieure ou égale à 8 m/s, évaluée à 10 m de hauteur sur le site éolien.*

### *1.3. Étude acoustique et respect des normes*

#### *1.3.1. Bruit produit durant l'activité :*

*Les modélisations acoustiques ont été réalisées en tenant compte des quatre types d'éoliennes susceptibles d'être choisies pour le parc.*

*Les niveaux existants et prévisionnels ont été calculés au droit des habitations existantes les plus proches, et en limite des terrains urbanisables au plan de secteur qui n'ont pas encore été mis en œuvre.*

*En l'absence de bridage des éoliennes du projet, les niveaux maximum prévus pour l'ensemble du parc éolien sont les suivants :*

*Enercon E92 : 45,0 dB(A) ;*

*RePower 3.4 : 45,0 dB(A) ;*

*RePower 3.2 : 44,6 dB(A) ;*

*RePower MM100 : 44,6 dB(A) ;*

*On constate donc que, suivant le modèle choisi, jusqu'à 5 dB(A) devront être récupérés via la mise en place de bridages.*

#### *1.3.2. Distance vis-à-vis des riverains*

*La Cellule bruit constate que les riverains les plus proches sont situés à 350 et 410 mètres des emplacements théoriques des futures éoliennes. Ces distances sont faibles et contredisent l'esprit des futures conditions sectorielles relatives aux parcs éoliens qui visent notamment à revoir à la hausse la distance minimale qui devra séparer les parcs éoliens des habitations les plus proches.*

*Le demandeur indique également à ce sujet dans son recours que les riverains les plus proches du site ont donné leur accord de principe au projet. La Cellule bruit estime toutefois qu'un accord de principe ne peut être considéré comme un motif de dérogation aux normes.*

#### *1.4. Conclusions*

*Aucun des modèles envisagés ne permettrait de respecter les normes des conditions générales, et ce même moyennant la mise en place d'un bridage nocturne de maximum 3 dB(A).*

*Enfin, la distance très faible séparant les riverains des premières éoliennes entre en contradiction avec l'esprit des futures conditions sectorielles relatives aux parcs éoliens qui vise à revoir ces distances à la hausse.*

#### *2. Avis*

*Défavorable."*

&

### 3.3.6. DGO4 - DEBD - ENERGIE & BÂTIMENT DURABLE

Saisine : 30 septembre 2013

Date ultime de remise d'avis : 12 novembre 2013

Avis remis : 12 décembre 2013 - Hors délai

Avis de l'instance : favorable

*"Après vérification des paramètres énergétiques dans l'étude d'incidence sur l'environnement (EIE), il nous paraît :*

*1. Au niveau du gisement : l'implantation proposée du projet paraît optimale pour exploiter le gisement selon l'étude de vent réalisée par le bureau d'études GreenPlug.*

*2. Au niveau de l'exploitation :*

- Le potentiel estimé pour l'exploitation des 6 éoliennes semble être optimisé avec une production annuelle nette variant de 32.645 MWh/an à 43.660 MWh/an, selon le type de machines installées. De plus, la production nette électrique par éolienne a été estimée à*



*5580 MWh/an (P50) pour le modèle REpower MM100 qui semble le modèle le plus intéressant suivant les simulations.*

- *Le facteur de capacité net variant entre 22% et 32%, ce qui met en évidence que le site dispose d'un bon site venteux essentiellement pour le modèle REpower MM100 ;*
- *L'effet de parc a été estimé entre 4,9% et 7,3% ce qui respecte la limite acceptable fixée à 10%.*

*Vu l'étude acoustique complémentaire demandée par la cellule bruit (DGO3) et l'estimation des pertes de production liées au bridage acoustique et au bridage en faveur des chiroptères, il en ressort que les pertes de production cumulées sont limitées pour les modèles REpower MM100, REpower 3,2M et REpower 3,4M. Les pertes sont toutefois plus importantes pour le modèle Enercon E-92 en raison du mode de bridage acoustique.*

*En regard de cette analyse : l'avis du Département est **favorable** à l'octroi du permis unique.*

*Pour une meilleure coordination entre la demande de permis et la capacité de réservation, le Département de l'Energie et du Bâtiment durable souhaiterait être informé si l'étude de détail a été enclenchée auprès du gestionnaire du réseau."*

&

### **3.4. Prolongation du délai d'instruction**

Délai : 30 jours

Date notification : 18 novembre 2013

Motivation : Enquête publique sur un complément d'EIE (bruit-productible)  
toujours en cours

### **3.5. Enquête publique sur un complément d'EIE**

#### **3.5.1 Justification**

Le 21 février 2013, en son arrêt n° 222.592 (arrêt "Dumont"), le Conseil d'Etat invalidait l'utilisation en région wallonne d'une norme hollandaise relative aux immissions sonore des éoliennes. Cette norme, reprise dans le Cadre de référence pour l'implantation des éoliennes en Région wallonne de 2002 n'avait pas de légitimité légale en Belgique. Dès lors, le Conseil d'Etat a invalidé son utilisation et confirmé comme seule norme légale applicable l'arrêté du 4 juillet 2002 du Gouvernement wallon fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

L'étude d'incidences sur l'environnement accompagnant la demande de permis avait été réalisée en appliquant la norme hollandaise. Les conditions générales susmentionnées, et désormais les seules applicables, sont plus restrictives que la norme hollandaise et fixent inconditionnellement les immissions sonores maximales à

40 dB(A) la nuit quelle que soit la vitesse du vent. Le respect de cette valeur, plus basse que la valeur initialement prise en considération, nécessite inévitablement dans tous les projets le bridage d'une ou plusieurs éoliennes, affectant dès lors à la baisse le productible initial du parc.

Dès lors, dans cette nouvelle approche du projet, il convient de réétudier tant la possibilité de respecter les normes de bruit que la valeur du productible attendu, dans la mesure où cette dernière donnée peut, de loin, se révéler la plus importante pour déterminer si les inconvénients liés à l'implantation du parc éolien peuvent être admis au regard du bénéfice énergétique espéré.

Ces données faisant partie intégrante de l'étude d'incidences sur l'environnement devaient donc, pour acquérir un caractère légal et officiel dans la procédure en cours, être portées à la connaissance du public, conformément aux dispositions des articles D.29-1 et suivants du Code de l'environnement ;

Une enquête publique portant sur un complément d'EIE relatif aux nuisances sonores et au productible a donc été organisée dans chaque commune concernée par le projet, à savoir, Gesves, Ohey, Assesse et Havelange.

### **3.5.2     Enquêtes publiques**

Le complément d'EIE relatif aux nuisances sonores et au productible a été soumis à enquête publique, conformément aux articles D.29-7 à D.29-19 du livre I<sup>er</sup> du code de l'environnement.

#### **1.     Commune de HAVELANGE**

L'enquête a été réalisée sur le territoire de la commune de HAVELANGE, du **23 octobre 2013** au **22 novembre 2013**.

L'affichage a eu lieu du **11 octobre 2013** au **22 novembre 2013**.

Synthèse des objections et observations écrites et orales émises lors de l'enquête publique :

- L'enquête publique n'a pas de fondement légal car aucune disposition ne permet d'apporter une modification au dossier de demande de permis après la décision en première instance.
- L'étude d'incidence complémentaire n'a pas de sens car elle n'est pas la suite d'une modification de la demande de permis.
- La procédure semble illégale et déplacée car elle prend cours alors que Windvision a introduit un recours contre la décision de refus.
- Etant donné le cadre dans lequel la nouvelle étude d'incidence est soumise à enquête publique, celle-ci ne suscitera quasi aucune réaction.
- Crainte quant au fait que l'objectif de Windvision, via cette enquête publique, serait de se servir du peu de réaction pour sous-entendre une approbation de



la population.

- Le fait de déclarer: " le bruit généré ne présente pas de caractère 'impulsif' ou 'tonal' " semble peu scientifique. Le déclarant est à la fois juge et partie.
- De plus en plus d'études sérieuses et indépendantes confirment le côté néfaste des nuisances sonores des éoliennes sur la santé, et préconisent des distances entre éoliennes et habitations nettement supérieures à celles acceptées en Wallonie.
- Se baser sur des niveaux de bruits déclarés par les fabricants et à valider après installation par un organisme agréé ne semble pas sérieux.
- Une étude scientifique récente confirme le lien entre le bruit et la fréquence des maladies cardio-vasculaire. Cet impact certain n'est pas pris en compte dans ce dossier.
- Obligation de brider certaines éoliennes pour diminuer le niveau sonore. Conséquence: le parc ne présente plus une rentabilité suffisante.
- L'éolien ne vit que grâce aux larges subsides publics.
- Impact visuel très important.
- Dévalorisation touristique du lieu.
- Le site a une haute valeur paysagère et patrimoniale qu'il faut sauvegarder et protéger.

Avis du collège communal :

Néant.

## **2. Commune de ASSESSE**

L'enquête a été réalisée sur le territoire de la commune d'ASSESSE, du **23 octobre 2013** au **22 novembre 2013**.

L'affichage a eu lieu du **11 octobre 2013** au **22 novembre 2013**.

Synthèse des objections et observations écrites et orales émises lors de l'enquête publique :

- illégalité de la procédure d'enquête publique
- manque de sérieux des compléments d'étude d'incidences sur l'environnement
- impact paysager
- impact patrimonial
- impact sur la santé des riverains
- impact sur la fréquentation touristique de la zone

- nuisances sonores
- perte de rentabilité en cas de bridage

Avis du collège communal :

*Vu le Code Wallon de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie en vigueur ;*

*Vu le Code de l'environnement ;*

*Vu le Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;*

*Vu le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement relatif à l'évaluation des incidences des projets sur l'environnement ;*

*Vu la demande de permis unique introduite par WINDVISION BELGIUM S.A. demeurant à Interleuvenlaan, 150 à 3001 Heverlee, visant la construction et l'exploitation d'un parc de 6 éoliennes d'une capacité individuelle comprise entre 2 et 3.4 MW et d'une cabine de tête sur le territoire des communes de 5340 Gesves et 5350 Ohey (campagne de Borsu):*

Références cadastrales des terrains concernés par le projet :

*6<sup>e</sup> division, OHEY, Section E N° 120<sup>C</sup>-120<sup>B</sup>-32<sup>C</sup>-35<sup>M</sup>-32<sup>D</sup>-32<sup>B</sup>-100-137<sup>H</sup>-32E-134<sup>A</sup>-116*

*2<sup>e</sup> division GESVES section D13<sup>A</sup>-57<sup>L</sup>-118<sup>B2</sup>-124<sup>W</sup>-180<sup>K</sup>-110<sup>B</sup>-118<sup>E2</sup>-118<sup>C2</sup>-118<sup>B2</sup>-118<sup>A2</sup>-118<sup>V</sup>-118<sup>X</sup>-118<sup>Y</sup>-124<sup>P2</sup>-124<sup>H2</sup>-124<sup>G2</sup>-124<sup>K2</sup>-124<sup>L2</sup>-124<sup>M2</sup>-124<sup>I2</sup>-124<sup>S2</sup>;*

*Vu la délibération prise par le Collège communal en date du 22/04/2013 par laquelle ce dernier émet un avis défavorable sur le projet, pour lequel la demande de permis unique a été introduite et sur la dérogation au plan de secteur demandée, pour les raisons suivantes:*

*• Vu le Code Wallon de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie en vigueur ;*

*• Vu le Code de l'environnement ;*

*• Vu le Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;*

*• Vu le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement relatif à l'évaluation des incidences des projets sur l'environnement ;*

*• Vu la demande de permis unique introduite par WINDVISION BELGIUM S.A. demeurant à Interleuvenlaan, 15D à 3001 Heverlee, visant la construction et l'exploitation d'un parc de 6 éoliennes d'une capacité individuelle comprise entre 2 et 3.4 MW et d'une cabine de tête sur le territoire des communes de 5340 Gesves et 5350 Ohey (campagne de Borsu) :*

Références cadastrales des terrains concernés par le projet :

*6<sup>e</sup> division, OHEY, Section E N° 120 C - 120B - 32C - 35M - 32D - 32B - 100 - 137H - 32E - 134A - 116*



2<sup>e</sup> division GESVES section D13A - 57 L - 118P2 - 124W - 180K - 110B - 118E2 - 118C2 - 118B2 - 118A2 - 118V - 118X - 118Y - 124P2 - 124H2 - 124G2 - 124K2 - 124L2 - 124M2 - 124T2 - 124S2 ;

Attendu que les installations et/ou activités concernées sont reprises en classe 1 par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002, arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées ;

Attendu que conformément à l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 04 juillet 2002 fixant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, le projet fait l'objet d'une étude d'incidences sur l'environnement ;

Attendu qu'en date du 04 mars 2013, les fonctionnaires technique et délégué signalaient par courrier reçu à l'Administration communale d'Assesse en date du 05 mars 2013 le caractère complet et recevable de ladite demande de permis unique ;

Attendu que ce courrier mentionne en outre :

- que conformément à l'article 81, §2 dernier alinéa du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les fonctionnaires délégué et technique sont conjointement compétents pour connaître de la présente demande de permis unique, l'établissement étant situé sur plusieurs communes et la demande de permis étant relative à des actes et travaux visés à l'article 127, §1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du CWATUPE ;
  - que conformément à l'article 37, §1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement Wallon du 04 juillet 2002 relatif à la procédure d'octroi du permis d'environnement et du permis unique, aux déclarations et aux modalités prévues aux articles 24 à 29 du même décret l'enquête publique doit être annoncée dans les 5 jours de la réception de la présente ;
  - que s'agissant d'un établissement de classe 1, l'enquête publique, conformément à l'article 37 de l'arrêté précité, doit avoir une durée de 30 jours, sans préjudice des dispositions prévues à l'article 90 alinéa 2 du décret ;
- que les avis des instances suivantes seront sollicités :

1. IBPT (Interférence éventuelle des parcs sur les faisceaux hertziens) ;
2. SPF MOBILITE ET TRANSPORTS – DGTA (Analyse du volet « obstacle aérien ») ;
3. DGO4 – Direction de l'Energie et Bâtiments durable (Avis obligatoire) ;
4. DGO3 – DNF – Direction Extérieure de Namur (Impact du projet en matière de conservation de la nature) ;
5. DGO3 – DRCE – Dir. Développement rural de Wavre (Implantation en zone agricole) ;
6. CWEDD (Avis obligatoire) ;
7. RTBF – Direction des Emetteurs (Interférence éventuelle du parc sur les faisceaux hertziens) ;
8. CCATM de Gesves ;
9. CCATM de Ohey ;
10. STP – Service voiries (élargissement de voiries vicinales, pas de modification de l'emprise) ;
11. COMMISSION ROYALE DES MONUMENTS, SITES ET FOUILLES (influence éventuelle du projet sur le patrimoine paysager)
12. DEE – DPP – Cellule Bruit (Analyse de l'impact sonore du projet)

Considérant que l'Union Européenne s'est fixée comme objectif, d'ici 2020, de réduire de 20% les émissions à effet de serre, de faire passer la part des énergies renouvelables à 20% et d'accroître l'efficacité énergétique de 20% ;

Considérant que la Belgique doit répondre à ces obligations, le Gouvernement s'est engagé, à travers la DPR et par la décision du 1<sup>er</sup> mars 2012, à tendre, à l'horizon 2020, à ce que 20% de la consommation finale d'énergie soit assurée par des sources renouvelables, correspondant à une production effective de 8.000 GWh d'électricité renouvelable produite sur le sol wallon, dont une contribution de l'éolien on shore de 4500 GWh ;

Vu le cadre de référence pour l'implantation d'éoliennes en Région wallonne approuvé définitivement par le Gouvernement wallon, le 21 février 2013 ;

Vu la carte positive de référence traduisant le cadre actualisé approuvé provisoirement par le Gouvernement wallon, le 21 février 2013 ;

Considérant que la commune d'Assesse est notamment concernée par le lot 26 identifié dans la carte positive provisoire et disposant d'un gisement éolien correspondant à un potentiel estimé de 116 GWh ;

Considérant que ce potentiel n'est pas un objectif formel de production mais une estimation de l'atteignable, et qu'il faut, pour évaluer le productible effectivement réalisable, considérer les projets au regard de leurs interactions et co-visibilité potentielle, de la volonté des citoyens et des pouvoirs locaux de s'impliquer dans les projets, des engagements pris par la Wallonie en termes de protection de l'environnement et du paysage, et de l'évolution de la technologie de production d'énergie éolienne ;

Attendu que des avis annonçant le projet dont question ont été affichés conformément aux modalités déterminées par arrêté du Gouvernement Wallon du 04 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du Décret du 11 mars 1999, avec invitation à quiconque aurait des réclamations ou remarques à présenter, de les faire connaître par écrit au Collège communal avant le 17 avril 2013 à 12h00 ;

Attendu que ce projet a donné lieu à 1504 courriers individuels d'observation contre le projet reçus dans les délais de l'enquête publique ;

Attendu qu'à la clôture de l'enquête publique, aucune réclamation complémentaire n'a été formulée et qu'un procès-verbal de clôture a été rédigé ;

Attendu que les 1504 remarques contre le projet peuvent être résumées comme suit :

**Projet de manière générale :**

- Risques de pollution, production de GES et pas de réduction de CO<sub>2</sub>
- Couverture des besoins énergétiques globaux non assurée, augmentation de la dépendance aux énergies fossiles
- Gigantisme anti-écologique



**Paysage et impact touristique :**

- Mutilation, destruction/enlaidissement du paysage, pollution visuelle
- Projet au sein d'une zone de sensibilité paysagère
- Mise à mal du patrimoine bâti
- Impact négatif sur la fréquentation touristique locale
- Projet mettant à mal la fréquentation des chemins de randonnées pédestres et équestres

**Sur le plan juridique :**

- Projet industriel dérogeant en zone agricole
- Non respect de l'article 127§3 du CWATUPE : préservation des lignes de force du paysage
- Législatif : non respect du cadre législatif
- Non prise en compte de la convention d'Aarhus
- Flou actuel en ce qui concerne le nouveau cadre de référence pour l'éolien, cartographie non valide

**Etude d'incidences sur l'environnement :**

- Objet du permis pas définitivement fixé
- Type de machine encore inconnu
- EIE insatisfaisante et imprécise
- Quid de la régulation thermique ?

**Impacts économiques :**

- Augmentation du coût de l'électricité, rapport coût/bénéfice défavorable, site non garant de bonnes performances, projet non efficace en regard des productions off-shore, aucun retour financier pour les habitants, EIE muette quant à la conjonction
- Baisse de la valeur des habitations : dépréciation immobilière

**Impacts sur la santé des riverains du projet :**

- Risques au niveau de la santé publique : quid des impacts des nuisances sonores, stroboscopiques, des infrasons, des vibrations ?
- Gênes visuelles, bourdonnements, insomnies, irritabilités, allergies
- Nuisances sonores et visuelles nocturnes

**Impacts sur la biodiversité :**

- Nuisances pour l'avifaune, pour les animaux, pour la biodiversité de manière générale

**Distances par rapport aux habitations, entre les éoliennes :**

- Non respect des distances de sécurité
- Projet trop proche du parc à conteneurs, des habitations

**A l'avenir :**

- Quid d'une faillite du promoteur
- Quid d'un mécanisme de contrôle efficace
- Quid du démantèlement des éoliennes

Attendu que parmi les 1504 lettres reçues, 2,79 % d'entre-elles proviennent d'habitants de la commune d'Assesse ;

Attendu que le projet concerne la construction et exploitation d'un parc de 6 éoliennes et d'une cabine de tête sur le territoire des communes voisines de Gesves et d'Ohey ;

Vu le rapport final de l'étude d'incidences, le résumé non technique et les annexes présentés par le porteur de projet ;

Considérant que les incidences tant négatives que positives du projet ont été évaluées dans le cadre de l'étude d'incidences dans les domaines sonore, de l'ombrage, de la qualité de l'air, du sol et du sous-sol, de l'eau, de la faune et de la flore, et du contexte humain en général ;

Attendu que le Collège communal d'Assesse marque son intérêt pour le développement éolien en Région wallonne pour autant qu'il s'inscrive dans le respect du cadre de référence éolien adopté le 21 février 2013 par le Gouvernement wallon mais que cela doit se faire dans une mesure proportionnée et respectueuses des habitants et des paysages ;

Attendu que le Collège considère que la force éolienne étant un bien commun, il est indispensable que, dans le respect des orientations préconisées par le cadre de référence éolien, les bénéfices de l'exploitation d'un tel gisement bénéficient également et directement aux citoyens et aux objectifs publics de la commune ;

Considérant que le nouveau cadre de référence prévoit que dès lors qu'une demande leur est faite, les développeurs éoliens permettent la participation financière dans leur projet de parc des communes et/ou des intercommunales, ainsi que des coopératives citoyennes avec ancrage local et supra-local ;

Considérant qu'à ce stade, rien ne permet de considérer que le projet d'implantation de 6 éoliennes sur le territoire des communes de Gesves et d'Ohey se caractérise par une vraie ouverture à la participation de la population locale ;

Considérant également que, vu les délais liés à la remise du présent avis, il n'a pas été possible de mettre en oeuvre une véritable discussion avec les promoteurs d'une part, et les citoyens d'autre part, pour construire concrètement des propositions de co-participation au projet éolien ;



Considérant que dans la réflexion de la participation aux bénéfices de l'exploitation de ce gisement éolien, une attention particulière doit être accordée aux riverains les plus proches et directement impactés par le projet ;

Considérant que la construction d'alternative énergétiques à l'échelle de notre commune doit faire l'objet d'une réflexion collective et citoyenne ;

Considérant que, les conditions d'une réflexion collective n'étant pas réunies, il eut été préférable de prévoir une suspension de la procédure pour permettre une réflexion sur les modalités d'une participation publique ou citoyenne ;

Considérant que le demandeur n'a pas permis la participation effective des citoyens et des pouvoirs publics locaux dans leur projet ;"

*Vu le courrier émanant du SPW-DPA-Direction des Permis et Autorisations en date du 30/09/2013 par lequel l'Administration communale est informée qu'un complément d'enquête publique doit avoir lieu sur le territoire communal, les normes de bruit ayant été modifiées par rapport à l'étude d'incidences accompagnant le dossier en première instance, des bridages devant être mis en œuvre en conséquence affectant dès lors la production attendue du parc projeté;*

*Attendu que l'évaluation des incidences de ces modifications' a donné lieu à un complément d'étude d'incidences sur l'environnement devant être soumis à consultation du public;*

*Vu l'enquête publique relative au complément d'études d'incidences sur l'environnement introduit par WINOVISION Belgium sa au sujet de l'étude acoustique et de l'estimation de la production électrique annuelle du parc projeté, enquête qui s'est tenue du 23/10/2013 au 22/11/2013 (Affichage le 11/10/2013) selon les modalités prévues par les articles 029-7 à 029-19 et R41-66 du livre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement;*

*Attendu que ce projet a donné lieu à 13 courriers de réclamation dans les délais d'enquête;*

*Attendu qu'à la clôture de l'enquête publique, aucune réclamation complémentaire n'a été formulée et qu'un procès-verbal de clôture a été rédigé;*

*Attendu que les 13 courriers de réclamation peuvent être résumés comme suit:*

- *Illégalité de la procédure d'enquête publique*
- *Manque de sérieux des compléments d'étude d'incidences sur l'environnement*
- *Impact paysager*
- *Impact patrimonial*
- *Impact sur la santé des riverains*
- *Impact sur la fréquentation touristique de la zone*
- *Nuisances sonores*
- *Perte de rentabilité en cas de bridage*

*Considérant que le complément d'étude introduit par WINDVISION Belgium sa ne répond pas aux motivations ayant conduit le Collège communal à remettre un avis défavorable quant au projet en date du 22/04/2013 ;*

**DECIDE :**

Article 1.

*De maintenir un avis défavorable sur le projet pour lequel la demande de permis unique est introduite et sur la dérogation au plan de secteur demandée.*

Article 2.

*D'envoyer la présente décision, dans les 10 jours de la clôture de l'enquête publique:*

- à Monsieur le Fonctionnaire technique - SPW-DPA, Direction de Namur-Luxembourg, Avenue Reine Astrid, 39 à 5000NAMUR;
- à Monsieur le Fonctionnaire délégué -SPW, Administration de l'Urbanisme, Place Léopold, 3 à 5000 NAMUR;
- aux communes de Gesves, Ohey, Havelange pour information.

**3. Commune de GESVES**

L'enquête a été réalisée sur le territoire de la commune de GESVES, du **23 octobre 2013** au **22 novembre 2013**.

L'affichage a eu lieu du **11 octobre 2013** au **22 novembre 2013**.

Synthèse des objections et observations écrites et orales émises lors de l'enquête publique :

**1. enquête**

Le complément d'enquête n'a pas de fondement légal durant l'instruction du recours,

Aucune disposition n'est prévue après une décision en première instance pour une modification au dossier,

L'enquête complémentaire passera inaperçue (dossier refusé en première instance) et suscitera peu de contestation, fait pouvant être interprété comme approbation de la population, or cette dernière a exprimé précédemment sa totale désapprobation,

**2. étude d'incidences complémentaire**

L'étude n'a aucun sens puisqu'elle ne fait pas suite à une modification de la demande de permis,

Pas d'engagement formel du demandeur de suivre les suggestions de l'auteur de l'étude d'incidences complémentaire (art. D 73 du code),



Perte de valeur immobilière de 30 à 35 % non prise en compte dans l'étude d'incidence (contrepartie à cette dévalorisation),

Surestimation du productible et du facteur de capacité,

Incertitude des résultats des modélisations,

Émergence sonore de l'ordre de 10 dBA (avec bridage) (Émergence nocturne limitée à 3 dB en France),

### **3. Impacts paysagers -biodiversité -habitat -bruit -santé**

Destruction paysagère et danger pour les volatils évidents,

Altération de l'attractivité des villages condruziens et de leur patrimoine architectural,

Entité de Gesves appelée petite Suisse namuroise dont les caractéristiques seraient anéanties par l'impact visuel de l'éolien,

Village de Florée et autres aux alentours du projet (patrimoine riche et varié) serait impacté par un encerclement (parcs éoliens opérationnels de Dorinne et Sovet,

Itinéraires de promenade seraient affectés,

Impact certain sur la santé des riverains engendré notamment par le bruit émis (constant et sournois) et non pris en compte dans l'EIE,

Emploi de normes générales à défaut de normes adaptées à l'étude du bruit spécifique aux éoliennes,

Normes futures (cadre éolien) de distance des habitations de 400 m ou de 600 m non suffisantes, Recommandation OMS, du Conseil Supérieur de la Santé. ...non respectées,

### **4. Politique énergétique -intérêt écologique et économique**

Politique énergétique non réfléchie,

Pas convaincu de l'intérêt éolien pour l'écologie et l'économie,

Refus du projet basé sur le niveau sonore trop élevé impliquant le bridage de nuit de trois éoliennes sur les six, voire arrêt d'une quatrième: diminution du rendement,

Étude récente d'un chercheur de l'ULg déclarant .l'éolien on-shore de grande illusion vivant grâce aux subsides publics,

### **5. Demandeur du permis**

Windvision est une société internationale dont le siège social est à Chypres et

bénéficie de subside belge,

Acharnement de la société Windvision (2 dossiers refusés) pour s'implanter à cet endroit contre la volonté des riverains.

Avis du collège communal :

**"LE COLLEGE,**

*Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et ses modifications successives;*

*Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 04 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;*

*Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie (CWA TUPE) en vigueur ;*

*Vu le Livre 1er du Code de l'Environnement relatif à l'évaluation des incidences des projets sur l'environnement;*

*Vu l'avis défavorable émis par le collège le 22/04/2013 au regard du nouveau cadre de référence éolien adopté en séance du Gouvernement wallon ce 21 février 2013, ainsi qu'au regard de la cartographie y étant jointe;*

*Vu l'adoption définitive du cadre de référence actualisé par le Gouvernement wallon en juillet 2013;*

*Vu l'avis nettement défavorable du Conseil, sur la cartographie éolienne telle que proposée notamment sur Gesves (désignation favorable de la plaine de Borsu), intervenu en date du 19/11/2013 ;*

*Vu la demande de permis unique introduite par WINDVISION BELGIUM S.A. demeurant à Interleuvenlaan, 15 D à 3001 Heverlee, relative à la construction et l'exploitation d'un parc éolien de 6 éoliennes d'une capacité individuelle comprise entre 2 et 3.4 MW et d'une cabine de tête, sis campagne de Borsu à 5340 GESVES et 5350 OREY et cadastré*

- A Gesves: 1<sup>ère</sup> division, Gesves, Section D N° 13A -57L -118P2 -124W -180K -110B -118E2 -118C2 -118B2 -118A2 118V -118X -118Y -124P2 -124H2 -124G2 -124I<2 -124L2 -124M2 -124T2 -124S2
- A Ohey: 1<sup>ère</sup> division, Ohey, Section E 120 C -120 B -32 C -35 M ~ 116 -32 D -32 B -100 -137 H -32 E -134A.

*Pour rappel, les espaces concernés sont:*

- A Gesves:
  - la plaine alluviale et les versants de la plaine du ruisseau des Fonds de Gesves,
  - la plaine alluviale du Samson depuis Francèsse jusqu'à Houyou en passant par Champia,
  - les Campagnes entre Pourrain et Houyou et la vallée du ruisseau de Hoûte;
- A Sorée, l'enveloppe paysagère du village délimitée par l'ensemble des points de vue les plus intéressants.



*Vu la réunion d'information préalable intervenue le 7 février 2012 ;*

*Attendu que le récépissé communal de la demande porte la date du 7/2/2013 ;*

*Attendu que la réception du dossier au Département des Permis et Autorisations est intervenue en date du 11/02/2013 ;*

*Considérant que les installations et/ou activités concernées sont reprises en classe 1 par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002, arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;*

*Considérant que conformément à l'arrêté précité le projet fait l'objet d'une étude d'incidences sur l'environnement;*

*Vu la notification de complétude et de recevabilité du dossier intervenue en date du 4 mars 2013 et réceptionnée en date du 5 mars 2013 ;*

*Vu le procès-verbal de l'enquête publique en première instance, duquel il résulte que l'installation projetée a rencontré 1689 lettres de remarques dont 3 intervenues hors délais;*

*Vu les avis défavorables et motivés au projet de la CCATM et du collège intervenu respectivement les 23/3/2013 et 22/04/2013; .*

*Vu la décision de refus du permis unique des Fonctionnaires technique et délégué intervenue en date du 14/8/2013 ; Vu la notification du recours exercé contre la décision précitée par l'exploitant et reçue le 18/9/2013 ;*

*Vu l'enquête publique concernant un complément d'étude d'incidences sur l'environnement relatif à une modification introduite dans le cadre du recours précité (bridage de certaines éoliennes entraînant une baisse du productible du parc projeté);*

*Vu le procès-verbal de cette enquête publique complémentaire, duquel il ressort 22 courriers de remarques défavorables y compris un dossier de contre-étude d'incidences;*

*Vu les réclamations et observations recueillies lors de cette enquête et synthétisées comme suit:*

*Les éléments défavorables soulevés par la population qui s'est prononcée durant l'enquête publique sont:*

### **1. enquête**

*Le complément d'enquête n'a pas de fondement légal durant l'instruction du recours,*

*Aucune disposition n'est prévue après une décision en première instance pour une modification au dossier,*

*L'enquête complémentaire passera inaperçue (dossier refusé en première instance) et suscitera peu de contestation, fait pouvant être interprété comme approbation de la population, or cette dernière a exprimé précédemment sa totale désapprobation,*

### **2. étude d'incidences complémentaire**

*L'étude n'a aucun sens puisqu'elle ne fait pas suite à une modification de la demande de permis,*

*Pas d'engagement formel du demandeur de suivre les suggestions de l'auteur de l'étude d'incidences complémentaire (art. D 73 du code),*

*Perte de valeur immobilière de 30 à 35 % non prise en compte dans l'étude d'incidence (contrepartie à cette dévalorisation),*

*Surestimation du productible et du facteur de capacité,*

*Incertitude des résultats des modélisations,*

*Émergence sonore de l'ordre de 10 dBA (avec bridage) (Émergence nocturne limitée à 3 dB en France),*

### **3. Impacts paysagers -biodiversité -habitat -bruit -santé**

*Destruction paysagère et danger pour les volatils évidents,*

*Altération de l'attractivité des villages condruziens et de leur patrimoine architectural,*

*Entité de Gesves appelée petite Suisse namuroise dont les caractéristiques seraient anéanties par l'impact visuel de l'éolien,*

*Village de Florée et autres aux alentours du projet (patrimoine riche et varié) serait impacté par un encerclement (parcs éoliens opérationnels de Dorinne et Sovet,*

*Itinéraires de promenade seraient affectés,*

*Impact certain sur la santé des riverains engendré notamment par le bruit émis (constant et sournois) et non pris en compte dans l'EIE,*

*Emploi de normes générales à défaut de normes adaptées à l'étude du bruit spécifique aux éoliennes,*

*Normes futures (cadre éolien) de distance des habitations de 400 m ou de 600 m non suffisantes, Recommandation OMS, du Conseil Supérieur de la Santé. ..non respectées,*

### **4. Politique énergétique -intérêt écologique et économique**

*Politique énergétique non réfléchie,*

*Pas convaincu de l'intérêt éolien pour l'écologie et l'économie,*

*Refus du projet basé sur le niveau sonore trop élevé impliquant le bridage de nuit de trois éoliennes sur les six, voire arrêt d'une quatrième: diminution du rendement,*

*Étude récente d'un chercheur de l'ULg déclarant .l'éolien on-shore de grande illusion vivant grâce aux subsides publics,*

### **5. Demandeur du permis**

*Windvision est une société internationale dont le siège social est à Chypres et bénéficie de subside belge,*

*Acharnement de la société Windvision (2 dossiers refusés) pour s'implanter à cet endroit contre la volonté des riverains,*



*Vu l'avis défavorable sur le complément d'étude émis par la CCATM en date du 17/10/2013 ;*

*Considérant que le complément d'étude d'incidences informe de la nécessité d'un programme de bridage en vue du respect des valeurs limites des conditions générales (AGW du 04/07/2002) induisant une perte du productible estimé dans l'étude d'incidences initiale,*

*Considérant que les conditions générales sont applicables à tout établissement,*

*Considérant que la décision de refus du permis unique porte notamment sur l'impossibilité du respect des normes de bruit fixée par l'AGW du 4/7/2002 précisant également que "... la mise en place d'un bridage plus conséquent est un non-sens du point de vue de la production énergétique; qu'il empêche l'exploitation optimale du potentiel venteux du site " (cfr P. 63 de 68 de l'arrêté décisionnel du 14/08/2013) ;*

*Considérant qu'il y a lieu de rappeler qu'au point de vue paysager, le projet n'est pas conforme à l'article 35 du CW ATUPE et au RCU;*

*Considérant les nombreux éléments négatifs soulevés tant par la population que par la CCATM lors des deux enquêtes, qu'il y a toujours lieu d'adopter dans ce contexte le principe de précaution et de confirmer l'avis défavorable précédemment rendu par le collège du 22/04/2013 ;*

*Considérant que les fonctionnaires technique et délégué sur recours invitent le collège à remettre un avis dans les 10 jours de la clôture de l'enquête publique, en même temps que les pièces exigées pour constater que la publicité voulue a été donnée à la demande;*

#### **DECIDE**

*1. de transmettre le dossier au fonctionnaire technique sur recours de la DGO3 - Département des permis et des autorisations avenue Prince de Liège 15 à 5100 Jambes avec un avis défavorable;*

*2. de transmettre le dossier au fonctionnaire délégué sur recours de la DGO4 - Département de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, rue des Brigades d'Irlande 1 à 5100 Jambes avec un avis défavorable."*

#### **4. commune de OHEY**

L'enquête a été réalisée sur le territoire de la commune de OHEY, du **23 octobre 2013** au **22 novembre 2013**.

L'affichage a eu lieu du **11 octobre 2013** au **22 novembre 2013**.

Synthèse des objections et observations écrites et orales émises lors de l'enquête publique :

##### **1) L'enquête publique et l'EIE complémentaire**

Le non-fondement légal de l'enquête publique pendant le recours, pas de possibilité de modification d'une demande de permis après la décision en première instance ;

L'«obscurantisme» de l'étude d'incidence complémentaire ;

L'opacité des calculs et des simulations de l'EIE complémentaire ne permettant pas de vérifier l'exactitude des résultats, surtout en matière de bruit et de productible surestimé ;

Un manque de sérieux de l'EIE complémentaire par rapport à l'EIE ;

Le risque que cette seconde enquête ne suscite presque aucune réaction des citoyens et ne passe inaperçue ;

L'EIE complémentaire ne contient aucune modification à la demande de permis ;

La diminution supplémentaire du productible attendu de part le bridage supplémentaire, alors qu'en première instance, le permis avait été refusé entre autre pour cet aspect ;

## **2) Le bruit**

Les nuisances sonores dues aux éoliennes ;

L'importance du phénomène d'émergence ;

La non-prise en compte du caractère impulsionnel du bruit éolien associé à une modulation périodique d'amplitude ;

La distance de sécurité entre les habitations et les grandes éoliennes est sous-estimée par le futur cadre de référence ;

L'impact du bruit des éoliennes sur la santé (maladies cardio-vasculaires, troubles du sommeil) ;

Une critique sur le fait que les niveaux de bruits sont déclarés par les fournisseurs d'éoliennes ;

Les normes de bruits sur lesquelles s'est basé le projet sont celles du cadre de référence, qui n'a pas de valeur légale ;

## **3) Le paysage**

L'impact négatif des éoliennes dans le paysage condruzien en particulier ;

L'importance de la dégradation des paysages qu'entraînera ce projet dans une région réputée pour ses paysages et son attrait touristique ;

Le caractère destructurant qu'aura le projet sur toute une série de paysages environnants de qualité dont certains sont protégés ;

La détérioration des chemins de promenade ;

La nécessité de préserver les paysages notamment au regard des articles du CWATUPE sur la protection des paysages, les Périmètres d'Intérêt Paysager (PIP) et



les points et lignes de vue remarquables;

#### **4) La proximité d'habitations et du parc à conteneur**

Le parc éolien serait trop proche d'une habitation situé à l'étage de la discothèque O-zone (rue de Ciney), ainsi que d'une habitation future en face de la discothèque ;

La présence du parc à conteneurs et sa trop grande proximité par rapport au projet ;

#### **5) Autre**

Un questionnement par rapport au retour financier pour la Commune et au rendement des éoliennes on-shore ;

Une critique de l'auteur de l'EIE complémentaire qui est juge et partie ;

La dévaluation que va entraîner le projet pour les biens immobiliers des riverains et le fait que le bridage n'y changera rien;

La rentabilité insuffisante du parc éolien suite au bridage (acoustique et en faveur des chiroptères) ;

L'impact négatif qu'entraîneraient les éoliennes sur le tourisme rural en Wallonie ;

Les doutes sur la qualité du promoteur, de ses intentions quant aux rétributions des habitants et sur les destinataires des profits ;

Pas assez de place à la participation citoyenne en matière d'investissement dans le parc éolien ;

La mise en cause du caractère trop mercantile du projet ;

Les productibles hors bridage annoncés dans l'EIE et l'EIE complémentaire sont différents ;

Les riverains opposés au projet ne seront pas indemnisés, seuls les propriétaires des terrains sur lesquels les éoliennes et les câbles seront établis recevront une indemnisation et non les riverains les plus touchés au niveau de leur habitat ;

### **3.6. Analyse et proposition de décision du fonctionnaire délégué**

#### **1. Observations générales concernant le projet :**

- Avec 6 machines, le parc peut être considéré comme conforme au regard du cadre de référence qui vise entre autre à maximaliser le potentiel éolien d'un site ;

- *Les accords du gouvernement wallon sur une révision du cadre de référence d'implantation des éoliennes par lesquels il s'est fixé un objectif ambitieux de production d'énergie éolienne de 3.800 gigawatts/heure d'ici 2020 entraînent de facto la maximalisation du potentiel éolien de chaque site de toute partie du territoire présentant un productible adéquat à l'éolien « on-shore » ;*
- *Conformément aux accords du gouvernement wallon, le cadre de référence actuel devrait se muer en décret dans le courant 2013. Le nouveau dispositif devrait reposer sur l'élaboration d'une cartographie des sites offrant le meilleur potentiel de production. Dans l'attente de ce nouveau dispositif, il n'y a pas lieu d'établir un moratoire sur le développement éolien, et les critères de décision et d'instruction qui étaient utilisés jusqu'à ce jour, restent d'application ;*

## **2. Observations paysagères :**

### **Généralités :**

- *Les accords du Gouvernement wallon sur une révision du cadre de référence d'implantation des éoliennes par lesquels il s'est fixé un objectif ambitieux de production d'énergie éolienne de 3.800 gigawatts/heure d'ici 2020 entraînent de facto la maximalisation du potentiel éolien des sites de toute partie du territoire présentant un productible adéquat à l'éolien « on-shore » et entraîneront également une pression paysagère et une modification du cadre de vie indéniable ; des effets d'encerclement de certains hameaux ou villages et des effets de co-visibilité seront inéluctables sans pour cela les considérer comme inacceptables ;*
- *La répartition du productible adéquat à l'éolien « on-shore » sur certaines parties du territoire wallon entraînera une pression paysagère et une modification du cadre de vie indéniable sur ces parties du territoire wallon qui présentent un bon potentiel venteux ;*
- *L'intrusion visuelle des éoliennes dans un paysage demeure un des impacts « environnementaux » principaux qui reste difficilement quantifiable et dont l'impact sera ressenti différemment selon les sensibilités et subjectivités de chacun face à un paysage ou aux éoliennes elles mêmes. Elles constitueront une rupture d'échelle et un écrasement pour les uns et un point de repère et un élancement pour les autres, ou encore, une perturbation d'un paysage existant pour les « anciens » et un élément constitutif des paysages du futur plus coutumier pour les générations les plus jeunes et à venir ;*
- *Par leur gigantisme et leur rotation, il semble vain de parler d'intégration car elles constitueront d'office un point d'appel dans un paysage. Par leur nombre et leur disposition elles peuvent à tout le moins « structurer » un paysage ;*
- *Les éoliennes, par leur langage architectural élancé, le faible encombrement au sol qu'elles représentent et les distances qui les séparent, ne « ferment » pas les*



*vues longues même si elles en modifient très sensiblement les notions de profondeur ;*

- Dans la zone comprise entre 0 et 450 mètres, les éoliennes sont situées dans la zone d'intrusion visuelle. Dans cette zone, les éoliennes occupent plus d'espace que le champ de vision humain statique et l'observateur doit lever la tête pour voir une éolienne en entier. Dans cette zone, le gabarit des éoliennes est supérieur à la plupart des échelles de référence visuelle connues (arbre, maison, église, pylône GSM, pylône de ligne électrique haute tension,...). L'observateur peut éprouver un sentiment de disproportion, d'écrasement par rapport aux éoliennes, une gêne visuelle. L'impact visuel y est très important ;*
- Dans la zone comprise entre 450 mètres et 2 kilomètres, zone d'influence visuelle, les éoliennes occupent la majeure partie du champ visuel humain. Les éoliennes les plus proches situées dans l'avant-plan de l'observateur sont dominantes dans le paysage. L'impact visuel y est important. Dans cette zone, les éoliennes sont des éléments dominants du paysage, pouvant provoquer un inconfort visuel. Elles constituent un changement important du cadre de vie et peuvent diminuer sa qualité paysagère et visuelle. Il est à préciser que dans cette même zone, les sensations de dominance ou d'inconfort diminuent relativement rapidement avec la distance tout en considérant que les incidences paysagères restent importantes ;*
- Au-delà de 2 km, les éoliennes sont présentes dans le paysage, elles pourront être visibles mais leur impact visuel sera moindre que dans la zone d'influence visuelle. Dans cette zone, les éoliennes ont un impact visuel qui diminue avec la distance. Il passe d'important à 2 km à faible à environ 4 km ;*
- Le périmètre d'étude immédiat qui englobe les zones situées à moins de 1 km des éoliennes. Au sein de ce périmètre, l'effet de surplomb exercé par des structures verticales d'une hauteur de 150 m sera particulièrement important et se traduira par un angle de perception visuelle égal ou supérieur à 9° en terrain plat ;*
- Le périmètre d'étude rapproché qui comprend les zones situées entre 1 et 5 km des éoliennes. Au sein de cette zone, les éoliennes exerceront toujours un caractère dominant dans le paysage en raison de leur hauteur et de leur caractère dynamique. Cet effet dominant se traduit par un angle de perception visuelle comprise entre 2 et 9° (en terrain plat) ;*
- Le périmètre d'étude lointain qui s'étend théoriquement jusqu'à la distance de visibilité maximale des éoliennes. Cette distance varie en fonction des conditions topographiques et météorologiques, des éoliennes de 150 m de hauteur pouvant être visibles jusqu'à des distances de 25 ou 30 km par ciel serein et atmosphère dégagée. Au-delà d'une distance de 5 km, l'impact visuel est considérablement réduit et les éoliennes, malgré leur gabarit, participent passivement à la lecture du paysage et occupent une partie très limitée du champ de vision ;*



- *La maximalisation de l'exploitation du gisement éolien élevé d'une région ou d'une partie d'une région de Wallonie, rendue nécessaire en vue d'atteindre les objectifs de 3800 Gigawatt/Heure que s'est fixé le Gouvernement wallon, ainsi que les orientations actuelles des inter-distances « acceptées » entre deux parcs et pressenties au travers des diverses déclarations et permis autorisés (tendant vers 5 kilomètres (4 à 6 km)) occasionneront inévitablement des effets de co-visibilité entre les parcs et d'encerclements sporadiques de certains hameaux, villages, ou villes ;*
- *Les co-visibilités de parcs éoliens seront inéluctables dans les grands « openfields » bien ventés des plateaux limoneux hennuyers Brabançons et Hesbignons, comme en attestent déjà les co-visibilités entre les parcs existants dans ces régions ;*
- *Les éoliennes ne constituent pas un acte irréversible au niveau du paysage, après démantèlement des machines, un paysage ne portera quasiment plus de traces voire pas de traces du tout de la présence d'un ancien parc éolien.*

#### **Paysage existant :**

- A l'échelle régionale, le site du projet se localise au centre du grand ensemble paysager du moyen plateau condrusien. L'ensemble mosan commence à 7-8 km au nord ;
- Le projet se situe en Condroz, à l'interface entre le « vrai Condroz » et l'Ardenne condrusienne en pays sambro-mosan ;
- Le plateau condrusien possède un relief particulier lié aux différences de résistance à l'érosion des roches sous-jacentes. Il est caractérisé par une alternance de crêtes gréseuses (tiges) et de dépressions creusées dans les calcaires (chavées) ;
- La nature des sols, essentiellement, a défini un paysage particulier où se dessine, au sein d'un relief ondulé, des damiers de cultures intensives et de petits bois feuillus ;
- L'occupation du sol du périmètre du projet est dominée par les surfaces agricoles, dont la grande majorité de parcelles dédiées à la culture intensive. Le plateau est ponctué çà et là de petits plans d'eau souvent bordés de quelques grands feuillus. Ces minuscules bosquets constituent les seuls éléments arborés.
- L'aire du plateau agricole de Gesves-Ohey, présente 'la succession caractéristique de tiges et de chavées, à l'écart de l'action érosive des principaux cours d'eau ;
- 'Du sommet des tiges, les horizons sont souvent formés par le tige suivant. En contrebas, lorsqu'elle suit l'axe du relief, la vue s'échappe à longue distance dans la chavée.' 'Les ondulations du relief sont régulières, aux chavées souvent très larges ;



- Entre Sorée et Space, la chavée atteint la largeur exceptionnelle de trois kilomètres. Les villages se répartissent sur le sommet des tiges, préservant ainsi l'espace central fertile ;
- Le paysage local ne présente de qualité paysagère particulière en lui-même, il est néanmoins bordé de nombreux PIP, et de plusieurs PVR et LVR ;
- La géomorphologie imprime clairement des lignes de forces principales orientées Sud-Ouest/Nord-Est selon l'axe des tiges et chavées ;
- Les vues sont soit larges et dégagées lorsque l'on se trouve sur le sommet des tiges, mais toutefois limitées à l'horizon par le tige suivant et les bois qui en occupent le sommet ;
- Les points d'appel sont maintenant, par des bâtiments de qualité, le clocher de l'église, le Bois Saint-Jean ainsi que les deux arbres isolés situés sur une hauteur ; du côté de Ohey et Sorée : la ferme de Borsu, les, le château de Wallay, l'ancien couvent de Francesse et le clocher de l'église d'Ohey ;
- Les éléments dégradant du paysage, de nombreux hangars de fermes, l'antenne GSM et les silos de la route N921, mais ces différents éléments sont en général vite absorbés par les obstacles du paysage, ce qui ne sera pas le cas des éoliennes qui présentent une incidence paysagère verticale sans commune mesure ;
- Le projet s'implante dans une zone qui est reprise à l'Atlas des Paysages Wallons comme l'une des 4 représentatives du Condroz, le Gouvernement wallon n'a toutefois pas considéré que ce site méritait une protection particulière.

#### **Configuration spatiale du projet :**

- Le projet consiste en la construction d'un parc éolien sur le territoire des communes de Gesves et Ohey.
- Le projet se situe à 260 mètres d'altitude et comprend 6 éoliennes de 2 à 3,4 MW chacune, disposée en une rangée orientée sud-ouest/nord-est suivant les lignes du relief condruzien ;
- La composition paysagère intrinsèque du parc est constituée d'un alignement très légèrement courbe de six aérogénérateurs ;
- La disposition dans l'axe des vents dominants a pour conséquence d'augmenter l'angle d'occupation du champ visuel ;
- L'implantation des éoliennes est constituée d'un alignement de six machines dont les inter-distances sont sous la norme habituelle ce qui a pour conséquence de

réduire très légèrement l'emprise visuelle de l'angle horizontal de perception du parc ;

- Du point de vue paysager, l'implantation du parc est proposée au creux d'une chavée : si l'on note à proximité la présence des exploitations agricoles intensives de Space, ou l'implantation de quelques bâtiments agricoles peu intégrés aux harmonies paysagères existantes, il est nécessaire de tenir compte d'un environnement global qui demeure agréable ;
- L'implantation d'éoliennes en Condroz présente peu d'alternative par rapport à un relief caractéristique de succession de tiges et chavées, qui imposent presque inéluctablement des alignements parallèles aux lignes de force du relief ;
- L'analyse des contraintes locales s'exerçant sur le site du projet de Gesves-Ohey et du contexte paysager particulier du Condroz, montre qu'il n'y a pas vraiment d'alternative intéressante à la disposition linéaire et parallèle aux tiges proposée par WindVision ;
- L'implantation du parc au creux d'une chavée n'est pas la disposition idéale. Les éoliennes seront régulièrement perçues de manière tronquée et l'ancrage des pieds au sol sera souvent peu perceptible ce qui rend la lisibilité du parc très aléatoire ce qu'admet l'auteur de l'étude des incidences ;
- L'imposante hauteur des mâts va submerger et réduire visuellement les ondulations de ce paysage caractérisé par une série de tiges et de chavées dont les dénivelées sont moindres que les dimensions imposées par les éoliennes ;
- L'implantation en ligne dans un axe sud-ouest nord-est laissera apparaître des superpositions de rotors avec un effet de « hachoir » pour les vues depuis ces orientations cardinales.
- Par rapport au précédent projet refusé le parc a été réduit de moitié, ce qui réduit sensiblement ses impacts paysagers par la pression sur le paysage local, tout en éloignant les éoliennes des zones d'habitat.

#### **Périmètres d'intérêt paysager :**

- Le projet de parc ne s'implante pas au sein ou en limite d'un périmètre d'intérêt paysager du plan de secteur ;
- L'éolienne n°6 du projet s'implante à environ 150 mètres d'un grand périmètre d'intérêt paysager au plan de secteur ;
- Le travail de l'ADESA sur les PIP et les PVR et LVR n'est pas encore disponible pour cette partie du Condroz, il n'est donc pas possible de dire si le projet s'implante au sein d'un PIP ADESA ;



- Le site d'implantation du projet est encerclé de zones d'intérêt paysager au nord-est et de périmètres d'intérêt visuel au sud-ouest. A l'est, un périmètre d'intérêt paysager au plan de secteur est situé juste à côté du projet d'implantations ;
- Le projet s'implante dans une zone qui est reprise à l'Atlas des Paysages Wallons comme l'une des 4 représentatives du Condroz ;
- La hauteur des éoliennes (150 m) crée une rupture d'échelle importante dans cet environnement patrimonial : aucun photomontage ne permet d'en percevoir l'impact sur ces différents bâtiments dont la compréhension correcte requiert un environnement pleinement rural ce qu'atteste par ailleurs le CRMSF ;
- Les éoliennes se situent à proximité de 11 périmètres d'intérêt paysager au plan de secteur le travail de l'ADESA n'étant pas finalisé, il ne sera tenu compte que des documents régionaux disponibles au moment de la rédaction du présent avis :
  - 1- Ohey, Gesves, PIP de la campagne d'Ohey, Borsu et Sorée - PDS ;
  - 2- Gesves, Assesse PIP de la Neuve Cour et de Thirifays - PDS ;
  - 3- Gesves, Assesse PIP du château de Wagnée - PDS ;
  - 4- Assesse, PIP du Bois Bruce - PDS ;
  - 5- Gesves, PIP du Bois de Gesves et d'Arche et du château d'Halpinne - PDS ;
  - 6- Havelange, PIP du château de Doyon - PDS ;
  - 7- Havelange, PIP du château de Froidmont - PDS ;
  - 8- Ohey, PIP de Turelure - PDS ;
  - 9- Ohey PIP du Bois des Grands Triches - PDS ;
  - 10- Gesves PIP du village de Sorée - PDS ;
  - 11- Gesves PIP de la Haute Arche - PDS ;
- Les périmètres d'intérêt paysager les plus proches du projet sont les n°1, 8, 10. Ils entourent le site d'implantation du projet éolien.

**Points de vue et lignes de vue remarquables :**

- *Les points et les lignes de vue remarquables sont des lieux ponctuels ou linéaires d'où l'on jouit d'une vue particulièrement belle (ADESA, 1995) ;*

- L'inventaire des points et lignes de vue remarquables a été déterminé pour la Wallonie par l'ADESA asbl n'est pas encore disponible pour cette partie du territoire ;
- Il est à présumer que l'implantation des éoliennes sur ce milieu ouvert aura des incidences sur les PVR et LVR qui sont orientés vers la plaine et qui se trouvent soit à proximité de cette dernière soit qu'ils ont implantés sur une zone sommitale ;
- Les PVR et LVR relativement nombreux sis dans des vallées et concernant les nombreux ruisseaux aux abords du site seront normalement peu ou pas impacté par le projet.

#### **Environnement bâti :**

- Les noyaux villageois et hameaux aux bâtiments de calcaire ou de grès présentent une structure souvent étirée, parallèle aux courbes de niveau, généralement en haut des tiges. Un grand nombre de châteaux et de fermes seigneuriales marque également le paysage, dans ou à l'écart des villages ;
- Les vues depuis le village de Gesves seront transformées. Les éoliennes vont créer de nouveaux points d'appel marquant le paysage et entrant en concurrence notamment avec le clocher de l'église ;
- La modification du cadre paysager pour les riverains sera la plus importante pour les habitants de :
  - la ferme de Borsu ;
  - du château de Wallay ;
  - de la route N921 (situés à moins d'1 km) ;
  - de Space ;
  - de l'est de Gesves ;
  - de Sorée ;
  - des extrémités Ouest et Est du village d'Ohey ;
  - de l'ancien couvent de Francesse ;
  - du sud de Reppe (situés dans les 2 km).
- Les éoliennes engendreront un effet visuel de domination au niveau de la ferme de Borsu, du fait de sa proximité (410 m) ce qui ne sera pas le cas des autres habitations qui sont situées à plus de 700 m du projet.



**Patrimoine :**

- Le projet éolien s'implante en-dehors de toute zone d'exclusion, de haute sensibilité ou de sensibilité patrimoniale ;
- Deux éléments du patrimoine exceptionnel se trouvent au sein du périmètre d'étude rapproché, à savoir le château de Haltinne situé à 4,6 km de la première éolienne et le site du château d'Hodoumont à 4,7 km ;
- Aucun élément du patrimoine classé ne se trouve à proximité immédiate du site du projet. La Chapelle Saint-Nicolas est le monument le plus proche, il se trouve à 3 km ;
- La majorité des éléments patrimoniaux ne devrait pas connaître d'incidences majeures dues à la création du parc éolien et ce du à la distance qui les sépare des éoliennes ;
- Il n'y aura aucune incidence sur le patrimoine exceptionnel ;
- Le patrimoine classé présent dans les 5 km autour du projet ne verra pas de modification importante de son cadre paysager ;
- Le projet aura une incidence sur le bien patrimonial qu'est le château de Wallay, repris à l'inventaire du patrimoine monumental. Les vues sur celui-ci seront modifiées, et son cadre paysagé, transformé, ce qu'atteste l'auteur de l'étude des incidences ;

**Arbre remarquable :**

- Le chemin d'accès à l'éolienne 1 doit être élargi du côté opposé à l'arbre remarquable et effectuer la tranchée de raccordement électrique de ce côté également afin de permettre un contournement suffisant des branches et du système racinaire ;

**Co-visibilité :**

- Les parcs proches sont :
  - Sovet, EDF-Luminus, 6 éoliennes - En activité - 13,1 km ;
  - Pessoux, Air Energy, 6 éoliennes - En activité - 13,1 km ;
  - Yvoir-Dinant, EDF-Luminus, 6 éoliennes - En activité - 14,1 km ;
  - Assesse, Electrawinds, 7 éoliennes - En projet - 2,8 km ;
  - Héron, EDF-Luminus, 8 éoliennes - En projet - 12,4 km ;

- Extension Yvoir-Dinant, EDF-Luminus, 16 éoliennes - En projet - 12,8 km ;
  - Héron-Fernelmont, Aspiravi, 6 éoliennes - A l'instruction - 13 km ;
  - Clavier-Havelange, Electrabel, 6 éoliennes - En projet - 13,3 km ;
  - Extension Yvoir-Dinant, Gestamp, 6 éoliennes - En projet - 14,5 km.
- Les situations de co-visibilité sporadiques avec les parcs existants devraient être très peu problématiques eu égard à la distance qui les sépare ;
  - Les situations de co-visibilité avec les parcs en projets ou à l'instruction, ne devraient pas présenter d'incidences fortes eu égard à la distance qui les sépare, à l'exception du projet d'Electrawinds, implanté aussi sur Assesse à une distance de 2,8 kilomètres qui est trop proche, ou trop éloignée pour donner l'impression d'un parc unique ;
  - En conclusion, si le projet Electrawinds est abandonné, on peut considérer les effets de co-visibilité comme très acceptables.

### **3. Observations plan de secteur :**

Les éoliennes sont implantées en zone agricole

- *L'article 127 §3 de ce même Code précise cependant que pour des actes et travaux d'utilité publique, le permis peut être accordé en s'écartant du plan de secteur, à condition que ceux-ci «soit respectent, soit structurent, soit recomposent les lignes de force du paysage».*
- *La production d'électricité verte à partir de l'énergie éolienne peut, de manière générale, être considérée comme une activité d'utilité publique ou d'intérêt général, au sens du CWATUPE, à condition que les éoliennes soient raccordées aux réseaux de transport ou de distribution d'électricité. A ce titre, elles peuvent être implantées en zone agricole par dérogation à l'affectation prévue au plan de secteur.*
- *Les éoliennes s'implantent « généralement » en zone agricole car c'est prioritairement dans cette zone que l'on trouve les vastes étendues qui peuvent les accueillir et qui présentent, (en fonction des « sous régions » et des spécificités locales) un potentiel venteux qu'il convient d'exploiter en vue d'atteindre les objectifs 2020 en matière de production d'énergie verte et pour lesquelles s'est engagé le GW ;*
- *Les éoliennes sont implantées en zone agricole par dérogation. Par leur faible emprise au sol elles ne sauraient remettre en cause l'affectation de la zone ;*



- *L'implantation des éoliennes en zone agricole, ne prélève qu'une portion congrue de l'espace agricole pouvant être considérée comme anecdotique. Au pire, une éolienne et son chemin d'accès imposent un sens de culture et de récolte différent sur la parcelle concernée par l'implantation ;*
- *Les risques inhérents aux accidents caractéristiques des éoliennes, effondrement de la machine, bris de pale, chute de glace, etc. le cas échéant sont contenus dans l'espace agricole où l'activité et la présence humaine est réduite ;*
- *Le principe de précaution pour la sécurité physique des individus réduit déjà drastiquement les possibilités d'implantation dans des zones où la présence et l'activité humaine est récurrente voire permanente. Ces zones sont reprises au code comme zones « destinées l'urbanisation » ;*
- *L'implantation des éoliennes n'est pas sans incidences :*
  - *Bruits, effets stroboscopiques, aspects paysagers, rendent l'implantation de ces dernières inenvisageable en zone d'habitat, zone d'habitat à caractère rural, ZACC, zone de loisirs, zone de services publics et d'équipements communautaires sans remise en cause (par de grandes étendues) de l'affectation de zone dans la mesure où la dérogation en cette zone ne peut s'envisager que si le projet ne met pas en péril la destination de la zone et soit compatible avec le voisinage ;*
  - *Rotation des pales, dépressions et turbulences d'air derrière lesdites pales présentent un risque pour l'avifaune et les chiroptères, ce qui rend délicate l'implantation de ces machines à proximité immédiate des lisières et des zones forestières ou en zone forestière voire zone naturelle ;*
  - *Espace « sécuritaire » nécessaire aux abords immédiats de la machine rend l'implantation en ZAE ou ZAES peu probable en raison de la consommation d'un espace « rare » et normalement dévolu au développement des entreprises. Une implantation « sporadique » en ZAE n'est pas à exclure (ex : proximité de zone de stockage où l'activité humaine est réduite à très réduite), mais ne pourrait comporter un « parc » éolien de plusieurs machines qui pourrait, par l'espace consommé, rendre « inexploitable » un espace trop conséquent de la zone mettant en péril la destination de la zone ;*
- *Enfin, actuellement, aucune zone d'affectation du plan de secteur n'a été pensée/réfléchie ou définie comme idéale pour implanter et exploiter des éoliennes de forte puissance. En conclusion quelque soit la zone dans laquelle s'implanteraient des éoliennes, il serait inéluctable d'appliquer une dérogation aux prescrits de la zone ;*
- *Ces observations s'appliquent bien au cas d'espèce dans la mesure où le projet dont question ne conduit à la dénaturaion du plan de secteur :*



- En effet l'emprise sur les terres agricoles nécessaire au projet est tout à fait anecdotique par rapport à la taille de la plaine agricole concernée et ne représente que quelques milliers de mètres carrés (moins d'un hectare (environ  $6 \times 0,15 \text{ ha} = 0,9 \text{ ha}$ ) pour 6 machines, et environ 1,5 hectare pour l'ensemble des 6 machines avec les chemins d'accès et la cabine de tête, sur une plaine comptant plusieurs centaines d'hectares dans le périmètre d'étude immédiat d'un kilomètre) ;
- Il s'agit de l'implantation de 6 éoliennes qui ne pourraient à cet endroit s'implanter dans une zone capable sans être soumises à d'autres contraintes majeures, en effet dans le cas nous concernant, la présence de zones d'habitat et zones d'habitat à caractère rural ou ZACC, de zones forestières, de zones de plan d'eau, d'une zone d'extraction (1,1 km), ne permettent pas d'envisager avec un même bonheur la concordance entre les caractéristiques et incidences du projet et le lieu choisi (dans le périmètre d'étude immédiat d'un kilomètre) ;
- *L'article 35 du CWATUPE stipule que « la zone agricole est destinée à l'agriculture au sens général du terme. Elle contribue au maintien ou à la formation du paysage.... » ;*
- La SA WINDVISION, sollicite une dérogation à cet article 35 en s'appuyant sur l'article 127§3 du CWATUPE qui précise que pour les travaux d'utilité publique, le permis peut-être accordé en s'écartant du plan de secteur, à condition que ceux-ci « soit respectent, soit structurent, soit recomposent les lignes de force du paysage » ;
- En matière de paysage, il pourrait être admis que l'implantation et la configuration linéaire du projet contribuent à la structuration du paysage existant en soulignant l'orientation Sud-Ouest/Nord-Est des lignes de force topographiques caractéristiques du paysage condrusien, en tiges (crêtes) et chavées (dépressions), cette disposition qui permet de manière générale, une bonne lisibilité du projet dans le paysage se voit quelque peu entachée par l'implantation au sein d'une chavée qui implique néanmoins une perte de lisibilité aux vues plus lointaines lorsque les mâts sont partiellement occultés par les tiges et que seuls les rotors émergent au-dessus des crêtes ;
- L'auteur de l'étude des incidences défend la thèse selon laquelle une implantation en chavée, serait moins impactante pour le paysage qu'une implantation sommitale sur un tige. Toujours selon l'auteur, l'implantation des éoliennes en chavée présente l'avantage d'en réduire leur visibilité depuis le nord-ouest et le sud-est, du fait de l'alternance du relief dans ces directions, et de limiter un effet de domination aux vues proches. Il n'en reste pas moins que l'implantation en Condroz reste très délicate ;
- La zone d'habitat à caractère rural la plus proche (GESVES) se situe environ 735 mètres de l'éolienne n°1 du projet, dont l'habitation la plus proche se trouve à plus de 940 mètres de l'éolienne n°1 soit très au delà de la zone dite d'intrusion



visuelle qui est de 450 mètres dans le cas présent et à des distances pouvant être qualifiées d'acceptables ;

- La zone d'habitat à caractère rural de OHEY se situe à environ 765 mètres de l'éolienne n°6 et l'habitation la plus proche se trouve à 765 mètres de l'éoliennes n°6 soit très au-delà de la zone dite d'intrusion visuelle qui est de 450 mètres dans le cas présent et à des distances pouvant être qualifiées d'acceptables ;
- La plaine dans laquelle s'implante le projet comporte environ 25 habitations ou fermes isolées. L'ensemble de ces d'habitations et fermes isolées ressentiront une modification paysagère sensible ;
- La maison isolée la plus proche (Ferme de Borsus) se situe à 410 mètres de l'éolienne n°2 projetée soit tout juste en-deçà de la zone d'intrusion visuelle qui est de 450 mètres alors que les autres habitations isolées se trouvent à plus de 700 mètres des éoliennes soit bien au-delà de la zone d'intrusion visuelle qui est de 450 mètres dans le cas présent ;
- L'habitation la plus proche se situe à 400 mètres, il s'agit de la ferme de Borsu. Son corps de logis, actuellement inhabité, se trouve à 350 mètres. On compte encore une discothèque à 545 m sur la N921.

#### **4. Raccordement intra parc et au poste de transformation**

##### **Constructions du parc et raccordements « intra » parc :**

- Le projet nécessite de revoir le réaménagement des chemins de la manière suivante :
  - le renforcement et l'élargissement à 4 m de 1 820 m de voiries existantes publiques (chemin vicinal n°5 d'Ohey, chemins vicinaux n°18 et 21 de Gesves) pour l'accès aux éoliennes 1, 5 et 6 ;
  - le renforcement et l'élargissement à 4 m de 1 090 m de voiries existantes privées pour l'accès aux éoliennes 3, 4 et 5 ;
  - la construction de 1 390 m de nouveaux chemins sur domaine privé pour accéder aux éoliennes 2, 3, 4 et 6 depuis les voiries existantes ;
  - l'aménagement d'aires de manoeuvre temporaires au niveau des différents carrefours et virages serrés.
- Le projet devrait générer plus de 20.000m<sup>3</sup> de déblais dont environ 65 % des terres de déblai pourront donc être réutilisées sur le chantier ou être étalés sur les terrains agricoles proches. Le surplus, soit environ 6 885 m<sup>3</sup> pour WindVision et 975 m<sup>3</sup> pour AIEG, devra être valorisé dans des travaux de remblayage sur

d'autres chantiers dans le respect des dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets.

### **Raccordement au poste de transformation**

- La production des 3 éoliennes sera injectée dans le poste de raccordement de la sous station du Florée, géré par l'intercommunale AIEG ou son mandataire sis à une distance de 3,9 kilomètres.
- La pose des câbles de raccordement électrique à partir de la cabine de tête jusqu'au poste de raccordement au réseau de Florée (3,9 km) n'est pas une partie intégrante du présent dossier et ces travaux feront l'objet d'une demande ultérieure, à introduire par le gestionnaire du réseau de distribution (AIEG) ; néanmoins, les incidences créées par ce raccordement sont prises en compte dans l'EIE, en vertu du principe d'unicité de l'évaluation des incidences ;

### **5. Observation rendement du parc :**

- *Les récents accords du gouvernement wallon sur une révision du cadre de référence d'implantation des éoliennes par lesquels il s'est fixé un objectif ambitieux de production d'énergie éolienne de 3.800 gigawatts/heure d'ici 2020 entraînent de facto la maximalisation du potentiel éolien des sites de toute partie du territoire présentant un productible adéquat à l'éolien « on-shore » ;*
- Le parc s'implante dans une des zones wallonnes où le productible semble être dans une bonne moyenne dont il est opportun de maximaliser l'exploitation du gisement éolien ;
- Le facteur net de capacité varie entre 27% et 32%, ce qui met en évidence que le site est un bon site venteux ;
- L'effet de parc a été estimé à environ entre 4,9 et 7,3%, ce qui respecte la limite acceptable fixée à 10% ;
- Un bridage des éoliennes pour des raisons acoustiques entraînerait une perte d'exploitation de la totalité du parc entre 0,9% et 2,3% ;
- Aucun module d'arrêt (shadow module) ne doit être placé sur les éoliennes ;
- Aucun bridage des éoliennes ne devrait être rendu nécessaire pour la protection de la chiroptérofaune.

### **6. Observations faune-flore :**

- Le projet n'est pas situé dans le périmètre d'un site soumis à statut de protection au regard de la Loi sur la Conservation de la Nature ;



- Les éoliennes 3 et 5 se trouvent au sein du SGIB « Plaine de Sorée ». Ce site, couvrant près de 800 hectares, présente un réseau relativement dense de mares abritant le Triton crêté (*Triturus cristatus*, espèce Natura 2000) et d'autres batraciens plus communs. Les objectifs visent principalement à améliorer les conditions d'accueil pour le Triton crêté ;
- Le projet n'est pas situé dans un site Natura 2000 et n'est pas susceptible d'avoir un impact significatif sur un tel site voisin ;
- Le projet n'est pas implanté dans un site d'exclusion relevé par NATAGORA ;
- Le projet ne s'implante pas sur un axe migratoire majeur ;
- Le site ne constitue pas une zone privilégiée pour les haltes migratoires ;
- Le site ne constitue pas une zone privilégiée pour l'hivernage d'espèces sensibles aux éoliennes ou de grand intérêt patrimonial ;
- Le site BE35005 « Bassin du Samson » est le plus proche des emplacements prévus pour les éoliennes en projet (370 m). Bien que ce site vise la protection de certaines espèces d'oiseaux (Cigogne noire, Bondrée apivore, Martin-pêcheur d'Europe et Pic noir), principalement le long du Samson, les habitats les plus proches sont surtout d'un intérêt botanique et herpétologique (4 espèces de triton, Coronelle et Couleuvre).
- l'éolienne 5 est à 150 m d'un petit boisement de résineux en situation de fait et au plan de secteur et l'éolienne 2 à 180 m d'un groupement d'arbres de fait ceinturant un plan d'eau.
- La qualité du réseau écologique local peut être qualifiée de moyenne ;
- Réseau écologique dégradé ;
  - La faiblesse biologique du site est liée à l'omniprésence de parcelles agricoles destinées à la culture de céréales de manière très intensive ;
  - Les zones refuges telles que des haies ou lisières forestières sont quasi absentes ;
  - Les mares sont d'une qualité supérieure mais elles sont très isolées d'un point de vue du maillage écologique ;
- En périphérie du périmètre de 500 m se trouvent des prairies, dont certaines humides, sont très intéressantes pour l'avifaune ;

- L'auteur de l'étude des incidences, considère que d'un point de vue avifaune, l'impact est jugé peu-significatif et que des mesures de compensation peuvent suffirent à rendre des sites proches plus attractifs ;
- L'auteur d'étude n'a pas recommandé l'arrêt nocturne des éoliennes lors des périodes de grande activité des chauves-souris car l'impact du projet sur celles-ci, bien que non négligeable, est considéré comme faible compte tenu de l'abondance et de la répartition des espèces sensibles.

## **7. Observations confort acoustique, visuel et balisage des éoliennes :**

### **Confort acoustique :**

- Le respect des valeurs acoustiques préconisées par le cadre de référence entraînera un bridage important d'une ou plusieurs machines ;
  - Enercon E-92 : bridage de l'éolienne 2 en mode 1 000 kW ;
  - REpower MM100 : bridage des éoliennes 2 et 3 en type A (1 330 kW) ;
  - REpower 3.2 MW : bridage des éoliennes 1, 2 et 3 en type II C ;
  - REpower 3.4 MW : bridage de l'éolienne 2 en type I A (2 050 kW). Confort visuel :
- Le programme de bridage proposé par le constructeur finalement désigné par WindVision devra être validé lors d'un suivi acoustique en phase de fonctionnement réalisé par un organisme agréé.
- L'émergence du bruit des éoliennes par rapport à un environnement local calme dont la valeur moyenne est de 27 dB(A) durant la nuit par vents faibles et moyens, il est attendu que le bruit des éoliennes sera perceptible ponctuellement au droit des habitations les plus proches. Il s'agira d'une perception variable en fonction des conditions météorologiques et de l'importance du bruit routier ;
- A l'exception de la ferme de Borsu, les distances de garde de plus de 700 m qui ont été prises entre les éoliennes et les premières habitations permettront de limiter ce phénomène d'émergence ;
- Dans le cas précis du Château de Wallay, les valeurs estimées par modélisation au niveau du récepteur R27 sont de 33 à 35 dB(A) selon les modèles, pour une vitesse de vent de 5 m/s, et une différence sera donc très nettement perceptible par rapport à l'environnement sonore existant.

### **Confort visuel :**

- *Le « Cadre de Référence pour l'implantation d'éoliennes en Région wallonne » recommande que l'exposition à l'ombre projetée des éoliennes ne dépasse pas le seuil de 30 heures par an et 30 minutes par jour ;*



- Les valeurs calculées en ce qui concerne les 6 éoliennes du projet sont toutes inférieures aux seuils de tolérance définis par le 'Cadre de référence', tant pour l'exposition annuelle que journalière ;
- L'impact du projet pour les riverains en termes d'ombre stroboscopique peut donc être considéré comme acceptable ;

### **Balisage des éoliennes**

- Suite à la localisation du parc en zone de catégorie C (zone d'exercices militaires), les éoliennes devront être balisées, de jour et de nuit, selon les prescriptions de la circulaire ministérielle GDF-03. Parmi les possibilités autorisées par cette circulaire pour la zone et la hauteur d'éoliennes concernées, le promoteur envisage le balisage suivant :
  - Balisage de jour : un flash de couleur blanche sur la nacelle (intensité 20 000 cd) et une bande rouge de 3 m de large à mi-hauteur de la tour ;
  - Balisage de nuit : feu rouge clignotant sur la nacelle, de type feux d'obstacles rouges à éclats de moyenne intensité (2 000 cd), et feux d'obstacles rouge continus de basse intensité (10 cd) à 40 m de hauteur sur la tour.
- La présence de balisage présente une incidence plus importante pour le paysage.

### **8. Observations cartographie "Feltz" :**

- *La cartographie « Feltz » de 2006, non contraignante et considérée comme un outil d'aide à la décision, comporte une série d'indicateurs cartographiques ou de contraintes classifiés en zones sensibles, de haute sensibilité ou d'exclusion et ne comporte pas de sites pressentis pour l'implantation de parcs éoliens ;*
- En dépit de son caractère non contraignant, les indicateurs relevés au travers de la cartographie des champs de contraintes pour l'implantation des éoliennes en territoire wallon, sont les suivants :
  - Les éoliennes n°1, 2, 3, 4, 5, 6, sont implantées dans une zone dite de sensibilité pour des raisons d'utilisation de l'espace aérien à des fins militaires ;
  - Les éoliennes n°1, 2, 3, 4 sont implantées dans une zone dite de sensibilité par rapport à la présence d'un village repris en RGBSR.
- *L'aspect non contraignant de la cartographie doit être considéré comme une indication incitant à prêter attention à l'une ou l'autre incidence potentielle qui doit être vérifiée par l'auteur de l'étude des incidences à la lumière des informations et des relevés plus précis obtenus sur le terrain, dans les réunions et l'occasion de l'instruction du dossier.*

## 9. Divers :

### Ancien projet/nouveau projet

- l'ampleur de l'ancien projet, son impact paysager 'massif', sa proximité avec les habitations et donc l'importance des nuisances sonores et visuelles pour les riverains proches, ainsi que sa proximité avec le bois St-Jean et la vallée du Samson avaient été relevés.
- Eu égard à ces éléments, WindVision a réduit son projet à une seule ligne de six éoliennes afin de l'éloigner davantage des riverains d'Ohey, Space et Gesves (plus de 700 m), mais aussi du bois St-Jean (plus de 400 m) et de la vallée du Samson, tout en améliorant la lisibilité paysagère de sa configuration.

### Analyse de l'effet de parc

- *Le Cadre de référence pour l'implantation d'éolienne en Région wallonne (2002) recommande les distances suivantes entre les éoliennes de manière à limiter les pertes de production par effet de sillage :*
  - *sept fois le diamètre de l'hélice dans l'axe des vents dominants ;*
  - *cinq fois le diamètre de l'hélice perpendiculairement à l'axe des vents dominants.*
- Dans le cas du projet, avec les modèles d'éoliennes envisagés par le promoteur, ces distances varient entre 644 m et 798 m dans l'axe des vents dominants et entre 460 m et 570 m perpendiculairement ;
- En considérant les vents dominants d'orientation sud-ouest, il apparaît que la recommandation du Cadre de référence n'est pas respectée pour toutes les situations, même avec le modèle d'éolienne présentant le plus petit rotor (Enercon E-92) ;
- Les pertes de production par effet de sillage modélisées restent limitées (de 4,9 à 7,3 % de la production électrique selon le modèle considéré) la recommandation du Cadre de référence de 2002 ne serait donc pas justifiée puisqu'elle obligerait le promoteur à avoir moins d'éoliennes au total, et donc à moins bien valoriser le potentiel venteux du site ;
- Le maintien d'une distance de garde entre les éoliennes se justifie également pour des raisons de stabilité des turbines. Les distances recommandées à cette fin sont inférieures à celles préconisées par le Cadre de référence ;
- Les constructeurs demandent actuellement à ce que les inter-distances entre les éoliennes respectent au minimum cinq fois le diamètre de rotor dans l'axe des vents dominants et de trois fois le diamètre du rotor perpendiculairement à la direction principale des vents. En deçà, il faut réaliser une étude complémentaire relative au calcul des dépassements de charge ;



### Cadre de référence 2002/2013

- L'instruction du présent dossier doit être réalisée au regard du cadre de référence de 2002 et des outils d'aide à la décision qui sont utilisés habituellement. Le cadre de référence 2013 et la cartographie 2013 ne sont pas d'application dans le cadre l'instruction du présent dossier dont la réunion d'information au public est antérieure à février 2013 ;
- *Toujours dans l'esprit de limiter le morcellement du territoire et de facto de ses paysages, L'extension des parcs autorisés ou existants demeure un axe de développement privilégié au regard du cadre de référence 2002 et 2013 ainsi que des décisions prises dans ces cas de figure.*

### Zone Karstique

- Le projet est en partie situé dans une zone présentant d'éventuels conduits karstiques et d'anciennes exploitations de petites carrières de terres d'argiles, ce qui peut présenter certains risques de stabilité des ouvrages. L'auteur de l'étude des incidences précise que la réalisation d'une étude de stabilité des terrains jusqu'à la roche-mère en plus de l'étude géotechnique classique devrait être réalisée ;

### 10. Proposition de décision :

- **ACCEPTER** le parc en totalité dans la mesure où le projet initial a été revu pour limiter son impact sur le paysager et que l'autorité régionale a revu à la baisse les zones d'exclusion paysagères.
- En dépit des bridages incontournables pour le respect des valeurs acoustiques préconisées, le bilan énergie produite, maximalisation de l'exploitation d'un site éolien intéressant, et incidences urbanistiques générées reste acceptable ;
- Le parc s'inscrit également dans la ligne de conduite que s'est fixée le Gouvernement wallon, à savoir l'exploitation maximisée du potentiel éolien d'un site bien venté ;
- **La DUA, concernant les aspects bruit s'en remet à la décision des services de la DGO3 - DEE - DPP - CELLULE BRUIT.**

### 3.7. Analyse et proposition de décision du fonctionnaire technique

Considérant que la demande de permis unique porte sur la construction et l'exploitation d'un parc de 6 éoliennes d'une puissance individuelle comprise entre 2 et 3.4 MW et d'une cabine de tête dans un établissement situé Lieu-dit "Campagne de Borsu" n° à 5340 GESVES.

Considérant que l'instruction de la demande de permis en première instance a abouti au refus du permis sollicité; que ce refus s'appuyait essentiellement sur la problématique des du respect des normes de bruit actuellement en vigueur et sur la diminution du productible maximum du parc eu égard au nécessaire bridage de certaines éoliennes ;



Considérant que le demandeur du permis a introduit un recours contre ledit refus afin de tendre à l'obtention du permis sollicité ;

Considérant que la demande de permis initiale a été introduite en date du **7 février 2013**, accompagnée d'une étude d'incidences sur l'environnement dont la version finale est datée du **28 janvier 2013** ;

Considérant que le **21 février 2013**, en son arrêt n° 222.592 (arrêt "Dumont"), le Conseil d'Etat a invalidé l'utilisation en région wallonne d'une norme hollandaise relative aux immissions sonore des éoliennes; que cette norme, reprise dans le Cadre de référence pour l'implantation des éoliennes en Région wallonne de 2002, n'avait pas de légitimité légale en Belgique ;

Considérant, dès lors, que le Conseil d'Etat a immédiatement invalidé son utilisation et confirmé comme seule norme légale applicable l'arrêté du 4 juillet 2002 du Gouvernement wallon fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement qui fixent inconditionnellement les immissions sonores maximales à 40 dB(A) la nuit quelle que soit la vitesse du vent ;

Considérant que l'instruction de la demande en première instance a été réalisée en tenant compte de cette nouvelle norme de bruit; que l'avis remis le **17 avril 2013** par la Cellule bruit de la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement l'a également été au regard du respect de ladite norme ;

Considérant que la Cellule bruit a remis un avis défavorable motivé par le fait que les bridages à mettre en œuvre pour respecter la norme actuellement en vigueur dépassent la valeur de 3dB(A) qu'elle considère comme une limite à ne pas dépasser;

Considérant que, vu les raisons du refus de permis en première instance, le demandeur a introduit un recours en réformation afin de tendre à l'obtention du permis sollicité; que ce recours se base, pour sa partie environnementale, sur un document technique relatif aux nuisances sonores avec bridages et à l'évolution du productible due auxdits bridages ;

Considérant que ce document technique remplace les chapitres correspondants de l'étude d'incidences sur l'environnement initiale; que dès lors, dans le cadre du respect du Code de l'Environnement eu égard aux dispositions relatives à l'information du public, il y avait lieu de soumettre ces documents à enquête publique ;

Considérant que ce point de procédure a été abondamment contesté dans les récriminations formulées pendant lesdites enquêtes publiques ainsi que dans l'avis, sollicité sur recours, de la CCATM de Gesves; qu'on peut y lire:

*"[...] qu'aucune disposition ne permet d'apporter une modification au dossier de la demande de permis après la décision en première instance. Signalons que la procédure générale en son article 93 §3 n'envisage les modifications éventuelles à la demande de permis et leur complément d'étude d'incidences que préalablement à la décision de l'autorité compétente.*

[...]



*qu'aucune disposition n'autorise l'autorité compétente sur recours de prescrire au demandeur un complément d'EIE ou d'en accepter un en provenance du demandeur. Il convient de remarquer que la procédure de recours n'est pas contradictoire et n'autorise nullement le demandeur d'intervenir pendant l'instruction de ce recours.*

*[...]";*

Considérant que cette analyse est erronée dans la mesure où, s'il est exact que la procédure prévue par l'article 93, §3, du décret du 11 mars 1999 n'est susceptible de s'appliquer qu'en première instance, il faut constater que, dans le cadre du présent dossier, les pièces fournies pendant la procédure de recours ne constituent en rien une modification du projet faisant l'objet de la demande, ce projet restant inchangé; qu'il n'y a en effet ni ajout, ni suppression, ni déplacement d'éolienne et les plans de l'établissement ne sont dès lors pas modifiés; que les modifications introduites lors du recours ne portent que sur des modalités d'exploitation qui ne modifient en rien le projet initial; que lesdites modalités d'exploitations pourraient même se voir modifiées dans le futur en fonction de l'évolution de la législation; que l'article 93, §3 ne peut donc être mis en cause ;

Considérant qu'en ce qui concerne la fourniture en cours de procédure, et plus particulièrement pendant la procédure de recours, d'un complément d'étude d'incidences, l'article D. 29-12 du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'environnement, dispose: *"l'autorité compétente pour adopter le plan ou le programme et pour délivrer les autorisations relatives aux projets, ainsi que le collège communal des communes organisant l'enquête publique, peut procéder à toute forme supplémentaire de publicité et de consultation dans le respect des délais de décision qui lui sont impartis " ;*

Considérant dès lors que c'est en vertu de cette disposition que, régulièrement, l'autorité compétente sur recours fait organiser une enquête publique en recours afin de soumettre de nouvelles pièces administratives à la consultation du public; que jusqu'à présent, le Conseil d'Etat n'a jamais critiqué cette pratique qui va dans le sens de la meilleure information du public, conformément à la volonté du Code de l'environnement ;

Considérant que le complément d'étude d'incidence a été transmis au fonctionnaire technique sur recours à l'initiative du demandeur; que c'est ledit fonctionnaire qui l'a ensuite transmis aux communes concernées afin qu'elles organisent une enquête publique ;

Considérant que ce document n'avait pas à être "accepté" ou non par le fonctionnaire technique sur recours; qu'en effet, Il n'appartient pas à ce fonctionnaire d'écarter d'autorité des documents contenant des précisions complémentaires qui lui seraient adressées par un demandeur, un requérant ou une instance d'avis; que le contraire pourrait même lui être reproché ;

Considérant en effet que le Code de l'environnement, en son article D. 69 dispose: *"L'autorité compétente apprécie les incidences du projet en prenant en considération l'étude d'incidences sur l'environnement ou la notice d'évaluation des incidences sur l'environnement, les avis recueillis dans le cadre de la procédure en autorisation et toute autre information qu'elle juge utile.";*



Considérant de plus que l'avis de la CCATM de Gesves dont question *supra* (ainsi que certaines oppositions formulées pendant les enquêtes publiques) contient une contradiction dans les motivations l'amenant à "rejeter" le complément d'étude d'incidence; qu'en effet, on peut d'abord lire, comme motif de rejet, que:

*"aucune disposition ne permet d'apporter une modification au dossier de la demande de permis après la décision en première instance."*,

alors que, quelques ligne après, on peut lire:

*" Cette EIE complémentaire n'a pas de raison d'être pour les raisons suivantes:*

*elle ne concerne aucune modification à la demande de permis, ni en ce qui concerne les types d'éoliennes envisageables ni en ce qui concerne leur emplacement, ni en ce qui concerne la taille ou le statut juridique des zones de compensation proposées." ;*

Considérant donc, pour conclure sur ce point, que le complément d'EIE introduit par le demandeur devait, dans le respect des législations environnementales en vigueur, être accepté par le Fonctionnaire technique sur recours, être pris en considération par ce dernier en ce qui concerne les nouvelles informations techniques qu'il apportait, et être soumis à enquête publique en tant que pièce faisant intégralement partie de l'EIE; qu'aucune violation de la législation n'a été commise ;

Considérant que, parmi les oppositions formulées lors de la deuxième enquête publique revient abondamment le fait que le permis ait principalement été refusé en première instance sur base de la conclusion du chapitre "bruit" du préambule de l'acte de refus formulé comme suit:

*"Considérant qu'aucun des quatre modèles d'éoliennes envisagés ne permet, même moyennant un bridage nocturne de 3 dBA maximum, de respecter les normes des conditions générales ; que la mise en place d'un bridage plus conséquent est un non-sens du point de vue de la production énergétique qui empêche l'exploitation optimale du potentiel venteux du site";*

et qu'il était donc inutile de soumettre à enquête publique un document proposant un bridage plus important entraînant de ce fait une diminution du productible qui avait été considéré comme étant un facteur susceptible de justifier le refus du permis sollicité ;

Considérant que la conclusion ci-dessus est erronée; qu'en effet, la seule donnée tangible à prendre en considération est la valeur maximale du productible espéré **dans le respect des normes**; qu'il n'y a pas à tergiverser sur une *"exploitation optimale du potentiel venteux du site"* si ledit potentiel n'est de toutes façons pas récupérable en respectant la législation en vigueur; qu'il convient de juger de l'opportunité du projet et de ses inconvénients pour l'environnement au regard du bénéfice environnemental qu'il peut apporter en matière de production d'électricité ;



Considérant à ce sujet, qu'il convient à ce stade de repréciser certaines positions qui sous-tendent le raisonnement des autorités compétentes pour délivrer ou non un permis éolien et ce, au regard d'oppositions "génériques" qui se retrouvent dans la majorité des récriminations enregistrées lors des enquêtes publiques;

- Relativement à la variabilité de la production d'électricité éolienne, il est régulièrement affirmé que le bénéfice en termes de réduction d'émissions de CO<sub>2</sub> est inexistant dans la mesure où des centrales TGV doivent rester en stand-by pour palier au manque de production des éoliennes à certain moment. Ce raisonnement est erroné car partiel et réducteur. En effet, tout d'abord, quasi toutes les productions "renouvelables" sont soumises à des variations. Le photovoltaïque en fonction de l'ensoleillement, l'hydroélectrique en fonction des variations de débit (principalement la Meuse en ce qui concerne la Belgique) liées aux phénomènes naturels, aux incidents de navigation, aux travaux d'infrastructure... De plus la demande en électricité est elle-même fortement variable. Dès lors, les producteurs et les distributeurs d'électricité gèrent en permanence ces variations et le phénomène de certaines centrales maintenues en stand-by afin de répondre à des variations est une réalité sans rapport direct avec la production éolienne. De plus, sauf cas rares, ces divers facteurs variables sont connus à l'avance (cycle répétitif de la consommation horaire, prévisions météo relatives à l'ensoleillement, le vent, les précipitations) et les équilibres nécessaires en termes de production (ou importation) et de distribution d'électricité sont prévisibles et ne relèvent pas d'une gestion "scénario catastrophe" permanente. Enfin, la Belgique n'est pas un territoire isolé qui doit s'auto suffire et s'auto réguler. Les interconnexions des réseaux avec les pays voisins permettent, par moment, d'importer de l'électricité et à d'autres moments d'en exporter. Le postulat selon lequel 1 MW éolien installé demande 1 MW de centrale TGV en stand-by est une contre vérité diffusée dans le public par les opposant "de principe " à l'éolien.
- En relation directe avec ce qui vient d'être énoncé ci-dessus, il faut rappeler que le raisonnement de base de la production éolienne est que 1MWh gaz-vapeur produit 456 kg de CO<sub>2</sub>, qui sont économisés pour la même production éolienne. De cela, il faut retrancher le CO<sub>2</sub> produit sur le cycle de vie de l'éolienne pour sa fabrication, son installation, son exploitation et son démantèlement. L'*Intergovernmental Panel on Climate Change*, groupe d'experts mis sur pied par l'ONU, a déterminé que l'empreinte carbone sur la vie d'une éolienne représentait  $\pm 12$  kg de CO<sub>2</sub>. De récentes études de l'ULB et de l'ULg qui tentent de prendre en considération tous les aspects de la production éolienne en termes de "coût" en CO<sub>2</sub> arrivent à des chiffres de 380 à 400 kg de CO<sub>2</sub> économisé par MWh éolien produit. Dès lors, même si le chiffre exact est difficile à déterminer, il est indéniable que les MWh produits par l'éolien réduisent fortement la production de CO<sub>2</sub>.

Considérant que les chiffres de productibles présents dans la première étude d'incidences sur l'environnement et dans le complément introduit lors de la procédure de recours on fait l'objet, parmi les récriminations formulées lors de la 2<sup>ème</sup> enquête publique, de suspicions de manipulations afin de "limiter" artificiellement les pertes dues aux bridages; qu'il y a lieu de confirmer que tous les chiffres figurant dans les différents tableaux sont exact; que toutefois, suivant l'endroit où il apparaissent, ils ne comprennent pas nécessairement les mêmes "soustractions" de pertes par rapport au chiffre de départ représentant la puissance électrique brute ;



Considérant en effet que ce dernier chiffre (pour chaque modèle d'éolienne considéré) est bien identique dans les deux documents; que dès lors, afin de clarifier les choses, un récapitulatif des différentes valeurs que l'on peut trouver dans les tableaux tant de l'EIE que de son complément est présenté ci-dessous:

Dénomination	Enercon E92	Repower MM100	Repower 3.2	Repower 3.4M	Source
Hauteur d'axe (m)	104	100	93	98	1er rapport & complément
Diamètre du rotor (m)	92	100	114	104	1er rapport & complément
Puissance nominale (MW)	2,3	2	3,2	3,4	1er rapport & complément
Puissance totale du parc (MW)	13,8	12	19,2	20,4	1er rapport & complément
Nombre d'éolienne	6	6	6	6	1er rapport & complément
Production annuelle brute P50 brute (MWh/an)	36997	38254	50495	45256	1er rapport & complément
Pertes de sillage entre éoliennes	4,9%	5,5%	7,3%	7,0%	1er rapport & complément
Indisponibilité technique éolienne	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%	1er rapport & complément
Indisponibilité du raccordement	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	1er rapport & complément
Indisponibilité du réseau	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	1er rapport & complément
Pertes électriques	1,5%	1,5%	0,5%	0,5%	1er rapport & complément
Pertes formation glace	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%	1er rapport & complément
Hystérèse par vent fort	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	1er rapport & complément
Production annuelle nette P50 nette (MWh/an) sans bridage acoustique et sans bridage en faveur des chiroptères	33154	34156	44668	40162	1er rapport & complément
Production annuelle nette P50 nette (MWh/an) avec bridage acoustique selon la norme hollandaise	32645	33500	43660	39820	1er rapport
Production annuelle nette P50 nette (MWh/an) avec bridage acoustique 40 dB(A)	29193	33394	43228	38869	complément
Pertes de production par rapport au P50 net sans aucun bridage	11,9%	2,2%	3,2%	3,2%	
Production annuelle nette P50 nette (MWh/an) avec bridage acoustique 43 dB(A)	31555	34078	44194	39691	complément
Pertes de production par rapport au P50 net sans aucun bridage	4,8%	0,2%	1,1%	1,2%	complément
Production annuelle nette P50 nette (MWh/an) avec bridage en faveur des chiroptères	32854	33808	44207	39804	complément
Pertes de production par rapport au P50 net sans aucun bridage	0,9%	1,0%	1,0%	0,9%	
Production annuelle nette P50 nette (MWh/an) avec bridage acoustique 40 dB(A) et en faveur des chiroptères	28910	33063	42792	38515	
Pertes de production par rapport au P50 net sans aucun bridage	12,8%	3,2%	4,2%	4,1%	complément
Production annuelle nette moyenne par éolienne (MWh/an)	4818	5511	7132	6419	
Nombre d'heure équivalente pleine charge moyenne par éolienne	2095	2756	2229	1888	
Facteur de capacité net moyen par éolienne (%)	23,9	31,5	25,4	21,6	

Considérant qu'il est également utile de préciser que le productible considéré, comme habituellement dans les études d'incidences sur l'environnement pour des projets éoliens, correspond au "P50", ce qui signifie qu'il y a 50 % de probabilité que cette valeur soit dépassée ;

Considérant finalement que, en ce qui concerne le bien fondé ou non d'implanter le parc en projet, il convient de déterminer si un bridage permet de respecter les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au



permis d'environnement en matière de bruit et si la mise en œuvre de ce bridage permet au parc de toujours assurer une production suffisante pour justifier son implantation ;

Considérant, en ce qui concerne les possibilités de bridage, que les constructeurs des éoliennes étudiées dans l'EIE proposent des modes de bridage qui assurent des diminutions des émissions sonores permettant de respecter les normes à l'immission aux droit des habitations proches; que cette diminution, dans le cas présent est de l'ordre de 4 à 5 dB(A) ;

Considérant que la Cellule bruit, a remis, tant en première instance qu'en recours, des avis défavorables; que ces avis sont motivés sur base d'une valeur de bridage maximale de 3 dB(A); que la Cellule bruit estime en effet que *"Il est prudent de considérer que la limite de niveau sonore, à l'immission, de nuit, de 40 dB(A) doit pouvoir être satisfaite moyennant un bridage de 3 dB(A) au maximum [...]"*; que toutefois, cette "prudence" n'est en rien justifiée techniquement ou scientifiquement; que cette limite de 3 dB(A) paraît arbitraire ;

Considérant dès lors qu'il est difficile pour l'autorité appelée à statuer sur la demande de permis, de se ranger simplement à cet avis alors que les constructeurs proposent des solutions de bridage qui permettent d'atteindre les valeurs légales (40 dB(A) dans le présent dossier, même si des simulations avec 43 dB(A) sont présentes dans les documents); que la décision doit donc se baser, tant que des solutions techniques concrètes existent et peuvent être mises en œuvre, sur le productible après bridage ;

Considérant que l'EIE complémentaire montre que les bridages nécessaires au respect des normes de bruit en tout temps affectent la production de manière inégale, qu'en effet, la perte constatée va de 2,2 % pour la Repower MM100 à 11,9 % pour l'Enercon E92; que les deux autres modèles envisagés affichent des pertes de 3,2 et 4,8 %;

Considérant que, d'une manière générale, les pourcentages de pertes sont relativement faibles; que cela s'explique dans la mesure où les périodes pendant lesquelles des bridages sont nécessaires ne correspondent pas forcément aux périodes où le vent sera suffisant que pour permettre aux éoliennes d'atteindre les émissions sonores nécessitant la mise en œuvre des bridages; que lesdits bridages, prévus en périodes de transition et de nuit, seront loin d'être systématiquement d'application pendant ces périodes ;

Considérant que c'est la société GreenPlug qui a fourni au bureau d'études agréé CSD le calcul prospectif du productible; que ledit calcul a été contrôlé par l'auteur de l'étude d'incidences qui a validé et repris les résultats dans le complément d'étude d'incidences ;

Considérant que l'étude d'incidences sur l'environnement et son complément ont été analysés par le CWEDD qui a remis des avis favorables tant sur la qualité des documents que sur l'opportunité environnementale du projet ;

Considérant que la méthodologie utilisée par le bureau GreenPlug est largement décrite aux pages 5, 6 et 7 de l'annexe N de l'EIE; que cette étude s'est basée sur une analyse complète des données de vent sur le site éolien entre avril 2007 et juin 2008; que l'ensemble des procédures "Measnet" (référence dans le secteur) a été respecté et les certificats de calibration des instruments de mesure obtenus ;



Considérant que GreenPlug a utilisé le modèle d'écoulement de vent Wasp (Wind Atlas Application Program) qui est l'outil de référence pour le calcul des conditions de vent sur un site; que ce logiciel est reconnu internationalement par la communauté scientifique dans le domaine d'expertise des productions de parcs éoliens ;

Considérant que les différentes étapes de l'étude WASP sont les suivantes :

- Intégration du climat de vent long terme du site ;
- Modélisation des zones larges et proches : topographie, rugosité, obstacles ;
- Cartographie du potentiel sur le site ;
- Calcul du climat de vent et profils verticaux par éolienne.

que le productible du futur parc éolien est ensuite calculé comme suit:

- Intégration des données techniques des éoliennes ;
- Calcul du productible prévisionnel du parc ;
- Calcul des pertes par sillage ;

Considérant le modèle WASP est un modèle d'écoulement linéaire adapté aux terrains non complexes comme celui de Gesves-Ohey; que toutes les étapes pour l'évaluation du productible ont été respectées; que les résultats produits prennent bien en compte les pertes de sillage des éoliennes; qu'elles figurent dans le tableau 12 de l'annexe N de l'EIE et dont les niveaux sont reproduits ci-dessous :

<b>Eolienne n°</b>	<b>Enercon E92 %</b>	<b>Repower MM100 %</b>	<b>Repower 3.2 %</b>	<b>Repower 3.4M %</b>
1	1.41	1.74	2.02	1.70
2	4.64	5.26	6.88	6.60
3	4.89	5.65	7.33	6.81
4	6.82	7.59	10.07	9.81
5	6.44	7.14	9.64	9.34
6	5.21	5.7	8.03	7.89

Considérant que les pertes de sillage ne sont que légèrement influencées par les programmes de bridage appliqués; que l'on peut constater que les pertes sont plus élevées pour les éoliennes situées à l'intérieur du parc que pour les éoliennes situées à ses deux extrémités, ce qui est normal puisque, dans les configurations de vents les plus fréquentes (SE ou NO), les éoliennes du milieu du parc sont toujours dans le sillage de celles d'extrémité ;

Considérant que l'on peut également constater que les bridages de certaines éoliennes permettent à d'autres situées derrière de produire plus grâce à la diminution de l'effet de sillage; que dès lors, les pertes de production dues aux bridages sont un peu compensées ;



Considérant finalement que les pertes globales par effet de sillage sont comprises entre 4.9% et 7.3% selon les modèles d'éoliennes étudiés; que ces niveaux de perte sont des niveaux moyens habituels pour un projet de cette taille; que ces chiffres ont été validés par les services de la DGO4 – Département de l'Energie du Bâtiment Durable qui a également confirmé le bon potentiel venteux du site et l'intérêt du projet au regard de son productible ;

Considérant que le site de Gesves-Ohey se situe effectivement dans la classe comprise entre 4300 à 4500 MWh/an (pour une éolienne de type E82 2MW avec une hauteur d'axe 98m - modèle pris comme référence pour établir la cartographie de référence des sites éolien); que le site de Gesves-Ohey se situe dans une zone possédant un bon potentiel de vent à l'échelle de la Région wallonne;

Considérant de plus que ce bon potentiel peut être mieux exploité par l'utilisation d'éoliennes plus performantes que la machine prise en référence pour l'établissement de la cartographie susmentionnée; qu'en effet, par exemple, l'éolienne de Repower MM100 2 MW, prise comme référence dans l'étude d'incidences, possédant un diamètre de rotor d'environ 20m plus grand que celui de l'Enercon E82 2MW voit sa production nette calculée atteindre 5511 MWh/an; que la productivité nette annuelle attendue est donc largement supérieure à 4300 MWh/an pris comme référence à l'échelle de la Région wallonne sur base de l'Enercon E82 de 2MW ;

Considérant que les inter-distances préconisées dans les cadres de référence de 2002 et 2013 sont données, comme tout le contenu desdits cadres, aucun n'ayant été jusqu'à présent été rendus légaux par le Gouvernement, à titre d'indication utile dans la conception d'un parc éolien; que dès lors, leur non respect n'est pas un motif de refus du permis s'il est établi que le productible est toutefois suffisant; que l'étude d'incidence tend à le prouver ;

Considérant qu'en ce qui concerne les émergences sonores, le chiffre de 10 dB(A) présent dans certaines réclamations est à nuancer dans la mesure où les comparaisons entre le niveau de bruit ambiant et le bruit à l'immission des éoliennes ne sont pas mesurés dans les mêmes conditions; qu'en effet, les relevés du bruit ambiant effectués dans le cadre de la réalisation de l'étude d'incidences sur l'environnement l'ont été pour des vitesses de vent inférieures à 5 m/s (EIE, p 196); que par contre les immissions sonores des éoliennes sont calculées pour les vitesses de vent générant de la part des éoliennes les émissions sonores maximales, c'est-à-dire 7 à 8 m/s ;

Considérant que dans ces conditions de vent, le niveau sonore ambiant serait relativement plus élevé, rendant dès lors les émergences moins perceptibles ;

Considérant de plus que l'émergence la plus significative n'a de pertinence qu'au droit de la ferme de Borsu, bâtiment le plus proche des éoliennes; que pour les autres habitations, les plus impactées se trouvent à une distance de plus 700 m (R17-R16-R15); que pour la majorité des habitations riveraines du parc distantes de plus de 800 m et situées dans les secteurs allant de sud-ouest à nord-ouest, les émergences devraient être en pratique peu perceptibles ;

Considérant que les lettres d'oppositions ou les documents de type "contre-étude d'incidences" contiennent des arguments qui ne peuvent faire l'objet d'une remise en question



du projet par l'autorité compétente; qu'en effet, les réfutations relatives à la politique du Gouvernement wallon en matière d'énergies renouvelables, au bien fondé du développement éolien "onshore", à l'indépendance des bureaux d'études agréés, aux normes de bruit utilisée par rapport au bruit particulier des éoliennes, à l'influence réelle des gaz à effet de serre, à la réalité du réchauffement climatique, à l'efficacité de la production électrique éolienne, à l'absence d'un cadre de référence légal, à l'absence de conditions sectorielles éoliennes, au coût du MWh éolien, à la politique des certificats verts, etc...n'ont pas à être prises en compte dans le cadre de l'instruction d'une demande de permis ;

Considérant en effet que l'autorité compétente se doit d'instruire la demande au regard de la législation en vigueur au moment de l'instruction de ladite demande et en utilisant les moyens légaux prévus à cet effet; que les remises en question d'idéologies, de politiques, de textes légaux, de méthodes de mesures et de calculs, etc, ne ressortissent pas de la portée du permis d'environnement/unique ;

Considérant de plus que, parmi les très nombreuses réclamations qui ont été formulées pendant les enquêtes publiques, un grand nombre provient de personne habitant à des dizaines de kilomètres du projet et qui ne sont donc pas impactées par celui-ci; qu'il faut toutefois constater que le nombre de réclamations provenant des villages proches du projet est également important mais contiennent pour la plupart des arguments qui, comme expliqué *supra*, ne peuvent être pris en compte dans le cadre de l'instruction administrative de la demande de permis unique ;

Considérant que l'analyse du dossier pour ses autres aspects a été réalisée lors de l'instruction de la demande de permis en première instance; que le fonctionnaire technique sur recours fait sienne cette analyse ;

Considérant, au vu de ce qui précède, que le permis sollicité peut être accordé, assorti de conditions d'exploitations particulières.

### **3.8. Avis proposé**

Dans le cadre de ce dossier, le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué remettent un avis INFIRMANT la décision querellée et OCTROYANT le permis unique sollicité. Les motivations de cet avis apparaissent dans le projet de décision en annexe.

## **4. Proposition de décision**

Monsieur le Ministre trouvera ci-après, sous forme d'un projet d'arrêté ministériel, l'avis du fonctionnaire technique et du fonctionnaire délégué. Ce projet d'arrêté constitue également la proposition de décision desdits fonctionnaires.



## **REGION WALLONNE**

### **LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA MOBILITÉ**

Vu le Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie (CWATUPE) ;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets ;

Vu la directive 2001/77/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2001 relative à la promotion de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables sur le marché intérieur de l'électricité ;

Vu le décret du 21 mars 2002 portant assentiment au Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ainsi qu'aux Annexes A et B, faits à Kyoto le 11 décembre 1997 ;

Vu le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la flore et la faune sauvages ;

Vu le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement ;

Vu le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau ;

Vu le décret du 7 mars 2013 interprétatif des articles 35, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 40, § 7, alinéa 3, 93, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, et 95, § 7, alinéa 3, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, modifiés par le décret-programme du 3 février 2005 de relance économique et de simplification administrative ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> décembre 2005 déterminant les conditions sectorielles relatives aux transformateurs statiques d'électricité d'une puissance nominale égale ou supérieure à 1 500 kVA ;

Vu la demande introduite en date du **07 février 2013**, par laquelle la S.A. WINDVISION BELGIUM - Interleuvenlaan n° 15 bte D à 3001 HEVERLEE - sollicite un permis unique pour construire et exploiter un parc de 6 éoliennes d'une puissance individuelle comprise entre 2 et 3.4 MW et une cabine de tête dans un établissement situé Lieux-dit "Campagne de Borsu" à 5340 GESVES ;

Vu l'ensemble des pièces des dossiers de 1<sup>ère</sup> instance et de recours ;

Vu l'étude d'incidences sur l'environnement jointe au dossier de demande ;

Vu l'avis de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement – Département de la Nature et des Forêts - Direction extérieure de Namur, reçu par le fonctionnaire technique de 1<sup>ère</sup> instance en date du **12 février 2013**, relatif au caractère complet de la partie Natura 2000 du formulaire de demande de permis ;

Vu le procès-verbal de clôture de l'enquête publique qui s'est déroulée du **18 mars 2013** au **17 avril 2013** sur le territoire de la commune de GESVES, duquel il résulte que la demande a rencontré des oppositions ou observations concernant les thèmes suivants :

### **1) Paysage et impact touristique**

*La qualité paysagère du Condroz et la nécessité de protéger cette qualité alors que le projet aura un impact important en termes de dégradation, région réputée pour ses paysages et son attrait touristique ;*

*Les défauts importants du projet sur le plan de sa visibilité et de sa lisibilité, le caractère destructurant dans les paysages environnants de qualité dont certains sont protégés,*

*Le projet n'est pas conforme aux prescriptions légales en vigueur, en zone agricole, qui prévoient que les lignes de force du paysage doivent être préservées, renforcées et non détruites et contestation de la demande de dérogation,*

*La dérogation en zone agricole du plan de secteur doit faire l'objet d'attestation d'un collège d'experts composé de professionnels du paysage pour une bannière interprétation du prescrit légal,*

*L'inadéquation du lieu d'implantation pour un tel projet industriel ;*

*La détérioration des chemins et l'atteinte aux randonneurs pédestres au équestres notamment ;*

### **2) Caractéristiques techniques générales, du projet ou commentaires globaux**

*Le caractère imposant de ces éoliennes de près de 150 mètres de haut ;*

*La nécessité de n'autoriser ce type de projet que dans des zones déterminées et non n'importe où au gré des souhaits des promoteurs ;*

*L'insuffisance des distances entre les éoliennes et les éléments naturels existants ;*



*L'imprécision du dossier de demande de permis quant à la puissance des éoliennes qui seront installées et quant au type d'éoliennes ;*

*Les limites du système de production d'électricité en terme de capacité à gérer les inconstances de la production d'électricité au départ de l'éolien ;*

*La problématique des ombres portées générées par le projet et le non respect des normes dans ce domaine ;*

*La problématique de la pollution visuelle liée au balisage lumineux imposé en journée comme de nuit ;*

*Risque économique (exemple de l'expérience allemande dont nombreux parcs éoliens sont en faillites depuis 2003 : Trèves) ;*

*Le démantèlement est non réglementé : prévoir un contrôle pour les frais de démolition à charge du promoteur, prévoir le dépôt d'une caution,*

*Charroi important pour la construction et l'élargissement des chemins*

*Absence de logique dans l'approche : mutilation paysagère, l'électricité est plus chère, ne génère pas de réduction de pollution,*

*Le meilleur kWh est celui qui n'est pas consommé, mieux vaut miser sur l'économie d'énergie,*

*L'illégalité dans la démarche au regard du précédent refus de permis à la même société et intervenu en 2007*

*L'impact sur les chemins de promenade*

### **3) Santé en général**

*Les conséquences pour la santé des riverains proches du projet (infrasons, ondes vibratoires et telluriques, nuisances sonores, stress et maladies liées au stress que générera ce projet pour les riverains),*

*La problématique du bruit et des infrasons générés par ces éoliennes pour des habitations situées trop près des éoliennes et la référence à ce sujet à des normes étrangères souvent plus contraignantes ou à des études proposant des distances plus importantes (notamment la recommandation de l'Académie française de Médecine pour une distance de 1500 m),*

*Les normes en matière de santé publique liées aux nuisances ne sont pas légales et sont dépassées,*

*Inconfort animalier,*

### **4) Impact sur la biodiversité**

*L'impact du projet sur la flore existante,*

*La présence de zone natura 2000 à proximité du projet,*

### **5) Impact économique**

*Diminution de la valeur intrinsèque des biens immobiliers des riverains,*

*L'impact sur le tourisme,*

*Déséquilibre majeur montré par le rapport de la CWAPE : excédent de certificats verts pour 2020,*

*L'éolien n'est pas vecteur d'emploi permanent,*

*L'absence de retombée économique locale*

### **6) Compensations / retombées pour la commune ou les citoyens**

*Les riverains opposés au projet ne seront pas indemnisés, seuls les propriétaires des terrains sur lesquels les éoliennes et les câbles seront établis recevront une indemnisation et non les riverains les plus touchés au niveau de leur habitat*

*L'absence ou la faiblesse des compensations financières aux riverains ou aux communes pour les dommages paysagers, visuels et sonores causés par le projet*

*L'imprécision du projet quant aux retombées économiques proposées*

*La mise en cause du caractère trop mercantile du projet*

*La conception même du projet qui a voulu maximiser son profit économique aux dépens d'une bonne intégration environnementale et sociale du projet*

### **7) Qualité de l'étude d'incidence**

*Remise en cause des photomontages avec l'insertion de vues panoramiques tronquant le regard quant à l'impact visuel réel du projet (photomontages trompeurs)*

*L'absence d'étude suffisante des implantations alternatives des éoliennes*

*La sous-estimation de l'impact du projet sur la faune présente dans les environs ou de passage lors des migrations*

*L'étude ne se prononce pas sur la conjonction des nuisances sonores et stroboscopiques*

*Non sens aérodynamique : vents dominants productivité réduite pour 5 éoliennes*

*L'étude n'a pas examiné le problème de rejets indirect de gaz à effet de serre*

*L'étude ne respecte pas et ne répond pas aux demandes formulées lors de la réunion d'information préalable*



*L'étude minimise ou ignore les inconvénients humains*

*La non dépendance de l'auteur de l'EIE puisque sollicitée par le promoteur*

*Erreur de calculs de la productibilité*

*Oubli de la présence du parc à conteneur de Ohey*

*Lacune de l'étude en matière de l'incidence de la dépréciation immobilière*

#### **8) Objectifs wallons en matière de développement des énergies renouvelables**

*Le caractère non durable du développement de l'énergie éolienne en Région wallonne notamment par la prolifération des projets et l'absence de véritable planification respectueuse des règles normales d'aménagement du territoire*

*La mise en cause de l'effet bénéfique de l'éolien pour la lutte contre les changements climatiques (...);*

*La mise en cause de l'efficacité énergétique réelle du projet notamment au regard de l'absence d'étude de vents sur le lieu d'implantation et du faible rendement énergétique envisagé même s'il est déjà surestimé*

*La surenchère verte actuellement en cours au niveau politique et médiatique (certains parlent de l'obsession éolienne) conduisant à négliger les impacts du développement éolien au profit d'un bénéfice environnemental limité voire surévalué*

*La remise en cause de l'utilité du projet au regard du potentiel éolien pouvant exister en off-shore au large des côtes belges avec un impact minimal par rapport au développement envisagé en Wallonie et dans le cadre de ce projet*

*Les surcoûts que génère le développement de l'éolien pour le prix de l'électricité*

*La remise en cause de la forte subvention dont fait l'objet l'éolien lui donnant une rentabilité artificielle*

*Faiblesse de procédure actuelle en matière de permis (seconde tentative de Windvision)*

*Pas de cartographie d'exclusion*

*L'absence de position décisionnelle communale en matière d'éolien sous le couvert de l'article 127,*

*L'étude d'incidence environnementale devrait être remplacée par une étude de conformité réalisée par les services publics*

*Erreur sur le plan de mise en œuvre de la convention de KYOTO*

*Parc éolien en mer est plus rentable*

*L'interprétation des directives européennes est confuse et la confusion est entretenue par la politique*

*L'intérêt doit être porté sur d'autres énergies renouvelables*

#### **9) le promoteur**

*Le manque de précision quant au futur exploitant*

*Les doutes sur la qualité de l'exploitant et les garanties qu'il peut présenter de sérieux et de solidité financière ;*

Vu l'avis défavorable émis par le Collège communal de GESVES en date du **29 avril 2013**, rédigé comme suit :

*"Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et ses modifications successives ;*

*Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 04 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;*

*Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie (CWATUPE) en vigueur ;*

*Vu le Livre 1<sup>er</sup> du Code de l'Environnement relatif à l'évaluation des incidences des projets sur l'environnement ;*

*Vu le Cadre de référence pour l'implantation d'éoliennes en Région wallonne approuvé par le Gouvernement wallon, le 18 juillet 2002 ;*

*Vu le Cadre de référence actualisé pour l'implantation d'éoliennes en Région wallonne et approuvé par le Gouvernement wallon, le 21 février 2013 et servant d'outil guide pour la période transitoire dans l'attente de l'adoption du cadre décréteil (qui organisera un mécanisme combinant la reconnaissance de l'intérêt public de l'implantation d'éoliennes et des appels à projets) ainsi que de la cartographie positive de zones de développement éolien, associée à un productible minimal par lot permettant de développer le grand éolien à concurrence d'un objectif de 4500 GWh à l'horizon 2020 ;*

*Attendu que ce cadre de référence actualisé n'a d'autre statut que celui de donner les orientations stratégiques du Gouvernement wallon en matière de développement de projets éoliens et qu'il est dénué de toute valeur réglementaire, sauf en ce qu'il décrit le droit positif ou en voie d'adoption ;*

*Attendu que le cadre décréteil et la cartographie feront quant à eux l'objet d'une enquête soumise à l'avis du public et que l'avis préalable des collèges communaux peut être annexé au document de l'enquête ;*

*Vu l'avis défavorable émis par le collège ce 22/04/2013 au regard de ce nouveau cadre de référence éolien adopté en séance du Gouvernement wallon ce 21 février 2013, ainsi qu'au regard de la cartographie y étant jointe ;*

*Attendu que ce Cadre de référence détermine les critères à respecter pour l'implantation des éoliennes et que ces critères sont en phase avec la trajectoire annuelle permettant*



*d'atteindre la cible de productible éolien à l'horizon 2020, tout en garantissant un cadre de vie de qualité et le respect des dispositions de la Convention de Florence ;*

*Attendu que ce Cadre précise que tout projet pour lequel une demande de permis a déjà été déposée avec accusé de réception complet devra répondre aux critères du Cadre de référence éolien de 2002, que néanmoins, les demandes de permis dont la réunion d'information préalable s'est tenue avant l'entrée en vigueur du cadre ne sont pas tenues de respecter le protocole de comptage ;*

*Vu la demande de permis unique introduite par WINDVISION BELGIUM S.A. demeurant à Interleuvenlaan, 15 D à 3001 Heverlee, relative à la construction et l'exploitation d'un parc éolien de 6 éoliennes d'une capacité individuelle comprise entre 2 et 3.4 MW et d'une cabine de tête, sis campagne de Borsu à 5340 GESVES et 5350 OHEY et cadastré*

*A Gesves : 1<sup>ère</sup> division, Gesves, Section D N° 13A - 57L - 118P2 - 124W - 180K - 110B - 118E2 - 118C2 - U8B2 -118A2 -U8V -118X-118Y -124P2 -124H2-124G2-124K2-124L2 - 124M2-124T2-124S2*

*A Ohey : le division, Ohey, Section E 120 C - 120 B - 32 C - 35 M -116 - 32 D - 32 B - 100 -137 H - 32 E-134A.*

*Vu la réunion d'information préalable intervenue le 7 février 2012 ;*

*Attendu que le récépissé communal de la demande porte la date du 7/2/2013 ;*

*Attendu que la réception du dossier au Département des Permis et Autorisations est intervenue en date du 11/02/2013 ;*

*Considérant que les installations et/ou activités concernées sont reprises en classe 1 par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002, arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées ;*

*Considérant que conformément à l'arrêté précité le projet fait l'objet d'une étude d'incidences sur l'environnement ;*

*Vu la notification de complétude et de recevabilité du dossier intervenue en date du 4 mars 2013 et réceptionnée en date du 5 mars 2013 ;*

*Considérant que les fonctionnaires technique et délégué invitent le collège à remettre un avis dans les 10 jours de la clôture de l'enquête publique, en même temps que les pièces exigées pour constater que la publicité voulue a été donnée à la demande ;*

*Vu le procès-verbal de l'enquête publique d'une durée de 31 jours, duquel il résulte que l'installation projetée a rencontré 1689 lettres de remarques dont 3 intervenues hors délais ;*

*Considérant que conformément aux articles 91 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et R.81 du livre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement, l'avis de la CCATM a été sollicité en date du 4 mars 2013,*

*Attendu que la demande d'avis de la CCATM réceptionnée en date du 5 mars 2013 précise que ce dernier doit être remis dans les 60 jours à dater de la réception ; l'avis de la CCATM doit parvenir aux fonctionnaires technique et délégué pour le 3 mai 2013 au plus tard ;*

*Attendu que les avis des instances suivantes ont également été sollicités par les fonctionnaires technique et délégué :*

*(...)*

*Attendu que le projet est situé en zone agricole au plan de secteur de Namur adopté par l'Arrêté de l'Exécutif Régional Wallon du 14/05/1986 et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité ;*

*Considérant que le projet est situé en aire agricole à maintenir au schéma de structure communal adopté par le conseil communal du 12 décembre 2003 ;*

*Attendu que le projet est situé en aire agricole de paysage ouvert au règlement communal d'urbanisme adopté définitivement par le conseil communal du 22 mars 2006 et approuvé par Arrêté Ministériel du 20/07/2006 (M.B. 20/09/2006) ;*

*Vu l'article 35 du CWATUPE définissant la zone agricole ;*

*Considérant que le projet déroge à la destination de la zone agricole telle que fixée par l'article 35 du CWATUPE, dans la mesure où les éoliennes ne relèvent pas du type d'actes et travaux ou activités admissibles dans cette zone ;*

*Considérant que le projet déroge à l'aire agricole ouverte à «maintenir» qui stipule que :  
« A Gesves et Sorée :*

*le plateau de champs ouverts compris entre Haut-Bois et Sorée incluant Space, ainsi qu'entre Sorée et Ohey est une aire agricole de paysage ouvert du règlement communal d'urbanisme » ;*

*Considérant que le projet est entouré de périmètre de grande sensibilité paysagère défini aux schémas de structure communaux de Gesves et d'Ohey ;*

*Considérant que ces périmètres de sensibilité paysagère présentent une haute sensibilité visuelle à toute nouvelle implantation et qu'afin de préserver ces aires de vues longues, tous les actes et travaux doivent faire preuve d'un effort significatif d'intégration visuelle ;*

*Considérant que lors de la délivrance de permis, le critère d'impact visuel au sens de la fermeture des vues longues et de l'inter-visibilité (habitat proche, route de passages fréquents, ...) du projet doit être particulièrement étudié ;*

*Considérant que les espaces concernés sont :*

*-A Gesves :*

- la plaine alluviale et les versants de la plaine du ruisseau des Fonds de Gesves,*
- la plaine alluviale du Samson depuis Francesse jusqu'à Houyou en passant par Champia,*
- les Campagnes entre Pourrain et Houyou et la vallée du ruisseau de Hoûte ;*

*- A Sorée, l'enveloppe paysagère du village délimitée par l'ensemble des points de vue les plus intéressants.*

*Vu l'article 127, §3 du CWATUPE précisant que :*



«Pour autant que la demande soit préalablement soumise aux mesures particulières de publicité déterminées par le Gouvernement ainsi qu'à la consultation obligatoire visée à l'article 4, alinéa 1er, 3°, lorsqu'il s'agit d'actes et travaux visés au § 1er, alinéa 1er, 1°, 2°, 4°, 5°, 7° et 8°, et qui soit respectent, soit structurent, soit recomposent les lignes de force du paysage, le permis peut être accordé en s'écartant du plan de secteur, d'un plan communal d'aménagement, d'un règlement communal d'urbanisme ou d'un plan d'alignement – Décret du 20 septembre 2007, art. 16, 2°).»

*Attendu que le projet prévoit également la création d'1 km 390 mètres de nouveaux chemins pour rejoindre les éoliennes 2, 3, 4 et 6 et le renforcement et l'élargissement à 4 m dans l'emprise publique d'1 km 820 mètres de voiries publiques existantes (chemins vicinaux 5 pour Ohey, 18 et 21 pour Gesves) pour accéder aux éoliennes 1, 5 et 6 ;*

*Attendu que le projet prévoit la construction de 1 km 390 mètres de nouveaux chemins sur domaine privé pour accéder aux éoliennes 2, 3, 4 ;*

*Attendu que le projet prévoit l'aménagement d'aires de manœuvre temporaires au niveau des différents carrefours et virages serrés ;*

*Considérant la mise en œuvre d'un schéma directeur dûment approuvé par l'autorité communale en date du 04/04/2013 comprenant 50 logements neufs situés à moins de 800 m de la première éolienne (quartier de Sielpont) ;*

*Considérant également l'implantation du projet dans des zones d'exercices militaires aériens conduisant à la nécessité d'un balisage lumineux porteur de nuisances visuelles de nuit comme de jour (pour lesquelles l'EIE préconise notamment l'occultation des feux «W» rouges (nuit) vers le bas ainsi que la synchronisation des balisages de jour et de nuit) et porteur d'un risque d'accident qui ne peut être totalement exclu ;*

*Considérant que selon l'EIE, le projet implique une emprise totale de l'ordre de 1,5 ha sur des sols limoneux dont l'étude en mentionne la relativement bonne valeur agricole en page 12 du résumé non technique, qu'il y a lieu de protéger les espaces ruraux nécessaires à la viabilité et à la rentabilité de l'agriculture et de l'élevage dans cette région ;*

*Considérant que la demande se rapporte à un bien situé dans le périmètre de protection (pour l'éolienne 1), établissant les zones de prévention rapprochée et éloignée des ouvrages de prise d'eau souterraine de catégorie B dénommés «Houte E1, Houyoux G1» sis sur le territoire de la Commune de Gesves, désigné par arrêté ministériel du 20 décembre 2005 ;*

*Considérant que la demande se rapporte à un bien en partie situé dans une zone présentant d'éventuels conduits karstiques (pour les éoliennes 1, 2, 3 et 4 - voir carte Sb) et d'anciennes exploitations de petites carrières de terres d'argiles (éoliennes 1, 4, 5 et 6), ce qui peut présenter certains risques et influencer sur les conditions d'implantation des éoliennes, que l'étude d'incidences précise que cela nécessite la réalisation d'une étude de stabilité des terrains jusqu'à la roche-mère en plus de l'étude géotechnique classique ;*

*Considérant que ces essais de sol doivent faire l'objet d'un forage descriptif au droit de chaque éolienne, à réaliser avant la construction pour adapter et dimensionner précisément les fondations en fonction du type d'éolienne retenu et de la nature du sol ; que cette étude préalable n'est pas fournie dans la demande ;*

*Considérant que les forages dont question sont classés par AGW du 4/7/2002 en rubrique 74.30.03 forage et équipement de puits de reconnaissance géologique, de puits*

*de prospection, de piézomètres, ou de puits de contrôle de la qualité de l'eau (classe 3) et ne figurent pas dans l'annexe I ;*

*Considérant également que la demande de permis déposée ne détermine pas le type exact d'éoliennes qui sera implanté (hormis le concept tripale à axe horizontal et la couleur gris clair RAL 7035 ou équivalent) sur le site et ne permet donc pas de déterminer les caractéristiques urbanistiques et environnementales exactes du projet ;*

*Vu le rapport final de cette étude d'incidences, le résumé non technique et les annexes dont les photomontages ;*

*Considérant que les incidences tant négatives que positives du projet ont été évaluées dans le cadre de l'étude d'incidences dans les domaines urbanistique, paysager et patrimoniale, de l'énergie et du climat, d'environnement sonore, du milieu biologique, du sol, sous-sol et eaux souterraines, d'infrastructures et des équipements publics, du milieu humain et du contexte socio-économique, ainsi que du domaine de la santé et de la sécurité ;*

*Considérant que l'auteur de l'étude préconise des mesures compensatoires et d'atténuation pour quelques incidences négatives ;*

*Considérant que ces mesures d'atténuation et compensatoires sont une proposition d'aménagements pour la faune et la flore notamment la revitalisation de quelques mares bien que deux mares non situées dans des zones d'intérêt biologique élevé ;*

*Considérant qu'aucune mesure compensatoire n'est prévue pour les incidences négatives que pourraient subir les riverains proches ni aucune mesure de dédommagement n'est envisagée pour les riverains qui subiront inmanquablement une dépréciation économique de la valeur de leur biens ;*

*Vu l'enquête publique réalisée du 18/03/2013 au 17/04/2013 ;*

*Vu la séance de clôture organisée par le collège le 17/04/2013 à 12h00 ;*

*Vu les nombreuses réclamations et observations synthétisées dans le tableau en annexe ;*

*Considérant le nombre important de courriers adressés lors de l'enquête publique à savoir 1.686 lettres transmises soit par courrier simple, par courriel ou par dépôt à l'administration communale : d'une part 1.682 courriers faisant état d'une opposition au projet pour 1 seul étant favorable, d'autre part, 3 courriers intervenus hors délais ;*

*Considérant qu'un dossier de contre étude d'incidences a été déposé par le Collectif « NON aux éoliennes à Gesves-Ohey » en date du 17 avril 2013 lors de la clôture de l'enquête ;*

*Vu l'avis de la CCATM exprimé lors de la séance du 20 mars 2013 (...) ;*

*Considérant les nombreux éléments négatifs soulevés tant par la population que par la CCATM, qu'il y a lieu d'adopter dans ce contexte le principe de précaution ;*

**DECIDE**

*1. de transmettre le dossier au fonctionnaire technique de la DGRNE - Département des permis et des autorisations avenue Reine Astrid 39 à 5000 NAMUR (rgpe.namur.dpa.dgarne@spw.wallonie.be) avec un avis défavorable sur la demande de permis unique introduite par Windvision et sur la dérogation au plan de secteur demandée ;*



2. de transmettre le dossier au fonctionnaire délégué de la DGATLP - Direction provinciale de l'urbanisme Place Léopold 3 à 5000 NAMUR (rgpe.namur.dgatlp@spw.wallonie.be) avec un avis défavorable sur la demande de permis unique introduite par Windvision et sur la dérogation au plan de secteur demandée ;

A) Arguments défavorables au projet :

- Balisage de jour et de nuit des éoliennes, prévu (car en catégorie C), ce qui renforcera la visibilité diurne (bande rouge et feu blanc clignotant) et nocturne (feu rouge clignotant). Mais il existe apparemment des solutions techniques pour atténuer ces incidences.

Impacts sur le milieu biologique :

- 2 des 6 éoliennes sont situées dans le SGLB (sites de grand intérêt biologique) de la plaine de Sorée ;
- Les éoliennes 4 et 5 sont proches d'une zone spéciale de conservation (ZSC) et l'éolienne 5 se situe dans la zone de garde d'une zone boisée du plan de secteur (voir carte des contraintes 4b du dossier cartographique de l'EIE) ;
- Plusieurs mares situées aux alentours proches des éoliennes sont protégées par les directives de natura 2000 ;
- Les éoliennes 3, 4 et 6 sont localisées dans la zone avec la plus forte concentration de couples nicheurs de cailles, alouettes, vanneaux et bergeronnettes printanières (cfr figure 4 « localisation des zones intéressantes pour l'avifaune », du résumé non-technique de l'EIE) ;
- Présence de deux amphibiens protégés (triton crêté et crapaud accoucheur) dans le périmètre d'étude ou à proximité de celui-ci ;

Impact paysager et patrimonial :

- Dans un rayon de 1 km autour du projet, présence d'un périmètre d'intérêt paysager au plan de secteur, de 2 zones d'intérêt paysager et de 3 lignes de vue remarquables au SSC d'Ohey ainsi que 2 périmètres de sensibilité visuelle du SSC de Gesves !
- Un arbre remarquable se situe à 160m de l'éolienne 1 ;
- Pour les habitants de la ferme de Borsu, du château de Wallay, et de la chaussée de Ciney, la modification du cadre paysager sera la plus importante ;
- 3 périmètres d'intérêt verront leur cadre paysager être fortement modifié par le projet éolien, à savoir : le périmètre de sensibilité visuelle de la vallée du Samson (SSC Gesves), le périmètre d'intérêt paysager de la campagne d'Ohey/de Turelure (plan de secteur et SSC Ohey) et le périmètre de sensibilité visuelle du village de Sorée (SSC Gesves et plan de secteur).
- Le SSC d'Ohey précise que « les implantations d'éoliennes ne sont pas autorisées dans et aux abords de ces zones d'intérêt paysager et notamment dans la campagne d'Ohey, située entre Gesves et Evelette ».
- 2 Eoliennes en projet ( la 5 et la 6) se situent à moins d'un km de la zone d'intérêt paysager de la Turelure du SSC d'Ohey. Le projet s'écarte donc des orientations données par le SSC.

- Le projet éolien modifiera aussi les vues paysagères depuis certains points de vue, en particulier la ligne de vue remarquable du château de Wallay (SSC Ohey).
- Le projet aura une incidence sur le bien patrimonial qu'est le château de Wallay, repris à l'inventaire du patrimoine monumental. Les vues sur celui-ci seront modifiées, et son cadre paysagé, transformé.

#### Impact sonore :

- La nuit, selon les modélisations effectuées, les éoliennes émettront des nuisances sonores dépassant la norme autorisée au niveau de la ferme de Borsu.
- Selon le principe d'émergence (différence entre le niveau sonore ambiant avec ou sans éolienne), il est attendu que le bruit des éoliennes sera perceptible ponctuellement aux habitations les plus proches. Cela variera en fonction de la météo et du trafic routier.

#### Impact sur le tourisme :

- Les promeneurs empruntant l'un des trois circuits concernés par le projet éolien (GR 757, GAL) subiront un effet visuel de domination à l'approche des éoliennes.
- Les éoliennes modifieront aussi le cadre paysager de quelques hébergements touristiques de Reppe et de Sorée.

#### Question de sécurité :

En fonction du modèle d'éolienne choisi, les distances de sécurité entre éoliennes sont généralement insuffisantes. Le maintien d'une distance de sécurité entre éoliennes est nécessaire pour réduire les charges mécaniques et la fatigue sur les turbines, pour optimiser leur fonctionnement.

#### B) Conditions particulières si décision d'octroi en plus des recommandations de l'EIE :

- Les chemins à aménager ne doivent pas être formés de matériaux perméables (voir lettre sur les recommandations pour les itinéraires du GAL - transmise hors délai : numéro 1697) ;
- Ajouter des aménagements prévus par le GISER contre inondations et ruissellements ;
- Imposer à l'exploitant de constituer une garantie bancaire pour la remise en état du site au terme de l'exploitation du parc éolien ;
- Veiller à réduire l'impact négatif du balisage des éoliennes le jour et la nuit ;
- Les travaux d'aménagement des chemins d'accès aux éoliennes devront être planifiés en concertation avec les exploitants agricoles concernés afin de garantir un accès à leurs champs lorsque c'est nécessaire ;
- Prévoir un bridage des éoliennes la nuit afin de diminuer les nuisances-sonores dues à la rotation des pâles, en occultant les feux rouges W vers le bas la nuit et limiter leur intensité lumineuse aux exigences stipulées dans la circulaire GDF-03 et synchroniser les balisages de jour et de nuit ;
- Réaliser un suivi acoustique après octroi du permis, pendant l'exploitation du parc éolien, et ce par un organisme agréé ;



- *Veiller à la convivialité du réaménagement de l'ensemble des chemins d'accès aux éoliennes pour les promeneurs."* ;

Vu le procès-verbal de clôture de l'enquête publique qui s'est déroulée du **18 mars 2013** au **17 avril 2013** sur le territoire de la commune de OHEY, duquel il résulte que la demande a rencontré des oppositions ou observations concernant les thèmes suivants :

### **1) Paysage**

*La qualité paysagère du Condroz et la nécessité de protéger cette qualité alors que le projet aura un impact important en terme de dégradation ;*

*L'importance de la dégradation des paysages qu'entraînera ce projet dans une région réputée pour ses paysages et son attrait touristique ;*

*Les défauts importants du projet sur le plan de sa visibilité et de sa lisibilité dans les paysages environnants, le caractère destructurant qu'aura le projet sur toute une série de paysages environnants de qualité dont certains sont protégés ;*

*La nécessité de préserver les paysages notamment au regard des articles du CWATUPE sur la protection des paysages ;*

*Le projet n'est pas conforme aux prescriptions légales en vigueur, en zone agricole, qui prévoit que les lignes de force du paysage doivent être préservées, renforcées et non détruites ;*

*La détérioration des chemins et l'atteinte aux randonneurs pédestres ou équestres notamment ;*

### **2) Caractéristiques techniques générales du projet ou commentaires globaux**

*Le caractère imposant de ces éoliennes de près de 150 mètres de haut ;*

*L'inadéquation du lieu d'implantation pour un tel projet industriel ;*

*La contestation du régime dérogatoire au plan de secteur utilisé pour le projet ;*

*La nécessité de n'autoriser ce type de projet que dans des zones déterminées et non n'importe où au gré des souhaits des promoteurs ;*

*L'insuffisance des distances entre les éoliennes et les zones d'habitat ;*

*L'imprécision du dossier de demande de permis quant à la puissance des éoliennes qui seront installées et quant au type et hauteur d'éoliennes ;*

*Les limites du système de production d'électricité en terme de capacité à gérer les inconstances de la production d'électricité au départ de l'éolien ;*

*La problématique de la pollution visuelle liée au balisage lumineux imposé en journée comme de nuit ;*

### **3) Santé dont Impact sonore**

*Les conséquences pour la santé des riverains proches du projet (infrasons, nuisances sonores, stress et maladies liées au stress que générera ce projet pour les riverains)*

*La problématique du bruit et des infrasons générés par ces éoliennes pour des habitations situées trop près des éoliennes et la référence à ce sujet à des normes étrangères souvent plus contraignantes ou à des études proposant des distances plus importantes (notamment la recommandation de l'Académie française de Médecine pour une distance de 1500 m). Les nuisances sonores en période nocturne sont également soulignées. Le non respect des conditions générales de bruit est souligné.*

*Le problème de l'émergence faisant que le bruit généré par les éoliennes est sous-estimé et audible ;*

*La prise en compte du principe de précaution ;*

*L'ombre portée par les éoliennes et ses effets sur le bien-être des riverains ;*

*L'augmentation du nombre d'accidents de voitures suite au phénomène d'aveuglement dû à l'effet stroboscopique des éoliennes ;*

*La projection de glaces par temps de gel ;*

### **4) Impact sur la biodiversité**

*L'impact négatif des éoliennes sur les oiseaux migrateurs et sur les chauves souris ;*

*Demandes de compensation plus conséquentes pour la conservation des milieux naturels ;*

*Le danger pour le bétail*

### **5) Distances aux habitations / entre éoliennes**

*La proximité trop grande de certaines éoliennes par rapport à des habitations ou espaces naturels, le non respect de distances suffisantes par rapport aux habitations*

*Le non respect ou l'insuffisance des distances entre les éoliennes*

*La trop grande proximité du projet par rapport au parc à conteneurs.*

### **6) Impact sur l'immobilier et le secteur touristique**

*La dévaluation que va entraîner le projet pour les biens immobiliers des riverains*

*L'impact négatif qu'entraîneront les éoliennes sur le tourisme rural en Wallonie*

*Les conditions d'aménagement des chemins de promenade (pédestres et équestre) faisant aussi office de chemins d'accès aux éoliennes.*



### **7) Compensations / retombées pour la commune ou les citoyens / impact sur le coût de l'électricité pour le citoyen**

*Les riverains opposés au projet ne seront pas indemnisés, seuls les propriétaires des terrains sur lesquels les éoliennes et les câbles seront établis recevront une indemnisation et non les riverains les plus touchés au niveau de leur habitat ;*

*L'absence ou la faiblesse des compensations financières aux riverains ou aux communes pour les dommages paysagers, visuels et sonores causés par le projet ;*

*L'imprécision du projet quant aux retombées économiques proposées ;*

*La mise en cause du caractère trop mercantile du projet ;*

*La conception même du projet qui a voulu maximiser son profit économique aux dépens d'une bonne intégration environnementale et sociale du projet ;*

*Les surcoûts que génère le développement de l'éolien pour le prix de l'électricité ;*

### **8) Qualité de l'étude d'incidence**

*La manipulation opérée dans le dossier des photomontages avec l'insertion de vues panoramiques tronquant le regard quant à l'impact visuel réel du projet*

*L'absence d'étude suffisante des implantations alternatives des éoliennes*

*La sous-estimation de l'impact du projet sur la faune présente dans les environs ou de passage lors des migrations, et le milieu naturel en général ;*

*Une analyse des sites éoliens alternatifs potentiels insuffisante ;*

### **9) Stratégies et objectifs wallons en matière de développement des énergies renouvelables**

*Le caractère non durable du développement de l'énergie éolienne en Région wallonne notamment par la prolifération des projets et l'absence de véritable planification respectueuse des règles normales d'aménagement du territoire*

*La mise en cause de l'effet bénéfique de l'éolien pour la lutte contre les changements climatiques (...);*

*Obligation du couplage de l'éolien avec une centrale thermique (Gaz ou charbon) ;*

*La mise en cause de l'efficacité énergétique réelle du projet notamment au regard du faible rendement énergétique envisagé même s'il est déjà surestimé ;*

*La remise en cause de l'utilité du projet au regard du potentiel éolien pouvant exister en off-shore au large des côtes belges avec un impact minimal par rapport au développement envisagé en Wallonie et dans le cadre de ce projet ;*

*La remise en cause des subsides importants dont fait l'objet l'éolien lui donnant une rentabilité artificielle ;*

*Ce projet ne permet pas de protéger le patrimoine commun, territoire de Wallonie et de ses habitants comme promue par le SDER et le CWATUPE ;*

*« Les éoliennes enterrent les finances de la Wallonie, les citoyens payent les certificats verts » ;*

*La promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie plutôt que la consommation ;*

*Critique du cadre de référence éolien et de la cartographie « positive » ;*

*La mise en évidence de l'échec de l'éolien dans d'autres pays (Allemagne, Hollande du Nord, Espagne, E-U,...) ;*

*Le déni de démocratie des décideurs finaux pour l'octroi des permis éoliens ;*

#### **10) Le promoteur**

*Le manque de précision quant au futur exploitant ;*

*Les doutes sur la qualité de l'exploitant et les garanties qu'il peut présenter de sérieux et de solidité financière ;*

#### **11) Autre**

*Erreur de dossier*

*Déni de démocratie*

*La critique de la période de l'enquête publique pendant les vacances de Pâques*

*Un résumé de la contre-étude d'incidences réalisé par l'association « vent de raison » ainsi que la synthèse des remarques ;*

**Vu l'avis défavorable émis par le Collège communal de la commune de OHEY en date du 22 avril 2013, rédigé comme suit :**

*"Vu le Code wallon de l'Aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie ;*

*Vu le Code de l'environnement ;*

*Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;*

*Vu le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement relatif à l'évaluation des incidences des projets sur l'environnement ;*

*Vu la demande de permis unique introduite par WINDVISION BELGIUM S.A. demeurant à Interleuvenlaan, 15 D à 3001 Heverlee, relative à la construction et l'exploitation d'un parc éolien de 6 éoliennes d'une capacité individuelle comprise entre 2 et 3.4 MW et d'une cabine de tête, sis campagne de Borsu à 5340 GESVES et 5350 OHEY et cadastré 6e*



*division, OHEY, Section E N° 120 C - 120B - 32C - 35M - 32D - 32B - 100 - 137H - 32E - 134A - 116 et 2° division GESVES section D13A - 57 L - 118P2 - 124W - 180K - 110B - 118E2 - 118C2 - 118B2 - 118A2 - 118V - 118X - 118Y - 124P2 - 124H2 - 124G2 - 124K2 - 124L2 - 124M2 - 124T2 - 124S2 ;*

*Attendu que les installations et/ou activités concernées sont reprises en classe 1 par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002, arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées ;*

*Attendu que conformément à l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 04 juillet 2002 fixant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, le projet fait l'objet d'une étude d'incidences sur l'environnement ;*

*Attendu que l'avis de réception est daté du 11 février 2013 ;*

*Vu la lettre du Fonctionnaire Technique et du Fonctionnaire Délégué, datée du 04 mars 2013, (...).*

*Considérant que l'Union Européenne s'est fixée comme objectif, d'ici 2020, de réduire de 20% les émissions à effet de serre, de faire passer la part des énergies renouvelables à 20% et d'accroître l'efficacité énergétique de 20% ;*

*Considérant que la Belgique doit répondre à ces obligations, le Gouvernement s'est engagé, à travers la DPR et par la décision du 1<sup>er</sup> mars 2012, à tendre, à l'horizon 2020, à ce que 20% de la consommation finale d'énergie soit assurée par des sources renouvelables, correspondant à une production effective de 8.000 GWh d'électricité renouvelable produite sur le sol wallon, dont une contribution de l'éolien on shore de 4500 GWh ;*

*Vu le cadre de référence pour l'implantation d'éoliennes en Région wallonne approuvé définitivement par le Gouvernement wallon, le 21 février 2013 ;*

*Vu la carte positive de référence traduisant le cadre actualisé approuvé provisoirement par le Gouvernement wallon, le 21 février 2013 ;*

*Considérant que la commune de Ohey se trouve dans le lot 26 identifié dans la carte positive provisoire et dispose d'un gisement éolien correspondant à un potentiel estimé de 116 GWh ;*

*Considérant que ce potentiel n'est pas un objectif formel de production mais une estimation de l'atteignable, et qu'il faut, pour évaluer le productible effectivement réalisable, considérer les projets au regard de leurs interactions et co-visibilité potentielle, de la volonté des citoyens et des pouvoirs locaux de s'impliquer dans les projets, des engagements pris par la Wallonie en termes de protection de l'environnement et du paysage, et de l'évolution de la technologie de production d'énergie éolienne ;*

*Considérant l'adhésion de la commune de Ohey le 29 février 2012 aux objectifs de la Convention des Maires qui vise la réduction de la production de CO<sub>2</sub> au niveau local de 20% d'ici 2020 ;*

*Attendu que des avis annonçant ce projet ont été affichés conformément aux modalités déterminées par arrêté du Gouvernement Wallon du 04 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du Décret du 11 mars 1999, avec invitation à quiconque aurait des réclamations ou remarques à présenter, de les faire connaître par écrit au Collège communal avant le 17 avril 2013 à 12h00 ;*

*Attendu que ce projet a donné lieu à 1762 courriers d'observations reçus dans les délais de l'enquête publique ;*

*Attendu qu'à la clôture de l'enquête publique, aucune réclamation complémentaire n'a été formulée et qu'un procès-verbal de clôture a été rédigé ;*

*Attendu que le projet concerne la construction et exploitation d'un parc de 6 éoliennes et d'une cabine de tête ;*

*Vu le rapport final de l'étude d'incidences, le résumé non technique et les annexes présenté par le porteur de projet ;*

*Considérant que les incidences tant négatives que positives du projet ont été évaluées dans le cadre de l'étude d'incidences dans les domaines sonore, de l'ombrage, de la qualité de l'air, du sol et du sous-sol, de l'eau, de la faune et de la flore, et du contexte humain en général ;*

*Considérant à ce propos que l'étude d'incidences, tout en étant de qualité, laisse apparaître quelques manquements, notamment en ce qui concerne les aspects techniques et cadre de vie du projet qu'en outre cette étude n'a qu'une valeur indicative et qu'elle n'emporte pas l'obligation d'octroyer le permis ;*

*Vu les résultats de l'enquête publique réalisée du 18 mars au 17 avril 2013 dans le cadre de la présente demande de permis unique dont il résulte qu'elle a généré 1750 lettres de réclamations individuelles.*

*Ces remarques et observations concernaient en synthèse les grandes thématiques suivantes :*

*(...)*

*Considérant que selon le principe d'émergence (différence entre le niveau sonore ambiant avec ou sans éolienne), il est attendu que le bruit des éoliennes sera perceptible ponctuellement aux habitations les plus proches,*

*Considérant que l'on peut s'inquiéter de la proximité du projet avec la ferme de Borsu car, de nuit, selon l'étude d'incidences sur l'environnement, les valeurs limite et de référence en bruit par rapport aux habitations n'y sont pas respectées ;*

*Considérant qu'en réponse, des mesures de bridage de nuit seront nécessaires ;*

*Considérant que l'on peut également s'inquiéter de la proximité (333m) de l'éolienne n°6 avec le parc à conteneur, une évaluation de l'impact de celle-ci sur le personnel salarié présent dans ce parc n'ayant pas été réalisée ;*

*Considérant que le balisage prévu de jour et de nuit des éoliennes (car en catégorie C), qui renforcera la visibilité diurne (bande rouge et feu blanc clignotant) et nocturne (feu rouge clignotant) constitue une vraie pollution visuelle et que des alternatives ou solutions techniques visant à réduire cet impact doivent être proposées ;*

*Considérant qu'occulter les feux rouges W vers le bas la nuit et en limitant leur intensité lumineuse aux exigences stipulées dans la circulaire GDF-03 et synchroniser les balisages de jour et de nuit pourrait constituer une piste de solution ;*

*Attendu que l'analyse des alternatives proposées nécessite une analyse exhaustive de toutes les possibilités qu'offre le territoire de notre commune ;*



*Considérant qu'il ne semble pas y avoir eu de réflexion visant l'optimisation de l'utilisation de la zone de potentiel éolien concernée par ce projet (voir carte positive du productible éolien) ;*

*Considérant qu'un projet de 6 éoliennes constitue une nette amélioration quant à l'impact paysager par rapport au premier projet présenté par Windvision (deux rangées totalisant 12 éoliennes) antérieurement ;*

*Considérant que pour autant qu'on n'implante pas un nombre excessif de mâts, et que ceux-ci soient placés selon une logique « organique », en suivant les lignes de force du paysage, les éoliennes peuvent participer à la structuration du paysage (« signal ») ;*

*Considérant que la position de l'éolienne n°6 ne respecte pas parfaitement cet alignement et pose des problèmes, par ailleurs, en regard du parc à conteneur ;*

*Considérant, ceci étant, que cette plaine présente moins de caractéristiques paysagères intéressantes que les paysages de « tiges » et « chavées » particuliers au Condroz que l'on retrouve de façon plus marquée, soit vers l'Ouest (vallée du Samson), soit vers l'Est (vallée de la Vyle et du Hoyoux) ;*

*Considérant cependant que ce projet aura un impact paysager significatif sur le paysage perçu des habitants de la ferme de Borsu, du château de Wallay ou, plus généralement, de la rue de Gesves ;*

*Considérant que ce projet aura une incidence sur le bien patrimonial qu'est le château de Wallay, repris à l'inventaire du patrimoine monumental et que les vues sur celui-ci seront modifiées, et son cadre paysagé, transformé ;*

*Considérant que certains sentiers ou chemins de promenade seront utilisés soit dans le cadre du chantier, soit lors de l'exploitation, ils doivent pouvoir rester comme tels et conserver une assise perméable ;*

*Considérant qu'il y a, dans l'étude d'incidence, une ambiguïté quant à la nécessité ou pas d'élargir les chemins existants pour permettre la construction et l'accès aux éoliennes ;*

*Considérant qu'à ce propos, il est d'une part indiqué qu'aucun élargissement ne sera prévu (cfr page 2 du résumé non-technique de l'EIE) et que, d'autre part (5, 4<sup>e</sup> puce), il est fait référence à un « élargissement (en domaine public) et renforcement de l'assise de certains chemins existants (inscrits à l'Atlas des chemins vicinaux) » ;*

*Considérant que les problématiques d'écoulement des eaux en lien avec l'égouttage et les risques d'érosion ont été sous-estimés et que des propositions spécifiques d'aménagement auraient dû être proposées ;*

*Considérant que parmi l'avifaune observée dans le cadre de l'étude d'incidence, certaines possèdent un statut de conservation défavorable à l'échelle de la Wallonie (Faucon pèlerin, Chevêche d'Athéna, Alouette des champs, Pipit farlouse, Merle à plastron, Moineau friquet, Linotte mélodieuse, Bruant des roseaux et Bruant proyer, mais également de 2 espèces d'intérêt communautaire : la Bondrée apivore -en migration- et le Traquet motteux) ;*

*Considérant cependant que, selon l'étude d'incidence, comparativement aux observations qui ont été réalisées les mêmes jours sur d'autres sites de comptage en Flandre et en Wallonie, les relevés effectués sur le site du projet indiquent que l'intensité du passage y est dans la moyenne nationale ;*

*Considérant que du fait de la typologie du système agricole mis en place, l'étude d'incidence estime que l'espace d'implantation comporte relativement peu de zones de refuge pour la faune locale et dispose d'une richesse biologique relativement faible ;*

*Considérant que le projet s'implante à proximité de zones Natura 2000, que les incidences potentielles de ce projet sur la faune de cette zone ne peuvent être niées et qu'en outre le projet s'installe dans une zone où certaines espèces très protégées sont régulièrement observées comme les cigognes et certains rapaces considérés comme menacés et de deux espèces d'amphibiens protégés à savoir le crapaud accoucheur et le triton crêté et dès lors que des mesures renforcées de préservation et compensation doivent être réalisées ;*

*Considérant dès lors que selon l'étude d'incidence, le site du projet se localise dans une région où le passage d'oiseaux est globalement diffus, sans intensité particulière et avec un volume de passage similaire que sur d'autres sites du même type ;*

*Considérant par ailleurs que la cartographie proposée par NATAGORA et visant à identifier les sites d'implantation d'éoliennes est à exclure dans certaines zones abritant soit des populations reproductrices importantes d'espèces rares sensibles aux éoliennes (Milan royal, Cigogne noire...), soit sont connues comme zones de concentration de la migration des grandes espèces (rapaces, cigognes, grues cendrées ...) ou accueillent des populations hivernantes d'espèces ;*

*Considérant que le projet éolien ne se localise pas dans une zone d'exclusion telle que définie dans la cartographie de Natagora ;*

*Considérant cependant la proximité d'un site de grand intérêt biologique et d'un site Natura 2000 ;*

*Considérant cependant également que des observations de cigogne noire, de milan royal, grue cendrée et faucons pèlerin, parmi les 13 espèces concernées par les sites natura 2000 présents à proximité du site du projet, des précautions particulières doivent être mises en œuvre ;*

*Vu le cadre de référence qui prévoit qu'en cas d'impact probable d'un projet sur les espèces et habitats protégés au sens des directives européennes, celui-ci intégrera des mesures d'atténuation des impacts ;*

*Considérant que des mesures d'atténuation sont recommandées dans l'étude d'incidence mais nous paraissent insuffisantes, en particulier en ce qui concerne les mares situées dans le site Natura 2000 proche et qualifiées de « revitalisation de quelques mares ».*

*Considérant que ces mesures devraient être plus développées et favoriser en particulier le maintien et la connectivité entre les zones de grand intérêt biologiques identifiées ;*

*Considérant par ailleurs que des assurances complémentaires doivent être obtenues quant aux garanties de suivi et contrôle des impacts sonores des éoliennes et des mesures à mettre en œuvre au cas où des dépassements par rapport aux modélisations étaient observés ;*

*Considérant que, dans le cadre de ce suivi et ce contrôle, un comité d'accompagnement privé-public et citoyen devrait être idéalement mis en place ;*

*Attendu cependant que parmi ces 1762 lettres, 5.6% proviennent d'habitants de la commune de Ohey, 40% proviennent de la commune de Gesves, 3% de Assesse et 0.8% de Havelange, communes impactées par le projet, et dès lors 49.4% des lettres viennent de communes non directement concernées.*



*Attendu que, pour ce qui concerne la distance aux habitations et l'ombre stroboscopique, le projet respecte les prescriptions du cadre de référence éolien, exception faite de la ferme de Borsu ;*

*Attendu que, pour ce qui concerne les citoyens oheytois populations situées dans notre commune, les inquiétudes principales concernent l'impact paysager négatif de ce projet,*

*Vu l'avis défavorable de la Commission Communale d'Aménagement du Territoire et de la Mobilité en séance du 17 avril 2007, celle-ci motivant son avis sur base des éléments suivants :*

- Non prise en compte du parc à conteneurs et de son activité. En outre, l'éolienne n°6 a été déplacée vers le nord ;*
- L'éolienne n°6 est plus proche des habitations rue de Gesves du fait de son déplacement ;*
- Nuisance sonore la nuit (émergence d'environ 7dB) ;*
- élément perturbateur dans le paysage même si les éoliennes sont parallèles aux lignes de force du paysage ;*
- L'étude d'incidence environnementale n'a pas tenu compte du chemin du GAL (chemin vicinal n°5 à Ohey) ;*
- Impact visuel des flashes lumineux ;*

*Attendu que le Collège communal marque son intérêt pour le développement éolien en Région wallonne pour autant qu'il s'inscrive dans le respect du cadre de référence éolien adopté le 21 février 2013 par le Gouvernement wallon mais que cela doit se faire dans une mesure proportionnée et respectueuses des habitants et des paysages ;*

*Attendu que le Collège est également désireux de favoriser un tel développement sur son territoire pour autant qu'il ait une dimension raisonnable, que soient respectés les prescrits du cadre de référence, dans le respect et la volonté des habitants et notamment dans le respect des principes de covisibilité et les lignes de force du paysage ;*

*Attendu que des améliorations du projet doivent être apportées pour ce qui concerne l'alignement des éoliennes, la prise en compte de l'impact sur la biodiversité ;*

*Attendu que les compensations proposées pour la prise en compte de la biodiversité à proximité du site éolien proposé ne sont pas suffisantes que pour suffisamment valoriser en particulier les mares et les espèces qui en bénéficient ;*

*Considérant qu'il est impératif que l'exploitant constitue une garantie bancaire fixée à 80 000 € par éolienne, comme prévu par la réglementation en vigueur, afin d'assurer la remise en état du site au terme de l'exploitation du parc ou en cas de défaillance financière ou de manquement de l'exploitant ;*

*Attendu qu'il y a des incertitudes quant à la préservation et la remise en état des sentiers et chemins pédestres qui seront utilisés lors du chantier et de l'accès aux éoliennes ;*

*Attendu que le Collège considère que la force éolienne étant un bien commun, il est indispensable que, dans le respect des orientations préconisées par le cadre de référence éolien, les bénéfices de l'exploitation d'un tel gisement bénéficient également et directement aux citoyens et aux objectifs publics de la commune ;*

*Considérant que le nouveau cadre de référence prévoit que dès lors qu'une demande leur est faite, les développeurs éoliens permettent la participation financière dans leur projet de parc des communes et/ou des intercommunales, ainsi que des coopératives citoyennes avec ancrage local et supra-local ;*

*Considérant qu'à ce stade, les propositions de Windvision faites oralement ne permettent pas de considérer qu'il y a une vraie ouverture à la participation,*

*Vu le courrier de demande officielle de la commune d'Ohey relative à la participation communale dans le projet éolien de Windvision daté du 09 avril 2013 ;*

*Considérant également que, vu les délais liés à la remise du présent avis, il n'a pas été possible de mettre en œuvre une véritable discussion avec les promoteurs d'une part, et les citoyens d'autre part, pour construire concrètement des propositions de co-participation au projet éolien,*

*Considérant l'impact paysager significatif sur le paysage perçu des habitants de la ferme de Borsu ou, plus généralement, de la rue de Gesves ;*

*Considérant que dans la réflexion de la participation aux bénéfices de l'exploitation de ce gisement éolien, une attention particulière doit être accordée à ces riverains les plus proches et directement impactés par le projet,*

*Considérant que la construction d'alternatives énergétiques à l'échelle de notre commune doit faire l'objet d'une réflexion collective et citoyenne ;*

*Considérant que le demandeur n'a pas permis la participation effective des citoyens et de la commune dans leur projet ;*

**DECIDE**

**Article 1.**

*D'émettre un avis défavorable sur le projet pour lequel la demande de permis unique est introduite et sur la dérogation au plan de secteur demandée.*

**Article 2.**

*D'envoyer la présente décision au Fonctionnaire technique de la DGARNE et au Fonctionnaire délégué de la DGATLPE, aux communes de Gesves, Assesse, et Havelange pour information."*

**Vu le procès-verbal de clôture de l'enquête publique qui s'est déroulée du 18 mars 2013 au 17 avril 2013 sur le territoire de la commune de HAVELANGE, duquel il résulte que la demande a rencontré des oppositions ou observations concernant les thèmes suivants :**

**Sentiment du citoyen :**

- La décision d'octroi échappe aux communes ;*
- Les mensonges EDORA et APERE é conduisent le citoyen sur la véritable valeur des éoliennes et servent de prétexte au gouvernement wallon pour continuer l'éolien ;*
- Des citoyens se disent NIMBY ;*



- *L'EIE est un simple plaidoyer pro domo en faveur du projet ;*
- *Manque d'information sur le type exact d'éoliennes qui seront installées (type, hauteur, puissance) ;*
- *Le nouveau Cadre de Référence est une aberration anticonstitutionnelle et n'évitera pas la poursuite de l'actuelle anarchie ;*
- *Dans le flou actuel d'une cartographie non valide, on ne peut justifier la légitimité de ce projet ;*
- *Chute du Tourisme ;*
- *Dépréciation des terrains et des bâtiments des riverains ;*
- *Le nouveau Cadre de Référence préconise une inadmissible réduction de l'interdistance de centrales éoliennes de 12 km à 4km !*

*Respect de la législation :*

- *Faute d'éthique de Windvision qui introduit la demande maintenant pour échapper aux contraintes du nouveau CDR ;*
- *Enquête publique durant les vacances de Pâques - démarche peu citoyenne ;*
- *Non indépendance de l'auteur de l'étude d'incidences CSD ;*
- *Non-respect de l'interdistance de centrales éoliennes ;*
- *L'EIE ne tient pas compte du parc à conteneurs d'Ohey ni de la cité Sierpont (à construire) ;*
- *Non-respect de l'article 127§3 du CWATUPE ;*
- *Manque de réflexion sur le projet :*
- *Pas de planification en matière d'implantation éolienne ;*
- *La politique éolienne est mal conduite : pas de transparence, pas d'étude ambiante stratégique et pas de participation populaire ;*
- *L'éolien ne peut pas vivre sans terres rares ; elles provoquent une pollution terrible et sont à l'origine d'une prolifération du cancer ;*
- *A cause de l'échec de l'énergie éolienne l'Allemagne annonce la construction de 23 nouvelles centrales au charbon ;*
- *La sécurisation de l'approvisionnement en électricité implique 1729 MW de renouvelable ;*
- *L'éolien ne figure pas sur les 21 axes d'action des Japonais ;*
- *L'expérience allemande a été forcée de constater l'échec énergétique et climatique de l'éolien ;*

- *Pas d'engagement du promoteur pour remédier au risque d'interférence hertzienne ;*
- *Le premier projet a été refusé en première instance et sur recours pour non respect de dispositions contraignantes du CWATUPE - ce projet est entaché de la même illégalité ;*
- *L'EIE ignore qu'en l'absence de norme réglementaire la jurisprudence est source de droit ;*
- *L'EIE ne répond pas à un certain nombre de questions posées lors de la réunion d'information préalable ;*
- *Ne tient pas compte de l'incidence de dévalorisation immobilière - demande de complément d'EIE ;*
- *Manque d'utilité publique, donc la dérogation au plan de secteur n'est pas justifié ;*

#### Biodiversité :

- *L'éolien détruit la biodiversité ;*
- *L'étude de l'impact chiroptérique ne tient pas compte des recommandations de Natagora ;*
- *L'impact sur l'avifaune a été sous-estimé ;*
- *Impact sur la santé ;*
- *Droit de vivre dans un environnement sain (sans éoliennes) ;*
- *Par précaution, l'académie française de Médecine recommande que soit suspendue la construction des éoliennes >2,5MW situées à moins de 1500 m des habitations ;*

#### Demande d'application du principe de précaution en matière de santé publique :

- *Une experte préconise une distance de sécurité de 1,5 miles par rapport aux habitations, hôpitaux, écoles,...*
- *Peur des effets nocifs des parcs éoliens sur la santé humaine ;*
- *L'EIE ignore l'impact des éoliennes sur la santé humaine ;*
- *Effet stroboscopique : protection insuffisante ;*

#### Nuisance sonore :

- *Emergence du bruit nocturne particulier trop élevé pour un milieu calme agricole ;*
- *Si l'EIE appliquait la correction pour bruit impulsionnel en matière de norme-limite acoustique, les résultats montreraient un dépassement de la norme pour l'ensemble des points de référence ;*
- *Ne répond pas aux demandes de prises de position médicales internationales*



*en matière de bruit éolien ;*

- La simulation de propagation du bruit particulier à l'immission est faite sur base d'une norme déclarée illégale par le Conseil d'Etat ;*
- Les incidences humaines en matière d'infrasons sont bien réelles et démontrées ;*
- Analyse acoustique faite par un bureau non agréé ;*
- La nouvelle norme de bruit éolienne du nouveau Cadre de Référence augmentera, illégalement, le niveau de pression sonore de 78% ;*
- Le bruit nocturne des grandes éoliennes justifie les doléances des riverains jusqu'à 2 km de la centrale éolienne ;*
- L'EIE minimise les nuisances sonores et infrasonores ;*

*Pas de bénéfice énergétique :*

- Inutilité de l'éolien on-shore ;*
- L'éolien n'est pas propre ni renouvelable puisqu'il ne peut pas vivre sans le gaz ;*
- L'éolien ne présente aucun bénéfice ni écologique ni énergétique ;*
- Demande d'exclusion de l'éolien à cause de leur gigantisme anti-écologique ;*
- « Coût » élevé en CO2 ;*
- Bénéfice énergétique douteux ;*
- L'implantation de ce parc éolien nous fera davantage dépasser le seuil Kyoto 2012 de la Région Wallonne (ajout de nuisance, mauvaise rentabilité, mauvaise intégration dans l'environnement) ;*
- L'EIE n'étudie pas les émissions de gaz à effet de serre supplémentaires ;*
- La comptabilisation des Certificats Verts ne rencontre pas l'exigence du bilan CO2 des éoliennes ;*
- Le calcul de l'économie de CO2 ne tient pas compte de la réalité wallonne et est établi sans preuve - complément d'EIE nécessaire ;*
- Selon une thèse doctorale, pour la Belgique, l'éolien est polluant ;*
- Demande de chiffres prouvant l'utilité énergétique et écologique des centrales éoliennes on-shore en Wallonie ;*
- Vu le potentiel venteux du site, le productible de la centrale ne respecte pas la norme minimale du taux de capacité de 2000 à 2200 h/an. Le bridage de certaines éoliennes pour diminuer l'impact chiroptérique réduirait encore plus cette capacité ;*
- Dans le contexte Kyoto, il faudrait se focaliser sur les énergies non-polluantes plutôt que sur l'éolien ;*

- *Aucun pays d'Europe n'a réussi à se passer d'autres moyens de production polluants en parallèle ;*
- *Ce projet ne fera qu'augmenter la production de CO2 et notre dépendance aux énergies fossiles ;*
- *L'isolation des bâtiments économise plus d'énergie que l'éolien ;*
- *L'utilisation rationnelle de l'énergie est mieux que l'éolien ;*

#### *Impact financier sur le citoyen :*

- *Les wallons paieront trois fois pour l'éolien (perte de pouvoir d'achat, perte immobilière, tourisme en déclin) ;*
- *L'éolien aggrave la crise économique ;*
- *Hausse de notre facture d'électricité à cause des certificats verts ;*
- *Les centrales éoliennes en faillite engendrent un surcoût sociétal ;*
- *Qui va payer la démolition en cas de faillite du promoteur éolien ;*
- *L'éolien va faire exploser le prix de l'électricité selon la CWAPE ;*
- *Le coût des futurs projets éoliens seront imputés aux consommateurs et non dans le budget de l'Etat ;*
- *L'éolien excédentaire est vendu à prix bas alors que l'énergie hydroélectrique est vendue au prix fort ;*
- *Impact financier pour les sociétés d'exploitation :*
- *L'économie subsidiée de l'éolien falsifie la libre concurrence en matière d'énergie ;*
- *Pas de prime à la production éolienne aux USA depuis 2013 ;*
- *Le choix du site a été fait sur base de la rentabilité financière ;*
- *La démesure des CV éoliens est telle que les sociétés d'exploitation réalisent un bénéfice de plus de 500 % sur capital investi ;*
- *Taux de rentabilité pour les sociétés situé entre 500% et 1000% alors que dans le photovoltaïque on estime que 7% est suffisant ;*

#### *Paysage :*

- *Etude de l'impact paysage non conforme ;*
- *Sous-estime une trentaine d'impacts importants en matière de patrimoine paysager ;*
- *Les photomontages dissimulent l'impact visuel réel ;*



- *Affirmation erronée en ce qui concerne les lignes de force du paysage ;*
- *Pas de détail ni d'engagement de la part du promoteur pour atténuer les incidences du balisage sur le paysage ;*
- *Ce projet ci ne respecte pas plus les lignes de force du paysage que le précédent ;*
- *Demande qu'un collège d'experts eu matière de paysage pour juger la demande ;*
- *Manque de définition du concept de la valeur d'un paysage face aux éoliennes ;*
- *Impact visuel et dégradation du paysage." ;*

Vu le procès-verbal de clôture de l'enquête publique qui s'est déroulée du **18 mars 2013** au **17 avril 2013** sur le territoire de la commune de ASSESSE, duquel il résulte que la demande a rencontré des oppositions ou observations concernant les thèmes suivants :

**Projet de manière générale :**

- *Risques de pollution, production de GES et pas de réduction de CO<sub>2</sub> ;*
- *Couverture des besoins énergétiques globaux non assurée, augmentation de la dépendance aux énergies fossiles ;*
- *Gigantisme anti-écologique ;*

**Paysage et impact touristique :**

- *Mutilation, destruction/enlaidissement du paysage, pollution visuelle ;*
- *Projet au sein d'une zone de sensibilité paysagère ;*
- *Mise à mal du patrimoine bâti ;*
- *Impact négatif sur la fréquentation touristique locale ;*
- *Projet qui mettra à mal la fréquentation des chemins de randonnées pédestres et équestres ;*

**Sur le plan juridique :**

- *Projet industriel dérogatoire en zone agricole ;*
- *Non respect de l'article 127§3 du CWATUPE : préservation des lignes de force du paysage ;*
- *Législatif : non respect du cadre législatif ;*
- *Non prise en compte de la convention d'Aarhus ;*

- *Flou actuel en ce qui concerne le nouveau cadre de référence pour l'éolien, cartographie non valide ;*

#### **Etude d'incidences sur l'environnement :**

- *Objet du permis pas définitivement fixé ;*
- *Type de machine encore inconnu ;*
- *EIE insatisfaisante et imprécise ;*
- *Quid de la régulation thermique ?*

#### **Impacts économiques :**

- *Augmentation du coût de l'électricité, rapport coût/bénéfice défavorable, site non garant de bonnes performances, projet non efficace en regard des productions off-shore, aucun retour financier pour les habitants, EIE muette quant à la conjonction ;*
- *Baisse de la valeur des habitations : dépréciation immobilière ;*

#### **Impacts sur la santé des riverains du projet :**

- *Risques au niveau de la santé publique : quid des impacts des nuisances sonores, stroboscopiques, des infrasons, des vibrations ?*
- *Gênes visuelles, bourdonnements, insomnies, irritabilités, allergies...*
- *Nuisances sonores et visuelles nocturnes*

#### **Impacts sur la biodiversité :**

- *Nuisances pour l'avifaune, pour les animaux, pour la biodiversité de manière générale ;*

#### **Distances par rapport aux habitations, entre les éoliennes :**

- *Non respect des distances de sécurité ;*
- *Projet trop proche du parc à conteneurs, des habitations ;*

#### **A l'avenir :**

- *Quid d'une faillite du promoteur ;*
- *Quid d'un mécanisme de contrôle efficace ;*
- *Quid du démantèlement des éoliennes ;*



Vu l'avis défavorable émis par le Collège communal de la commune d'ASSESE en date du **22 avril 2013**, rédigé comme suit :

"Le COLLEGE,

*Vu le Code Wallon de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie en vigueur ;*

*Vu le Code de l'environnement ;*

*Vu le Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;*

*Vu le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement relatif à l'évaluation des incidences des projets sur l'environnement ;*

*Vu la demande de permis unique introduite par WINDVISION BELGIUM S.A. demeurant à Interleuvenlaan, 15D à 3001 Heverlee, visant la construction et l'exploitation d'un parc de 6 éoliennes d'une capacité individuelle comprise entre 2 et 3.4 MW et d'une cabine de tête sur le territoire des communes de 5340 Gesves et 5350 Ohey (campagne de Borsu) ;*

*Références cadastrales des terrains concernés par le projet :*

*6<sup>e</sup> division, OHEY, Section E N° 120 C - 120B - 32C - 35M - 32D - 32B - 100 - 137H - 32E - 134A - 116*

*2<sup>e</sup> division GESVES section D13A - 57 L - 118P2 - 124W - 180K - 110B - 118E2 - 118C2 - 118B2 - 118A2 - 118V - 118X - 118Y - 124P2 - 124H2 - 124G2 - 124K2 - 124L2 - 124M2 - 124T2 - 124S2 ;*

*Attendu que les installations et/ou activités concernées sont reprises en classe 1 par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002, arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées ;*

*Attendu que conformément à l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 04 juillet 2002 fixant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, le projet fait l'objet d'une étude d'incidences sur l'environnement ;*

*Attendu qu'en date du 04 mars 2013, les fonctionnaires technique et délégué signalaient par courrier reçu à l'Administration communale d'Assesse en date du 05 mars 2013 le caractère complet et recevable de ladite demande de permis unique ;*

*(...)*

*Considérant que l'Union Européenne s'est fixée comme objectif, d'ici 2020, de réduire de 20% les émissions à effet de serre, de faire passer la part des énergies renouvelables à 20% et d'accroître l'efficacité énergétique de 20% ;*

*Considérant que la Belgique doit répondre à ces obligations, le Gouvernement s'est engagé, à travers la DPR et par la décision du 1<sup>er</sup> mars 2012, à tendre, à l'horizon 2020, à ce que 20% de la consommation finale d'énergie soit assurée par des sources renouvelables, correspondant à une production effective de 8.000 GWh d'électricité renouvelable produite sur le sol wallon, dont une contribution de l'éolien on shore de 4500 GWh ;*

*Vu le cadre de référence pour l'implantation d'éoliennes en Région wallonne approuvé définitivement par le Gouvernement wallon, le 21 février 2013 ;*

*Vu la carte positive de référence traduisant le cadre actualisé approuvé provisoirement par le Gouvernement wallon, le 21 février 2013 ;*

*Considérant que la commune d'Assesse est notamment concernée par le lot 26 identifié dans la carte positive provisoire et disposant d'un gisement éolien correspondant à un potentiel estimé de 116 GWh ;*

*Considérant que ce potentiel n'est pas un objectif formel de production mais une estimation de l'atteignable, et qu'il faut, pour évaluer le productible effectivement réalisable, considérer les projets au regard de leurs interactions et co-visibilité potentielle, de la volonté des citoyens et des pouvoirs locaux de s'impliquer dans les projets, des engagements pris par la Wallonie en termes de protection de l'environnement et du paysage, et de l'évolution de la technologie de production d'énergie éolienne ;*

*Attendu que des avis annonçant le projet dont question ont été affichés conformément aux modalités déterminées par arrêté du Gouvernement Wallon du 04 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du Décret du 11 mars 1999, avec invitation à quiconque aurait des réclamations ou remarques à présenter, de les faire connaître par écrit au Collège communal avant le 17 avril 2013 à 12h00 ;*

*Attendu que ce projet a donné lieu à 1504 courriers individuels d'observation contre le projet reçus dans les délais de l'enquête publique ;*

*Attendu qu'à la clôture de l'enquête publique, aucune réclamation complémentaire n'a été formulée et qu'un procès-verbal de clôture a été rédigé ;*

*Attendu que les 1504 remarques contre le projet peuvent être résumées comme suit :*

*(...)*

*Attendu que parmi les 1504 lettres reçues, 2,79 % d'entre-elles proviennent d'habitants de la commune d'Assesse ;*

*Attendu que le projet concerne la construction et exploitation d'un parc de 6 éoliennes et d'une cabine de tête sur le territoire des communes voisines de Gesves et d'Ohey ;*

*Vu le rapport final de l'étude d'incidences, le résumé non technique et les annexes présentés par le porteur de projet ;*

*Considérant que les incidences tant négatives que positives du projet ont été évaluées dans le cadre de l'étude d'incidences dans les domaines sonore, de l'ombrage, de la qualité de l'air, du sol et du sous-sol, de l'eau, de la faune et de la flore, et du contexte humain en général ;*

*Attendu que le Collège communal d'Assesse marque son intérêt pour le développement éolien en Région wallonne pour autant qu'il s'inscrive dans le respect du cadre de référence éolien adopté le 21 février 2013 par le Gouvernement wallon mais que cela doit se faire dans une mesure proportionnée et respectueuses des habitants et des paysages ;*

*Attendu que le Collège considère que la force éolienne étant un bien commun, il est indispensable que, dans le respect des orientations préconisées par le cadre de référence éolien, les bénéfices de l'exploitation d'un tel gisement bénéficient également et directement aux citoyens et aux objectifs publics de la commune ;*



*Considérant que le nouveau cadre de référence prévoit que dès lors qu'une demande leur est faite, les développeurs éoliens permettent la participation financière dans leur projet de parc des communes et/ou des intercommunales, ainsi que des coopératives citoyennes avec ancrage local et supra-local ;*

*Considérant qu'à ce stade, rien ne permet de considérer que le projet d'implantation de 6 éoliennes sur le territoire des communes de Gesves et d'Ohey se caractérise par une vraie ouverture à la participation de la population locale ;*

*Considérant également que, vu les délais liés à la remise du présent avis, il n'a pas été possible de mettre en oeuvre une véritable discussion avec les promoteurs d'une part, et les citoyens d'autre part, pour construire concrètement des propositions de co-participation au projet éolien ;*

*Considérant que dans la réflexion de la participation aux bénéfices de l'exploitation de ce gisement éolien, une attention particulière doit être accordée aux riverains les plus proches et directement impactés par le projet ;*

*Considérant que la construction d'alternative énergétiques à l'échelle de notre commune doit faire l'objet d'une réflexion collective et citoyenne ;*

*Considérant que, les conditions d'une réflexion collective n'étant pas réunies, il eut été préférable de prévoir une suspension de la procédure pour permettre une réflexion sur les modalités d'une participation publique ou citoyenne ;*

*Considérant que le demandeur n'a pas permis la participation effective des citoyens et des pouvoirs publics locaux dans leur projet ;*

**DECIDE**

**Article 1.**

*D'émettre un avis défavorable sur le projet pour lequel la demande de permis unique est introduite et sur la dérogation au plan de secteur demandée.*

**Article 2.**

*D'envoyer la présente décision, dans les 10 jours de la clôture de l'enquête publique :*

- à Monsieur le Fonctionnaire technique - SPW-DPA, Direction de Namur-Luxembourg, Avenue Reine Astrid, 39 à 5000 NAMUR*
- à Monsieur le Fonctionnaire délégué - SPW, Administration de l'Urbanisme, Place Léopold, 3 à 5000 NAMUR*
- aux communes de Gesves, Ohey, Havelange pour information" ;*

**Vu l'avis défavorable de la Commission Consultative de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité de Gesves, envoyé le 25 avril 2013, rédigé comme suit :**

*"Vu la demande de permis unique de la SA WINDVISION BELGIUM SA relatif à l'établissement suivant : Construire et exploiter un parc de 6 éoliennes et d'une cabine de tête, ayant comme caractéristiques :*

*40.10.01.01.02 : Transformateur statique d'une puissance nominale égale ou supérieure à 1.500 kVA*

*40.10.01.04.03 : Eolienne ou parc d'éoliennes dont la puissance totale est égale ou supérieure à 3 MW sur un terrain situé Campagne de Borsu à Gesves et se prolongeant sur la Commune d'Ohey ;*

*Considérant que le projet est situé en zone agricole au plan de secteur ;*

*Considérant que le projet est situé en aire agricole ouverte à « maintenir » au schéma de structure communal ;*

*Considérant que le projet est situé en aire de paysage ouvert au règlement communal d'urbanisme ;*

*Considérant la présence d'un périmètre de prévention éloignée de la zone de captage d'Haute ;*

*Considérant que le projet déroge à la zone du plan de secteur et aux options communales transcrites dans le RCU et le SSC ;*

*Considérant que ce projet se situe dans une zone de vues longues caractéristiques de la première chavée du « vrai Condroz » ;*

*Considérant l'impact négatif sur un paysage local typiquement condrusien ;*

*Considérant que dans un rayon plus large, de nombreux monuments et sites classés ou inscrits sur la liste du patrimoine exceptionnel sont présents : château d'Haltinne et que la hauteur des éoliennes (150 m) crée une rupture d'échelle importante dans cet environnement patrimonial ;*

*Considérant que l'imposante hauteur des mâts va submerger et écraser visuellement les ondulations de ce paysage caractérisé par une série de tiges et chavées dont les dénivelés sont bien moindres que les dimensions imposées par les éoliennes ;*

*Considérant qu'il est primordial de conserver à cet endroit une certaine échelle humaine du paysage ;*

*Considérant que les vues depuis le village de Gesves seront transformées ; que les éoliennes vont créer de nouveaux points d'appel marquant le paysage et entrant en concurrence notamment avec le clocher de l'église de Gesves ;*

*Considérant que l'impact paysager ne sera pas négligeable et que la perception des pales, d'un diamètre de 114 mètres en rotation, sera en rupture d'échelle depuis les différents points de vue du plateau du Bois de Gesves (en bordure de l'Ardenne Condrusienne) ;*

*Considérant que l'aire de paysage ouvert conservera son caractère ouvert dès lors qu'aucune nouvelle structure (exploitation) isolée dans l'espace agricole ne soit présente, par conséquent y sont interdits les alignements (d'arbres) mettant en péril les vues longues caractéristiques de cette zone ; cette considération confirme la volonté communale de ne pas surajouter d'éléments isolés nouveaux dans ce type de périmètre, l'implantation d'éolienne n'ayant pas été mentionnée explicitement lors de l'élaboration du RCU en 1992 ;*

*Considérant la proximité de deux périmètres RGBSR (Petite Gesves et Sorée) et sur lequel des efforts conséquents de réduction des nuisances paysagères sont réalisés ;*



*Considérant que cet espace non bâti est plus sensible à toute perturbation paysagère ;*

*Considérant que les vues longues caractéristiques de cette zone sont mises en péril ;*

*Considérant que le projet compromet la valeur paysagère de la zone et que, dans ces conditions, le projet ne devrait pas être autorisé à cet endroit ;*

*Considérant que lors de la délivrance de permis, le critère d'impact visuel au sens de la fermeture des vues longues et de l'inter-visibilité (habitat proche, route de passages fréquents, ...) du projet a été particulièrement étudié et n'est pas de nature à respecter les exigences du Cwatupe article 1<sup>er</sup> ;*

*Considérant la mise en oeuvre d'un schéma directeur dûment approuvé par l'autorité communale en date du 04/04/2013 comprenant 50 logements neufs situés à moins de 800 m de la première éolienne (quartier de Sierpont) ;*

*Considérant que les espaces concernés sont : la plaine alluviale du Samson depuis Francesse jusqu'à Houyou en passant par Champia ;*

*Considérant, quant à l'impact visuel du projet, qu'il convient de rappeler que l'article 1<sup>er</sup> du CWATUPE impose à la Région wallonne de veiller, dans le cadre de ses compétences, à la conservation et au développement du patrimoine culturel, naturel et paysager ; que de plus, la Région wallonne a ratifié, le 20 décembre 2001, la Convention européenne du Paysage de Florence, laquelle ; impose également, notamment, de prendre en considération la dimension paysagère de toute demande de Permis ;*

*Considérant que cette Convention attribue au paysage un rôle important en tant qu'élément quotidien de l'environnement et du cadre de vie des populations et que cette convention vise également les paysages quotidiens non protégés ou dégradés dans les politiques de préservation ou de restauration à mener par les Etats ;*

*Considérant que le projet compromet la qualité paysagère de la zone ; qu'il y a lieu notamment de se référer aux outils d'aménagement repris à l'article 1<sup>er</sup> du Code, traduit à travers les outils communaux que sont le schéma de structure et le règlement d'urbanisme avec la présence d'un périmètre « ouvert » à maintenir ;*

*Considérant que ce projet pose la question importante du risque de mitage de certains paysages et des paysages condruziens en particuliers ;*

*Considérant que l'impact visuel du projet n'est pas rapidement absorbé par le relief en raison de sa position dans une zone de dépression à vue longue caractéristique et unique, voire rare en Condroz ;*

*Considérant par ailleurs que l'Atlas des paysages de Wallonie décrivant le plateau condrusien marque clairement les pistes d'action en s'appuyant sur les options du schéma de structure communal de Gesves pour l'ensemble de la vallée du Samson, de Gesves il la Meuse (page 187) ;*

*Considérant ainsi que la référence au schéma de structure dans l'Atlas des paysages de Wallonie permet d'assurer un développement des villages respectueux de leur étirement linéaire en haut de tige, ainsi que la préservation des campagnes paysagères (page 149) ;*

*Considérant que les paysages sont évolutifs et dictés par la technologie qui les façonnent pour de longues périodes, au-delà de plusieurs générations ;*

*Considérant que le risque d'extension du parc éolien est réel et dommageable pour la qualité paysagère intrinsèque de cette longue chavée s'étirant depuis la commune d'Assesse jusqu'à Marchin ;*

*Attendu le cadre de référence pour l'implantation d'éoliennes en Région wallonne (2013) publiant le potentiel éolien dans le Condroz, plus spécifiquement en zone agricole ;*

*Considérant qu'un dispositif éolien peut y être admis à condition que le projet s'intègre au site c'est-à-dire qu'il doit s'agir (article 127§2) « d'actes et travaux visés au §ter, alinéa 1er, 1°, 2°, 4°, 5°, 7° et 8°, et qui soit respectent, soit structurent, soit recomposent les lignes de force du paysage » ;*

*Vu l'historique des implantations proposées depuis le début du projet éolien et les implantations définitives ;*

*Considérant que l'alignement proposé s'inscrit dans les lignes de force du paysage dicté par le substrat géologique qu'en ce sens, ce projet est identique au précédent projet (à 30 m près pour une éolienne) ; qu'il est dès lors erroné, voire illégal, de prétendre que ce nouveau projet répond aux obligations du 127§2 puisqu'à l'époque cette même condition était déjà mentionnée dans le projet de 12 éoliennes qui a fait l'objet d'un refus de permis ;*

*Considérant que la région du Vrai Condroz doit être préservée de ses vues en tiges et chavées et que le Gouvernement doit prévoir des zones d'exclusion en sus des travaux déjà entrepris ;*

*Considérant par ailleurs que les nuisances sonores sont largement sous-estimées ; que le bridage des 3 éoliennes en heure de nuit témoigne de cette problématique ; qu'on ne peut qu'appliquer le principe de précaution vis-à-vis de cette demande d'implantation ;*

*Considérant enfin qu'il semble que les 6 implantations en arc dans un axe préférentiel dicté par la chavée et dans le sens des vents dominants sud-ouest - nord-est soit perturbant pour le bon fonctionnement des éoliennes situées en arrière d'une première pale en fonction, cette dernière amenuisant la force éolienne et motrice recherchée ;*

*Avis de la CCATM : DEFAVORABLE" ;*

Vu l'avis défavorable de la Commission Consultative de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité de Ohey, envoyé le **29 avril 2013**, rédigé comme suit :

*"Vu la demande de permis unique introduite par WINDVISION S.A. - Interleuvenlaan, 15D à 3001 Heverlée relative à la construction et l'exploitation d'un parc éolien de 6 éoliennes d'une capacité individuelle comprise entre 2 et 3.4 MW et d'une cabine de tête, sis campagne de 60rsu à 5340 GESVES et 5350 OHEY et cadastré 6e division, OHEY, Section E N° 120 C - 1206 - 32C - 35M - 32D - 326 - 100 - 137H - 32E - 134A- 116 et 2e division GESVES section D13A- 57 L-118P2 -124W -180K -1106 - 118E2 -118C2 -11862- 118A2 - 118V -118X -118Y -124P2 -124H2 -124G2 -124K2 -124L2 -124M2 -124T2 -124S2 ;*

*Vu la demande d'avis relative au permis unique en vertu de l'article 91 reçue à la CCATM en date du 05 mars 2013 ;*

*Attendu que le récépissé de cette demande porte la date du 11 février 2013 ;*



*Attendu que le projet présenté a été soumis à enquête publique du 18 mars au 17 avril 2013 en vertu des articles D.29-7 à D.29-19 et R.41-6 DU LIVRE 1<sup>er</sup> du code de l'environnement ;*

*Attendu que des avis annonçant ce projet ont été affichés conformément aux modalités déterminées par l'article 37, §1<sup>er</sup> de l'AGW du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et des articles D.29-7 §2 et D 29 -13, §2 du livre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement, sur l'instruction et la publicité des demandes de permis unique, avec invitation à quiconque aurait des réclamations ou remarques à présenter, de les faire connaître par écrit au Collège des Bourgmestre et Echevins avant le 17 avril 2013 ;*

*Après en avoir délibéré ;*

*Les membres prennent part au vote à bulletin secret.*

*Par 2 voix POUR - 6 voix CONTRE - 0 ABSTENTION ;*

*Emet un avis défavorable sur le projet tel que présenté pour les motifs suivants :*

*Non prise en compte du parc à conteneur et de son activité. En outre, l'éolienne n°6 a été déplacée vers le nord ;*

*L'éolienne n°6 est plus proche des habitations rue de Gesves du fait de son déplacement ;*

*Nuisance sonore la nuit (émergence de +/- 7 dB) ;*

*Le projet est un élément perturbateur dans le paysage même s'il est parallèle aux lignes de force du paysage (tiges et chavées) ;*

*L'étude d'incidence environnementale n'a pas tenu compte du chemin du GAL (chemin vicinal n°5 à Ohey) ;*

*Impact visuel des flashes lumineux" ;*

**Vu l'avis défavorable de la Commission Royale des Monuments, Sites et Fouilles, envoyé le 28 mars 2013, rédigé comme suit :**

*"Nous avons l'honneur de vous faire savoir que la Commission royale, en sa séance du Groupe de travail « Eolienne » du 18 mars 2013, a examiné le dossier repris sous rubrique.*

*Après s'être rendue sur place, la Commission royale ne peut qu'appliquer le principe de précaution face à cette demande d'implantation. En effet, dans un rayon de 5 km, de nombreux monuments et sites classés ou inscrits sur la liste du Patrimoine exceptionnel sont présents : château d' Haltinne, le remarquable parc du château d'Hodoumont, le manoir de Froidefontaine à Barsy, la Ferme dite de la Rochette, etc.*

*La hauteur des éoliennes (150 m) crée une rupture d'échelle importante dans cet environnement patrimonial : aucun photomontage ne permet d'en percevoir l'impact sur ces différents bâtiments dont la compréhension correcte requiert un environnement pleinement rural.*

*Du point de vue paysager, l'implantation du parc est proposée au creux d'une chavée : si l'on note à proximité la présence des exploitations agricoles intensives de Space, ou l'implantation de quelques bâtiments agricoles peu scrupuleux des harmonies paysagères*

*existantes, il est nécessaire de tenir compte de l'environnement global. L'endroit est encerclé de près de zones d'intérêt paysager au nord-est et de périmètres de sensibilité visuelle au sud-ouest. A l'est, un périmètre d'intérêt paysager au plan de secteur est situé juste à côté du projet d'implantations.*

*L'imposante hauteur des mâts va submerger et écraser visuellement les ondulations de ce paysage caractérisé par une série de tiges et de chavées dont les dénivelées sont bien moindre que les dimensions imposées par les éoliennes. Il est primordial de conserver à cet endroit une certaine échelle humaine du paysage.*

*D'autre part, les vues depuis le village de Gesves seront transformées. Les éoliennes vont créer de nouveaux points d'appel marquant le paysage et entrant en concurrence notamment avec le clocher de l'église.*

*Dès lors, la Commission royale a émis **un avis défavorable** au projet d'implantation de 6 éoliennes à cet endroit." ;*

Vu l'avis favorable sous conditions du Conseil Wallon de l'Environnement pour le Développement Durable, envoyé le **26 mars 2013**, rédigé comme suit :

### **1. AVIS SUR LA QUALITÉ DE L'ÉTUDE D'INCIDENCES**

***Le CWEDD estime que l'auteur a livré une étude de bonne qualité. Les autorités compétentes y trouveront les éléments pour prendre leur décision.***

#### *Au niveau du contenu*

*L'étude présente correctement tous les éléments et analyses nécessaires à ce type dossier et en tire des recommandations pertinentes.*

*Le Conseil apprécie par exemple l'analyse paysagère.*

#### *Au niveau de la forme*

*Le Conseil apprécie la clarté générale du texte, les conclusions en fin de chapitre et la qualité des cartes et illustrations.*

### **2. AVIS SUR L'OPPORTUNITÉ ENVIRONNEMENTALE DU PROJET**

***Le Conseil remet un avis favorable sur l'opportunité environnementale du projet dans la mesure où les recommandations de l'auteur et les remarques du Conseil expliquées ci-dessous sont prises en compte.***

*Le Conseil appuie la totalité des recommandations émises par l'auteur de l'étude et insiste particulièrement sur les points suivants :*

- *exécuter les travaux en dehors de la période avril - juillet (dérangement des espèces nicheuses).*
- *lors des travaux, veiller à ne pas écraser d'amphibiens (dont les Tritons crêtés), en particulier à hauteur de la petite mare située le long du nouveau chemin d'accès à l'éolienne 4 ;*



- à propos du chemin d'accès à l'éolienne 1, l'élargir du côté opposé à l'arbre remarquable et effectuer la tranchée de raccordement électrique de ce côté également afin de permettre un contournement suffisant des branches et du système racinaire ;
- réaménager le chemin d'accès à l'éolienne 1 et l'aire de montage de celle-ci de manière conviviale étant donné le passage de deux sentiers de randonnée ;
- après les travaux, remettre en état les talus et accotements de façon à obtenir un résultat équivalent à la situation initiale. Les talus seront réensemencés avec un mélange 'prés fleuris' ;
- repérer les plantes invasives présentes le long des voiries d'accès au site et le long du tracé du raccordement électrique souterrain et éliminer ces plantes avant ou pendant l'exécution du chantier de façon à éviter leur dissémination. Pour cela, un responsable spécialement désigné devra réaliser le suivi environnemental du chantier ;
- prévoir un système de bridage acoustique pour chacun des modèles envisagés ou tout autre modèle ;
- effectuer une campagne de mesure de bruit in-situ de l'ensemble du parc de manière à confirmer le respect des normes en vigueur ;
- occulter les feux 'W' de nuit vers le bas et limiter leur intensité lumineuse (circulaire GDF-03) ; synchroniser les balisages, de jour et de nuit.

*Pour le raccordement électrique, respecter l'intégrité de tout élément arbustif ou arboré.*

### **3. REMARQUE A L'AUTORITE COMPETENTE**

*Le CWEDD rappelle que selon l'article D.73 du Code de l'environnement, le demandeur doit motiver les raisons pour lesquelles il ne suit pas les suggestions de l'étude d'incidences, ce qui n'est pas le cas dans ce dossier. Il a cependant précisé au CWEDD qu'il comptait les suivre toutes.*

*Enfin, le CWEDD regrette l'absence de stratégie régionale pour la protection de certaines populations d'oiseaux menacées ou vulnérables, en particulier les espèces des milieux agraires et bocagers. Une telle stratégie permettrait de choisir des compensations cohérentes soutenant efficacement un objectif régional plutôt que d'établir au coup par coup des compensations pas nécessairement pertinentes." ;*

Vu l'avis défavorable de la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement - Département de l'Environnement et de l'Eau – Direction de la Prévention des Pollutions - Cellule bruit, envoyé le **17 avril 2013**, rédigé comme suit :

#### **"1. EXAMEN DE LA DEMANDE**

*La demande concerne la construction et l'exploitation d'un parc éolien à Gesves. Le parc comprendra 6 éoliennes.*

## **2. NORME DE NIVEAUX SONORES**

### **2.1. Normes applicables**

*L'établissement doit respecter les normes acoustiques de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.*

*Les limites de niveaux sonores les plus contraignantes s'appliqueront en période de nuit.*

*L'arrêt N° 222.592 du 21 février 2013 du Conseil d'État confirme que la valeur limite de nuit de 40 dB(A) s'applique au bruit des éoliennes pour toute vitesse de vent, y compris lorsque celle-ci dépasse 5 m/s.*

### **2.2. Possibilité de bridage des éoliennes**

*Les données des constructeurs montrent qu'un bridage permettant une réduction de puissance acoustique des machines est possible, moyennant une réduction de production énergétique. Suivant les modèles d'éoliennes, ce bridage permet d'atteindre une réduction de 3 à 4 dB(A) pour une vitesse de vent de 8 m/s, mesurée à 10 m de hauteur sur le champ éolien.*

*Cette vitesse est la plus élevée à envisager car, pour des vents plus forts, le bruit émis par l'éolienne n'augmente plus et le bruit du vent devient prépondérant.*

*Il est prudent de considérer que la limite de niveau sonore, à l'immission, de nuit, de 40 dB(A) doit pouvoir être satisfaite moyennant un bridage de 3 dB(A) au maximum, pour toute vitesse de vent inférieure ou égale à 8 m/s, évaluée à 10 m de hauteur sur le site éolien.*

### **2.3. Étude acoustique et respect des normes**

*L'étude d'incidences comporte une étude acoustique actuelle et prévisionnelle, réalisée par le bureau agréé CSD Ingénieurs Conseils.*

*Les modélisations acoustiques ont été réalisées en tenant compte des quatre types d'éoliennes susceptibles d'être choisies pour le parc.*

*Les niveaux existants et prévisionnels ont été calculés au droit des habitations existantes les plus proches, et en limite des terrains urbanisables au plan de secteur qui n'ont pas encore été mis en œuvre. En outre, trois récepteurs ont été situés au niveau de logements potentiels non-habités actuellement.*

*En l'absence de bridage, les niveaux maximum prévus aux points les plus sensibles sont :*

- Enercon E92                      44.5 et 45.0 dB(A)
- RePower 3.4                      44.5 et 45.0 dB(A)
- RePower 3.2                      44.1 et 44.6 dB(A)
- RePower MM100                44.1 et 44.6 dB(A)

### **2.4. Conclusions**

*Aucun des quatre modèles d'éoliennes envisagés ne permet, même moyennant un bridage nocturne de 3 dB(A) maximum, de respecter les normes des conditions générales.*

## **3. AVIS**

*La cellule bruit émet un avis DEFAVORABLE.*

*[...]" ;*



Vu l'avis favorable sous conditions de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement – Département de la Nature et des Forêts - Direction extérieure de Namur, envoyé le **06 mai 2013**, rédigé comme suit :

*"Considérant que les 6 éoliennes en projet se situent :*

- en zone agricole au plan de secteur, à une certaine distance de zones forestières (sauf les éoliennes 2 et 5 situées à moins de 200 m de petits boisements dont l'un avec plan d'eau), et au sein d'une plaine relativement peu intéressante en matière de conservation de la nature (dans un rayon de 500 m du projet, présence de 13 ha de prairie, 1 ha de forêt et 1 plan d'eau) ;*
- en dehors de tout site Natura 2000 (le plus proche -site BE35005, Bassin du Samson- étant à 0,4 km) ;*
- à près de 10 km de Réserves Naturelles et à moins de 5 km d'une quinzaine de SGIB, les éoliennes 3 et 5 se trouvant au sein même du SGIB « Plaine de Sorée », site abritant surtout des espèces d'amphibiens ;*
- en dehors d'un couloir migratoire important pour les oiseaux ;*

*Considérant que dans l'ensemble (en ce compris les aménagements de voiries et raccordements électriques), les travaux seront entrepris sur des parcelles agricoles assez intensives ne présentant pas d'intérêt biologique particulier ;*

*Considérant qu'aucun élément du maillage écologique local ne sera affecté par la mise en œuvre du chantier ;*

*Considérant que ce projet n'est pas susceptible d'impact significatif sur les habitats naturels de sites Natura 2000 ni sur les habitats des SGIB de la région (les habitats naturels, soit les prairies, petits massifs boisés et mares du SGIB « Plaine de Sorée » dans lequel est inscrit le projet n'étant pas affectés par celui-ci) ;*

*Considérant que le parc éolien en projet n'est pas situé sur un axe migratoire majeur de l'avifaune en Wallonie ni entre deux massifs forestiers importants ou tout autre complexe d'habitats intéressants et susceptibles de provoquer des mouvements importants d'oiseaux au sein du parc éolien ;*

*Considérant que le demandeur a présenté une Etude d'Incidences sur l'Environnement réalisée par le bureau CSD qui peut être jugée comme satisfaisante car les relevés biologiques correspondent globalement (en quantité et qualité) à ce qui est préconisé par le DÉMNA et le DNF pour les évaluations des incidences des parcs éoliens sur la faune (Cfr document DGOARNE intitulé : « Note de référence pour la prise en compte de la biodiversité dans les projets éoliens ») ;*

*Considérant que les données ornithologiques récoltées par le bureau d'études CSD s'avèrent corroborer les données biologiques déjà en la possession du DÉMNA et que l'analyse de l'ensemble des données ornithologiques conclut à un intérêt modéré de la plaine en question pour la conservation, ou le rétablissement vers un statut de conservation favorable, des populations d'espèces d'oiseaux inféodées aux plaines agricoles associées à de petits éléments du bocage ;*

*Considérant que dans un rayon proche des éoliennes, les données ornithologiques concernant des espèces réputées comme étant plus sensibles à la présence d'éoliennes sur leur territoire, ou des espèces dont les populations wallonnes ou même européennes sont*

*en déclin, ou bien encore d'espèces emblématiques possédant une valeur patrimoniale élevée et dont la présence atteste de la qualité de l'environnement naturel local, sont assez rares. Notons toutefois la nidification et/ou l'hivernage de l'Alouette des champs, du Vanneau huppé, de la Caille des blés ou encore de la Bergeronnette printanière, 4 espèces faisant partie du groupe d'espèces en déclin liées aux espaces cultivés pour lequel un plan d'action à l'échelle régionale s'avère de plus en plus nécessaire ;*

*Considérant que les mares situées à proximité du parc en projet attirent plusieurs espèces de limicoles en halte et que leurs berges feuillues attirent des espèces des bocages (fauvettes, bruant jaune, linottes, pouillots...) ;*

*Considérant que le Triton crêté, espèce d'intérêt communautaire présente dans la zone, risque d'être légèrement impacté par la création de nouvelles voiries entre habitats de reproduction et d'hivernage et qu'il convient dès lors de prévoir le cas échéant des mesures d'atténuation (création de crapauduc si fossés proches) voire des aménagements favorables à cette espèce (revitalisation de mare, plantations de haies, ...), ce qui est prévu dans le dossier ;*

*Considérant par ailleurs que les prairies autour du périmètre sont des lieux de nourrissage fortement fréquentés par d'autres espèces d'oiseaux comme le Bruant des roseaux, le Bruant proyer y étant également noté comme nicheur ;*

*Considérant que vu l'intérêt modéré de la zone concernée pour l'avifaune et comme proposé par l'EIE, les mesures d'accompagnement (compensation) demandées en lien direct avec la préservation des espèces d'oiseaux nicheuses ou hivernantes en plaine agricole semblent satisfaisantes pour assurer la préservation des espèces d'oiseaux nicheur ou hivernants ;*

*Considérant cependant que d'un point de vue qualitatif, les mesures de compensation (qui font l'objet de conventions signées) pour l'avifaune proposées par le bureau d'études Faune & Biotope s'écartent parfois relativement des mesures COA1 et COA2 de la « Note de référence pour la prise en compte de la biodiversité dans les projets éoliens », notamment en ce qui concerne les parcelles 1 et 2 prévues dans les compensations qui devraient impérativement associer le couvert nourricier (COA1) et la bande enherbée (COA2), ce qui n'est pas le cas dans le projet ;*

*Considérant dès lors qu'il convient de revoir le cahier des charges des mesures de compensation en appliquant strictement les mesures COA1 et COA2 de la « Note de référence pour la prise en compte de la biodiversité dans les projets éoliens » ;*

*Considérant qu'en ce qui concerne les chiroptères, les données récoltées par le bureau d'études CSD et leur analyse peuvent être considérées comme globalement satisfaisantes et attestent d'un intérêt local « modéré à fort » selon les espèces ;*

*Considérant que la présence de petits massifs boisés, de haies, d'alignements d'arbres et de petits cours d'eau mais également la disposition des deux éoliennes à moins de 200 m de petits boisements locaux pourraient donner lieu à un certain impact sur les populations de chauves-souris reproductrices et migratrices présentes localement (l'EIE met en avant la présence locale de 6 taxons de chauves-souris dont certaines comme l'espèce migratrice Pipistrelle de Nathusius pourraient être impactées durant la période d'exploitation des éoliennes) ;*

*Considérant que selon les relevés de l'EIE, l'éolienne 5 -à moins de 200 m d'un petit bois avec plan d'eau - semble présenter un risque plus important d'impact sur les chiroptères, lequel pourrait être réduit à un seuil acceptable en présence d'une régulation efficace ;*

*Considérant qu'en résumé, si ce projet n'est pas susceptible d'impact significatif sur les espèces d'oiseaux et de chauves-souris (qu'elles soient ou non d'intérêt communautaire)*



de même que sur le Triton crêté, il convient de réduire au maximum l'impact résiduel sur les nombreuses espèces potentiellement présentes dans la zone moyennant la mise en place des mesures d'atténuation et des mesures de compensation reprises à l'EIE et évoquées ci-dessus (soit au total 12 ha de terres aménagées pour la faune agrière, 1200 m de plantation de haies d'essences indigènes et la revitalisation (curage) de 2 mares) ;

L'avis du DNF est **favorable aux conditions suivantes** :

1. **Une régulation efficace par bridage de la machine 5 sera mise en place en paramétrant l'arrêt des éoliennes comme suit :**

**Du 1<sup>ier</sup> avril au 31 mai et du 1<sup>ier</sup> août au 31 octobre de chaque année :**

- entre l'heure du coucher du soleil et l'heure du lever du soleil,
- lorsque la vitesse du vent est inférieure à 8 mètres par seconde à hauteur de la nacelle,
- lorsque la température de l'air est supérieure à 6°C,
- en l'absence de pluie.

**Du 1<sup>ier</sup> juin au 31 juillet de chaque année :**

- pendant 6 heures après l'heure du coucher du soleil,
- lorsque la vitesse du vent est inférieure à 7 mètres par seconde à hauteur de la nacelle,
- lorsque la température de l'air est supérieure à 10°C,
- en l'absence de pluie.

**Le bridage devra être opérationnel avant la mise en fonctionnement de l'éolienne.**

**Ces conditions pourraient être revues en fonction des résultats de relevés en continu qui seraient menés (voir conditions requises dans la note de référence de la DGOARNE).**

2. **Les mesures de compensation prévues au dossier mais revues pour être conformes au cahier des charges des mesures COA1 et COA2 de la note de référence de la DGOARNE devront être mises en œuvre au moins 6 mois avant la mise en fonctionnement du parc éolien, en concertation avec le service forestier, à savoir :**

- mise en place des mesures de compensation COA1 et COA2 (selon strict cahier des charges du DEMNA !) sur les parcelles OHEY/Ohey/D13B, D15, D22C, ... et les parcelles OHEY/Haillot/D377a et b, 378a et b, D310, etc
- plantation de 1200 m de haie d'essences indigènes en mélange (emprise de 5 m de large) sur les parcelles OHEY/Ohey/D13B, D15, D22C, etc
- revitalisation (curage) des deux mares (parcelles OHEY/Haillot/ D408e et D377a) ;

3. ***Un crapauduc sera créé en concertation avec le service forestier à hauteur de la petite mare lors de l'aménagement du nouveau chemin d'accès menant à l'éolienne 4 ;***
4. ***Les autres recommandations de l'EIE (notamment travaux hors période sensible pour l'avifaune, gestion correcte des éventuelles plantes invasives, pieds d'éoliennes sans système de lumières automatiques, ...) seront également mises en œuvre avant le fonctionnement du parc."***

Vu l'avis favorable sous conditions de la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement - Département de la Ruralité et des Cours d'Eau – Direction du Développement rural de Wavre, envoyé le **26 avril 2013**, rédigé comme suit :

### **" Avis d'implantation**

*Demande non agricole par un non agriculteur. Projet de création d'un site de 6 éoliennes, non conforme à la destination agricole de la zone. Ce parc de 6 mâts ne pourra être étendu et de ce fait ne rencontre pas les objectifs de concentrations des parcs. Au regard de l'examen du rapport d'incidence, il appert que les localisations proposées créent un ensemble relativement homogène en un arc linéaire. La majorité des implantations proposées ne se font pas à front de voiries existantes, ce qui implique la création en zone agricole active, de chemins privatifs sur près de 1,4km, l'élargissement de chemins privés existants sur 1,1km et de chemins vicinaux sur 1,8km. Le projet soustrait d'excellentes terres agricoles cultivées de manière définitive. De plus, des mesures de compensation sont prévues sur 12ha, plantation de haie vives sur 1,2km ainsi que la revitalisation de mares existantes. Pour la production agricole, les revenus des exploitants et les contraintes d'exploitation, le projet a un impact agro-économique non négligeable.*

*Malheureusement toutes les implantations proposées ne s'appuient pas sur les blocs de cultures existants ce qui est tout à fait préjudiciable aux conditions d'exploitation. De même, le respect du sens des cultures doit impérativement être pris en compte afin de minimiser l'impact négatif sur l'exploitation agricole. Pour les éoliennes E5 et E6, il faut impérativement faire pivoter la zone empierrée afin de l'aligner avec le sens de culture. Les objectifs en regard de la zone agricole sont de limiter le morcellement du parcellaire agricole (en s'appuyant sur les limites des plages agricoles), de préserver la qualité agrologique des sols (particulièrement en cas de reprofilage des remblais in situ) et de participer à la structuration du paysage proche et éloigné. Pour l'E3, il faudra veiller à positionner le chemin d'accès en bordure du parcellaire afin que le chemin desserve les blocs mitoyens et que la MAE soit en bordure de la parcelle agricole. A condition d'un accord préalable des exploitants concernés, de réduire au maximum le morcellement des superficies cultivées, de respecter les engagements relatifs aux mesures agro-environnementales, de prendre en compte les remarques et suggestions émises et pour autant qu'un article de dérogation soit applicable :*  
**AVIS FAVORABLE**

### **Avis technique**

*L'implantation du cheminement d'accès aux éoliennes se fera de manière à limiter au maximum le mitage de la zone, en respectant le niveau existant des terres. Les câbles seront enterrés à 1,20 m en culture afin d'éviter tout accident lors de l'exploitation des parcelles. Une attention particulière sera apportée aux écoulements naturels, au maintien et à la restauration du réseau de drainage des parcelles ainsi qu'à un état des lieux et à une remise en état des voiries agricoles après travaux.*

**AVIS FAVORABLE" ;**



Vu l'avis favorable de l'Institut Belge des Postes et Télécommunications envoyé le **14 mars 2013**, rédigé comme suit :

*"Votre lettre susmentionnée a retenu toute mon attention et après examen du dossier de l'exploitant **WINDVISION BELGIUM S.A.**, Interleuvenlaan 15 bte D - 3001 HEVERLEE, je vous informe que de l'étude d'incidences réalisée par l'IBPT sur les faisceaux hertziens autorisés, il ressort que le projet de parc situé à **GESVES** ne risque nullement d'interférer avec ceux-ci.*

*Seuls les faisceaux hertziens actuellement autorisés par l'IBPT sont pris en compte lors de l'étude de compatibilité réalisée par l'IBPT.*

*Les utilisateurs de faisceaux hertziens transmettent parfois des coordonnées géographiques erronées à l'IBPT. Ces données erronées sont alors reprises dans l'autorisation et ce sont ces données qui sont prises en compte pour les études de compatibilité réalisées par l'IBPT. L'utilisateur ayant fourni les données erronées, il ne respecte donc pas les caractéristiques reprises dans son autorisation. L'IBPT considère que cet utilisateur est responsable des conséquences éventuelles.*

*Les gros utilisateurs de faisceaux hertziens disposent de bandes exclusives et ne notifient leurs liaisons à l'IBPT qu'environ une fois par an. Les études de compatibilité réalisées par l'IBPT ne prennent donc pas en compte les liaisons installées depuis la dernière notification de l'utilisateur.*

*De même si de nouvelles liaisons sont autorisées entre la demande d'examen et la construction des éoliennes, celles-ci n'auront pas été prises en compte lors de l'étude de compatibilité réalisée par l'IBPT." ;*

Vu l'avis favorable sous conditions de la RTBF - Direction des émetteurs, envoyé le **02 mai 2013**, rédigé comme suit :

*"Suite à votre demande, la RTBF attire votre attention sur le respect des coordonnées (qui ne peuvent en aucun cas être modifiées sans que nous soyons de nouveau consultés), ainsi que sur l'impact de ce projet sur son outil de diffusion.*

*Suite à une divergence des coordonnées entre celles fournies pour ce dossier à l'annexe 05 / Plan descriptif de l'établissement et celles reprises à l'annexe 15 / Formulaire d'obstacles, nous vous signalons que nous avons utilisé pour la présente étude les valeurs issues de l'annexe 05 / Plan descriptif de l'établissement.*

*Le futur parc éolien, dont le centre géographique est situé respectivement à 15,02 et 18,96 kilomètres de nos sites de La Sarte (Huy) et de Rivière (Profondeville), hypothéquera la réception hertzienne analogique et numérique dans des rayons de 10,00 kilomètres autour de chaque implantation individuelle. Les communes et localités de Solières, Bois Dame Aguisse, Perwez-Haillot, Haillot, Jallet, Filée, Goesnes, Libois, Evelette, Ossogne, Flostoy, Borminville, Havelange, Frisée, Schaltin, Burèsse, Hamois, Achet, Emptinne, Natoye, Skeuvre, Florée, Gramptinne, Forges, Pourrain, Assesse, Gesves, Courrière, Faux-les-Tombes, Mozet, Goyet, Samson, Rouvroy, Andenne, Seilles, Groynne, Sainte-Begge, Haltinne, Reppe, Spase, Sorée et Bouchaille notamment concernées par des perturbations de réception de nos programmes radio et TV.*

*D'autre part, je rappelle que la mission de Service public de la RTBF, telle que définie par le décret du 14 juillet 1997 portant son statut et par le Contrat de Gestion du 26 décembre 2012, lui impose d'assurer la couverture hertzienne, dans le respect du principe d'égalité des citoyens, de l'ensemble du territoire de toute la Communauté française. Toutes les perturbations éoliennes (analogiques) sont bien décrites dans la recommandation de l'Union Internationale des Radiocommunications (UIR) n°805 sur l'évaluation des*

*dégradations de la réception de la télévision due aux éoliennes, reprise dans une note de l'Agence Nationale Française des Fréquences.*

*Avant de donner un éventuel accord sur le projet, la RTBF tient à s'assurer, s'il devait s'avérer que l'implantation de ces éoliennes devait provoquer des perturbations dans la diffusion et réception de ses émissions, que le gestionnaire du projet accepte de prendre en charge, à titre d'indemnisation du préjudice subi, l'ensemble des coûts consécutifs à une modification des caractéristiques techniques du site d'émission perturbé de la RTBF ou, au besoin, liés à l'installation ou au renforcement d'un autre site d'émission." ;*

Vu l'avis favorable sous conditions de la Direction Générale du Transport Aérien, envoyé le **18 avril 2013**, rédigé comme suit :

*"Suite à votre lettre avec références sous rubrique, j'ai l'honneur de vous faire savoir que la Direction générale Transport aérien (DGTA), en accord avec Belgocontrol et la Défense, n'émet pas d'objection (point de vue aéronautique) au sujet du projet d'implantation d'un parc de 6 éoliennes, d'une hauteur maximale de 150m AGL (au dessus du sol), à Gesves et Ohey,*

*Les coordonnées Lambert des éoliennes acceptées du projet sont :*

<i>X:</i>	<i>Y:</i>
<i>T1 : 201704,0</i>	<i>121759,0</i>
<i>T2 : 202098,0</i>	<i>122057,0</i>
<i>T3 : 202623,0</i>	<i>122413,0</i>
<i>T4 : 202915,0</i>	<i>122737,0</i>
<i>T5 : 203231,0</i>	<i>123741,0</i>
<i>T6 : 203531,0</i>	<i>123600,0</i>

*La zone d'implantation se trouvant dans une région de catégorie C (zone d'exercices militaires), les éoliennes seront balisées de jour et de nuit comme décrit dans le paragraphe 7.3.2 de la Circulaire GDF03 ([http://www.mobilit.belgium.be/fr/transport\\_aerien/circulaires/](http://www.mobilit.belgium.be/fr/transport_aerien/circulaires/)),*

*Afin de garantir la sécurité des vols pendant les travaux, si des grues ou d'autres moyens dont la hauteur est supérieure à 25 mètres AGL (au dessus du niveau du sol) sont utilisés, un balisage de nuit y sera appliqué par des feux de basse intensité type A (10 cd min.),*

*Au cas où le balisage ne serait pas placé, nous vous prions de bien vouloir considérer le présent avis comme étant négatif.*

*Nous vous invitons à prévenir par écrit, au plus tard 60 jours avant le début des travaux de construction, les instances reprises ci-dessous. Ce courrier précisera la date du début des travaux, de l'implantation de la construction, de la fin des travaux ainsi que du démontage éventuel de la construction avec mention de la position exacte des obstacles en coordonnées Lambert ainsi que la hauteur totale afin, si cela s'avère nécessaire, de modifier les cartes aériennes et d'informer le personnel navigant. De plus, le demandeur est prié de notifier toute information utile (placement de grues, ... ) à temps via le fax COMOPSAIR Airspace Control Ops au 02/701.72.66 (et MDC au 02/752.42.01).*



- **la Direction générale Transport aérien** (M. Kris Clarysse avec mention des LA/A-POR/BDC/13-0642, dossier WT987) ;
- **la Défense** (Major Frédéric Rouffé avec mention des références suivantes : MITS : 13-00162860, dossier 30/1206-1) ;
- **Belgocontrol** (M. Johan Caroen avec mention des références suivantes : O/AIM/U/Wind-241/13-0225).

*Les installations à énergie éolienne doivent être équipées d'un système d'alarme automatique qui avertit une centrale en cas de pannes (lampe défectueuse, rupture de courant,...). Les pannes doivent être immédiatement communiquées au «Military Detachment for Coordination» (02/752.44.52). Le balisage lumineux doit être réparé et son fonctionnement correct rétabli dans les 48 heures. En cas de panne grave, un rapport détaillé journalier doit être transmis à ce service.*

*Une réponse positive n'est pas garantie en cas d'une demande éventuelle pour agrandir le parc à cet endroit. Cet avis est valable pour 2 ans pour autant que les critères appliqués pour son émission restent inchangés." ;*

Vu l'avis favorable du Service Technique Provincial, envoyé le **25 mars 2013**, rédigé comme suit :

*"Après examen de ce dossier, j'ai le plaisir de vous informer que je n'ai aucune remarque à formuler.*

*En conséquence, au point de vue voirie, j'émet un avis favorable."*

Vu la demande d'avis à la Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du Territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie – Département de l'énergie et du Bâtiment Durable, en date du **05 mars 2013**, restée sans réponse à la date du rapport de synthèse - avis réputé favorable ;

Considérant que, en application de l'article 95, § 4, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, une prolongation de délai de 30 jours a été notifiée au demandeur et aux communes par courrier commun du fonctionnaire technique et du fonctionnaire délégué en date du **22 juillet 2013** ;

Vu l'arrêté des Fonctionnaires technique et délégué compétents en première instance, pris le **16 août 2013** et notifié le même jour dans le délai légal prescrit, refusant à la S.A. WINDVISION BELGIUM - Interleuvenlaan n° 15 bte D à 3001 HEVERLEE - un permis unique pour construire et exploiter un parc de 6 éoliennes d'une puissance individuelle comprise entre 2 et 3,4 MW dans un établissement situé Lieu-dit "Campagne de Borsu" à 5340 GESVES ;

Vu le recours introduit par le demandeur en date du **07 septembre 2013** contre l'arrêté des Fonctionnaires technique et délégué ayant instruit la demande de permis unique en première instance ;

Considérant que le recours introduit par le demandeur l'a été dans les forme et délai prescrits; que le recours est par conséquent déclaré recevable ;

Considérant que le 21 février 2013, en son arrêt n° 222.592 (arrêt "Dumont"), le Conseil d'Etat a invalidé l'utilisation en région wallonne d'une norme hollandaise relative aux immissions sonore des éoliennes; que cette norme, reprise dans le Cadre de référence pour l'implantation des éoliennes en Région wallonne de 2002, n'avait pas de légitimité légale en Belgique ;

Considérant, dès lors, que le Conseil d'Etat a invalidé son utilisation et confirmé comme seule norme légale applicable l'arrêté du 4 juillet 2002 du Gouvernement wallon fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Considérant que l'étude d'incidences sur l'environnement accompagnant la demande de permis avait été réalisée en appliquant la norme hollandaise; que les conditions générales susmentionnées, et désormais les seules applicables, sont plus restrictives que la norme hollandaise et fixent inconditionnellement les immissions sonores maximales à 40 dB(A) la nuit quelle que soit la vitesse du vent ;

Considérant que le respect de cette valeur, plus basse que la valeur initialement prise en considération, nécessite inévitablement, dans tous les projets, le bridage d'une ou plusieurs éoliennes, affectant dès lors à la baisse le productible initialement espéré du parc ;

Considérant, dans cette nouvelle approche du projet, qu'il convient de réétudier tant la possibilité de respecter les normes de bruit que la valeur du productible attendu, dans la mesure où cette dernière donnée peut, de loin, se révéler la plus importante pour déterminer si les inconvénients liés à l'implantation du parc éolien peuvent être admis au regard du bénéfice énergétique et environnemental espéré ;

Considérant que ces données faisant partie intégrante de l'étude d'incidences sur l'environnement devaient donc, pour acquérir un caractère légal et officiel dans la procédure en cours, être portées à la connaissance du public, conformément aux dispositions des articles D.29-1 et suivants du Code de l'environnement ;

Considérant, pour ce faire, qu'une enquête publique portant sur un complément d'EIE relatif aux nuisances sonores et au productible a donc été organisée dans chaque commune concernée par le projet, à savoir, GESVES, OHEY, HAVELANGE et ASSESSE pendant l'instruction du présent recours; que concomitamment, les instances d'avis concernées par les modifications soumises à enquête publique ont été à nouveau interrogées ;

Vu l'avis défavorable de Commission Consultative d'Aménagement du Territoire et de la Mobilité de GESVES sur recours, envoyé le **18 octobre 2013**, rédigé comme suit :

*"Vu la demande de permis unique de la SA WINDVISION BELGIUM SA relatif à l'établissement suivant :*

*Construire et exploiter un parc de 6 éoliennes et d'une cabine de tête, ayant comme caractéristiques : 40.10.01.01.02 : Transformateur statique d'une puissance nominale égale ou supérieure à 1.500 kV A 40.10.01.04.03 : Eolienne ou parc d'éoliennes dont la puissance totale est égale ou supérieure à 3 MW*

*sur un terrain situé Campagne de Borsu à Gesves et se prolongeant sur la commune d'Ohey ;*



*Attendu que dans le cadre du recours introduit par Windvision (demandeur) contre le refus de permis publié par les fonctionnaires délégué et technique, le fonctionnaire technique souhaite un avis de la CCATM de Gesves sur le complément d'étude sur les émissions sonores, les questions de bridage de certaines éoliennes prévues au plan ;*

*Considérant qu'une partie du document traite de données en anglais technique et spécialisé, que tous les membres de la CCATM ne sont pas nécessairement bilingues ; qu'il aurait eu lieu de favoriser une traduction de ce type de documentation très technique ;*

*Considérant qu'un avis ne peut être remis qu'en connaissance de cause ; que l'information transmise peut être se révéler incomplète ;*

*Considérant que le projet est situé en zone agricole au plan de secteur ;*

*Considérant que le projet est situé en aire agricole ouverte "à maintenir au schéma de structure ;*

*Considérant que le projet est situé en aire de paysage ouvert au règlement d'urbanisme ;*

*Considérant la présence d'un périmètre de prévention éloignée de la zone de captage d'Houte ;*

*Considérant que le projet déroge à la zone du plan de secteur et s'écarte des options du RCU et du SSC ;*

*Vu l'avis défavorable de la CCATM approuvé le 23/04/13 sur base notamment de l'impact négatif sur un paysage local typiquement condrusien et les risques de rupture d'échelle importante dans un environnement patrimonial chargé ;*

*Considérant l'évocation des nuisances sonores largement sous-estimées ; que le bridage des 3 éoliennes en heure de nuit témoigne de cette problématique ; qu'on ne peut qu'appliquer le principe de précaution vis-à-vis de cette demande d'implantation ;*

*Avis de la CCATM de Gesves au sujet de l'étude d'incidences complémentaire de la demande de permis éolien Windvision sur Gesves-Ohey*

*Considérant que*

- La procédure de demande de permis unique est régie par les dispositions du chapitre 11 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.*
- que son article 86. § 1<sup>er</sup> . précise :*

*"Le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué envoient au demandeur la décision statuant sur le caractère complet et recevable de la demande, dans un délai de vingt jours à dater du jour où le fonctionnaire technique reçoit la demande conformément à l'article 84"*

*ce qui fut fait pour la demande de Windvision dans les délais prévus*

- qu'aucune disposition ne permet d'apporter une modification au dossier de la demande de permis après la décision en première instance. Signalons que la procédure générale en son article 93 §3 n'envisage les modifications éventuelles à la demande de permis et leur complément d'étude d'incidences que préalablement à la décision de l'autorité compétente.*

- que le 14 août 2013 l'arrêté de décision des fonctionnaires délégué et technique refuse la demande de permis et que le demandeur (Windvision) introduit un recours conformément aux dispositions de la Section 4 du chapitre précité.
- que l'article 95, §6, 30 du décret sur le permis d'environnement dispose que le gouvernement wallon détermine

*" les modalités d'instruction du recours, d'établissement du rapport de synthèse, les instances devant être consultées et les délais endéans lesquels les avis sont émis..."*

- que ces modalités ont été explicitées par l'AGW du 04 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, et notamment par l'article 52 qui dispose

*"Les Administrations de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme compétentes sur recours sollicitent l'avis des administrations et autorités qu'elles jugent nécessaires de consulter".*

- qu'aucune disposition n'autorise l'autorité compétente sur recours de prescrire au demandeur un complément d'EIE ou d'en accepter un en provenance du demandeur. Il convient de remarquer que la procédure de recours n'est pas contradictoire et n'autorise nullement le demandeur d'intervenir pendant l'instruction de ce recours.

*La CCATM estime que :*

*Cette EIE complémentaire n'a pas de raison d'être pour les raisons suivantes*

- elle ne concerne aucune modification à la demande de permis, ni en ce qui concerne les types d'éoliennes envisageables ni en ce qui concerne leur emplacement, ni en ce qui concerne la taille ou le statut juridique des zones de compensation proposées.
- La motivation qu'énonce l'auteur de l'EIE complémentaire (p 1) manque de sérieux en ce qu'elle fait appel à une jurisprudence récente du Conseil d'Etat (CE 222.592 du 21/02/13 Dumont et co) susceptible d'interférer avec le cadre réglementaire (seules les normes de l'AGW 2002 sont d'application, pas la norme hollandaise), alors que rien n'empêchait Windvision de proposer lors de l'instruction de la demande de permis en première instance de revoir sa demande comme l'y autorisent les dispositions de l'article 93 §3 du décret sur le permis d'environnement pour autant que cette demande de modification munie de son EIE complémentaire soit introduite avant la date de la décision. Comme cette date de la décision est le 14/08/13 et que l'arrêt DUMONT du CE date du 21/02/13, Windvision avait tout le loisir de proposer des modifications à sa demande entre le 21/02/13 et le 14/08/13, notamment en ce qui concerne une proposition de révision du programme de bridage pour se conformer à la jurisprudence du CE (l'arrêt Dumont).
- qu'en ce qui concerne l'examen du bruit à l'immission, il convient de remarquer que l'EIE complémentaire rejette sans motivation avis médical- dûment autorisé l'épineux problème de l'émergence qui touchera plusieurs familles riveraines étant donné le caractère particulièrement calme de l'environnement acoustique tant diurne que nocturne, que les niveaux sonores prévus habituellement par les conditions particulières et inspirées du cadre de référence 2002 éolien ne sont pas



*compatibles avec la norme de 30dB préconisée par l'OMS (voir cadre de référence 2013 éolien).*

- *que le complément d'étude d'incidences n'a donc aucune raison d'être.*

*La CCATM décide*

- *.de rejeter l'étude d'incidences complémentaire pour manquement de base légale*
- *.de s'en tenir à l'arrêt des fonctionnaires délégué et technique du 14 août 2013 arrêtant que le dépassement des normes de bruit, la nécessité de bridages multiples et la détérioration du productible de l'établissement justifient amplement le maintien du refus sur recours*

*AVIS de la CCATM : AVIS DEFAVORABLE<sup>1</sup> ;*

Vu l'avis défavorable de Commission Consultative d'Aménagement du Territoire et de la Mobilité de OHEY sur recours, envoyé le **08 novembre 2013**, rédigé comme suit :

*"Objet : Construction et exploitation d'un parc de 6 éoliennes d'une capacité individuelle comprise entre 2 et 3.4 MW et une cabine de tête*

*Vu la demande de permis unique introduite par WINDVISION S.A. - Interleuvenlaan, 15D à 3001*

*Heverlée relative à la construction et l'exploitation d'un parc éolien de 6 éoliennes d'une capacité individuelle comprise entre 2 et 3.4 MW et d'une cabine de tête, sis campagne de Borsu à 5340 GESVES et 5350 OHEY et cadastré 6e division, OHEY, Section E N° 120 C - 1208 -32C -35M -32D -328 -100 -137H -32E -134A -116 et 2e division GESVES section D13A- 57 L-118P2 -124W -180K-1108 -118E2 -118C2 -11882-118A2 -118V -118X -118Y -124P2 -124H2 -124G2 -124K2 -124L2 -124M2 -124T2 -12452*

*Vu la demande d'avis sur recours : article 52 de l'AGW du 04 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement reçue à la CCATM en date du 01 octobre 2013 ;*

*Attendu que le projet présenté a été soumis à enquête publique dans le cadre d'un recours : articles D.29-7 à D.29-19 et R.41-6 du livre 1er du code de l'environnement : complément d'enquête ;*

*Attendu que le projet a été soumis à enquête publique dans le cadre d'un recours du 23 octobre 2013 au 22 novembre 2013 ;*

*Attendu que le document d'information complémentaire daté du 09/09/2013 s'inscrit dans le cadre du recours introduit par WindVision Belgium s.a. contre la décision des Fonctionnaires technique et délégué de refuser le permis unique de classe 1 visant l'implantation et l'exploitation de six éoliennes sur les territoires communaux de Gesves et Ohey ;*

*Attendu qu'en raison d'un récent arrêt du Conseil d'Etat relatif à un autre projet éolien ('Arrêt Dumont') et de l'avis du DNF en cours d'instruction conditionnant l'octroi du permis à un bridage en faveur des chiroptères, WindVision a demandé à CSD Ingénieurs d'apporter des informations complémentaires à son étude d'incidences sur l'environnement sur :*

*Une interprétation complémentaire des modélisations acoustiques de l'étude d'incidences du 28/01/2013, y compris une estimation des pertes de production liées aux bridages acoustiques recommandés ;*

*Une estimation des pertes de production liées à la mise en place d'un bridage de l'éolienne 5 en faveur des chiroptères, selon le paramétrage précisé par le DNF dans son avis du 06/05/2013.*

*Après en avoir délibéré ;*

*Emet un **avis défavorable** sur le projet tel que présenté étant donné que l'enquête complémentaire du projet de Windvison n'est pas de nature à modifier l'avis défavorable remis lors de la séance du 17 avril 2013 pour les motifs suivants :*

- *Non prise en compte du parc à conteneur et de son activité. En outre, l'éolienne n°6 a été déplacée vers le nord ;*
- *L'éolienne n°6 est plus proche des habitations rue de Gesves du fait de son déplacement ;*
- *Nuisance sonore la nuit (émergence de +/- 7 dB) ;*
- *Le projet est un élément perturbateur dans le paysage même s'il est parallèle aux lignes de force du paysage (figes et chavées) ;*
- *L'étude d'incidence environnementale n'a pas tenu compte du chemin du GAL (chemin vicinal n°5 à Ohey) ;*
- *Impact visuel des flashes lumineux." ;*

Vu l'avis favorable du Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable (CWEDD) sur recours, envoyé le **29 octobre 2013**, rédigé comme suit :

*"L'étude d'incidences a été complétée par :*

- *un complément à l'étude acoustique, basé sur l'AGW du 04/07/2002 ;*
- *une estimation de la perte de production liée au bridage acoustique ;*
- *une estimation de la perte de production liée au bridage pour l'éolienne 5 en faveur des chiroptères.*

*Au regard de ces nouvelles informations, le CWEDD réitère son avis 13/AV.402 du 25/03/2013 dans son intégralité (en italique), estimant que l'avis d'opportunité reste valable et que l'avis sur la qualité de l'étude d'incidences vaut également pour le complément d'information apporté aujourd'hui.*

*[...]" ;*

Vu l'avis favorable sous conditions de Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement - Département de la Ruralité et des Cours d'Eau – Direction du développement rural de Wavre sur recours, envoyé le **24 octobre 2013**, rédigé comme suit :



## **"Avis d'implantation**

*Nous confirmons notre avis favorable n°13105.[...];*

## **Avis technique**

*[...];*

Vu l'avis défavorable de la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement - Département de l'Environnement et de l'Eau – Direction de la Prévention des Pollutions - Cellule bruit sur recours, envoyé hors délai ;

Vu l'avis favorable de la Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du Territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie – Département de l'Energie du Bâtiment Durable - Energie & Bâtiment Durable, envoyé hors délai;

Considérant que l'attestation certifiant l'affichage, la preuve de la notification de la décision ont été transmis au fonctionnaire technique compétent sur recours ;

Considérant que, en application de l'article 95, § 4, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, une prolongation de délai de 30 jours a été notifiée au requérant, au demandeur et au Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de la Mobilité par courrier commun du fonctionnaire technique et du fonctionnaire délégué en date du **18 novembre 2013** ; que cette prolongation était nécessaire à la clôture des enquêtes publiques qui ont été organisées pendant l'instruction du présent recours ;

Vu le rapport de synthèse transmis au Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de la Mobilité ;

Considérant qu'il résulte des éléments du dossier déposé par le demandeur et de l'instruction administrative que la demande vise à construire et exploiter un parc de 6 éoliennes d'une puissance individuelle comprise entre 2 et 3,4 MW ;

Considérant que les installations et/ou activités concernées sont classées comme suit par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002, arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées :

### **N° 40.10.01.01.02, Classe 2:**

*Production d'électricité : transformateur statique relié à une installation électrique d'une puissance nominale égale ou supérieure à 1.500 kVA ;*

### **N° 40.10.01.04.03, Classe 1:**

*Production d'électricité : éolienne ou parc d'éoliennes dont la puissance totale est égale ou supérieure à 3 MW électriques ;*

Considérant que l'article 127, § 1<sup>er</sup>, du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie est d'application; que, en conséquence, le

fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué étaient l'autorité compétente pour connaître de la demande de permis unique en première instance ;

Considérant que ce projet a fait l'objet d'une consultation du public en date du **7 février 2012**, avant l'introduction de la demande de permis, conformément aux articles D.29-5 et D.29-6 du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'environnement ;

Considérant que la demande de permis initiale a été introduite en date du **7 février 2013**, accompagnée d'une étude d'incidences sur l'environnement dont la version finale est datée du **28 janvier 2013** ;

Considérant que le **21 février 2013**, en son arrêt n° 222.592 (arrêt "Dumont"), le Conseil d'Etat a invalidé l'utilisation en région wallonne d'une norme hollandaise relative aux immissions sonore des éoliennes; que cette norme, reprise dans le Cadre de référence pour l'implantation des éoliennes en Région wallonne de 2002, n'avait pas de légitimité légale en Belgique ;

Considérant, dès lors, que le Conseil d'Etat a immédiatement invalidé son utilisation et confirmé comme seule norme légale applicable l'arrêté du 4 juillet 2002 du Gouvernement wallon fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement qui fixent inconditionnellement les immissions sonores maximales à 40 dB(A) la nuit quelle que soit la vitesse du vent ;

Considérant que l'instruction de la demande de permis en première instance a abouti au refus du permis sollicité; que ce refus s'appuyait essentiellement sur la problématique du respect des normes de bruit actuellement en vigueur et sur la diminution du productible maximum du parc eu égard au nécessaire bridage de certaines éoliennes ;

Considérant que le demandeur du permis a introduit un recours contre ledit refus afin de tendre à l'obtention du permis sollicité ;

Considérant que, dans le cadre du présent recours, le fonctionnaire délégué sur recours analyse le projet d'un point de vue urbanistique et paysager comme suit :

#### **1. Observations générales concernant le projet :**

- Avec 6 machines, le parc peut être considéré comme conforme au regard du cadre de référence qui vise entre autre à maximaliser le potentiel éolien d'un site ;
- *Les accords du gouvernement wallon sur une révision du cadre de référence d'implantation des éoliennes par lesquels il s'est fixé un objectif ambitieux de production d'énergie éolienne de 3.800 gigawatts/heure d'ici 2020 entraînent de facto la maximalisation du potentiel éolien de chaque site de toute partie du territoire présentant un productible adéquat à l'éolien « on-shore » ;*
- *Conformément aux accords du gouvernement wallon, le cadre de référence actuel devrait se muer en décret dans le courant 2013. Le nouveau dispositif devrait reposer sur l'élaboration d'une cartographie des sites offrant le meilleur potentiel de production. Dans l'attente de ce nouveau dispositif, il n'y a pas lieu d'établir un moratoire sur le développement éolien, et les critères de décision et d'instruction qui étaient utilisés jusqu'à ce jour, restent d'application ;*



## 2. Observations paysagères :

### Généralités :

- *Les accords du Gouvernement wallon sur une révision du cadre de référence d'implantation des éoliennes par lesquels il s'est fixé un objectif ambitieux de production d'énergie éolienne de 3.800 gigawatts/heure d'ici 2020 entraînent de facto la maximalisation du potentiel éolien des sites de toute partie du territoire présentant un productible adéquat à l'éolien « on-shore » et entraîneront également une pression paysagère et une modification du cadre de vie indéniable ; des effets d'encerclement de certains hameaux ou villages et des effets de co-visibilité seront inéluctables sans pour cela les considérer comme inacceptables ;*
- *La répartition du productible adéquat à l'éolien « on-shore » sur certaines parties du territoire wallon entraînera une pression paysagère et une modification du cadre de vie indéniable sur ces parties du territoire wallon qui présentent un bon potentiel venteux ;*
- *L'intrusion visuelle des éoliennes dans un paysage demeure un des impacts « environnementaux » principaux qui reste difficilement quantifiable et dont l'impact sera ressenti différemment selon les sensibilités et subjectivités de chacun face à un paysage ou aux éoliennes elles-mêmes. Elles constitueront une rupture d'échelle et un écrasement pour les uns et un point de repère et un élanement pour les autres, ou encore, une perturbation d'un paysage existant pour les « anciens » et un élément constitutif des paysages du futur plus coutumier pour les générations les plus jeunes et à venir ;*
- *Par leur gigantisme et leur rotation, il semble vain de parler d'intégration car elles constitueront d'office un point d'appel dans un paysage. Par leur nombre et leur disposition elles peuvent à tout le moins « structurer » un paysage ;*
- *Les éoliennes, par leur langage architectural élancé, le faible encombrement au sol qu'elles représentent et les distances qui les séparent, ne « ferment » pas les vues longues même si elles en modifient très sensiblement les notions de profondeur ;*
- *Dans la zone comprise entre 0 et 450 mètres, les éoliennes sont situées dans la zone d'intrusion visuelle. Dans cette zone, les éoliennes occupent plus d'espace que le champ de vision humain statique et l'observateur doit lever la tête pour voir une éolienne en entier. Dans cette zone, le gabarit des éoliennes est supérieur à la plupart des échelles de référence visuelle connues (arbre, maison, église, pylône GSM, pylône de ligne électrique haute tension,...). L'observateur peut éprouver un sentiment de disproportion, d'écrasement par rapport aux éoliennes, une gêne visuelle. L'impact visuel y est très important ;*
- *Dans la zone comprise entre 450 mètres et 2 kilomètres, zone d'influence visuelle, les éoliennes occupent la majeure partie du champ visuel humain. Les éoliennes les plus proches situées dans l'avant-plan de l'observateur sont dominantes dans le paysage. L'impact visuel y est important. Dans cette zone, les éoliennes sont des éléments dominants du paysage, pouvant provoquer un inconfort visuel. Elles constituent un changement important du cadre de vie et peuvent diminuer sa qualité paysagère et visuelle. Il est à préciser que dans cette même zone, les*

*sensations de dominance ou d'inconfort diminuent relativement rapidement avec la distance tout en considérant que les incidences paysagères restent importantes ;*

- Au-delà de 2 km, les éoliennes sont présentes dans le paysage, elles pourront être visibles mais leur impact visuel sera moindre que dans la zone d'influence visuelle. Dans cette zone, les éoliennes ont un impact visuel qui diminue avec la distance. Il passe d'important à 2 km à faible à environ 4 km ;*
- Le périmètre d'étude immédiat qui englobe les zones situées à moins de 1 km des éoliennes. Au sein de ce périmètre, l'effet de surplomb exercé par des structures verticales d'une hauteur de 150 m sera particulièrement important et se traduira par un angle de perception visuelle égal ou supérieur à 9° en terrain plat ;*
- Le périmètre d'étude rapproché qui comprend les zones situées entre 1 et 5 km des éoliennes. Au sein de cette zone, les éoliennes exerceront toujours un caractère dominant dans le paysage en raison de leur hauteur et de leur caractère dynamique. Cet effet dominant se traduit par un angle de perception visuelle comprise entre 2 et 9° (en terrain plat) ;*
- Le périmètre d'étude lointain qui s'étend théoriquement jusqu'à la distance de visibilité maximale des éoliennes. Cette distance varie en fonction des conditions topographiques et météorologiques, des éoliennes de 150 m de hauteur pouvant être visibles jusqu'à des distances de 25 ou 30 km par ciel serein et atmosphère dégagée. Au-delà d'une distance de 5 km, l'impact visuel est considérablement réduit et les éoliennes, malgré leur gabarit, participent passivement à la lecture du paysage et occupent une partie très limitée du champ de vision ;*
- La maximalisation de l'exploitation du gisement éolien élevé d'une région ou d'une partie d'une région de Wallonie, rendue nécessaire en vue d'atteindre les objectifs de 3800 Gigawatt/Heure que s'est fixé le Gouvernement wallon, ainsi que les orientations actuelles des inter-distances « acceptées » entre deux parcs et pressenties au travers des diverses déclarations et permis autorisés (tendant vers 5 kilomètres (4 à 6 km)) occasionneront inévitablement des effets de co-visibilité entre les parcs et d'encerclements sporadiques de certains hameaux, villages, ou villes ;*
- Les co-visibilités de parcs éoliens seront inéluctables dans les grands « openfields » bien ventés des plateaux limoneux hennuyers Brabançons et Hesbignons, comme en attestent déjà les co-visibilités entre les parcs existants dans ces régions ;*
- Les éoliennes ne constituent pas un acte irréversible au niveau du paysage, après démantèlement des machines, un paysage ne portera quasiment plus de traces voire pas de traces du tout de la présence d'un ancien parc éolien.*

#### **Paysage existant :**

- A l'échelle régionale, le site du projet se localise au centre du grand ensemble paysager du moyen plateau condrusien. L'ensemble mosan commence à 7-8 km au nord ;*
- Le projet se situe en Condroz, à l'interface entre le « vrai Condroz » et l'Ardenne condrusienne en pays sambro-mosan ;*

- Le plateau condrusien possède un relief particulier lié aux différences de résistance à l'érosion des roches sous-jacentes. Il est caractérisé par une alternance de crêtes gréseuses (tiges) et de dépressions creusées dans les calcaires (chavées) ;
- La nature des sols, essentiellement, a défini un paysage particulier où se dessine, au sein d'un relief ondulé, des damiers de cultures intensives et de petits bois feuillus ;
- L'occupation du sol du périmètre du projet est dominée par les surfaces agricoles, dont la grande majorité de parcelles dédiées à la culture intensive. Le plateau est ponctué çà et là de petits plans d'eau souvent bordés de quelques grands feuillus. Ces minuscules bosquets constituent les seuls éléments arborés.
- L'aire du plateau agricole de Gesves-Ohey, présente la succession caractéristique de tiges et de chavées, à l'écart de l'action érosive des principaux cours d'eau ;
- Du sommet des tiges, les horizons sont souvent formés par le tige suivant. En contrebas, lorsqu'elle suit l'axe du relief, la vue s'échappe à longue distance dans la chavée. Les ondulations du relief sont régulières, aux chavées souvent très larges ;
- Entre Sorée et Space, la chavée atteint la largeur exceptionnelle de trois kilomètres. Les villages se répartissent sur le sommet des tiges, préservant ainsi l'espace central fertile ;
- Le paysage local ne présente de qualité paysagère particulière en lui-même, il est néanmoins bordé de nombreux PIP, et de plusieurs PVR et LVR ;
- La géomorphologie imprime clairement des lignes de forces principales orientées Sud-Ouest/Nord-Est selon l'axe des tiges et chavées ;
- Les vues sont soit larges et dégagées lorsque l'on se trouve sur le sommet des tiges, mais toutefois limitées à l'horizon par le tige suivant et les bois qui en occupent le sommet ;
- Les points d'appel sont maintenant, par des bâtiments de qualité, le clocher de l'église, le Bois Saint-Jean ainsi que les deux arbres isolés situés sur une hauteur ; du côté de Ohey et Sorée : la ferme de Borsu, le château de Wallay, l'ancien couvent de Francesse et le clocher de l'église d'Ohey ;
- Les éléments dégradant du paysage, de nombreux hangars de fermes, l'antenne GSM et les silos de la route N921, mais ces différents éléments sont en général vite absorbés par les obstacles du paysage, ce qui ne sera pas le cas des éoliennes qui présentent une incidence paysagère verticale sans commune mesure ;
- Le projet s'implante dans une zone qui est reprise à l'Atlas des Paysages Wallons comme l'une des 4 représentatives du Condroz, le Gouvernement wallon n'a toutefois pas considéré que ce site méritait une protection particulière.



### **Configuration spatiale du projet :**

- Le projet consiste en la construction d'un parc éolien sur le territoire des communes de Gesves et Ohey.
- Le projet se situe à 260 mètres d'altitude et comprend 6 éoliennes de 2 à 3,4 MW chacune, disposée en une rangée orientée sud-ouest/nord-est suivant les lignes du relief condruzien ;
- La composition paysagère intrinsèque du parc est constituée d'un alignement très légèrement courbe de six aérogénérateurs ;
- La disposition dans l'axe des vents dominants a pour conséquence d'augmenter l'angle d'occupation du champ visuel ;
- L'implantation des éoliennes est constituée d'un alignement de six machines dont les inter-distances sont sous la norme habituelle ce qui a pour conséquence de réduire très légèrement l'emprise visuelle de l'angle horizontal de perception du parc ;
- Du point de vue paysager, l'implantation du parc est proposée au creux d'une chavée : si l'on note à proximité la présence des exploitations agricoles intensives de Space, ou l'implantation de quelques bâtiments agricoles peu intégrés aux harmonies paysagères existantes, il est nécessaire de tenir compte d'un environnement global qui demeure agréable ;
- L'implantation d'éoliennes en Condroz présente peu d'alternative par rapport à un relief caractéristique de succession de tiges et chavées, qui imposent presque inéluctablement des alignements parallèles aux lignes de force du relief ;
- L'analyse des contraintes locales s'exerçant sur le site du projet de Gesves-Ohey et du contexte paysager particulier du Condroz, montre qu'il n'y a pas vraiment d'alternative intéressante à la disposition linéaire et parallèle aux tiges proposée par WindVision ;
- L'implantation du parc au creux d'une chavée n'est pas la disposition idéale. Les éoliennes seront régulièrement perçues de manière tronquée et l'ancrage des pieds au sol sera souvent peu perceptible ce qui rend la lisibilité du parc très aléatoire ce qu'admet l'auteur de l'étude des incidences ;
- L'imposante hauteur des mâts va submerger et réduire visuellement les ondulations de ce paysage caractérisé par une série de tiges et de chavées dont les dénivelées sont moindres que les dimensions imposées par les éoliennes ;
- L'implantation en ligne dans un axe sud-ouest nord-est laissera apparaître des superpositions de rotors avec un effet de « hachoir » pour les vues depuis ces orientations cardinales.
- Par rapport au précédent projet refusé le parc a été réduit de moitié, ce qui réduit sensiblement ses impacts paysagers par la pression sur le paysage local, tout en éloignant les éoliennes des zones d'habitat.

### **Périmètres d'intérêt paysager :**

- Le projet de parc ne s'implante pas au sein ou en limite d'un périmètre d'intérêt paysager du plan de secteur ;
- L'éolienne n°6 du projet s'implante à environ 150 mètres d'un grand périmètre d'intérêt paysager au plan de secteur ;
- Le travail de l'ADESA sur les PIP et les PVR et LVR n'est pas encore disponible pour cette partie du Condroz, il n'est donc pas possible de dire si le projet s'implante au sein d'un PIP ADESA ;
- Le site d'implantation du projet est encerclé de zones d'intérêt paysager au nord-est et de périmètres d'intérêt visuel au sud-ouest. A l'est, un périmètre d'intérêt paysager au plan de secteur est situé juste à côté du projet d'implantations ;
- Le projet s'implante dans une zone qui est reprise à l'Atlas des Paysages Wallons comme l'une des 4 représentatives du Condroz ;
- La hauteur des éoliennes (150 m) crée une rupture d'échelle importante dans cet environnement patrimonial : aucun photomontage ne permet d'en percevoir l'impact sur ces différents bâtiments dont la compréhension correcte requiert un environnement pleinement rural ce qu'atteste par ailleurs le CRMSF ;
- Les éoliennes se situent à proximité de 11 périmètres d'intérêt paysager au plan de secteur. Le travail de l'ADESA n'étant pas finalisé, il ne sera tenu compte que des documents régionaux disponibles au moment de la rédaction du présent avis :
  - 1- Ohey, Gesves, PIP de la campagne d'Ohey, Borsu et Sorée - PDS ;
  - 2- Gesves, Assesse PIP de la Neuve Cour et de Thirifays - PDS ;
  - 3- Gesves, Assesse PIP du château de Wagnée - PDS ;
  - 4- Assesse, PIP du Bois Bruce - PDS ;
  - 5- Gesves, PIP du Bois de Gesves et d'Arche et du château d'Haltinne - PDS ;
  - 6- Havelange, PIP du château de Doyon - PDS ;
  - 7- Havelange, PIP du château de Froidmont - PDS ;
  - 8- Ohey, PIP de Turelure - PDS ;
  - 9- Ohey PIP du Bois des Grands Triches - PDS ;
  - 10- Gesves PIP du village de Sorée - PDS ;
  - 11- Gesves PIP de la Haute Arche - PDS ;

- Les périmètres d'intérêt paysager les plus proches du projet sont les n°1, 8, 10. Ils entourent le site d'implantation du projet éolien.

#### **Points de vue et lignes de vue remarquables :**

- *Les points et les lignes de vue remarquables sont des lieux ponctuels ou linéaires d'où l'on jouit d'une vue particulièrement belle (ADESA, 1995) ;*
- L'inventaire des points et lignes de vue remarquables, déterminé pour la Wallonie par l'ADESA asbl, n'est pas encore disponible pour cette partie du territoire ;
- Il est à présumer que l'implantation des éoliennes sur ce milieu ouvert aura des incidences sur les PVR et LVR qui sont orientés vers la plaine et qui se trouvent soit à proximité de cette dernière soit qu'ils sont implantés sur une zone sommitale ;
- Les PVR et LVR relativement nombreux sis dans des vallées et concernant les nombreux ruisseaux aux abords du site seront normalement peu ou pas impactés par le projet.

#### **Environnement bâti :**

- Les noyaux villageois et hameaux aux bâtiments de calcaire ou de grès présentent une structure souvent étirée, parallèle aux courbes de niveau, généralement en haut des tiges. Un grand nombre de châteaux et de fermes seigneuriales marque également le paysage, dans ou à l'écart des villages ;
- Les vues depuis le village de Gesves seront transformées. Les éoliennes vont créer de nouveaux points d'appel marquant le paysage et entrant en concurrence notamment avec le clocher de l'église ;
- La modification du cadre paysager pour les riverains sera la plus importante pour les habitants de :
  - la ferme de Borsu ;
  - du château de Wallay ;
  - de la route N921 (situés à moins d'1 km) ;
  - de Space ;
  - de l'est de Gesves ;
  - de Sorée ;
  - des extrémités Ouest et Est du village d'Ohey ;
  - de l'ancien couvent de Francesse ;
  - du sud de Reppe (situés dans les 2 km).
- Les éoliennes engendreront un effet visuel de domination au niveau de la ferme de Borsu, du fait de sa proximité (410 m) ce qui ne sera pas le cas des autres habitations qui sont situées à plus de 700 m du projet.



**Patrimoine :**

- Le projet éolien s'implante en-dehors de toute zone d'exclusion, de haute sensibilité ou de sensibilité patrimoniale ;
- Deux éléments du patrimoine exceptionnel se trouvent au sein du périmètre d'étude rapproché, à savoir le château de Haltinne situé à 4,6 km de la première éolienne et le site du château d'Hodoumont à 4,7 km ;
- Aucun élément du patrimoine classé ne se trouve à proximité immédiate du site du projet. La Chapelle Saint-Nicolas est le monument le plus proche, il se trouve à 3 km ;
- La majorité des éléments patrimoniaux ne devrait pas connaître d'incidences majeures dues à la création du parc éolien et ce dû à la distance qui les sépare des éoliennes ;
- Il n'y aura aucune incidence sur le patrimoine exceptionnel ;
- Le patrimoine classé présent dans les 5 km autour du projet ne verra pas de modification importante de son cadre paysager ;
- Le projet aura une incidence sur le bien patrimonial qu'est le château de Wallay, repris à l'inventaire du patrimoine monumental. Les vues sur celui-ci seront modifiées, et son cadre paysagé, transformé, ce qu'atteste l'auteur de l'étude des incidences ;

**Arbre remarquable :**

- Le chemin d'accès à l'éolienne 1 doit être élargi du côté opposé à l'arbre remarquable et effectuer la tranchée de raccordement électrique de ce côté également afin de permettre un contournement suffisant des branches et du système racinaire ;

**Co-visibilité :**

- Les parcs proches sont :
  - Sovet, EDF-Luminus, 6 éoliennes - En activité - 13,1 km ;
  - Pessoux, Air Energy, 6 éoliennes - En activité - 13,1 km ;
  - Yvoir-Dinant, EDF-Luminus, 6 éoliennes - En activité - 14,1 km ;
  - Assesse, Electrawinds, 7 éoliennes - En projet - 2,8 km ;
  - Héron, EDF-Luminus, 8 éoliennes - En projet - 12,4 km ;
  - Extension Yvoir-Dinant, EDF-Luminus, 16 éoliennes - En projet - 12,8 km ;
  - Héron-Fernelmont, Aspiravi, 6 éoliennes - A l'instruction - 13 km ;
  - Clavier-Havelange, Electrabel, 6 éoliennes - En projet - 13,3 km ;
  - Extension Yvoir-Dinant, Gestamp, 6 éoliennes - En projet - 14,5 km.

- Les situations de co-visibilité sporadiques avec les parcs existants devraient et très peu problématiques eu égard à la distance qui les sépare ;
- Les situations de co-visibilité avec les parcs en projets ou à l'instruction, ne devraient pas présenter d'incidences fortes eu égard à la distance qui les sépare, à l'exception du projet d'Electrawinds, implanté aussi sur Assesse à une distance de 2,8 kilomètres qui est trop proche, ou trop éloignée pour donner l'impression d'un parc unique ;
- En conclusion, si le projet Electrawinds est abandonné, on peut considérer les effets de co-visibilité comme très acceptables.

### 3. Observations plan de secteur :

Les éoliennes sont implantées en zone agricole

- *L'article 127 §3 du CWATUPE précise cependant que pour des actes et travaux d'utilité publique, le permis peut être accordé en s'écartant du plan de secteur, à condition que ceux-ci «soit respectent, soit structurent, soit recomposent les lignes de force du paysage».*
- *La production d'électricité verte à partir de l'énergie éolienne peut, de manière générale, être considérée comme une activité d'utilité publique ou d'intérêt général, au sens du CWATUPE, à condition que les éoliennes soient raccordées aux réseaux de transport ou de distribution d'électricité. A ce titre, elles peuvent être implantées en zone agricole par dérogation à l'affectation prévue au plan de secteur.*
- *Les éoliennes s'implantent « généralement » en zone agricole car c'est prioritairement dans cette zone que l'on trouve les vastes étendues qui peuvent les accueillir et qui présentent, (en fonction des « sous régions » et des spécificités locales) un potentiel venteux qu'il convient d'exploiter en vue d'atteindre les objectifs 2020 en matière de production d'énergie verte et pour lesquelles s'est engagé le Gouvernement wallon ;*
- *Les éoliennes sont implantées en zone agricole par dérogation. Par leur faible emprise au sol elles ne sauraient remettre en cause l'affectation de la zone ;*
- *L'implantation des éoliennes en zone agricole, ne prélève qu'une portion congrue de l'espace agricole pouvant être considérée comme anecdotique. Au pire, une éolienne et son chemin d'accès imposent un sens de culture et de récolte différent sur la parcelle concernée par l'implantation ;*
- *Les risques inhérents aux accidents caractéristiques des éoliennes, effondrement de la machine, bris de pale, chute de glace, etc. le cas échéant sont contenus dans l'espace agricole où l'activité et la présence humaine est réduite ;*
- *Le principe de précaution pour la sécurité physique des individus réduit déjà drastiquement les possibilités d'implantation dans des zones où la présence et l'activité humaine est récurrente voire permanente. Ces zones sont reprises au code comme zones « destinées l'urbanisation » ;*
- *L'implantation des éoliennes n'est pas sans incidences :*

- *Bruits, effets stroboscopiques, aspects paysagers, rendent l'implantation de ces dernières inenvisageable en zone d'habitat, zone d'habitat à caractère rural, ZACC, zone de loisirs, zone de services publics et d'équipements communautaires sans remise en cause (par de grandes étendues) de l'affectation de zone dans la mesure où la dérogation en cette zone ne peut s'envisager que si le projet ne met pas en péril la destination de la zone et soit compatible avec le voisinage ;*
- *Rotation des pales, dépressions et turbulences d'air derrière lesdites pales présentent un risque pour l'avifaune et les chiroptères, ce qui rend délicate l'implantation de ces machines à proximité immédiate des lisières et des zones forestières ou en zone forestière voire zone naturelle ;*
- *Espace « sécuritaire » nécessaire aux abords immédiats de la machine rend l'implantation en ZAE ou ZAES peu probable en raison de la consommation d'un espace « rare » et normalement dévolu au développement des entreprises. Une implantation « sporadique » en ZAE n'est pas à exclure (ex : proximité de zone de stockage où l'activité humaine est réduite à très réduite), mais ne pourrait comporter un « parc » éolien de plusieurs machines qui pourrait, par l'espace consommé, rendre « inexploitable » un espace trop conséquent de la zone mettant en péril la destination de la zone ;*
- *Enfin, actuellement, aucune zone d'affectation du plan de secteur n'a été pensée/réfléchi ou définie comme idéale pour implanter et exploiter des éoliennes de forte puissance. En conclusion quelque soit la zone dans laquelle s'implanteraient des éoliennes, il serait inéluctable d'appliquer une dérogation aux prescrits de la zone ;*
- Ces observations s'appliquent bien au cas d'espèce dans la mesure où le projet dont question ne conduit à la dénaturation du plan de secteur :
  - En effet l'emprise sur les terres agricoles nécessaire au projet est tout à fait anecdotique par rapport à la taille de la plaine agricole concernée et ne représente que quelques milliers de mètres carrés (moins d'un hectare (environ  $6 \times 0,15 \text{ ha} = 0,9 \text{ ha}$ ) pour 6 machines, et environ 1,5 hectare pour l'ensemble des 6 machines avec les chemins d'accès et la cabine de tête, sur une plaine comptant plusieurs centaines d'hectares dans le périmètre d'étude immédiat d'un kilomètre) ;
  - Il s'agit de l'implantation de 6 éoliennes qui ne pourraient à cet endroit s'implanter dans une zone capable sans être soumises à d'autres contraintes majeures, en effet dans le cas nous concernant, la présence de zones d'habitat et zones d'habitat à caractère rural ou ZACC, de zones forestières, de zones de plan d'eau, d'une zone d'extraction (1,1 km), ne permettent pas d'envisager avec un même bonheur la concordance entre les caractéristiques et incidences du projet et le lieu choisi (dans le périmètre d'étude immédiat d'un kilomètre) ;
- *L'article 35 du CWATUPE stipule que « la zone agricole est destinée à l'agriculture au sens général du terme. Elle contribue au maintien ou à la formation du paysage.... » ;*



- La SA WINDVISON, sollicite une dérogation à cet article 35 en s'appuyant sur l'article 127§3 du CWATUPE qui précise que pour les travaux d'utilité publique, le permis peut-être accordé en s'écartant du plan de secteur, à condition que ceux-ci « soit respectent, soit structurent, soit recomposent les lignes de force du paysage » ;
- En matière de paysage, il pourrait être admis que l'implantation et la configuration linéaire du projet contribuent à la structuration du paysage existant en soulignant l'orientation Sud-Ouest/Nord-Est des lignes de force topographiques caractéristiques du paysage condrusien, en tiges (crêtes) et chavées (dépressions), cette disposition qui permet de manière générale, une bonne lisibilité du projet dans le paysage se voit quelque peu entachée par l'implantation au sein d'une chavée qui implique néanmoins une perte de lisibilité aux vues plus lointaines lorsque les mâts sont partiellement occultés par les tiges et que seuls les rotors émergent au-dessus des crêtes ;
- L'auteur de l'étude des incidences défend la thèse selon laquelle une implantation en chavée, serait moins impactante pour le paysage qu'une implantation sommitale sur un tige. Toujours selon l'auteur, l'implantation des éoliennes en chavée présente l'avantage d'en réduire leur visibilité depuis le nord-ouest et le sud-est, du fait de l'alternance du relief dans ces directions, et de limiter un effet de domination aux vues proches. Il n'en reste pas moins que l'implantation en Condroz reste très délicate ;
- La zone d'habitat à caractère rural la plus proche (GESVES) se situe environ 735 mètres de l'éolienne n°1 du projet, dont l'habitation la plus proche se trouve à plus de 940 mètres de l'éolienne n°1 soit très au delà de la zone dite d'intrusion visuelle qui est de 450 mètres dans le cas présent et à des distances pouvant être qualifiées d'acceptables ;
- La zone d'habitat à caractère rural de OHEY se situe à environ 765 mètres de l'éolienne n°6 et l'habitation la plus proche se trouve à 765 mètres de l'éolienne n°6 soit très au-delà de la zone dite d'intrusion visuelle qui est de 450 mètres dans le cas présent et à des distances pouvant être qualifiées d'acceptables ;
- La plaine dans laquelle s'implante le projet comporte environ 25 habitations ou fermes isolées. L'ensemble de ces habitations et fermes isolées ressentiront une modification paysagère sensible ;
- La maison isolée la plus proche (Ferme de Borsus) se situe à 410 mètres de l'éolienne n°2 projetée soit tout juste en-deçà de la zone d'intrusion visuelle qui est de 450 mètres alors que les autres habitations isolées se trouvent à plus de 700 mètres des éoliennes soit bien au-delà de la zone d'intrusion visuelle qui est de 450 mètres dans le cas présent ; son corps de logis, actuellement inhabité, se trouve à 350 mètres. On compte encore une discothèque à 545 m sur la N921.

#### **4. Raccordement intra parc et au poste de transformation**

##### **Constructions du parc et raccordements « intra » parc :**

- Le projet nécessite de revoir le réaménagement des chemins de la manière suivante :

- le renforcement et l'élargissement à 4 m de 1.820 m de voiries existantes publiques (chemin vicinal n°5 d'Ohey, chemins vicinaux n°18 et 21 de Gesves) pour l'accès aux éoliennes 1, 5 et 6 ;
  - le renforcement et l'élargissement à 4 m de 1.090 m de voiries existantes privées pour l'accès aux éoliennes 3, 4 et 5 ;
  - la construction de 1.390 m de nouveaux chemins sur domaine privé pour accéder aux éoliennes 2, 3, 4 et 6 depuis les voiries existantes ;
  - l'aménagement d'aires de manœuvre temporaires au niveau des différents carrefours et virages serrés.
- Le projet devrait générer plus de 20.000m<sup>3</sup> de déblais dont environ 65 % des terres de déblai pourront donc être réutilisées sur le chantier ou être étalées sur les terrains agricoles proches. Le surplus, soit environ 6.885 m<sup>3</sup> pour WindVision et 975 m<sup>3</sup> pour AIEG, devra être valorisé dans des travaux de remblayage sur d'autres chantiers dans le respect des dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets.

#### **Raccordement au poste de transformation**

- La production des 3 éoliennes sera injectée dans le poste de raccordement de la sous station du Florée, géré par l'intercommunale AIEG ou son mandataire sis à une distance de 3,9 kilomètres.
- La pose des câbles de raccordement électrique à partir de la cabine de tête jusqu'au poste de raccordement au réseau de Florée (3,9 km) n'est pas une partie intégrante du présent dossier et ces travaux feront l'objet d'une demande ultérieure, à introduire par le gestionnaire du réseau de distribution (AIEG) ; néanmoins, les incidences créées par ce raccordement sont prises en compte dans l'EIE, en vertu du principe d'unicité de l'évaluation des incidences ;

#### **5. Observation rendement du parc :**

- *Les récents accords du gouvernement wallon sur une révision du cadre de référence d'implantation des éoliennes par lesquels il s'est fixé un objectif ambitieux de production d'énergie éolienne de 3.800 gigawatts/heure d'ici 2020 entraînent de facto la maximalisation du potentiel éolien des sites de toute partie du territoire présentant un productible adéquat à l'éolien « on-shore » ;*
- Le parc s'implante dans une des zones wallonnes où le productible semble être dans une bonne moyenne dont il est opportun de maximiser l'exploitation du gisement éolien ;
- Le facteur net de capacité varie entre 27% et 32%, ce qui met en évidence que le site est un bon site venteux ;
- L'effet de parc a été estimé à environ entre 4,9 et 7,3%, ce qui respecte la limite acceptable fixée à 10% ;

- Un bridage des éoliennes pour des raisons acoustiques entraînerait une perte d'exploitation de la totalité du parc entre 0,9% et 2,3% ;
- Aucun module d'arrêt (shadow module) ne doit être placé sur les éoliennes ;

#### 6. **Observations faune-flore :**

- Le projet n'est pas situé dans le périmètre d'un site soumis à statut de protection au regard de la Loi sur la Conservation de la Nature ;
- Les éoliennes 3 et 5 se trouvent au sein du SGIB « Plaine de Sorée ». Ce site, couvrant près de 800 hectares, présente un réseau relativement dense de mares abritant le Triton crêté (*Triturus cristatus*, espèce Natura 2000) et d'autres batraciens plus communs. Les objectifs visent principalement à améliorer les conditions d'accueil pour le Triton crêté ;
- Le projet n'est pas situé dans un site Natura 2000 et n'est pas susceptible d'avoir un impact significatif sur un tel site voisin ;
- Le projet n'est pas implanté dans un site d'exclusion relevé par NATAGORA ;
- Le projet ne s'implante pas sur un axe migratoire majeur ;
- Le site ne constitue pas une zone privilégiée pour les haltes migratoires ;
- Le site ne constitue pas une zone privilégiée pour l'hivernage d'espèces sensibles aux éoliennes ou de grand intérêt patrimonial ;
- Le site BE35005 « Bassin du Samson » est le plus proche des emplacements prévus pour les éoliennes en projet (370 m). Bien que ce site vise la protection de certaines espèces d'oiseaux (Cigogne noire, Bondrée apivore, Martin-pêcheur d'Europe et Pic noir), principalement le long du Samson, les habitats les plus proches sont surtout d'un intérêt botanique et herpétologique (4 espèces de triton, Coronelle et Couleuvre).
- l'éolienne 5 est à 150 m d'un petit boisement de résineux en situation de fait et au plan de secteur et l'éolienne 2 à 180 m d'un groupement d'arbres de fait ceinturant un plan d'eau.
- La qualité du réseau écologique local peut être qualifiée de moyenne ;
- Réseau écologique dégradé ;
  - La faiblesse biologique du site est liée à l'omniprésence de parcelles agricoles destinées à la culture de céréales de manière très intensive ;
  - Les zones refuges telles que des haies ou lisières forestières sont quasi absentes ;
  - Les mares sont d'une qualité supérieure mais elles sont très isolées d'un point de vue du maillage écologique ;



- En périphérie du périmètre de 500 m se trouvent des prairies, dont certaines humides, sont très intéressantes pour l'avifaune ;
- L'auteur de l'étude des incidences, considère que d'un point de vue avifaune, l'impact est jugé peu significatif et que des mesures de compensation peuvent suffire à rendre des sites proches plus attractifs ;

## **7. Observations confort visuel et balisage des éoliennes :**

### **Confort visuel :**

- *Le « Cadre de Référence pour l'implantation d'éoliennes en Région wallonne » recommande que l'exposition à l'ombre projetée des éoliennes ne dépasse pas le seuil de 30 heures par an et 30 minutes par jour ;*
- Les valeurs calculées en ce qui concerne les 6 éoliennes du projet sont toutes inférieures aux seuils de tolérance définis par le 'Cadre de référence', tant pour l'exposition annuelle que journalière ;
- L'impact du projet pour les riverains en termes d'ombre stroboscopique peut donc être considéré comme acceptable ;

### **Balisage des éoliennes**

- Suite à la localisation du parc en zone de catégorie C (zone d'exercices militaires), les éoliennes devront être balisées, de jour et de nuit, selon les prescriptions de la circulaire ministérielle GDF-03. Parmi les possibilités autorisées par cette circulaire pour la zone et la hauteur d'éoliennes concernées, le promoteur envisage le balisage suivant :
  - Balisage de jour : un flash de couleur blanche sur la nacelle (intensité 20.000 cd) et une bande rouge de 3 m de large à mi-hauteur de la tour ;
  - Balisage de nuit : feu rouge clignotant sur la nacelle, de type feux d'obstacles rouges à éclats de moyenne intensité (2.000 cd), et feux d'obstacles rouge continus de basse intensité (10 cd) à 40 m de hauteur sur la tour.
- La présence de balisage présente une incidence plus importante pour le paysage.

## **8. Observations cartographie "Feltz" :**

- *La cartographie « Feltz » de 2006, non contraignante et considérée comme un outil d'aide à la décision, comporte une série d'indicateurs cartographiques ou de contraintes classifiés en zones sensibles, de haute sensibilité ou d'exclusion et ne comporte pas de sites pressentis pour l'implantation de parcs éoliens ;*
- En dépit de son caractère non contraignant, les indicateurs relevés au travers de la cartographie des champs de contraintes pour l'implantation des éoliennes en territoire wallon, sont les suivants :

- Les éoliennes n°1, 2, 3, 4, 5, 6, sont implantées dans une zone dite de sensibilité pour des raisons d'utilisation de l'espace aérien à des fins militaires ;
- Les éoliennes n°1, 2, 3, 4 sont implantées dans une zone dite de sensibilité par rapport à la présence d'un village repris en RGBSR.
- *L'aspect non contraignant de la cartographie doit être considéré comme une indication incitant à prêter attention à l'une ou l'autre incidence potentielle qui doit être vérifiée par l'auteur de l'étude des incidences à la lumière des informations et des relevés plus précis obtenus sur le terrain, dans les réunions et l'occasion de l'instruction du dossier.*

## 9. **Divers :**

### **Ancien projet/nouveau projet**

- l'ampleur de l'ancien projet, son impact paysager 'massif', sa proximité avec les habitations et donc l'importance des nuisances sonores et visuelles pour les riverains proches, ainsi que sa proximité avec le bois St-Jean et la vallée du Samson avaient été relevés.
- Eu égard à ces éléments, WindVision a réduit son projet à une seule ligne de six éoliennes afin de l'éloigner davantage des riverains d'Ohey, Space et Gesves (plus de 700 m), mais aussi du bois St-Jean (plus de 400 m) et de la vallée du Samson, tout en améliorant la lisibilité paysagère de sa configuration.

### **Analyse de l'effet de parc**

- *Le Cadre de référence pour l'implantation d'éolienne en Région wallonne (2002) recommande les distances suivantes entre les éoliennes de manière à limiter les pertes de production par effet de sillage :*
  - *sept fois le diamètre de l'hélice dans l'axe des vents dominants ;*
  - *cinq fois le diamètre de l'hélice perpendiculairement à l'axe des vents dominants.*
- Dans le cas du projet, avec les modèles d'éoliennes envisagés par le promoteur, ces distances varient entre 644 m et 798 m dans l'axe des vents dominants et entre 460 m et 570 m perpendiculairement ;
- En considérant les vents dominants d'orientation sud-ouest, il apparaît que la recommandation du Cadre de référence n'est pas respectée pour toutes les situations, même avec le modèle d'éolienne présentant le plus petit rotor (Enercon E-92) ;
- Les pertes de production par effet de sillage modélisées restent limitées (de 4,9 à 7,3 % de la production électrique selon le modèle considéré) la recommandation du Cadre de référence de 2002 ne serait donc pas justifiée puisqu'elle obligerait le promoteur à avoir moins d'éoliennes au total, et donc à moins bien valoriser le potentiel venteux du site ;

- Le maintien d'une distance de garde entre les éoliennes se justifie également pour des raisons de stabilité des turbines. Les distances recommandées à cette fin sont inférieures à celles préconisées par le Cadre de référence ;
- Les constructeurs demandent actuellement à ce que les inter-distances entre les éoliennes respectent au minimum cinq fois le diamètre de rotor dans l'axe des vents dominants et de trois fois le diamètre du rotor perpendiculairement à la direction principale des vents. En deçà, il faut réaliser une étude complémentaire relative au calcul des dépassements de charge ;

### **Cadre de référence 2002/2013**

- L'instruction du présent dossier doit être réalisée au regard du cadre de référence de 2002 et des outils d'aide à la décision qui sont utilisés habituellement. Le cadre de référence 2013 et la cartographie 2013 ne sont pas d'application dans le cadre de l'instruction du présent dossier dont la réunion d'information au public est antérieure à février 2013 ;
- *Toujours dans l'esprit de limiter le morcellement du territoire et de facto de ses paysages, L'extension des parcs autorisés ou existants demeure un axe de développement privilégié au regard du cadre de référence 2002 et 2013 ainsi que des décisions prises dans ces cas de figure.*

### **Zone Karstique**

- Le projet est en partie situé dans une zone présentant d'éventuels conduits karstiques et d'anciennes exploitations de petites carrières de terres d'argiles, ce qui peut présenter certains risques de stabilité des ouvrages. L'auteur de l'étude des incidences précise que la réalisation d'une étude de stabilité des terrains jusqu'à la roche-mère en plus de l'étude géotechnique classique devrait être réalisée ;

Considérant que l'instruction de la demande en première instance a été réalisée en tenant compte de la norme de bruit de 40 dB(A) maximum la nuit, conformément aux conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement; que l'avis remis le **17 avril 2013** par la Cellule bruit de la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement l'a également été au regard du respect de ladite norme ;

Considérant que la Cellule bruit a remis un avis défavorable motivé par le fait que les bridages à mettre en œuvre pour respecter la norme actuellement en vigueur dépassent la valeur de 3dB(A) qu'elle considère comme une limite à ne pas dépasser;

Considérant que, vu les raisons du refus de permis en première instance, le demandeur a introduit un recours en réformation afin de tendre à l'obtention du permis sollicité; que ce recours se base, pour sa partie environnementale, sur un document technique relatif aux nuisances sonores avec bridages et à l'évolution du productible due auxdits bridages ;

Considérant que ce document technique remplace les chapitres correspondants de l'étude d'incidences sur l'environnement initiale; que dès lors, dans le cadre du respect du Code de l'Environnement eu égard aux dispositions relatives à l'information du public, il y avait lieu de soumettre ces documents à enquête publique ;



Considérant que ce point de procédure a été abondamment contesté dans les récriminations formulées pendant lesdites enquêtes publiques ainsi que dans l'avis, sollicité sur recours, de la CCATM de Gesves; qu'on peut y lire:

*"[...] qu'aucune disposition ne permet d'apporter une modification au dossier de la demande de permis après la décision en première instance. Signalons que la procédure générale en son article 93 §3 n'envisage les modifications éventuelles à la demande de permis et leur complément d'étude d'incidences que préalablement à la décision de l'autorité compétente.*

*[...]*

*qu'aucune disposition n'autorise l'autorité compétente sur recours de prescrire au demandeur un complément d'EIE ou d'en accepter un en provenance du demandeur. Il convient de remarquer que la procédure de recours n'est pas contradictoire et n'autorise nullement le demandeur d'intervenir pendant l'instruction de ce recours.*

*[...]";*

Considérant que cette analyse est erronée dans la mesure où, s'il est exact que la procédure prévue par l'article 93, §3, du décret du 11 mars 1999 n'est susceptible de s'appliquer qu'en première instance, il faut constater que, dans le cadre du présent dossier, les pièces fournies pendant la procédure de recours ne constituent en rien une modification du projet faisant l'objet de la demande, ce projet restant inchangé; qu'il n'y a en effet ni ajout, ni suppression, ni déplacement d'éolienne et les plans de l'établissement ne sont dès lors pas modifiés; que les modifications introduites lors du recours ne portent que sur des modalités d'exploitation qui ne modifient en rien le projet initial; que lesdites modalités d'exploitations pourraient même se voir modifiées dans le futur en fonction de l'évolution de la législation; que l'article 93, §3, ne peut donc être mis en cause ;

Considérant qu'en ce qui concerne la fourniture en cours de procédure, et plus particulièrement pendant la procédure de recours, d'un complément d'étude d'incidences, l'article D. 29-12 du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'environnement, dispose: *"l'autorité compétente pour adopter le plan ou le programme et pour délivrer les autorisations relatives aux projets, ainsi que le collège communal des communes organisant l'enquête publique, peut procéder à toute forme supplémentaire de publicité et de consultation dans le respect des délais de décision qui lui sont impartis" ;*

Considérant dès lors que c'est en vertu de cette disposition que, lorsque nécessaire, l'autorité compétente sur recours fait organiser une enquête publique pendant l'instruction du recours afin de soumettre de nouvelles pièces administratives à la consultation du public; que jusqu'à présent, le Conseil d'Etat n'a jamais critiqué cette pratique qui va dans le sens de la meilleure information du public, conformément à la volonté du Code de l'environnement ;

Considérant que le complément d'étude d'incidence a été transmis au fonctionnaire technique sur recours à l'initiative du demandeur; que c'est ledit fonctionnaire qui l'a ensuite transmis aux communes concernées afin qu'elles organisent une enquête publique ;

Considérant que ce document n'avait pas à être "accepté" ou non par le fonctionnaire technique sur recours; qu'en effet, Il n'appartient pas à ce fonctionnaire d'écarter d'autorité des documents contenant des précisions complémentaires qui lui seraient

adressées par un demandeur, un requérant ou une instance d'avis; que le contraire pourrait même lui être reproché ;

Considérant en effet que le Code de l'environnement, en son article D. 69 dispose: *"L'autorité compétente apprécie les incidences du projet en prenant en considération l'étude d'incidences sur l'environnement ou la notice d'évaluation des incidences sur l'environnement, les avis recueillis dans le cadre de la procédure en autorisation et **toute autre information qu'elle juge utile.**"*;

Considérant de plus que l'avis de la CCATM de Gesves dont question *supra* (ainsi que certaines oppositions formulées pendant les enquêtes publiques) contient une contradiction dans les motivations l'amenant à "rejeter" le complément d'étude d'incidence; qu'en effet, on peut d'abord lire, comme motif de rejet, que:

*"aucune disposition ne permet d'apporter une modification au dossier de la demande de permis après la décision en première instance."*,

alors que, quelques ligne après, on peut lire:

*" Cette EIE complémentaire n'a pas de raison d'être pour les raisons suivantes:*

*elle ne concerne aucune modification à la demande de permis, ni en ce qui concerne les types d'éoliennes envisageables ni en ce qui concerne leur emplacement, ni en ce qui concerne la taille ou le statut juridique des zones de compensation proposées."* ;

Considérant donc, pour conclure sur ce point, que le complément d'EIE introduit par le demandeur devait, dans le respect des législations environnementales en vigueur, être accepté par le Fonctionnaire technique sur recours, être pris en considération par ce dernier en ce qui concerne les nouvelles informations techniques qu'il apportait, et être soumis à enquête publique en tant que pièce faisant intégralement partie de l'EIE; qu'aucune violation de la législation n'a été commise ;

Considérant que, parmi les oppositions formulées lors de la deuxième enquête publique revient abondamment le fait que le permis ait principalement été refusé en première instance sur base de la conclusion du chapitre "bruit" du préambule de l'acte de refus formulé comme suit:

*"Considérant qu'aucun des quatre modèles d'éoliennes envisagés ne permet, même moyennant un bridage nocturne de 3 dBA maximum, de respecter les normes des conditions générales ; que la mise en place d'un bridage plus conséquent est un non-sens du point de vue de la production énergétique qui empêche l'exploitation optimale du potentiel venteux du site";*

et qu'il était donc inutile de soumettre à enquête publique un document proposant un bridage plus important entraînant de ce fait une diminution du productible qui avait été considéré comme étant un facteur susceptible de justifier le refus du permis sollicité ;

Considérant que la conclusion ci-dessus est erronée; qu'en effet, la seule donnée tangible à prendre en considération est la valeur maximale du productible espéré **dans le respect**

**des normes;** qu'il n'y a pas à tergiverser sur une "*exploitation optimale du potentiel venteux du site*" si ledit potentiel n'est de toutes façons pas récupérable en respectant la législation en vigueur; qu'il convient de juger de l'opportunité du projet et de ses inconvénients pour l'environnement au regard du bénéfice environnemental qu'il peut apporter en matière de production d'électricité ;

Considérant à ce sujet, qu'il convient à ce stade de repréciser certaines positions qui sous-tendent le raisonnement des autorités compétentes pour délivrer ou non un permis éolien et ce, au regard d'oppositions "génériques" qui se retrouvent dans la majorité des récriminations enregistrées lors des enquêtes publiques:

- Relativement à la variabilité de la production d'électricité éolienne, il est régulièrement affirmé que le bénéfice en termes de réduction d'émissions de CO<sub>2</sub> est inexistant dans la mesure où des centrales TGV doivent rester en stand-by pour palier le manque de production des éoliennes à certain moment. Ce raisonnement est erroné car partiel et réducteur. En effet, tout d'abord, quasi toutes les productions "renouvelables" sont soumises à des variations. Le photovoltaïque en fonction de l'ensoleillement, l'hydroélectrique en fonction des variations de débit (principalement la Meuse en ce qui concerne la Belgique) liées aux phénomènes naturels, aux incidents de navigation, aux travaux d'infrastructure... . De plus la demande en électricité est elle-même fortement variable. Dès lors, les producteurs et les distributeurs d'électricité gèrent en permanence ces variations et le phénomène de certaines centrales maintenues en stand-by afin de répondre à des variations est une réalité sans rapport direct avec la production éolienne. De plus, sauf cas rares, ces divers facteurs variables sont connus à l'avance (cycle répétitif de la consommation horaire, prévisions météo relatives à l'ensoleillement, le vent, les précipitations) et les équilibrages nécessaires en termes de production (ou importation) et de distribution d'électricité sont prévisibles et ne relèvent pas d'une gestion "scénario catastrophe" permanente. Enfin, la Belgique n'est pas un territoire isolé qui doit s'auto suffire et s'auto réguler. Les interconnexions des réseaux avec les pays voisins permettent, par moment, d'importer de l'électricité et à d'autres moments d'en exporter. Le postulat selon lequel 1 MW éolien installé demande 1 MW de centrale TGV en stand-by est une contre vérité diffusée dans le public par les opposant "de principe " à l'éolien.
- En relation directe avec ce qui vient d'être énoncé ci-dessus, il faut rappeler que le raisonnement de base de la production éolienne est que 1MWh gaz-vapeur produit 456 kg de CO<sub>2</sub> , qui sont économisés pour la même production éolienne. De cela, il faut retrancher le CO<sub>2</sub> produit sur le cycle de vie de l'éolienne pour sa fabrication, son installation, son exploitation et son démantèlement. L'*Intergovernmental Panel on Climate Change*, groupe d'experts mis sur pied par l'ONU, a déterminé que l'empreinte carbone sur la vie d'une éolienne représentait  $\pm 12$  kg de CO<sub>2</sub>. De récentes études de l'ULB et de l'ULg qui tentent de prendre en considération tous les aspects de la production éolienne en termes de "coût" en CO<sub>2</sub> arrivent à des chiffres de 380 à 400 kg de CO<sub>2</sub> économisé par MWh éolien produit. Dès lors, même si le chiffre exact est difficile à déterminer, il est indéniable que les MWh produits par l'éolien réduisent fortement la production de CO<sub>2</sub>.

Considérant que les chiffres de productibles présents dans la première étude d'incidences sur l'environnement et dans le complément introduit lors de la procédure de recours ont fait l'objet, parmi les récriminations formulées lors de la 2<sup>ème</sup> enquête publique, de suspicions de manipulations afin de "limiter" artificiellement les pertes dues aux bridages;



qu'il y a lieu de confirmer que tous les chiffres figurant dans les différents tableaux sont exact; que toutefois, suivant l'endroit où ils apparaissent, ils ne comprennent pas nécessairement les mêmes "soustractions" de pertes par rapport au chiffre de départ représentant la puissance électrique brute ;

Considérant en effet que ce dernier chiffre (pour chaque modèle d'éolienne considéré) est bien identique dans les deux documents; que dès lors, afin de clarifier les choses, un récapitulatif des différentes valeurs que l'on peut trouver dans les tableaux tant de l'EIE que de son complément est présenté ci-dessous:

Dénomination	Enercon E92	Repower MM100	Repower 3.2	Repower 3.4M	Source
Hauteur d'axe (m)	104	100	93	98	1er rapport & complément
Diamètre du rotor (m)	92	100	114	104	1er rapport & complément
Puissance nominale (MW)	2,3	2	3,2	3,4	1er rapport & complément
Puissance totale du parc (MW)	13,8	12	19,2	20,4	1er rapport & complément
Nombre d'éolienne	6	6	6	6	1er rapport & complément
Production annuelle brute P50 brute (MWh/an)	36997	38254	50495	45256	1er rapport & complément
Pertes de sillage entre éoliennes	4,9%	5,5%	7,3%	7,0%	1er rapport & complément
Indisponibilité technique éolienne	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%	1er rapport & complément
Indisponibilité du raccordement	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	1er rapport & complément
Indisponibilité du réseau	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	1er rapport & complément
Pertes électriques	1,5%	1,5%	0,5%	0,5%	1er rapport & complément
Pertes formation glace	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%	1er rapport & complément
Hystérèse par vent fort	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	1er rapport & complément
Production annuelle nette P50 nette (MWh/an) sans bridage acoustique et sans bridage en faveur des chiroptères	33154	34156	44668	40162	1er rapport & complément
Production annuelle nette P50 nette (MWh/an) avec bridage acoustique selon la norme hollandaise	32645	33500	43660	39820	1er rapport
Production annuelle nette P50 nette (MWh/an) avec bridage acoustique 40 dB(A)	29193	33394	43228	38869	complément
Pertes de production par rapport au P50 net sans aucun bridage	11,9%	2,2%	3,2%	3,2%	
Production annuelle nette P50 nette (MWh/an) avec bridage acoustique 43 dB(A)	31555	34078	44194	39691	complément
Pertes de production par rapport au P50 net sans aucun bridage	4,8%	0,2%	1,1%	1,2%	complément
Production annuelle nette P50 nette (MWh/an) avec bridage en faveur des chiroptères	32854	33808	44207	39804	complément
Pertes de production par rapport au P50 net sans aucun bridage	0,9%	1,0%	1,0%	0,9%	
Production annuelle nette P50 nette (MWh/an) avec bridage acoustique 40 dB(A) et en faveur des chiroptères	28910	33063	42792	38515	
Pertes de production par rapport au P50 net sans aucun bridage	12,8%	3,2%	4,2%	4,1%	complément
Production annuelle nette moyenne par éolienne (MWh/an)	4818	5511	7132	6419	
Nombre d'heure équivalente pleine charge moyenne par éolienne	2095	2756	2229	1888	
Facteur de capacité net moyen par éolienne (%)	23,9	31,5	25,4	21,6	

Considérant qu'il est également utile de préciser que le productible considéré, comme habituellement dans les études d'incidences sur l'environnement pour des projets éoliens, correspond au "P50", ce qui signifie qu'il y a 50 % de probabilité que cette valeur soit dépassée ;

Considérant finalement que, en ce qui concerne le bien-fondé ou non d'implanter le parc en projet, il convient de déterminer si un bridage permet de respecter les conditions

générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement en matière de bruit et si la mise en œuvre de ce bridage permet au parc de toujours assurer une production suffisante pour justifier son implantation ;

Considérant, en ce qui concerne les possibilités de bridage, que les constructeurs des éoliennes étudiées dans l'EIE proposent des modes de bridage qui assurent des diminutions des émissions sonores permettant de respecter les normes à l'immission aux droit des habitations proches; que cette diminution, dans le cas présent est de l'ordre de 4 à 5 dB(A) ;

Considérant que la Cellule bruit, a remis, tant en première instance qu'en recours, des avis défavorables; que ces avis sont motivés sur base d'une valeur de bridage maximale de 3 dB(A); que la Cellule bruit estime en effet que *"Il est prudent de considérer que la limite de niveau sonore, à l'immission, de nuit, de 40 dB(A) doit pouvoir être satisfaite moyennant un bridage de 3 dB(A) au maximum [...]"*; que toutefois, cette "prudence" n'est en rien justifiée techniquement ou scientifiquement; que cette limite de 3 dB(A) paraît arbitraire ;

Considérant dès lors qu'il est difficile pour l'autorité appelée à statuer sur la demande de permis, de se ranger simplement à cet avis alors que les constructeurs proposent des solutions de bridage qui permettent d'atteindre les valeurs légales (40 dB(A) dans le présent dossier, même si des simulations avec 43 dB(A) sont présentes dans les documents); que la décision doit donc se baser, tant que des solutions techniques concrètes existent et peuvent être mises en œuvre, sur le productible après bridage ;

Considérant que l'EIE complémentaire montre que les bridages nécessaires au respect des normes de bruit en tout temps affectent la production de manière inégale; qu'en effet, la perte constatée va de 2,2 % pour la Repower MM100 à 11,9 % pour l'Enercon E92; que les deux autres modèles envisagés affichent des pertes de 3,2 et 4,8 %;

Considérant que, d'une manière générale, les pourcentages de pertes sont relativement faibles; que cela s'explique dans la mesure où les périodes pendant lesquelles des bridages sont nécessaires ne correspondent pas forcément aux périodes où le vent sera suffisant pour permettre aux éoliennes d'atteindre les émissions sonores nécessitant la mise en œuvre des bridages; que lesdits bridages, prévus en périodes de transition et de nuit, seront loin d'être systématiquement d'application pendant ces périodes ;

Considérant que c'est la société GreenPlug qui a fourni au bureau d'études agréé CSD le calcul prospectif du productible; que ledit calcul a été contrôlé par l'auteur de l'étude d'incidences qui a validé et repris les résultats dans le complément d'étude d'incidences ;

Considérant que l'étude d'incidences sur l'environnement et son complément ont été analysés par le CWEDD qui a remis des avis favorables tant sur la qualité des documents que sur l'opportunité environnementale du projet ;

Considérant que la méthodologie utilisée par le bureau GreenPlug est largement décrite aux pages 5, 6 et 7 de l'annexe N de l'EIE; que cette étude s'est basée sur une analyse complète des données de vent sur le site éolien entre avril 2007 et juin 2008; que l'ensemble des procédures "Measnet" (référence dans le secteur) a été respecté et les certificats de calibration des instruments de mesure obtenus ;

Considérant que GreenPlug a utilisé le modèle d'écoulement de vent Wasp (Wind Atlas Application Program) qui est l'outil de référence pour le calcul des conditions de vent sur un site; que ce logiciel est reconnu internationalement par la communauté scientifique dans le domaine d'expertise des productions de parcs éoliens ;

Considérant que les différentes étapes de l'étude WASP sont les suivantes :

- Intégration du climat de vent long terme du site ;
- Modélisation des zones larges et proches : topographie, rugosité, obstacles ;
- Cartographie du potentiel sur le site ;
- Calcul du climat de vent et profils verticaux par éolienne.

que le productible du futur parc éolien est ensuite calculé comme suit:

- Intégration des données techniques des éoliennes ;
- Calcul du productible prévisionnel du parc ;
- Calcul des pertes par sillage ;

Considérant le modèle WASP est un modèle d'écoulement linéaire adapté aux terrains non complexes comme celui de Gesves-Ohey; que toutes les étapes pour l'évaluation du productible ont été respectées; que les résultats produits prennent bien en compte les pertes de sillage des éoliennes; qu'elles figurent dans le tableau 12 de l'annexe N de l'EIE et dont les niveaux sont reproduits ci-dessous :

<b>Eolienne n°</b>	<b>Enercon E92 %</b>	<b>Repower MM100 %</b>	<b>Repower 3.2 %</b>	<b>Repower 3.4M %</b>
1	1.41	1.74	2.02	1.70
2	4.64	5.26	6.88	6.60
3	4.89	5.65	7.33	6.81
4	6.82	7.59	10.07	9.81
5	6.44	7.14	9.64	9.34
6	5.21	5.7	8.03	7.89

Considérant que les pertes de sillage ne sont que légèrement influencées par les programmes de bridage appliqués; que l'on peut constater que les pertes sont plus élevées pour les éoliennes situées à l'intérieur du parc que pour les éoliennes situées à ses deux extrémités, ce qui est normal puisque, dans les configurations de vents les plus fréquentes (SE ou NO), les éoliennes du milieu du parc sont toujours dans le sillage de celles d'extrémité ;

Considérant que l'on peut également constater que les bridages de certaines éoliennes permettent à d'autres situées derrière de produire plus grâce à la diminution de l'effet de sillage; que dès lors, les pertes de production dues aux bridages sont un peu compensées ;

Considérant finalement que les pertes globales par effet de sillage sont comprises entre 4.9% et 7.3% selon les modèles d'éoliennes étudiés; que ces niveaux de perte sont des niveaux moyens habituels pour un projet de cette taille; que ces chiffres ont été validés par les



services de la DGO4 – Département de l'Energie du Bâtiment Durable qui a également confirmé le bon potentiel venteux du site et l'intérêt du projet au regard de son productible ;

Considérant que le site de Gesves-Ohey se situe effectivement dans la classe comprise entre 4300 à 4500 MWh/an (pour une éolienne de type E82 2MW avec une hauteur d'axe 98m - modèle pris comme référence pour établir la cartographie de référence des sites éolien); que le site de Gesves-Ohey se situe dans une zone possédant un bon potentiel de vent à l'échelle de la Région wallonne;

Considérant de plus que ce bon potentiel peut être mieux exploité par l'utilisation d'éoliennes plus performantes que la machine prise en référence pour l'établissement de la cartographie susmentionnée; qu'en effet, par exemple, l'éolienne de Repower MM100 2 MW, prise comme référence dans l'étude d'incidences, possédant un diamètre de rotor d'environ 20m plus grand que celui de l'Enercon E82 2MW voit sa production nette calculée atteindre 5511 MWh/an; que la productivité nette annuelle attendue est donc largement supérieure à 4300 MWh/an pris comme référence à l'échelle de la Région wallonne sur base de l'Enercon E82 de 2MW ;

Considérant que les inter-distances préconisées dans les cadres de référence de 2002 et 2013 sont données, comme tout le contenu desdits cadres, aucun n'ayant été jusqu'à présent été rendu légal par le Gouvernement, à titre d'indication utile dans la conception d'un parc éolien; que dès lors, leur non respect n'est pas un motif de refus du permis s'il est établi que le productible est toutefois suffisant; que l'étude d'incidence tend à le prouver ;

Considérant qu'en ce qui concerne les émergences sonores, le chiffre de 10 dB(A) présent dans certaines réclamations est à nuancer dans la mesure où les comparaisons entre le niveau de bruit ambiant et le bruit à l'immission des éoliennes ne sont pas mesurés dans les mêmes conditions; qu'en effet, les relevés du bruit ambiant effectués dans le cadre de la réalisation de l'étude d'incidences sur l'environnement l'ont été pour des vitesses de vent inférieures à 5 m/s (EIE, p 196); que par contre les immissions sonores des éoliennes sont calculées pour les vitesses de vent générant de la part des éoliennes les émissions sonores maximales, c'est-à-dire 7 à 8 m/s ;

Considérant que dans ces conditions de vent, le niveau sonore ambiant serait relativement plus élevé, rendant dès lors les émergences moins perceptibles ;

Considérant de plus que l'émergence la plus significative n'a de pertinence qu'au droit de la ferme de Borsu, bâtiment le plus proche des éoliennes; que pour les autres habitations, les plus impactées se trouvent à une distance de plus 700 m (R17-R16-R15); que pour la majorité des habitations riveraines du parc distantes de plus de 800 m et situées dans les secteurs allant de sud-ouest à nord-ouest, les émergences devraient être en pratique peu perceptibles ;

Considérant que les lettres d'oppositions ou les documents de type "contre-étude d'incidences" contiennent des arguments qui ne peuvent faire l'objet d'une remise en question du projet par l'autorité compétente; qu'en effet, les réfutations relatives à la politique du Gouvernement wallon en matière d'énergies renouvelables, au bien-fondé du développement éolien "onshore", à l'indépendance des bureaux d'études agréés, aux normes de bruit utilisée par rapport au bruit particulier des éoliennes, à l'influence réelle des gaz à effet de serre, à la réalité du réchauffement climatique, à l'efficacité de la production électrique éolienne, à l'absence d'un cadre de référence légal, à l'absence de conditions

sectorielles éoliennes, au coût du MWh éolien, à la politique des certificats verts, etc. n'ont pas à être prises en compte dans le cadre de l'instruction d'une demande de permis ;

Considérant en effet que l'autorité compétente se doit d'instruire la demande au regard de la législation en vigueur au moment de l'instruction de ladite demande et en utilisant les moyens légaux prévus à cet effet; que les remises en question d'idéologies, de politiques, de textes légaux, de méthodes de mesures et de calculs, etc., ne ressortissent pas de la portée du permis d'environnement/unique ;

Considérant de plus que, parmi les très nombreuses réclamations qui ont été formulées pendant les enquêtes publiques, un grand nombre provient de personnes habitant à des dizaines de kilomètres du projet et qui ne sont donc pas impactées par celui-ci; qu'il faut toutefois constater que le nombre de réclamations provenant des villages proches du projet est également important mais contiennent pour la plupart des arguments qui, comme expliqué *supra*, ne peuvent être pris en compte dans le cadre de l'instruction administrative de la demande de permis unique ;

Considérant que l'analyse du dossier pour ses autres aspects a été réalisée lors de l'instruction de la demande de permis en première instance; que le fonctionnaire technique sur recours fait sienne cette analyse ;

Considérant, au vu de ce qui précède, que le permis sollicité peut être accordé, assorti de conditions d'exploitations particulières.

Considérant que le strict respect des conditions générales, sectorielles et intégrales en vigueur et des conditions particulières énumérées ci-après est de nature à réduire dans une mesure suffisante les inconvénients pouvant résulter de l'exploitation de l'établissement ;

Considérant qu'en ce qui concerne les inconvénients non visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, il y a lieu d'observer que la permission administrative accordée dans le cadre dudit décret est indépendante des autorisations spéciales éventuellement requises en vertu d'autres obligations légales ou réglementaires et du respect des règlements généraux et communaux en vigueur ;

Considérant que ladite permission administrative ne préjudicie pas au droit des tiers, lesquels peuvent recourir aux juridictions civiles ordinaires ;

Considérant que les prescriptions et conditions auxquelles est subordonnée l'autorisation sont suffisantes pour garantir la sécurité, la salubrité et la commodité publiques ;

**Pour les motifs cités ci-dessus,**

## A R R E T E

**Article 1<sup>er</sup>.** Le recours introduit par WINDVISION BELGIUM S.A. contre l'arrêté des Fonctionnaires technique et délégué, pris en date du **16 août 2013**, lui refusant un permis unique visant à construire et exploiter un parc de 6 éoliennes d'une puissance individuelle comprise entre 2 et 3.4 MW et une cabine de tête, dans un établissement situé Lieu-dit "Campagne de Borsu" à 5340 GESVES est **RECEVABLE**.

**Article 2.** § 1<sup>er</sup> . La décision des Fonctionnaires technique et délégué, en date du **16 août 2013**, refusant à la S.A. WINDVISION BELGIUM un permis unique visant à construire et exploiter un parc de 6 éoliennes d'une puissance individuelle comprise entre 2 et 3.4 MW et une cabine de tête dans un établissement situé Lieu-dit "Campagne de Borsu" à 5340 GESVES est **INFIRMÉE**.

§ 2. L'implantation et l'exploitation de l'établissement visant à construire et exploiter un parc de 6 éoliennes d'une puissance individuelle comprise entre 2 et 3.4 MW, et comportant les bâtiments, installations, activités et dépôts suivants :

- B01.        éolienne n°1 (2000-3400 kW);
- B02.        éolienne n°2 (2000-3400 kW);
- B03.        éolienne n°3 (2000-3400 kW);
- B04.        éolienne n°4 (2000-3400 kW);
- B05.        éolienne n°5 (2000-3400 kW);
- B06.        éolienne n°6 (2000-3400 kW);
- B07.        cabine de tête;

et établi conformément aux plans annexés sont **AUTORISÉES** moyennant le respect des prescriptions légales et réglementaires en vigueur et des conditions d'exploitation précisées dans le présent arrêté.

Les coordonnées Lambert des éoliennes autorisées sont:

	X :	Y :
B01 :	201704,0	121759,0
B02 :	202098,0	122057,0
B03 :	202623,0	122413,0
B04 :	202915,0	122737,0
B05 :	203231,0	123741,0



B06 :        203531,0                    123600,0

**Article 3.** Les conditions d'exploitation applicables à l'établissement sont les suivantes :

- Arrêté du gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.
- Arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> décembre 2005 déterminant les conditions sectorielles relatives aux transformateurs statiques d'électricité d'une puissance nominale égale ou supérieure à 1.500 kVA .

**Article 4.** Les conditions particulières d'exploitation applicables à l'établissement sont les suivantes :

**1. Mesures compensatoires et de conservation de la nature**

1. Une régulation efficace par bridage de la machine 5 sera mise en place en paramétrant l'arrêt des éoliennes comme suit :

Du 1<sup>er</sup> avril au 31 mai et du 1<sup>er</sup> août au 31 octobre de chaque année :

- entre l'heure du coucher du soleil et l'heure du lever du soleil,
- lorsque la vitesse du vent est inférieure à 8 mètres par seconde à hauteur de la nacelle,
- lorsque la température de l'air est supérieure à 6°C,
- en l'absence de pluie.

Du 1<sup>er</sup> juin au 31 juillet de chaque année :

- pendant 6 heures après l'heure du coucher du soleil,
- lorsque la vitesse du vent est inférieure à 7 mètres par seconde à hauteur de la nacelle,
- lorsque la température de l'air est supérieure à 10°C,
- en l'absence de pluie.

Le bridage devra être opérationnel avant la mise en fonctionnement de l'éolienne.

Ces conditions pourraient être revues en fonction des résultats de relevés en continu qui seraient menés (les conditions requises sont édictées dans la note de référence de la DGARNE).

**2.** Les mesures de compensation prévues au dossier mais revues pour être conformes au cahier des charges des mesures COA1 et COA2 de la note de référence de la

DGARNE devront être mises en œuvre au moins 6 mois avant la mise en fonctionnement du parc éolien, en concertation avec le service forestier, à savoir :

- mise en place des mesures de compensation COA1 et COA2 (selon strict cahier des charges du DEMNA I) sur les parcelles OHEY/Ohey/D13B, D15, D22C, ... et les parcelles OHEY/Haillot/D377a et b, 378a et b, D310, etc
- plantation de 1200 m de haie d'essences indigènes en mélange (emprise de 5 m de large) sur les parcelles OHEY/Ohey/D13B, D15, D22C, etc
- revitalisation (curage) des deux mares (parcelles OHEY/Haillot/ D408e et D377a) ;

3. Un crapauduc sera créé en concertation avec le service forestier à hauteur de la petite mare lors de l'aménagement du nouveau chemin d'accès menant à l'éolienne 4 ;

4. Les instructions particulières suivantes seront scrupuleusement respectées:

- exécuter les travaux en dehors de la période avril - juillet (dérangement des espèces nicheuses).
- lors des travaux, veiller à ne pas écraser d'amphibiens (dont les Tritons crêtés), en particulier à hauteur de la petite mare située le long du nouveau chemin d'accès à l'éolienne 4 ;
- à propos du chemin d'accès à l'éolienne 1, l'élargir du côté opposé à l'arbre remarquable et effectuer la tranchée de raccordement électrique de ce côté également afin de permettre un contournement suffisant des branches et du système racinaire ;
- réaménager le chemin d'accès à l'éolienne 1 et l'aire de montage de celle-ci de manière conviviale étant donné le passage de deux sentiers de randonnée ;
- après les travaux, remettre en état les talus et accotements de façon à obtenir un résultat équivalent à la situation initiale. Les talus seront réensemencés avec un mélange 'prés fleuris' ;
- repérer les plantes invasives présentes le long des voiries d'accès au site et le long du tracé du raccordement électrique souterrain et éliminer ces plantes avant ou pendant l'exécution du chantier de façon à éviter leur dissémination. Pour cela, un responsable spécialement désigné devra réaliser le suivi environnemental du chantier ;

4. Les autres recommandations de l'EIE seront également mises en œuvre avant le fonctionnement du parc.

## **2. Conditions relatives aux nuisances sonores**

Au vu des prévisions de bruit à l'immission mises en évidence par les simulations présentes dans l'étude d'incidences sur l'environnement, des bridages en périodes de transition et de nuit doivent être appliqués. Afin de déterminer au mieux les paramètres de bridage permettant de respecter les normes de bruit, les actions suivantes sont mises en œuvre:

---

---

## **1. CAMPAGNE DE SUIVI ACOUSTIQUE**

---

---

**Art 1.** Dans les 12 mois suivant la mise en service du parc éolien, l'exploitant fait réaliser une campagne de suivi acoustique par un bureau agréé pour les catégories 1 et 2 de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> juillet 2010 relatif aux conditions et modalités d'agrément des laboratoires ou organismes en matière de bruit.

*Cette étude concerne les émissions sonores de l'ensemble du parc éolien.*

**Art 2.** Si le bureau d'acoustique l'estime nécessaire à la détermination du bruit particulier des éoliennes, des périodes de mise hors service du parc seront aménagées, de manière à permettre une mesure du bruit résiduel.

**Art 3.** La campagne de mesures comprend un enregistrement en continu des  $L_{Aeq,1sec}$  pendant une période de 2 mois minimum, en 3 points d'immission représentatifs des différents sites exposés aux bruits des éoliennes.

*Les mesures sont réalisées à l'extérieur des immeubles, à au moins 3.5 mètres de toute structure réfléchissante autre que le sol, en un endroit qui est directement exposé ou qui est susceptible d'être directement exposé au bruit des éoliennes, et à une hauteur comprise entre 1.2 et 1.5 mètre au-dessus du sol.*

*Un anémomètre est en placé durant toute la campagne de mesures, sur le site éolien, à une hauteur de 10 mètres.*

*Les paramètres mesurés et enregistrés par l'anémomètre sont, toutes les minutes, la vitesse moyenne, la vitesse maximale et la direction moyenne du vent. Chaque paramètre est relatif à la minute écoulée.*

*Les enregistrements sont poursuivis en cas d'intempéries et incluent les valeurs mesurées pour des vitesses de vent jusqu'à 10 m/s.*

*Chaque microphone est équipé d'une bonnette de protection contre le vent et les intempéries.*

**Art 4.** L'exploitant fournit au bureau d'acoustique les données de vitesse et direction du vent au niveau de la nacelle des éoliennes.

*L'étude de suivi acoustique comprend un relevé des données pluviométriques, par tranches de 10 minutes, disponibles au niveau de la station météo la plus proche.*

---

---

## **2. TESTS DE BRIDAGE**

---

---

**Art 5.** Si des dépassements des niveaux de bruit limites sont constatés, l'étude comprend des tests de bridage sur les éoliennes suspectées d'être responsables des dépassements, y compris s'il s'agit d'éoliennes du parc déjà en service. Ces tests sont destinés à vérifier la réduction effective des émissions sonores.

**Art 6.** Durant ces tests de bridage, des mesures à l'émission sont réalisées sur l'une des éoliennes bridées. Ces mesures sont effectuées au point de référence et selon les conditions de mesure décrites dans la norme IEC 61400 partie 11. Les niveaux  $L_{Aeq,1sec}$  y sont mesurés chaque seconde en continu simultanément à ceux relevés à l'immission.



*Les tests de bridage et mesures à l'émission comprennent au moins 2 heures de mesures sans bridage et 2 heures de mesures avec bridage, lorsque la vitesse du vent à 10 mètres de hauteur est supérieure à 7 m/s, durant au moins 50% du temps.*

---

### **3. RAPPORT**

---

*Le rapport technique de la campagne de suivi acoustique est transmis à la cellule bruit de la DGO3 (15, Avenue Prince de Liège à 5100 Jambes) et au fonctionnaire chargé de la surveillance dans un délai de 13 mois à dater de la mise en exploitation du projet.*

### **3. Conditions relatives au volet " Mobilité-Transport Aérien"**

La zone d'implantation se trouvant dans une région de catégorie C (zone d'exercices militaires), les éoliennes seront balisées de jour et de nuit comme décrit dans le paragraphe 7.3.2 de la Circulaire GDF03 ([http://www.mobilit.belgium.be/fr/transport\\_aerien/circulaires/](http://www.mobilit.belgium.be/fr/transport_aerien/circulaires/)).

Afin de garantir la sécurité des vols pendant les travaux, si des grues ou d'autres moyens dont la hauteur est supérieure à 25 mètres AGL (au dessus du niveau du sol) sont utilisés, un balisage de nuit y sera appliqué par des feux de basse intensité type A (10 cd min.).

Les instances reprises ci-dessous sont notifiées par écrit 60 jours avant le début des travaux de construction. Ce courrier précise la date du début des travaux, de l'implantation de la construction, de la fin des travaux ainsi que du démontage éventuel de la construction avec mention de la position exacte des obstacles en coordonnées Lambert ainsi que la hauteur totale afin, si cela s'avère nécessaire, de Toute information utile (placement de grues, ... ) est notifiée à temps via le fax COMOPSAIR Airspace Control Ops au 02/701.72.66 (et MDC au 02/752.42.01).

- **la Direction générale Transport aérien** (M. Kris Clarysse avec mention des LA/A-POR/BDC/13-0642, dossier WT987) ;
- **la Défense** (Major Frédéric Rouffé avec mention des références suivantes : MITS : 13-00162860, dossier 30/1206-1) ;
- **Belgocontrol** (M. Johan Caroen avec mention des références suivantes : O/AIM/U/Wind-241/13-0225).

Les installations à énergie éolienne doivent être équipées d'un système d'alarme automatique qui avertit une centrale en cas de pannes (lampe défectueuse, rupture de courant... ). Les pannes doivent être immédiatement communiquées au «Military Detachment for Coordination» (02/752.44.52). Le balisage lumineux doit être réparé et son fonctionnement correct rétabli dans les 48 heures. En cas de panne grave, un rapport détaillé journalier doit être transmis à ce service.

Dans le respect des prescriptions de la circulaire GDF03 susmentionnée, les feux 'W' seront occultés de nuit vers le bas et leur intensité lumineuse sera limitée au strict

minimum prescrit. Les balisages de jour et de nuit de toutes les éoliennes seront synchronisés.

#### **4. Conditions relatives au volet "RTBF" (Diffusion hertzienne)**

Si l'implantation des éoliennes provoque des perturbations dans la diffusion et la réception des émissions diffusées par voie hertzienne par la RTBF, l'exploitant prend en charge, à titre d'indemnisation du préjudice subi, l'ensemble des coûts consécutifs à une modification des caractéristiques techniques du site d'émission perturbé de la RTBF ou, au besoin, liés à l'installation ou au renforcement d'un autre site d'émission.

#### **5. Conditions relatives à la construction, l'exploitation et au démantèlement des éoliennes - Cautionnement**

- La période d'exploitation est prévue pour un terme expirant le 18 décembre 2033. Au terme de cette période et à défaut d'avoir une nouvelle autorisation, le site est remis en état. Dans ce but, une sûreté de 80.000 euros par éolienne est constituée, dès la délivrance du permis unique, en application des dispositions de l'article 55 du décret du 11/03/1999 relatif au permis d'environnement. Le permis n'est exécutoire qu'après la constitution dudit cautionnement ;
- Les ouvrages de fondation et d'ancrage sont réalisés sur base d'une connaissance suffisante du sol et du sous-sol, ainsi que des coefficients de sécurité vis-à-vis des risques sismiques. Si nécessaire, des essais de reconnaissance géotechniques et géophysiques seront réalisés ;
- Avant le début des travaux, un état des voiries communales est effectué, en accord avec le service travaux et/ou l'ingénieur conseil des communes concernées ;
- Le planning des transports exceptionnels est communiqué aux gestionnaires des voiries empruntées ;
- L'autorité compétente et le Fonctionnaire chargé de la surveillance sont informés des arrêtés de police pris lors de l'exécution des travaux ;
- Les travaux d'aménagement des chemins d'accès aux éoliennes sont planifiés en concertation avec les exploitants agricoles concernés afin de garantir un accès à leurs champs lorsque c'est nécessaire ;
- Les chemins à aménager ne sont pas formés de matériaux perméables (voir lettre sur les recommandations pour les itinéraires du GAL - transmise hors délai : numéro 1697) ;
- Les aménagements prévus par le GISER contre inondations et ruissellements sont mis en œuvre
- La convivialité du réaménagement de l'ensemble des chemins d'accès aux éoliennes pour les promeneurs est respectée ;
- Après travaux de montage des éoliennes, seules les zones nécessaires à l'exploitation de celles-ci sont maintenues. Les autres parcelles sont remises en état, en concertation avec les propriétaires et les exploitants agricoles. Les voiries communales sont remises en état en concertation avec les communes concernées.

- L'intégrité de tout élément arbustif ou arboré sera respectée sur tout le parcours du le raccordement électrique ;
- Les éoliennes sont équipées d'un dispositif destiné à retenir les pales en cas d'arrachement de celles-ci ;
- Les éoliennes sont équipées d'un dispositif de freinage les empêchant d'atteindre des vitesses de rotation excessives et dangereuses pour la sécurité publique ;
- En vue d'éviter les dangers liés à la foudre, les éoliennes sont efficacement reliées à la terre ;
- Avant toute opération de terrassement, l'exploitant s'informe de la présence éventuelle de pipe-lines, lignes électriques ou autres équipements souterrains et prend toutes les dispositions nécessaires pour que les travaux ne mettent pas en danger la sécurité des personnes et des biens ;
- Il sera pris en considération le risque sismique de manière à calculer au mieux le dimensionnement des fondations et à garantir la stabilité des éoliennes ;
- Tout le matériel présentant un risque de pollution du sol ou des eaux est entreposé sur une aire étanche permettant de récolter les fuites éventuelles. Les substances polluantes récoltées sont éliminées conformément à la législation en vigueur ;
- L'exploitant tient à disposition du Fonctionnaire chargé de la surveillance, les données relatives à la production électrique annuelle de chacune des éoliennes érigées. Si une éolienne enregistre une production annuelle électrique inférieure à 1 MWh, elle sera considérée comme définitivement hors d'état de fonctionnement. L'exploitant procèdera dans l'année à la remise en état justifiée par une production électrique atteignant la valeur seuil indiquée ci-avant ;
- Un système automatisé de contrôle assure la régulation des installations et le monitoring local ou à distance de celles-ci. En tout état de cause, un dispositif d'urgence est prévu pour l'arrêt immédiat en cas de danger ;
- Avant la mise en service et ensuite au minimum une fois par an, les installations sont vérifiées par un technicien compétent qui établit un certificat de contrôle. Les installations ne peuvent être mises en service que si ledit certificat conclut à la conformité des installations avec les diverses prescriptions applicables. Les certificats de contrôle sont archivés et tenus à la disposition du Fonctionnaire chargé de la surveillance. Les certificats de contrôle sont émis individuellement pour chaque éolienne ;
- Les travaux de réalisation et de remise en état des tranchées, cheminements, aires de montage et de travail, ainsi que l'enfouissement des câbles à grande profondeur sont effectués avec le plus grand soin. Un accord préalable des exploitants concernés est demandé afin de réduire au maximum le morcellement des superficies cultivées, de respecter les engagements relatifs aux mesures agro-environnementales et de veiller au bon fonctionnement des drainages existants ;
- Les câbles sont enterrés à 1,20 m en culture afin d'éviter tout accident lors de l'exploitation des parcelles ;
- Une attention particulière est apportée aux écoulements naturels, au maintien et à la restauration du réseau de drainage des parcelles ;



- Les recommandations de l'auteur d'étude d'incidences sont respectées, sous réserve qu'elles n'entrent pas en concurrence avec les conditions reprises ci-dessus ;

**Article 5.** Le permis unique est accordé pour un terme expirant le **18 décembre 2033** tant en ce qu'il tient lieu de permis d'environnement que de permis d'urbanisme.

Le permis est exécutoire à partir du lendemain de la notification qui en est faite à l'exploitant.

**Article 6.** Le permis est périmé si les travaux n'ont pas été commencés de manière significative dans les trois ans à compter du jour où le permis devient exécutoire conformément à l'article 46.

Par dérogation à l'alinéa précédent et sans préjudice de l'article 55, § 3, lorsqu'une sûreté est imposée conformément à l'article 55, § 1er, ce délai commence à courir à partir :

- 1° du jour suivant l'expiration du délai de recours contre la décision prévu à l'article 95, § 2 ;
- 2° du lendemain de la notification qui est faite au demandeur de la décision rendue sur recours ou, à défaut, du lendemain du délai qui était imparti à l'autorité de recours pour envoyer sa décision en vertu de l'article 95, § 7.

La péremption s'opère de plein droit. Toutefois, à la demande de l'exploitant, le permis est prorogé pour une période de deux ans. Cette demande est introduite trente jours avant l'expiration du délai de péremption visé aux alinéas précédents.

La prorogation est accordée par l'autorité qui était compétente en première instance pour délivrer le permis dont la prorogation est demandée.

**Article 7.** Le présent permis est frappé de caducité lorsque l'établissement autorisé n'est pas exploité durant deux années consécutives.

**Article 8.** L'exploitant est tenu :

- 1° de prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter, réduire ou remédier aux dangers, nuisances et inconvénients de l'établissement ;
- 2° de signaler immédiatement à l'autorité compétente tout cas d'accident ou d'incident de nature à porter préjudice aux intérêts visés à l'article 2 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;
- 3° de fournir toute l'assistance nécessaire pour permettre aux fonctionnaires et agents compétents de mener à bien leur actions visées à l'article 61, § 1<sup>er</sup>, points 3, 4 et 5, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;
- 4° de conserver, sur les lieux même de l'établissement où à tout endroit convenu avec l'autorité compétente, l'ensemble des permis ou déclarations en vigueur, toutes décisions prescrivant des conditions complémentaires d'exploitation, ainsi que le registre des modifications intervenues et la liste des incidents et accidents visés au 2° ;

- 5° de conserver également aux mêmes lieux, tous les rapports, certificats et procès verbaux émanant d'organisme de contrôle, de visiteurs ou d'experts, et ayant trait à la sécurité ou la salubrité publique ;
- 6° d'informer l'autorité compétente et le fonctionnaire technique de toute cessation d'activité au moins 10 jours avant cette opération sauf cas de force majeure ;
- 7° de remettre le site, en fin d'exploitation, dans un état satisfaisant au regard de la protection de l'homme et de l'environnement ;
- 8° de porter à la connaissance de l'autorité compétente, du collège communal et du fonctionnaire technique, au moins 15 jours à l'avance, la date fixée pour la mise en œuvre du permis.

**Article 9.** Toute transformation ou extension d'un établissement de classe 1 ou de classe 2 qui ne consiste pas en :

- 1° le déplacement de l'établissement ;
- 2° la transformation ou l'extension de l'établissement entraînant l'application d'une nouvelle rubrique de classement autre que de classe 3 ou étant de nature à aggraver directement ou indirectement les dangers, nuisances ou inconvénients à l'égard de l'homme ou de l'environnement, et affectant le descriptif ou les plans annexés au permis ou encore une source d'émission de gaz à effet de serre spécifiés ;

doit être consignée par l'exploitant dans un registre.

Tous les ans, à la date anniversaire du présent arrêté et pour autant que l'établissement ait subi des transformations ou extensions, l'exploitant envoie une copie de la liste des transformations ou extensions intervenues au cours de l'année écoulée au fonctionnaire technique et au Collège communal de la commune sur le territoire de laquelle est situé l'établissement, et à l'organisme désigné si la transformation ou l'extension affecte notablement une source d'émission de gaz à effet de serre spécifiés.

**Article 10.** L'exploitant est tenu de notifier à l'autorité compétente son intention de céder l'exploitation de son établissement, en tout ou en partie, à une tierce personne. Le cessionnaire est tenu de signer conjointement la notification, en confirmant par écrit avoir pris connaissance du permis, poursuivre la même activité et accepter les conditions fixées dans le présent permis.

**Article 11.** Sans préjudice des poursuites pouvant être exercées en vertu du Code pénal, les contraventions au présent arrêté seront constatées et punies conformément à la partie VIII - *Recherche, constatation, poursuite, répression et mesures de réparation des infractions en matière d'environnement* - de la partie décrétable du livre 1er du code de l'environnement.

En outre, le présent permis ne préjudicie pas aux droits des tiers.

**Article 12.** Mention du présent arrêté est faite au registre dont question à l'article 36 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, en marge de l'arrêté dont appel.

**Article 13.** Un recours en annulation pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, peut être porté devant le Conseil d'Etat contre la présente décision par toute partie justifiant d'une lésion ou d'un intérêt.

Le Conseil d'Etat, section administration, peut être saisi par requête écrite, signée par l'intéressé ou par un avocat, et ce dans les 60 jours à dater de la notification ou de la publication de la présente décision.

**Article 14.** Dans les 10 jours de la prise de décision celle-ci est portée à la connaissance du public par voie d'affichage d'un avis.

Le contenu de cet avis et les modalités de l'affichage sont définis par l'article D.29-22 du livre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement. La durée de cet affichage est de vingt jours.

**Article 15.** La décision est notifiée :

1. En expédition conforme et par envoi recommandé :

- au demandeur ;
- au fonctionnaire technique ayant instruit la demande en première instance ;
- au fonctionnaire délégué ayant instruit la demande en première instance ;
- au Collège communal de et à 5340 GESVES ;
- au Collège communal de et à 5350 OHEY ;
- au Collège communal de et à 5370 HAVELANGE ;
- au Collège communal de et à 5330 ASSESSE ;
- au fonctionnaire chargé de la surveillance du ressort de la DGO3 - DPC - Direction extérieure de Namur-Luxembourg, Avenue Reine Astrid n° 39 à 5000 NAMUR ;

2. En expédition conforme par envoi libre :

- au fonctionnaire délégué sur recours ;
- à la CCATM DE GESVES, Chaussée de Gramptinne n° 112 à 5340 GESVES ;
- à la CCATM DE OHEY, Place Roi Baudouin n° 80 à 5350 OHEY ;
- à la COMMISSION ROYALE DES MONUMENTS, SITES ET FOUILLES, rue du Verbois n° 13 bte c à 4000 LIEGE 1 ;
- au CWEDD, Rue du Vertbois n° 13 bte c à 4000 LIEGE ;
- à la DGO3 - DEE - DPP - CELLULE BRUIT, Avenue Prince de Liège n° 15 à 5100 JAMBES ;



- à la DGO3 - DSD, avenue Prince de Liège 15 à 5100 NAMUR (Jambes) ;
- à la DGO3 - DEE - eaux de surface, avenue Prince de Liège 15 à 5100 5100 JAMBES ;
- à la DGO3 - DNF - DIRECTION EXTÉRIEURE DE NAMUR, Avenue Reine Astrid n° 39 à 5000 NAMUR ;
- à la DGO3 - DRCE - DIR. DÉVELOPPEMENT RURAL DE WAVRE, Avenue Pasteur n° 4 à 1300 WAVRE ;
- à la DGO4 - DEBD - ENERGIE & BÂTIMENT DURABLE, rue des Brigades d'Irlande n° 1 à 5100 JAMBES) ;
- 9. à l'IBPT, Ellipse Building-Bât.C-Boulevard du Roi Albert II n° 35 à 1030 BRUXELLES ;
- à la RTBF - DIRECTION DES EMETTEURS, Boulevard Reyers n° 52 à 1044 BRUXELLES ;
- à la DIRECTION GENERALE DU TRANSPORT AERIEN, Ctr communication Nord 2è étage - rue du Progrès n° 80 bte 5 à 1030 BRUXELLES ;
- au SERVICE TECHNIQUE PROVINCIAL, chaussée de Charleroi n° 85 à 5000 NAMUR ;
- à la DGO3 - DPC - Direction extérieure de Namur-Luxembourg, Avenue Reine Astrid n° 39 à 5000 NAMUR ;

Fait à NAMUR, le

Philippe HENRY



## 5. Liste des annexes

Résumé non technique de l'étude d'incidences.

Etude d'incidences complémentaire du 9 septembre 2013 relative au bruit et au productible.

Plans

Fait à Namur, le

30 DEC. 2013

Le Fonctionnaire délégué, *abent*

*Christain GERON*  
Ir Christain GERON  
Directeur général

Le Fonctionnaire technique,

*Marc PEERTS*  
Inspecteur général  
Marc PEERTS

Ir José RENARD  
Directeur général a.i.

Ir. JP. VAN REYBROECK  
Inspecteur général

Agent traitant DPA : Eric DEREYDT, Attaché  
Chef de service : Guy BOXHO, Directeur f.f.  
Chef de Département : Marc PEERTS, Inspecteur général

Agent traitant DGATLP : Jean-Serge BALTHASART, Gradué principal  
Chef de Service : Xavier DEBUE, Directeur f.f.